

**LES REPRÉSENTATIONS
DE L'AFFAIRE
DREYFUS
DANS LA PRESSE
EN FRANCE
ET À L'ÉTRANGER**

ACTES DU COLLOQUE DE SAINT-CYR-SUR-LOIRE

(NOVEMBRE 1994)

Publication de l'Université François-Rabelais
Tours

LITTÉRATURE ET NATION

*Revue d'histoire des représentations
littéraires et artistiques*

Publiée par l'équipe de recherche
Histoire des représentations
sous la direction de Jean-Marie Goulemot
avec le concours du Conseil scientifique
de l'Université de Tours

Comité de rédaction

Jacques Body, Pierre Citti, Jean-Marie Goulemot,
Maurice Penaud, Jean-Louis Backès

Secrétariat de rédaction

C. Charmet

Toute correspondance est à adresser à :
Littérature et Nation, 3 place Anatole-France, 37000, TOURS

Le présent numéro, hors série, est vendu au prix de 150 F.

ISSN 1146-2698

Les chèques doivent être libellés à l'ordre de
Monsieur l'Agent comptable de l'Université de Tours,
et adressés à
Littérature et Nation, 3 place Anatole-France, 37000, TOURS

**LES REPRÉSENTATIONS
DE L'AFFAIRE DREYFUS
DANS LA PRESSE
EN FRANCE
ET À L'ÉTRANGER**

ACTES DU COLLOQUE DE SAINT-CYR-SUR-LOIRE

(NOVEMBRE 1994)

Publication de l'Université François-Rabelais

Tours

LES REPRÉSENTATIONS DE L'AFFAIRE DREYFUS DANS LA PRESSE EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

Sommaire

Eric CAHM — La première affaire Dreyfus dans la presse et dans l'opinion en 1894 - 1895 : une préfiguration.....	1
Jean-Yves MOLLIER — La bataille de l'imprimé.....	15
Géraldi LEROY — L'Affaire Dreyfus dans la <i>Revue blanche</i>	29
André HÉLARD — Tout est dans le plus grand calme.....	39
Louis BALADIER — Genèse d'un fantôme collectif: images de l'Affaire Dreyfus dans le supplément illustré du <i>Petit Journal</i>	47
Jean-Jacques TATIN-GOURIER — L'Affaire Dreyfus dans la presse d'Indre-et-Loire.....	55
Philippe ORIOL — Du <i>Libertaire</i> au <i>Journal du peuple</i> : l'Affaire sans Dreyfus.....	61
Colette COSNIER — Les "Reporteresses" de <i>La Fronde</i>	73
Maire CROSS — Les Représentations de l'Affaire Dreyfus dans le journal <i>La Fronde</i> entre décembre 1897 et septembre 1899.....	83
Alain QUELLA-VILLÉGER — Deux journalistes dans l'Affaire Dreyfus : Louis de Robert et Paul Brulat, amis de Zola.....	91
Agnès FRAYSSE — L'Affaire Dreyfus dans la presse médicale.....	99
Martyn CORNICK — "La plus grande nouvelle depuis la Crucifixion!" Représentations de l'Affaire Dreyfus en Grande-Bretagne.....	109

Marie-Christine KOK-ESCALLE — La réception de l’Affaire Dreyfus aux Pays-Bas: la presse néerlandaise et les réactions françaises.....	119
Valeria DE GREGORIO CIRILLO — La représentation de l’Affaire dans les organes de presse napolitains: l’exemple du <i>Mattino</i>	129
Wolfgang ASHOLT — L’Affaire dans les débats allemands : des exemples allemands de Karl Krauss à Thomas Mann.....	137
Béatrice LAVILLE — Zola et ses représentations de l’Affaire	145
Pierre MICHEL — L’opinion publique face à l’Affaire d’après Octave Mirbeau	151
André DASPRES — L’Affaire Dreyfus d’après <i>Jean Barois</i> de Roger Martin du Gard.....	161
Pierre BÉNARD — Maurice Barrès regarde Alfred Dreyfus	169
Patricia FERLIN — Gyp, de l’engagement à l’acharnement.....	175
Alain PAGÈS — Histoire et Fiction, l’Affaire Dreyfus au théâtre.....	181
Denis PERNOT — Paul Stapfer : un universitaire dans l’Affaire.....	189
Nicole GRENIER — L’Affaire Dreyfus et le malaise dans la civilisation.....	197

Les communications incluses dans le présent volume ont été prononcées lors du colloque qui s’est tenu dans les salons de la mairie de Saint-Cyr-sur-Loire les 17, 18 et 19 novembre 1994. Ce colloque avait été organisé, pour l’Université François Rabelais, par Eric Cahm et Pierre Citti, alors responsable de l’équipe de recherche EA1375.

Littérature et Nation remercie Monsieur Philippe Briand, maire de Saint-Cyr-sur-Loire, Monsieur Jean-Yves Couteau, Maire-Adjoint chargé de la Communication, et toute l’équipe de la municipalité pour la qualité de leur accueil et pour leur participation à la réalisation du colloque et de la présente publication.

LA PREMIERE AFFAIRE DREYFUS DANS LA PRESSE ET DANS L'OPINION EN 1894-1895 : UNE PREFIGURATION

L’Affaire Dreyfus comme affaire d’opinion ne commence qu’en 1898, affirme-t-on généralement, et ce qui s’est passé en 1894-1895 ne relève que du fait divers. Je veux démontrer ici au contraire, afin que ce colloque commence véritablement par le commencement, qu’il y a eu ce que j’ai appelé la première affaire Dreyfus, s’étendant de la révélation de l’arrestation du capitaine juif le 1er novembre 1894 jusqu’à sa dégradation le 6 janvier 1895. En réalité, cette première affaire était déjà une affaire d’opinion, et même une affaire d’Etat, à Paris et dans certaines grandes capitales européennes : et elle a préfiguré, par ses enjeux et par les réactions qu’elle a engendrées, dans divers secteurs de l’opinion, la grande Affaire de 1897-1899. Le travail que je vous présente est basé surtout sur le dépouillement, pour cette courte période, de 46 journaux parisiens et d’un échantillon des quotidiens de province, d’Allemagne et de Londres, étant entendu que la presse représente la principale et presque l’unique source pour les débuts de l’affaire Dreyfus. Les journaux français consultés, surtout des quotidiens, vont du monarchisme à l’anarchisme et reflètent aussi le catholicisme, le protestantisme et le judaïsme. L’inédit de 230 pages dont cette communication est tirée m’a occupé de 1989 à 1993 et représente la chronique la plus complète à ce jour des débuts de l’affaire Dreyfus et du procès de 1894, dont il est possible de reconstituer, par le menu, à la fois le cadre — l’Hôtel des Conseils de Guerre de la rue du Cherche-Midi, maison que Victor Hugo a fréquentée pendant sa jeunesse — et tout le déroulement.¹ Il faut se rendre compte, dès le départ, que l’accusation de haute trahison portée contre un officier haut placé, en stage à l’Etat-Major, l’implication immédiate de l’ambassade d’Allemagne, l’instruction interminable, le procès de Dreyfus et sa condamnation, ne pouvaient que créer de grands remous en France et frapper l’imagination de l’étranger. Pourrait-il en être autrement ? Certains journaux parisiens annonçaient d’emblée que c’était le plus gros scandale dans l’armée française depuis Bazaine ; le *Petit Parisien* déclara avec prescience : "Cette lamentable affaire aura dans l’armée et dans le pays un retentissement énorme" ; le ministre des Affaires Etrangères, Gabriel Hanotaux, déclarait qu’il en était "hanté". Il disait encore que l’affaire ne faisait que commencer. Il avait parfaitement raison.

* * *

Dès le 1er novembre 1894, *La Presse* pouvait écrire : "Paris et la France entière sont sous le choc d’une indescriptible émotion" ; les journaux de tous les horizons politiques évoquaient la "profonde émotion" qui avait saisi le pays, parlaient de leur horreur, de leur

indignation. Les sentiments les plus violents, les plus féroces même, étaient librement exprimés. La presse nationaliste se déchaîna : "Qu'on le fusille !", s'exclama le général Riu dans la *Libre Parole*.

Dès la révélation du nom de Dreyfus le 1er novembre par la *Libre Parole* — qui affirmait qu'il avait avoué et qu'il avait vendu des secrets à l'Allemagne — la quasi-totalité de la presse parlait de sa culpabilité. Seules quelques grandes feuilles du centre hésitaient encore à l'accabler. Les antisémites et les nationalistes ne s'embarraient guère d'arguments : le fait que Dreyfus était un juif leur suffisait ; pour les autres, il était inimaginable que le ministre de la guerre, le Général Mercier, l'eût fait arrêter sans preuves convaincantes. Rappelons qu'au moment de cette annonce, Dreyfus avait été incarcéré déjà depuis quinze jours dans le plus grand secret, et que le black-out gouvernemental sur son affaire n'avait été levé que par suite des premières fuites dans les journaux, au cours des derniers jours d'octobre. Après qu'un haut fonctionnaire eut expliqué, le 2 novembre, dans le très officiel journal *Le Temps*, que Dreyfus avait trahi pour de l'argent, les quelques hésitations disparaissaient et une série de racontars parurent dans la presse, les uns après les autres — ces articles sont abondamment cités par Patrice Boussel et dans tous les livres sur l'Affaire : Dreyfus se serait laissé "amorcer" ; il aurait trahi les secrets de la mobilisation, vendu des documents à l'Italie, livré les noms des officiers français en mission ; il aurait même été en liaison à cet effet avec une "noble et belle dame" à Nice². Tout cela était pure invention, aucune de ces histoires n'a tenu plus de quelques jours, mais dans le silence officiel, elles ont eu le temps d'impressionner l'opinion. Dreyfus était jugé et condamné d'avance par une bonne partie de la presse, qui, ne disposant d'aucun élément matériel, s'est laissé aller au gré d'une imagination meurtrière, qui condamnait l'accusé par avance et le vouait, le plus souvent, à la mort. L'esprit populaire ne pouvait, en effet, imaginer d'autre sanction à la trahison que la peine de mort. *Le Temps* s'est un peu repris cependant : ce journal a publié le 5 novembre une interview avec Madame Hadamard, belle-mère de Dreyfus, qui soulignait son patriotisme et le fait qu'il n'avait pas de soucis d'argent. *Le Journal* a suivi, le 6, avec une autre interview sensationnelle où Madame Bodson a affirmé que Dreyfus était le plus patriote, le plus chauvin même des officiers qu'elle recevait autrefois dans son salon, et qu'il avait rompu avec elle précisément en raison de ses relations à elle avec un officier allemand. Dans le même numéro, Emile Bergerat a réclamé, pour Dreyfus, "le droit d'être innocent". Et lorsque tous les journaux ont annoncé, vers le 9 novembre, qu'Edgar Demange, membre très respecté du barreau parisien, n'avait pas refusé de le défendre, et que cet avocat a révélé dans *La Presse* que la seule base de l'accusation était le bordereau, le bonapartiste Cassagnac a déclaré dans *L'Autorité* qu'il ne consentirait pas à faire fusiller un soldat français sur le rapport d'un expert en écriture, et qu'il fallait tout prévoir, "même l'innocence de l'accusé"³. *Le Figaro* a dû publier ensuite un article qui pesait le pour et le contre⁴ ; Demange a également déclaré que le mobile du crime restait mystérieux. Un journaliste radical très averti, Edmond Magnier, venait, lui aussi, de scruter, dans son journal *l'Événement*. Le milieu d'origine de Dreyfus, sa carrière très prometteuse et sa situation financière, pour s'étonner devant un tel crime.⁵ Joseph Reinach, qui connaissait le patriotisme des juifs alsaciens, les juifs Michel Bréal et Théodore Herzl trouvaient tous les trois qu'il n'y avait pas de mobile et que le crime imputé à Dreyfus était incompréhensible, inexplicable. Ainsi, quelques individus qui connaissaient Dreyfus ou son milieu, un ou deux journalistes consciencieux — dont le bonapartiste Cassagnac, qui quelquefois se distançait de son camp -- se sont singularisés en posant des questions pertinentes, notamment celle du mobile, qui n'a cessé de préoccuper

tous les esprits un peu objectifs. Mais que pesait cela face à la crédulité et au conformisme généraux, pour ne pas parler du préjugé racial ? Demange s'est enfin opposé "de la façon la plus énergique" à ce que le huis-clos fût prononcé. Cassagnac s'est rangé également à cet avis et, là-dessus, la grande majorité des journaux se sont mis d'accord. "L'opinion unanime demande la lumière, toute la lumière," déclara le vieux radical Ranc⁶

* * *

Au total, l'immense majorité des articles de presse tenaient la culpabilité de Dreyfus pour certaine, les quelques doutes exprimés publiquement n'eurent aucun effet, et si les journaux républicains continuaient à se rappeler la présomption d'innocence, ils ne la respectaient pas toujours. Il s'installa seulement chez eux un débat juridique, docte mais un peu confus, dont il ressortit que, la peine de mort ayant été abolie en matière politique par la constitution de 1848, Dreyfus y échapperait. L'opinion populaire n'avait que faire de ces "chinoiseries juridiques" et, on l'a vu, ne voulait entendre parler que de la peine de mort, réclamée par les journaux nationalistes — et ils n'étaient pas les seuls. Le haro sur Dreyfus a tout de suite alarmé l'Allemagne, comme l'Italie, parce que les deux pays étaient mis en cause dès les premiers jours. *Le Matin* a ensuite accusé l'ambassade allemande d'être le centre de l'espionnage allemand en France, et même le général Mercier a insinué que Dreyfus "était depuis trois ans en relations avec les agents d'un gouvernement étranger qui n'était ni le gouvernement italien ni le gouvernement austro-hongrois."⁷ L'ambassadeur allemand Münster a dû publier démenti sur démenti, affirmant et réaffirmant que Dreyfus n'avait jamais eu de relations avec l'Allemagne : il se déclarerait las d'avoir à répéter toujours le même démenti.

Dès le premier jour, il était clair que l'affaire du capitaine Dreyfus était une affaire d'Etat : elle était débattue tout de suite en conseil de cabinet ; mais elle ne pouvait qu'embarrasser le gouvernement français. Non seulement elle commencerait tout de suite à créer des ennuis avec l'Allemagne et l'Italie, mais l'agitation à laquelle elle pouvait mener à l'intérieur risquait aussi de contrarier le pouvoir républicain dans sa politique d'apaisement, qui était engagée depuis un certain temps. Toute possibilité d'un retour à la monarchie semblait exclue mais, depuis le début des années 1890, le danger social et politique venait au contraire de l'extrême-gauche : de la vague d'attentats anarchistes qui, heureusement, venait de prendre fin, mais aussi de l'essor socialiste et syndical, qui représentait pour les Républicains au pouvoir une véritable obsession. Face aux socialistes, les gouvernants républicains tendaient la main à l'Eglise catholique depuis le printemps de 1894, parlant d'un "esprit nouveau", et ils prêchaient la réconciliation de tous les Français autour d'une République "progressiste", prête à faire quelques gestes en faveur des démunis. L'agitation autour de Dreyfus risquait de ranimer les querelles politiques et religieuses qu'ils croyaient avoir apaisées, et, s'ajoutant à la menace socialiste, représentait pour eux un ennui supplémentaire, dont ils auraient bien pu se passer. Dès novembre 1894, la tactique gouvernementale consistait à minimiser ou même à nier l'affaire Dreyfus, et cette tactique allait continuer jusqu'en 1898. Le premier ministre Méline lui donnerait son expression classique en décembre 1897 : "Il n'y a pas d'affaire Dreyfus." En 1894, le gouvernement gardait le silence le plus longtemps possible sur l'arrestation de Dreyfus, et ce n'était qu'en réponse aux événements que des déclarations officielles ont été publiées par la suite. La presse républicaine du centre suivait fidèlement cette ligne : *Le Temps* en particulier réduisait sa

couverture de la question après les premiers jours au strict minimum, et il a même accompli l'exploit, au début du procès de décembre, de ne pas en parler du tout. et de donner cependant de la place à un vol de bicyclettes !

Le ministre de la guerre, le général Mercier, avait d'autre part des raisons personnelles pour l'inciter, lui aussi, à se taire et à minimiser la portée d'une affaire qui, selon lui, ne concernait que des documents de "peu d'importance". Son premier communiqué gouvernemental admettant l'arrestation de Dreyfus n'avait été provoqué que par les révélations de la presse ; ses interviews du 17 et du 28 novembre, où il affirmait sa "certitude absolue" de la culpabilité de l'accusé, avaient suivi, au moins dans un cas dans le même quotidien, le *Journal*, les quelques doutes qui commençaient à s'exprimer et qu'on a notés plus haut, et les impatiences face à une instruction qui traînait depuis le début du mois.⁸ Pourquoi ces retards dans la mise en jugement de Dreyfus, demandait-on jusqu'à Francfort, surtout si le ministre avait la certitude de sa culpabilité ? Ses collègues gouvernementaux se préparaient à le "débarquer" : Mercier était attaqué dans la presse, et son ministère était menacé, à cause d'une série de gaffes, antérieures à l'affaire Dreyfus, qui l'avaient rendu impopulaire. C'est ainsi dans le contexte d'un silence gouvernemental voulu, qui a laissé la voie ouverte à toutes les exagérations de la presse, qu'il convient maintenant de passer en revue les réactions des divers secteurs de l'opinion en novembre-décembre 1894, face au procès Dreyfus.

* * *

Jusqu'au verdict, les journaux socialistes de parti ne s'occupaient pas plus que les républicains du cas de Dreyfus ; c'était pour eux un officier et un bourgeois, et son affaire ne concernait en rien les ouvriers. Mais la *Petite République* socialiste suivait son affaire en détail, et ne différait guère par son ton de la presse bourgeoise : tenant Dreyfus tout de suite pour coupable, elle n'a exprimé que de rares doutes à ce propos ; et elle était horrifiée, comme ses confrères, par le crime de trahison. La surenchère patriotique n'était pas loin, et quelquefois son langage frisait l'antisémitisme.⁹ Les anarchistes du *Père Peinard*, de leur côté, ont tenté une sortie un peu paradoxale contre l'armée : "Ohé les bourgeois... JEREMIADES ! patriotards en fureur... les militaires ont cela dans le sang." Et ils ont qualifié Dreyfus de "youpin alsacien".¹⁰ Toujours à l'extrême-gauche, si la *Lanterne* posait de nombreuses questions sur l'affaire naissante et si, chez les radicaux, la couverture de *L'Événement* était exemplaire et honnête, la *Dépêche de Toulouse* acceptait les explications officielles et utilisait un langage antisémite ; des journaux comme *Le Radical* et *Le Rappel* ne s'occupaient pas trop de Dreyfus. On l'a vu, la presse républicaine du centre ne voulait pas du tout parler du cas Dreyfus, ou si peu ; mais elle refusa quand-même l'amalgame entre lui et les juifs en général, resta au niveau de l'argument rationnel, prônant le calme et la réserve, et elle condamna les haines de race et religion, toujours dans son souci de paix intérieure. C'était le contraire chez les nationalistes. *L'Éclair* s'est fait le porte-parole de l'Etat-Major, et surtout *La Libre Parole* de Drumont et *L'Intransigeant* de Rochefort ont mené une campagne virulente à la fois contre le pouvoir, contre Mercier et contre les juifs, campagne sur laquelle je ne m'étendrai pas, tant elle est connue et figure dans tous les livres. Il faut simplement noter à ce propos que le mouvement antisémite organisé était au point mort en 1894 et que l'arrestation de Dreyfus est venue à point nommé pour permettre à Drumont de relancer sa campagne, en insistant sur l'idée que la trahison du juif Dreyfus était l'illustration parfaite de

ses thèses sur le juif traître par nature. L'affaire Dreyfus permettrait donc, pensait-il, à l'antisémitisme de rebondir et de faire sa percée politique décisive. L'agitation antisémite a recommencé avec quelques réunions où des mesures d'exclusion étaient proposées contre les juifs. D'autre part, le chantage de Drumont et de Rochefort contre Mercier l'a forcé, au procès de 1894, à recourir au dossier secret, non communiqué aux juges. Là-dessus, Drumont et Rochefort sont devenus ses champions, **contre** le reste du gouvernement.¹¹ Le langage antisémite s'étendait aussi à la presse catholique, à *La Croix*, au *Pèlerin* et même, dans une moindre mesure, à *L'Univers*, véritable organe du parti catholique. Les catholiques étaient sur la défensive économiquement face à la concurrence juive dans la finance et le commerce, et puis politiquement, depuis que les républicains les avaient chassés du pouvoir et de l'administration. Aussi leurs griefs théologiques traditionnels contre le peuple juif décisifs se doublaient désormais d'arguments plus politiques : Dreyfus n'était pas un véritable Français et il ne fallait pas confier à des juifs comme lui les secrets de la défense nationale.¹² L'argumentaire catholique, qui mettait en doute le patriotisme des juifs, restait en-deçà cependant de la violence d'un Drumont. Les seules voix élevées dans la presse contre l'antisémitisme en 1894 étaient celles du vieux radical Ranc, dans *La Dépêche de Toulouse* — ce qui détonnait dans ce journal — et, encore une fois, celle d'Edmond Magnier, qui a demandé : "Est-ce qu'Israël n'a pas versé du sang pour la patrie française ?"¹³ Chez les protestants, c'était un autre son de cloche : si le *Signal* ne contestait pas l'idée de la culpabilité, montrait sa fidélité à la République, et donnait également dans une certaine surenchère patriotique, il se gardait bien d'attaquer les juifs, avec qui les protestants sentaient sans doute une certaine solidarité dans la persécution ; son moralisme protestant l'amenait à imputer le crime de Dreyfus à une tare morale.¹⁴ Quant aux juifs, ils étaient attachés, pour les mêmes raisons que les protestants, à la République qui les avait émancipés, et ils affichaient, de leur côté, un patriotisme ardent. Il ne saurait être question de prendre la défense d'un traître. Le député Camille Dreyfus (pas parent d'Alfred) déclarait en leur nom que si Dreyfus était coupable il serait frappé "sans pitié". S'il était innocent, il lui serait accordé une "éclatante réparation".¹⁵ Il y avait même quelques juifs, comme Isidore Singer et de Joseph Aron, pour "hurler avec les loups", comme disait Joseph Reinach : ils ajoutaient leurs voix à celles des nationalistes pour réclamer la peine de mort contre Dreyfus.¹⁶ Mais la plupart des juifs bourgeois plus ou moins assimilés, ceux qui s'exprimaient à travers *L'Univers Israélite*, et les *Archives Israélites*, avaient déjà adopté une politique de silence face aux attaques antisémites, et cette nouvelle affaire n'a fait que les confirmer dans une telle attitude : certains "juifs d'Etat", comme l'a montré Pierre Birnbaum, avaient des situations professionnelles très élevées à défendre. Ils avaient, dit Léon Blum, "tout à perdre". Aussi les deux organes de la communauté juive ont-ils eu tendance à garder un silence embarrassé sur le cas Dreyfus ; ils en ont parlé le moins possible, et aussi tard que possible, et se sont alignés sur la déclaration de Camille Dreyfus. Leur tendance, qu'on retrouverait pendant toute l'Affaire en France comme dans plusieurs groupes de juifs assimilés et riches à l'étranger, était aussi de minimiser la menace antisémite. Pour *L'Univers Israélite*, les antisémites en 1894 n'étaient que "quelques énergumènes".¹⁷ Il n'y avait qu'un Bernard-Lazare pour tenter une analyse sérieuse de la poussée d'antisémitisme et pour commencer à exprimer quelques doutes sur les vertus de l'assimilation.¹⁸

Au total, la presse parisienne véhiculait, comme toute presse d'ailleurs, le meilleur et le pire. Tout le monde rivalisait de patriotisme. *Le Siècle* a jugé ses confrères sans complaisance : "Moins on sait, plus on raconte. Pour les uns, cette affaire Dreyfus n'est qu'un

prétexte à gros titres en caractères d'affiche et une cause ou un espoir de vente ; pour d'autres, c'est une question politique, ou encore une occasion de refaire le procès d'une religion ou d'une race ; on ne peut déjà plus compter les élucubrations." ¹⁹

* * *

Mais quel a été l'impact de toute cette agitation médiatique parisienne sur l'opinion publique, qui, selon certains journaux, "s'affolait" ? Ici, il faut se montrer prudent, car si tous les journaux parisiens parlaient d'un fort choc reçu par l'opinion nationale à l'annonce de l'arrestation de Dreyfus, on avait commencé à en parler beaucoup moins quinze jours après. Les plus optimistes, comme *L'Univers Israélite*, pensaient que les choses s'étaient calmées, d'autres n'étaient pas sûrs et les allusions à la "surexcitation" de l'opinion continuaient.

Il faut en effet se demander si l'opinion elle-même était réellement aussi surexcitée que cela, après les premiers jours. D'abord, selon des observateurs aussi sûrs qu'Anatole France, ou Bodley, le grand spécialiste anglais, à cette époque, de la politique française, qui sillonnait la province dans tous les sens pendant les années 1890, les provinciaux restaient largement insensibles aux agitations et aux scandales parisiens ; les laborieuses populations des campagnes ne s'occupaient pas, ou très peu, de politique.²⁰ Les travaux de Michael Burns ont également montré que, même en 1898, les rapports de police parleraient d'une indifférence dans les campagnes à l'égard de l'Affaire.²¹ Et lorsqu'on se penche sur des quotidiens de province datant de la fin de 1894, on ne trouve en effet qu'une présentation très épisodique et fragmentaire de la question Dreyfus ; il n'y a que peu de traces des controverses évoquées plus haut, et, bien sûr, dans les feuilles purement rurales vendues le jour du marché, on ne parle que des prix agricoles. Il y a certes, dans les villes provinciales, des organes plus politisés : mais les journaux républicains suivent la même ligne que leurs homologues parisiens, alors que les feuilles catholiques et conservatrices tiennent la culpabilité de Dreyfus pour certaine ; chez les catholiques, il y a une nouvelle poussée d'antisémitisme.²²

On peut donc penser que, en 1894 comme plus tard, l'affaire Dreyfus concernait surtout les villes et la bourgeoisie. Mais, comme l'a dit Joseph Reinach, la bourgeoisie a eu "un mouvement de rejet" à propos de l'affaire Dreyfus. Menacée dans ses intérêts par l'essor du socialisme, elle ne voulait pas en entendre parler, car, comme pour les républicains au pouvoir qui les représentaient, l'affaire n'était qu'un ennui supplémentaire. En 1898, les bourgeois, selon tous les témoignages, allaient trouver que l'affaire Dreyfus était mauvaise pour les affaires. Quant au peuple des villes, ajoute Reinach, il "ne prit pas feu."²³ "Laissons les bourgeois s'occuper des bourgeois", voilà leur slogan.

Tout cela ne témoigne pas en faveur d'une véritable surexcitation de l'opinion provinciale en 1894, même en ville : on ne se sentait pas trop concerné sans doute par cette question parisienne, malgré l'agitation de certains journalistes, qui reproduisaient dans leurs journaux de nombreux articles de la presse parisienne, échos un peu lointains de la fièvre dans la capitale.

Et même à Paris, il faudra tenir compte aussi de la tendance de la presse, comme disait la *Revue des Deux Mondes* à l'époque, à tout grossir et à tout exagérer ; Bodley disait que l'esprit de la presse dans tout le pays était dicté par les journalistes parisiens "qui ne faisaient que refléter les sentiments des boulevards."²⁴

* * *

Ainsi, sur fond de calme et d'indifférence provinciaux, la première affaire Dreyfus a bel et bien existé ; mais elle a surtout préoccupé certains milieux parisiens : la presse, qui a certainement exagéré après les premiers jours la "surexcitation" de l'opinion qu'elle a provoquée, puis l'armée et le pouvoir, qui étaient directement concernés, enfin les milieux politiques nationalistes, les catholiques et les antisémites, qui y voyaient une occasion d'avancer des pions ou de se défendre politiquement. Alors que la plupart des bourgeois et les Républicains au pouvoir, certains radicaux, les partis socialistes, les ouvriers et les juifs ont voulu, pour diverses raisons, rester volontairement à l'écart.

Le cas Dreyfus est vite devenu une affaire pour certains. Mais elle n'était pas encore au centre de la vie publique, sauf peut-être pour Drumont et Rochefort. La plupart de ceux qui parlaient du cas Dreyfus ne se préoccupaient pas en premier lieu du sort d'un officier juif ; ils inséraient son affaire, et ils la comprenaient essentiellement dans le cadre de leurs préoccupations du moment : pour le gouvernement, c'étaient la paix politique et sociale, les relations franco-allemandes, l'état de la législation sur la trahison et la situation de Mercier ; pour les catholiques, c'étaient les menaces de leurs adversaires républicains, et les dangers supposés du manque de patriotisme des juifs ; pour les juifs, c'était la montée de l'antisémitisme, même s'ils n'en parlaient pas trop. C'était une affaire qui touchait à tant de points sensibles — la trahison, l'armée, l'Allemagne ou les juifs — que même ceux qui voulaient l'ignorer, les socialistes par exemple, n'ont pas pu y rester totalement indifférents.

Dès le début du mois de novembre 1894, la première affaire Dreyfus a secoué l'Etat-Major et les officiers de l'armée et elle a compliqué la vie du gouvernement, à l'intérieur comme à l'extérieur. Elle a menacé sérieusement le portefeuille du ministre de la guerre. Elle a provoqué des remous dans la presse allemande et créé une tension persistante avec l'ambassade d'Allemagne. Elle a même commencé à faire du tort à l'image de la France à l'étranger, où l'on s'est mis à gloser, en Angleterre sur le système judiciaire français, et, en Allemagne, sur les accusations contre l'ambassade, la poussée d'antigermanisme et d'antisémitisme et l'émergence possible d'un nouveau Boulanger, en la personne du général Mercier.

Et enfin elle a créé de l'angoisse et une certaine nervosité dans l'opinion publique en France, essentiellement à Paris. En milieu bourgeois, on n'a pas compris les retards de l'instruction, et on a refusé le huis-clos, qui n'était admis par quelques nationalistes ; le peuple, rempli de haine pour un traître, n'a pu concevoir d'autre peine que la peine de mort. La communauté juive s'est sentie directement menacée à nouveau, après une période où elle a pu penser que l'antisémitisme était au point mort.

Tout cela a menacé donc de trop préoccuper les Français à un moment où les Républicains de gouvernement voulaient un retour au calme, après les frayeurs dues à l'anarchisme, afin de pouvoir poursuivre leur politique "progressiste" et faire face à la montée du socialisme, dont Jules Guesde a fait un exposé complet au Parlement le 20 novembre.

Le quasi-silence du gouvernement, du *Temps* et de la presse républicaine, la réticence des socialistes, de certains radicaux et des juifs à l'égard de la première affaire Dreyfus est encore un signe de son importance : elle les gêne tous, pour des raisons différentes.

Et même si elle n'est pas encore la grande préoccupation des Français, elle peut déjà se comprendre, en tant qu'affaire d'opinion, comme une préfiguration de la grande affaire qui

va éclater exactement trois ans plus tard. En apparence, les lignes de fracture ne sont pas les mêmes : en 1894-1895, les Français ne se divisent pas encore sur l'innocence de Dreyfus, ni sur son procès, sauf en ce qui concerne le huis-clos. D'abord, il a été condamné par un tribunal dont personne en France ne se sentait armé pour contester le verdict. Son unanimité a rassuré le Président de la République et toute la France officielle. Pour le *Temps*, elle a exclu "toute pensée de doute"²⁵, et l'ensemble de la presse républicaine a exprimé le même avis. Sept officiers français avaient condamné Dreyfus à l'unanimité : ils ne pouvaient pas s'être trompés, disait *Le Temps* : "Il n'y a pas dans l'armée française sept officiers capables de condamner un innocent."²⁶ C'était l'annonce de la ligne officielle qui serait maintenue pendant quatre ans, et du slogan qui serait répété inlassablement dans tous les milieux bourgeois. Donc les Français ne se sont pas encore divisés, en 1894-1895, sur la culpabilité de Dreyfus, et ils vont tout de suite oublier son affaire. Il n'y a pas encore l'ébauche d'un mouvement dreyfusard, seulement quelques doutes qui persistent dans le privé.

En dehors de la famille, il n'y a toujours, à la suite du procès, qu'une poignée de personnes en France pour croire Dreyfus innocent. Mais il s'en trouve un ou deux, notamment parmi ceux qui l'ont approché : son avocat, et puis Forzinetti, le directeur de sa prison et ses gardiens. Demange et Forzinetti vont même dire publiquement leur croyance après le verdict. Puis, le doute est revenu chez un petit nombre de gens après les cris d'innocence de Dreyfus au moment de sa dégradation : il s'agit notamment de Joseph Reinach et des journalistes comme Fernand de Rodays du *Figaro*, de gens qui se sont donné la peine de réfléchir sérieusement sur les informations dont ils disposaient. Mais le seul en France à exprimer un doute dans la presse à ce moment était le socialiste allemaniste Maurice Charnay.

On peut déjà noter, à cet égard, la différence d'appréciation sur la culpabilité de Dreyfus entre l'étranger et la France, différence qui apparaît dès le lendemain du procès, et qui deviendra énorme en 1898-1899. Le doute est déjà plus répandu dans la presse allemande et anglaise après le verdict : le *Times* veut attendre, pour se fixer, la demande en révision de Dreyfus ; pour la *Frankfurter Zeitung* et les *Münchener Neueste Nachrichten* la culpabilité de Dreyfus n'a pas été démontrée publiquement. Des doutes se sont exprimés également en Suisse, dans de grands journaux romands.²⁷

D'autre part, pour l'opinion allemande, les démentis de Münster ont naturellement été pris au sérieux. Si la presse allemande n'épouse pas ouvertement, fin 1894, la thèse de l'innocence, est-ce simplement par prudence ?

On est frappé par le rapport du correspondant du *Figaro* à Berlin, au lendemain du verdict, qui déclare que dans cette ville, sauf chez les antisémites, on "affecte de croire Dreyfus innocent."²⁸ Cela se disait peut-être beaucoup, en Allemagne alors, dans le privé.

On peut également, à la lumière de ce décalage entre l'opinion française et l'opinion étrangère, entre le ton des journaux français et celui, plus mesuré, des journaux étrangers, rappeler ici un certain nombre de spécificités de la presse et de l'opinion publique en France. Ce qu'on appelait la "surexcitation" de l'opinion française, suivie d'une acceptation quasi-universelle du verdict du conseil de guerre, peut trouver une explication partielle dans deux phénomènes bien français : d'abord la liberté frisant la licence dont jouissait la presse en France depuis la loi de 1881, puis la crédulité de la masse des Français et leur déférence habituelle par rapport à l'autorité.

On a pu imprimer impunément les racontars les plus fantaisistes et les plus contradictoires sur Dreyfus, les textes les plus inflammatoires sur les juifs, et des attaques

violentes contre l'ambassade allemande, sans que Mathieu Dreyfus, la communauté juive ou l'ambassadeur allemand puissent les faire arrêter. Le gouvernement français n'est pas intervenu, sinon très mollement. L'absence de démentis gouvernementaux a ainsi accrédité bien des excès dans la tête des Français. "E. Villane" (Ernest Naville), dans une étude très sévère sur l'opinion publique et l'affaire Dreyfus, allait écrire en 1898 : "Le public français est crédule ; le mot de "gogo" n'existe guère qu'en France ; le type serait-il donc français ?"²⁹ Le public en France s'est montré trop enclin à prendre pour argent comptant ce que disait la presse, et le pouvoir, à propos de Dreyfus en 1894-1895.

Il manquait sans doute en France, par suite de l'effritement de la tradition libérale, cette opinion publique critique qui, en Angleterre au moins, restait toujours en éveil, comme le pensait Bodley. Anatole France pensait aussi qu'il n'y avait plus d'opinion publique en France. A l'étranger, les sentiments favorables à Dreyfus allaient justement être les plus forts en milieu libéral : ce serait le cas en Allemagne. En ce qui concerne les Français, tous les observateurs depuis Tocqueville, ont été frappés par leur tendance, la plupart du temps, à se montrer très déférents à l'égard de l'autorité, quitte à s'offrir sporadiquement des explosions révolutionnaires, dans lesquelles ils deviennent ingouvernables. L'Affaire Dreyfus aura-t-elle été finalement marquée, elle aussi, de 1894 à 1898, par cette excessive confiance dans les vérités officielles, jusqu'au jour où Zola aura réellement déchaîné la *furia francese* par un geste, *J'accuse...!*, que Jules Guesde qualifiera en effet de "révolutionnaire" ?

* * *

Et même si les Français ne se sont pratiquement pas divisés, en 1894-1895, sur la question de la culpabilité de Dreyfus, par-delà cette question, on voit quand-même déjà apparaître à propos de son cas, à un niveau plus profond, la division entre deux systèmes de valeurs, celle justement qui départagera plus tard dreyfusards et antidreyfusards.

Il s'agit, côté dreyfusard, du souci de la vérité, au besoin scientifiquement constatée, et de l'attachement à la justice et aux droits de l'individu. Côté antidreyfusard, les valeurs profondes sont d'une part celles de l'ordre établi, qui impliquent le respect des hiérarchies et de l'armée, l'acceptation des vérités officielles, une confiance absolue dans les institutions judiciaires et dans toutes les institutions de la République, et la subordination plus ou moins grande de l'individu aux intérêts de la nation et de l'Etat. L'antidreyfusisme, on le sait, peut aussi se doubler de nationalisme et d'antisémitisme, dès lors que l'étranger ou le juif sont perçus comme des menaces graves pour la sécurité de la France, considérée comme un intérêt supérieur, auquel l'individu doit être sacrifié. Ainsi, celui qui, en 1894-1895, veut juger la question Dreyfus sur pièces, et soumettre les données dont il dispose à une critique systématique, celui qui veut que Dreyfus soit jugé en public, celui qui insiste, au besoin contre le pouvoir, sur la présomption d'innocence, montre par là son attachement aux valeurs républicaines et individualistes, qui seront celles du camp dreyfusard trois ans plus tard. Par contre, ceux qui demandent aux Français de faire confiance aux déclarations officielles et au jugement du conseil de guerre se placent d'emblée dans ce qui sera, de ce qui est déjà le camp antidreyfusard. Mais ici, il y a une distinction très importante à tirer, qui a été bien saisie par Joseph Reinach et par Janine Ponty, mais qui n'a pas toujours été bien comprise depuis : c'est qu'il y a eu deux antidreyfusismes tout à fait distincts. Il y a d'abord l'antidreyfusisme modéré du pouvoir, qui est, dès 1894, celui des milieux officiels, de la presse républicaine et de toute la bourgeoisie qui pense comme il faut : cet antidreyfusisme-là cherche à minimiser

l'affaire Dreyfus, ou même à l'entourer de silence, afin de préserver la paix sociale et politique, et plus généralement les positions acquises du gouvernement et de la bourgeoisie. Les expressions classiques en seront la célèbre exclamation de Méline : "Il n'y a pas d'affaire Dreyfus !", et la non moins célèbre caricature du dîner en ville : parler de l'affaire ce serait provoquer la pagaille ! Cet antidreyfusisme-là est respectueux, au moins formellement, des principes et de la légalité républicains et de toutes les institutions républicaines, considérées comme l'incarnation de la vérité et la justice : il s'en tiendra, sur le cas Dreyfus, à l'autorité de la chose jugée, et il restera plein de déférence à l'égard de l'armée et des sept officiers du conseil de guerre, qui, ayant été unanimes, n'auraient pas pu se tromper. Il refuse en plus, on l'a vu, l'argument antisémite, comme toute haine de religion ou de race, et il condamnera en 1898 toute espèce d'agitation, antidreyfusarde ou même dreyfusarde. Ce seront les thèmes mêmes des discours parlementaires de Méline en 1898 à la suite de *J'accuse...!* L'autre antidreyfusisme, extrémiste celui-là et bientôt d'extrême-droite, fait et fera tout au contraire pour monter l'affaire en flèche, afin de l'utiliser comme arme politique **contre** le pouvoir républicain et les juifs. Il n'a pas le moindre souci de la vérité, de la légalité ou des garanties judiciaires républicaines : il invente des racontars sans fin sur Dreyfus, il organisera des faux en tous genres et il finira par l'apologie du faux justifié par la raison d'Etat ; il vilipendera Scheurer-Kestner, vice-président du Sénat, et il calomnier les juges de la Cour de Cassation, en attendant de s'en prendre par un coup de force à la République elle-même. Quant à Dreyfus, il le juge, dès 1894, coupable du fait de sa seule appartenance juive, et il est prêt à tout pour le faire condamner : huis clos ou même forfaiture. Il réclame la peine de mort avant que Dreyfus ne soit jugé. Il est haineux et passionné : chez lui le préjugé remplace l'argument rationnel ; il pousse à la violence dans la rue et à l'émeute, en attendant le coup de force contre le régime. On aura compris, à la lecture du présent travail, que si le dreyfusisme comme tel n'est pas encore apparu en 1894, des valeurs dreyfusardes sont déjà à l'œuvre. Certes, ceux qui s'illustreront trois ans plus tard, notamment les intellectuels, n'ont pas été les premiers à réagir. Zola, préoccupé par la rédaction de *Rome*, n'a été frappé que par la férocité de la foule à la cérémonie de la dégradation ; Anatole France ne fait que commencer la publication de son *Histoire contemporaine*, où il reste un observateur très fin mais élégamment sceptique. (Pourtant, il fera dire à M. Bergeret dans *Le Mannequin d'Osier* : "Des restes de barbarie traînent encore [...] dans la civilisation moderne. Notre code de justice militaire nous rendra odieux à un prochain avenir."³⁰) Bernard-Lazare refuse de s'occuper de la personne de Dreyfus dans un premier temps, seulement de l'antisémitisme, et Péguy est préoccupé par sa conversion au socialisme et la rédaction de sa *Jeanne d'Arc* socialiste. Quant aux politiques, il n'y a qu'un Reinach qui soit déjà prêt à faire un geste pour Dreyfus. Pour Clemenceau, Dreyfus est encore un monstre, et Jaurès, qui pense que le gouvernement aurait pu le faire fusiller, est plus intéressé par les condamnations de soldats et par les implications de l'affaire Dreyfus pour la politique socialiste. Du côté antidreyfusard, les deux antidreyfusismes apparaissent dès les premières semaines de l'affaire. L'attitude modérée des autorités françaises, et de la bourgeoisie, a été définie dès décembre 1894, on l'a vu, d'après les éditoriaux du *Temps* : Dreyfus a été régulièrement jugé et il ne fallait pas ou il ne fallait plus parler de son affaire. Le black-out gouvernemental a été réimposé après le procès. Quant à l'antidreyfusisme des extrémistes, celui des nationalistes et des antisémites, et même celui de Mercier, il restera tel qu'en lui-même, et il ne variera plus sur le fond : chez ces forcenés, les mensonges et les illégalités ne feront que se multiplier jusqu'au moment, en septembre 1898, où Charles Maurras invoquera le faux patriotisme et la raison d'Etat à propos

du faux Henry et où la République elle-même sera menacée par les Ligues et par une hypothétique coup militaire.

* * *

C'est en ce sens que la première affaire Dreyfus peut être comprise comme une sorte de répétition générale, au niveau de l'affrontement de deux systèmes de valeurs, de la grande Affaire de 1898-1899. On rencontre déjà en 1894-1895 des gens qui adoptent les positions qui seront les leurs en 1898 : des républicains qui ne veulent pas entendre parler de l'affaire, des socialistes qui ne veulent pas s'occuper d'un bourgeois, des nationalistes et des antisémites qui veulent au contraire exploiter l'affaire Dreyfus, des juifs bourgeois qui veulent garder un profil bas, alors que certains de leurs coréligionnaires affichent un antidreyfusisme militant (comme le feront, en 1898, Gaston Pollonais et Arthur Meyer.)³¹ Et les intellectuels de droite sont déjà mobilisés : Barrès qui mène une campagne antijuive dans *La Cocarde* dans laquelle il inscrit ses articles sur Dreyfus-Judas ; Maurras, pour qui Dreyfus est une espion "judéo-allemand", et qui affirme déjà en janvier 1895 son adhésion à une France "réelle et naturelle" contre une France artificielle.³² Son nationalisme intégral ne tardera pas à se développer à partir de 1896. On peut même voir déjà, à propos de l'Affaire, s'ébaucher la fracture entre les intellectuels républicains et la République en place, car insister, comme le font les quelques esprits éveillés de 1894-1895, et comme le feront les dreyfusards, sur les principes républicains : la vérité, la justice, les droits de l'individu, c'est préférer une République plus pure, et ce que Péguy appellera la mystique républicaine, à la politique républicaine en place. Le dreyfusisme ne peut s'identifier au républicanisme réel que dans la mesure où les Républicains respectent leurs propres principes. Des Républicains qui adhèrent à des vérités officielles sans esprit d'examen, qui insistent sur la seule autorité de la chose jugée, qui donnent même dans le nationalisme, se reclassent par là du côté antidreyfusard. C'est ainsi que l'affaire Dreyfus divise les Républicains : l'antidreyfusisme englobe les Républicains acquis aux valeurs d'ordre tout aussi bien que les nationalistes. Le républicanisme idéaliste et critique d'un Péguy ou d'un Alain qui se développera à la faveur de l'Affaire constituera, pour les Républicains, un appel à des principes qu'il faudra restaurer. Il faut donc faire justice de l'image d'Epinal, répandue dans toute la littérature sur l'Affaire, d'un dreyfusisme identifié avec l'esprit républicain et les valeurs de 1789, et un antidreyfusisme identifié seulement avec l'extrême-droite.

Il reste une dernière question à propos de l'Affaire Dreyfus, qui se pose déjà en 1894-1895 : pourquoi une telle mobilisation à propos du cas d'un seul individu, un officier accusé de haute trahison ? C'est que l'Affaire va permettre à toute une série de ce qu'on peut appeler les classes insatisfaites dans la société française de s'opposer à la bourgeoisie républicaine, qui ne veut que jouir dans la tranquillité des avantages du pouvoir et ne veut pas de l'Affaire Dreyfus. Du côté dreyfusard comme du côté antidreyfusard, l'Affaire permettra la mobilisation de forces d'opposition qui pourront se saisir des thèmes offerts par la question de l'officier juif condamné afin de poursuivre leur campagne : chez les dreyfusards et les intellectuels, il s'agit d'abord d'un groupe de marginaux, dans un champ où il y a de plus en plus de concurrence, et qui réclament leur place au soleil ; plus tard interviendra une mobilisation politique de toute la gauche pour sauver la République. Chez les antidreyfusards, il s'agira de la rencontre entre deux groupes : d'abord, les anciennes classes dirigeantes et les catholiques, qui vont faire campagne, à propos de Dreyfus, contre l'étranger qui les menace, contre les juifs qui les

concurrent, contre les Républicains qui les ont privés de places, et finalement contre la République détestée elle-même. Puis, ce sont les petits bourgeois, toujours concurrencés par les juifs et menacés par la crise économique, et qui seront, par exemple, recrutés par Déroulède. Enfin, même les ouvriers, qui commencent par partager la haine populaire à l'égard d'un traître et un juif en 1894-1895, et qui disent, face à la campagne dreyfusarde : "Laissons les bourgeois s'occuper des bourgeois", pourront être mobilisés contre le militarisme dès qu'ils ont le sentiment que la République est en danger. Donc, dès 1894-1895, des signes se dégagent de la vaste confrontation sociale entre les gens en place et les nantis et tous ceux qui leur disent : "Ote-toi de là que je m'y mette !" C'est l'Affaire, avec ses multiples enjeux, qui a permis cette confrontation sociale, qui s'est transformée pendant l'hiver de 1898-1899, en confrontation politique.

Dès le début, l'Affaire a eu aussi cette extraordinaire caractéristique, par la multiplicité des points sensibles auxquels elle touche, de forcer les gens à démasquer leurs batteries, à révéler à son propos leur vision globale des événements et du monde, et à les inciter au combat. C'est pour cela que même la première affaire Dreyfus peut être considérée un baromètre qui révèle le climat de toute la société française en 1894-1895 : la volonté de paix de la majorité républicaine, l'aptitude à l'agitation des opposants, et enfin la nervosité générale face à l'étranger, le climat d'espionnisme, la tendance à donner créance à tout ce qui est dit par une presse qui peut se permettre tous les excès : tous ces ingrédients, renforcés par une attitude gouvernementale qui encourage par son silence le sens du mystère et les inquiétudes, par un ministre de la guerre qui, deux fois, annonce par avance la culpabilité de l'accusé, ont sans doute grossi dans l'esprit du public une affaire qui de toute façon était loin d'être banale, quoi qu'on en dise, même en novembre 1894, une affaire qui a tellement préoccupé le pouvoir qu'il a dû imposer le black-out, qui a "hanté" le ministre des Affaires Etrangères, une affaire qui, pour le chef de l'Etat-Major de Boisdeffre, ne faisait que commencer au début de 1895 et qui, justement, a été saluée par certains journalistes à l'étranger, déjà à l'époque, comme une affaire exceptionnelle dont on entendrait parler à l'avenir. La grande Affaire ne serait en ce sens que la prolongation et l'accomplissement de l'affaire plus modeste de 1894-1895, qui a déjà remué tant de questions qu'on allait retrouver au centre de l'Affaire trois ans plus tard.

ERIC CAHM,
Université de Tours

1 Eric Cahm, *La première affaire Dreyfus. L'Affaire Dreyfus et l'opinion publique en 1894-1895*. inédit. Le chapitre I de mon *Affaire Dreyfus* (Le Livre de Poche, 1994) résume les acquis de ce livre sur les débuts de l'affaire Dreyfus et le procès de 1894.

2 Voir Patrice Boussel, *L'Affaire Dreyfus et la presse* (Colin, 1960), pp.35-55.

3 "L'Affaire Dreyfus. Conversation avec le défenseur, Me Demange", *La Presse* (13 novembre 1894).

4 Paul de Cassagnac, "Le procès Dreyfus", *L'Autrité* (15 novembre 1894) et Charles Leser, "L'Affaire Dreyfus. L'autre version", *Le Figaro* (11 décembre 1894)

5 Edmond Magnier, "Le Traître", *L'Évènement* (5 novembre 1894).

6 Ranc, "L'Affaire Dreyfus", *Paris* (29 novembre 1894).

7 "Danger national. Organisation régulière de l'espionnage en France.", *Le Matin* (28 novembre 1894) et Charles Leser, "L'espionnage militaire", *Le Figaro* (28 novembre 1894), voir note 8, infra.

8 H. Barthélémy, "Le crime de trahison. Chez le ministre de la guerre", *Le Journal* (6 novembre 1894). Cette interview peu connue a également été publiée, avec quelques variations, dans *Le Matin* et *La Patrie*.

9 Voir Eric Cahm, "La presse socialiste face à la première affaire Dreyfus", dans *Jaurès, les socialistes et l'Affaire Dreyfus. Actes du colloque de Montreuil (3 décembre 1994) organisé par la Société d'Études Jaurésiennes et le Musée de l'Histoire Vivante, Jaurès. Cahiers trimestriels*, n° 138 (septembre-décembre 1995).

10 *Le Père Peinard. Série londonienne n° 4, l'A.B.C.D. de la Révolution*, p.24, cit. Boussel, p.62.

11 Voir Eric Cahm, *L'Affaire Dreyfus. Histoire. politique et société* (Le Livre de Poche, 1994), pp. 40-41.

12 Voir *L'Univers* du 6 novembre, *La Croix* du 8 novembre, *La Vérité* du 2-3 et du 9 novembre, etc.

13 Ranc, "La politique. L'Edit de Nantes", *La Dépêche de Toulouse* (10 novembre 1894) et Edmond Magnier, art. cit.

14 Voir "La politique", *Le Signal* (5-6 novembre 1894)

15 Camille Dreyfus, "Est-ce possible ?", *La Nation* (3 novembre 1894).

16 Cit. Michael Marrus, *Les Juifs de France à l'époque de l'Affaire Dreyfus* (Bruxelles, Complexe, 1985), pp.245-246, cf. Reinach, t.I, p.385.

17 "Nouvelles diverses. France", *L'Univers Israelite* (16 décembre 1894) et L. Wogue, "Le capitaine Dreyfus", *ibid.*, (16 novembre 1894).

18 Bernard-Lazare, "Antisémitisme et antisémites", *L'Echo de Paris* (31 décembre 1894).

19 Dombasle, "L'Affaire Dreyfus", *Le Siècle* (17 novembre 1894).

20 Anatole France, *Le Mannequin d'Osier* (Calmann-Lévy, 1949), pp.130-131 et J.E.C. Bodley, *France* (Macmillan, 1907), pp.108.

21 Michael Burns, *Rural Society and French Politics. Boulangism and the Dreyfus Affair 1886-1900* (Princeton University Press, 1984), p.140.

22 "Espionnage et trahison", *L'Avenir de Rennes* (26 novembre 1894) : "Espionnage et trahison", *Le Progrès de l'Indre* (15 décembre 1894). *Le Messager d'Indre-et-Loire* (7, 10 novembre 1894). *Le Courrier Breton* (Rennes) (11 novembre 1894), *Le Journal du Centre* (Châteauroux) (6, 22 novembre 1894), et *L'Avenir de Blois* (18 novembre, 2, 4, 11 décembre 1894). (Voir Widroiajegodomitcher, K., *L'Affaire Dreyfus et la presse du Loir-et-Cher*, mémoire de maîtrise, Université de Tours (1992), pp.83-88.). "Haute trahison, *La Touraine Républicaine* (1er novembre 1894), "Espionnage et trahison", *L'Avenir de Rennes* (26 novembre 1894), *L'Indépendant du Loir-et-Cher*, etc., (voir Widroiajegodomitcher, K., *op cit.*, pp.82-83, 92) ; *L'Echo de l'Indre* (Châteauroux), *passim*.

23 Joseph Reinach, *Histoire de l'Affaire Dreyfus* (La Revue Blanche, 1901).

24 Anatole France, *Le Mannequin d'Osier* (Calmann-Lévy, 1949), p.130 et J.E.C. Bodley, *France* (Macmillan) 1907), p.330.

25 "La condamnation", *Le Temps* (23 décembre 1904).

26 "Le procès de trahison", *ibid.* (21 décembre 1894).

27 *The Times* (24 décembre 1894), "Die Verurteilung", *Frankfurter Zeitung* (23 décembre 1894), "Die französische Gerichte", *Münchener Neueste Nachrichten* (25 décembre 1894), *La Gazette de Lausanne* et *Le Journal de Genève*, voir Alain Clavier, "La réception de l'Affaire Dreyfus en Suisse", in Michel Drouin, *L'Affaire Dreyfus de A à Z* (Flammarion, 1994), pp.621-622

28 M. Laudet, "L'impression du verdict à Berlin", *Le Figaro* (24 décembre 1894).

29 Voir E. Villane (Ernest Naville), *L'Affaire Dreyfus et l'opinion publique* (Stock, 1898), p.11.

30 Anatole France, *Le Mannequin d'Osier* (Calmann-Lévy, 1949), p.115.

31 Eric Cahm, *L'Affaire Dreyfus*, p.127

32 Maurice Barrès, "Réflexions. Le motif de sa trahison", *La Cocarde* (2 décembre 1894), et Charles Maurras, "Quelle France ?", *La Cocarde* (4 janvier 1895).

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

La source principale est Eric Cahm, *La première affaire Dreyfus. L'affaire Dreyfus et l'opinion publique en 1894-1895*, inédit. On peut consulter le t.I de l'*Histoire de l'Affaire Dreyfus* par Joseph Reinach (La Revue Blanche, 1901) et Patrice Bousset, *L'Affaire Dreyfus et la presse* (Colin, 1960).

Sur 1898-1899 voir le remarquable article de Janine Ponty : "La presse quotidienne et l'Affaire Dreyfus en 1898-1899 : essai de typologie", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t.xxi (avril-juin 1974), pp.193-230, et le tome III du Reinach. La question a été reprise à l'important colloque international tenu à Rennes en septembre 1994, voir Michel Denis, Michel Lagrée et Jean-Yves Veillard (sous la direction de), *L'Affaire Dreyfus et l'opinion publique en France et à l'étranger* (Presses Universitaires de Rennes, 1995), par exemple dans Eric Cahm, "L'Affaire Dreyfus dans la presse quotidienne allemande 1897-1899."

Voir aussi Pierre Albert, *Histoire générale de la presse française*, t.3 (P.U.F., 1972) (à la fois sur les journaux individuels et sur tout le contexte), et enfin Bousset, op. cit. et Raymond Manevy, *La presse de la IIIe République* (Joseph Forest, 1953), chapitre V. Le pamphlet d'époque par Ernest Naville (v. supra. note 29) vaut le détour. Sur l'Affaire en général et les divers courants de l'opinion en 1898-99, voir Eric Cahm, *L'Affaire Dreyfus. Histoire, politique et société* (Le Livre de Poche, 1994), pp.119-138 et *passim*.

La Société Internationale d'Histoire de l'Affaire Dreyfus, fondée à la Sorbonne en juin 1995 pour rapprocher tous les chercheurs sur l'Affaire les uns des autres, pour centraliser les informations concernant la recherche sur l'Affaire, et pour faire avancer cette recherche, va continuer à se pencher sur la question de l'Affaire et l'opinion publique. Renseignements : Eric Cahm, 28 rue Jules-Guesde 75014 Paris.

LA BATAILLE DE L'IMPRIME.

L'Affaire Dreyfus vit se développer une véritable guerre de l'encre et du papier, de la colle et de l'affiche, du dessin et de la feuille volante, avec ou sans musique, du pamphlet, de la brochure et du volume. Des batailles furent livrées, avec vainqueurs et vaincus, généraux et hommes de troupe, piétaille et chefs de section, tactiques et stratégies élaborées par des groupes, à l'échelle de la capitale ou du pays, voire de l'espace européen. Janine Ponty, dans une thèse pionnière, avait tenté de mesurer l'influence de la presse sur l'opinion publique. Elle mit en relief l'écrasante domination du camp antidreyfusard ou antirévisionniste dans le périodique français¹. En reprenant le dossier éditorial, j'ai moi-même essayé de montrer combien, au niveau du livre proprement dit, de l'écrit destiné à durer, à passer l'épreuve du temps, les partisans de la Vérité et de la Justice l'ont emporté sur leurs adversaire².

Ce paradoxe mérite explication et interrogations : pourquoi les officines de combat antisémites n'ont-elles pas bénéficié du soutien financier qui leur aurait permis de damer le pion à Pierre-Victor Stock, l'ardent propagandiste du camp favorable à la révision ? Albert Savine, à la tête de sa Nouvelle Librairie Parisienne, avait lancé en 1890 une "Bibliothèque anti-sémite" qui offrait au lecteur la prose venimeuse de Drumont, Kimon, Chirac et autres "bouffeurs de Juifs" impénitents. Or quand il est expulsé de son local, en novembre 1896, l'éditeur phare du camp conservateur ne voit personne se porter à son secours. Pis ! Il doit placer ses rares objets de valeur et ses propriétés littéraires au Mont-de-Piété pour tenter de retarder les échéances inéluctables. Faute de soutien et de solidarité, il est acculé à la faillite que prononce le Tribunal de commerce le 15 janvier 1897. Le duc d'Orléans n'est pas intervenu, la duchesse d'Uzès non plus, alors que ce légitimiste, décoré de l'Ordre d'Isabelle-la-Catholique³ participait au même combat. En l'abandonnant à son triste sort, ses complices en idéologie nationaliste et antisémitisme le livraient à son principal rival, le dreyfusard Pierre-Victor Stock qui reprit à bon compte les propriétés littéraires, la "Bibliothèque cosmopolite" et les anarchistes qui allaient conforter sa "Bibliothèque sociologique".

La maison d'édition Albert Savine ne fut pas la seule à mettre en vente des écrits antidreyfusards et il conviendra d'évoquer ses semblables. De même, Stock ne fut pas tout à fait unique dans son genre et l'on étudiera l'attitude de ses confrères, membres ou non du Cercle de la Librairie. Toutefois, il demeure une catégorie de libraires-éditeurs, voire imprimeurs, qui joua un rôle majeur mais dont on ne parle jamais, les minuscules commerçants de la rue, les fournisseurs d'une armée de camelots qui manipulèrent, eux aussi, des tonnes d'imprimés au cœur de l'Affaire. On les fera donc surgir, dans cette évocation de la bataille de l'imprimé, afin de compléter l'analyse des médiateurs culturels au service des deux camps pendant les années 1896-1900.

L'édition antidreyfusarde militante

Le système éditorial français, cadencé par le régime de la surveillance administrative entre février 1810 et septembre 1870, a dû accepter le principe de la libre concurrence sous la IIIe République. La loi du marché dictant ses conditions, de nouveaux professionnels sont apparus dans ce secteur de l'économie dans les années 1880. Tous n'ont pas connu la réussite exceptionnelle du jeune Ernest Flammarion⁴ et les faillites ont périodiquement éliminé du circuit les jeunes entreprises les plus fragiles. En 1894-1895, le Cercle de la Librairie, l'organisme corporatiste compétent et son émanation plus ouverte, le Syndicat national des Editeurs, diagnostiquent une crise grave liée essentiellement à la surproduction d'imprimés⁵. Lorsqu'on regarde attentivement les dépôts de bilan et les liquidations commerciales enregistrés par le Tribunal de commerce de la Seine, on voit poindre un réel malaise après 1880. Les moyennes décennales de faillites sont en effet instructives puisque l'on passe de 97 entre 1870 et 1879 à 108 en 1880-1889 et 96 en 1890-1899.⁶ Dans cette dernière période, on constate 15 disparitions provoquées par la justice consulaire en 1897, 13 en 1898 et encore 11 en 1900. Parmi celles-ci, retenons la faillite de Léon Grasilier, repreneur du fonds Savine en 1894 et celle de Curel-Gougis, successeur provisoire de Dentu, en 1899.

Dans un marché morose, où chacun se plaint de voir les nouveautés remplacées dans les vitrines des libraires au bout de quelques jours ou les détaillants de province renvoyer à Paris les colis non défaits⁷, l'heure n'est ni à l'innovation ni à l'engagement politique. Aussi constate-t-on le silence singulier de ces éditeurs religieux du quartier Saint-Sulpice, si dynamiques en 1863-1864 contre "l'infâme Renan" et sa "diabolique" *Vie de Jésus*. Après avoir connu une époque de réelle prospérité sous le second Empire, la librairie religieuse a poursuivi son mouvement de repli séculaire et les rares commerçants qui s'en sortent sont ceux qui se redéplient dans le livre pour l'enfance et la jeunesse⁸. Ces difficultés structurelles expliquent peut-être le mutisme de ces gardiens vigilants de la foi traditionnelle. Si l'on assiste à quelques flambées antisémites avant 1894, elles sont rares et peu significatives. Victor Palmé a ainsi réédité - en un seul volume - *La France juive* de Drumont en 1888. Sauvâtre a publié *Juifs et opportunistes* de Corneilhan en 1889, Lecoffre *La Prépondérance juive* de l'abbé Lemann la même année⁹. Dix ans plus tard, ces éditeurs perméables à l'antisémitisme seront d'une rare discrétion et éviteront de lancer des brûlots qui, tout en leur gagnant une certaine clientèle, auraient risqué de provoquer le départ ou l'irritation d'une partie des acheteurs ordinaires de littérature religieuse.

La maison Dentu, conservatrice, monarchiste et catholique, avait animé le combat contre Ernest Renan trois décennies auparavant.¹⁰ En 1863-1864, elle avait mis sous presse une bonne part des deux centaines de titres exploitant l'événement.¹¹ Bien installée au Palais Royal, spécialiste des nouveautés et du livre d'actualité, elle aurait pu être le centre de la bataille antidreyfusarde. A la mort d'Edouard Dentu, en 1884, sa femme avait essayé de relancer son commerce. Dès 1890, elle devait confier l'entreprise à la société Curel-Gougis, liquidée en 1899. En 1896, Lucien Curel et les frères Fayard s'étaient entendus pour reprendre les éditions Dentu, mais ils exploitèrent désormais le riche fonds de pièces de théâtre plutôt qu'ils ne tentèrent de maintenir la publication de pamphlets. Si Drumont avait pu confier *Le Testament d'un antisémite* à Dentu en 1891, dans le catalogue de 1896 qui comptait 208 pages, il en restait deux pour la rubrique "ouvrages religieux et de polémique antireligieuse", ce qui est peu. Echaudés comme leurs confrères de Saint-Sulpice par la conjoncture, les Fayard

n'avaient aucune intention de risquer leur capital dans une aventure hasardeuse. Aussi comprend-on mieux pourquoi Albert Savine fut pratiquement le seul à oser éditer les antisémites les plus virulents de son époque. Dans sa collection intitulée "Question sémitique" en 1887 puis "Bibliothèque anti-sémitique" trois ans plus tard, le libraire de la rue des Pyramides a fait entrer Drumont avec *La Fin d'un monde*, Pontois pour *Les Odeurs de Tunis*, Desportes pour *Mystère du sang chez les Juifs*, Rohling, *Le Juif selon le Talmud*, Kimon, *La Politique israélite*, Kalixt de Wolski, *La Russie juive* et Auguste Chirac pour *L'Agiotage sous la IIIe République* et *La Haute Banque et les révolutions*, tous titres déposés avant la fin de l'année 1890. En 1891, s'ajoutèrent deux volumes, *Le Secret de Fourmies* de Drumont et *La France aux Français* d'Edouard Marchand. Le premier exploitait l'émotion suscitée par le massacre d'une foule de grévistes, le 1er Mai, dans le Nord de la France. Le reporter dédouanait la compagnie minière en reportant sur le sous-préfet juif, Isaac, et le préfet présumé juif, Vel-Durand, la haine des prolétaires.¹² Le second annonçait une veine que le XXe siècle n'a pas fini d'exploiter. Comme on le voit, tout préparait Savine à accueillir avec empressement l'un des tout premiers écrits antidreyfusards publiés en librairie, *Dreyfus l'officier traître* de l'abbé Demnise, paru à Paris en 1895.

Passionné, militant, antisémite convaincu, le propriétaire de la Nouvelle Librairie Parisienne avait soutenu de ses deniers cette cause dont le chef de file était Drumont.¹³ Quand il mit en vente *La Fin d'un monde*, il s'exécuta par devoir et fidélité patriotique. C'est du moins ce qu'expliqua peu après son défenseur, en plein prétoire, en affirmant que ce pamphlet était destiné, dans l'esprit de l'éditeur, à protéger la nation française contre "une race qui nous envahit, qui nous opprime [et] nous vole notre part de lumière".¹⁴ La très permissive et ultra-libérale loi du 29 juillet 1881 autorisait bien des licences verbales mais elle réprimait la diffamation et plusieurs boucs émissaires de Savine l'attaquèrent en justice. Le ministre David Raynal s'acharna contre lui et la publication du volume de l'imprudent Numa Gilly, *Mes Dossiers*, lui valut une série de procès coûteux. Plusieurs fois condamné à des amendes et dommages-intérêts, Savine se voyait contraint de vendre sa librairie à un confrère, ou un prête-nom, Léonce Grasilier, en novembre 1893. Un an plus tard, il récupérait son entreprise mais elle était alors estimée à une valeur de 10.000 F, ce qui est dérisoire. Bien qu'il ait créé, cette même année, la "Bibliothèque cosmopolite" qui fera le bonheur de son repreneur, Stock, et qu'il ait obtenu l'exclusivité des traductions d'Ibsen et de Tolstoï, Albert Savine n'était plus en mesure de jouer un rôle dans la bataille de l'imprimé. Sa *Médecine antijuive et française* de Sèverin était tirée à 1.100 exemplaires en 1896, comme d'ailleurs les derniers volumes qu'il édita, dont *Le Droit de vivre. Analyse socialiste* d'Auguste Chirac.

Au moment précis où Stock publie *Une erreur judiciaire. La Vérité sur l'affaire Dreyfus*, le 16 novembre 1896, Savine est acculé au dépôt de bilan parce qu'il ne possède plus la moindre liquidité et qu'en continuant son activité, il serait passible de banqueroute, donc de prison. Le 25 novembre suivant, le Tribunal de commerce constate son "insuffisance financière" et déclare la faillite le 15 janvier 1897, après expertise du fonds.¹⁵ Réfugié Passage Choiseul, le malheureux libraire dont une partie du stock dormait au Mont-de-Piété devra vendre ses propriétés littéraires et le reste du fonds commercial - pour 10.000 F - à Pierre-Victor Stock, le 31 janvier 1901. Il lui abandonnait depuis 1897 maints droits de publication et il vivra désormais de la complaisance d'un adversaire-concurrent qui lui commandera nombre de traductions d'auteurs célèbres jusqu'à sa mort en 1927. Ruiné par son acharnement à soutenir les écrivains non-conformistes, anarchistes, révolutionnaires et antisémites, Savine témoigne de la difficulté pour un libraire engagé et partisan à réaliser des affaires

convenables pendant l'affaire Dreyfus. En dehors des imprimeries des journaux, *La Libre Parole*, *Le drapeau*, *L'Echo de Paris* notamment, de celles qu'utilisent les ligues, dont la Patrie française, la plus puissante, Savine n'a guère eu d'émules. Certes on relève l'existence d'une "Librairie antisémite" en 1899 mais elle sera bien éphémère. Elle aura cependant mis en vente *Les Juifs contre la France* et *Nos Maîtres. La tyrannie maçonnique* du prolifique Edouard Drumont ainsi que *Les Gouvernants contre la nation* d'Albert Monniot. L'éditeur Pierret a récupéré, lui, l'infatigable abbé Demnise dont il annonce *La France*, puis *Dreyfus, la révision* et enfin *La Grande Trahison* de 1898 à 1899. Quant à Kimon, il est réduit à faire paraître à compte d'auteur *La Guerre antijuive* en 1898, ce qui confirme la quasi-disparition d'une authentique édition antisémite au plus fort de la bataille de l'imprimé. Apparemment ni le duc d'Orléans, ni les ligues, ni *La Libre Parole* n'ont souhaité subventionner ce secteur de l'économie. pourtant si important d'un point de vue idéologique.

L'édition établie

En butte à une concurrence accrue, victime d'une crise d'ajustement de l'offre à la demande, le système éditorial français poursuit cependant son expansion entamée sous le second Empire. Concentré de façon écrasante sur la capitale d'où tout part et où tout remonte, le marché est dominé par un petit groupe de géants. La librairie Hachette et compagnie est la plus puissante d'Europe et, en France, elle exerce un véritable monopole sur les bibliothèques de gares. Attaquée par Flammarion et Fasquelle sur ce terrain sensible, elle gagnera ce nouveau challenge au tournant du siècle et s'emparera de puissantes messageries qui accroîtront sa capacité à maîtriser la circulation de l'imprimé¹⁶. Soucieuse par définition de vendre les livres qui ne soulèvent aucune polémique, ce que lui reprochent avec véhémence les écrivains les plus originaux, tel Maupassant, elle se garda bien d'entrer dans l'arène et laissa ceux qui le souhaitaient s'y risquer ; à côté de cette pieuvre jalouée, Calmann Lévy, Plon, Flammarion, Fayard, Garnier frères et quelques autres exercent leur autorité sur l'édition de littérature générale, la plus à même, en dehors du secteur religieux, de s'engager éventuellement sur le terrain idéologique. La librairie politique n'existe pas encore de façon organisée et strictement partisane¹⁷, malgré quelques essais, comme la "Librairie anticléricale" tenue au début de la décennie 1880 par la femme de Léo Taxil ou la "Librairie Jean Rivain" devenue la "Nouvelle Librairie nationale", très liée à l'Action Française, en 1905-1910.

Compte tenu des secousses conjoncturelles et des hésitations à présenter un visage trop marqué politiquement, aucune maison d'édition sérieuse ne se signale par sa virulence ou ses tendances extrémistes dans la période. Chez Flammarion, l'on continue à débiter les volumes de *La France juive* et l'écrivain bonapartiste Gyp trouve ici un foyer accueillant pour sa prose militante. Ne pouvant plus confier à son éditeur habituel, Calmann Lévy, les volumes haineux qu'elle rédige au plus fort de la bataille, elle passe dans la boutique de l'Odéon¹⁸. Successivement, elle fera paraître *Israël* et *Le Journal d'un grinchu* en 1898, puis *Les Femmes du colonel* et *Les Cayennes de Rio* en 1899. Le second titre lui a valu 5.000 F d'amende pour avoir diffamé Ludovic Trarieux. Dans *Les Femmes du colonel*, elle a transformé le héros dreyfusard, Georges Picquart, en un colonel Judasfrüss, personnage dont la ressemblance

avec le portrait supposé dit assez l'incapacité de la pamphlétaire de *La Libre Parole* à forger un véritable univers romanesque dans lequel évolueraient des êtres qui ne seraient pas la pâle copie de la réalité. Chez Flammarion, l'on citera encore l'étude de John Grand-Carteret, *L'Affaire Dreyfus et l'image*, parue en 1898, et *Le Pays des parlementeurs* de Léon Daudet, en 1901, mais ce sont à peu près les seules traces laissées par l'Affaire dans les catalogues. Probablement pas insensible aux idées de Drumont et d'Alphonse Daudet, mais antisémite de salon ou du for privé et non public¹⁹, Ernest Flammarion a évité d'engager sa réputation en soutenant le camp antidreyfusard, ce qui interdit de le compter au rang des Savine ou des Pierret.

Arthème Fayard, deuxième du nom depuis la mort du premier en 1895, pourrait donner l'impression d'avoir pris partie puisque c'est lui qui a mis en fabrication les fascicules qui composent le volume intitulé *Les Dessous de l'affaire Dreyfus par Esterhazy* en 1898. En utilisant avec beaucoup de sens pratique le bruit fait par la fuite de Walsin-Esterhazy en Angleterre, en associant la publication à la révélation de certains "secrets", Arthème Fayard offrait une tribune au personnage le plus trouble de l'Affaire. Pierre Gaxotte qui travailla beaucoup avec lui par la suite a toutefois toujours affirmé que son éditeur était convaincu de l'innocence du capitaine Dreyfus²⁰, ce qui rend l'appréciation de son geste très délicate, la volonté de gagner de l'argent ayant pu aisément l'emporter sur tout autre sentiment. De toute façon, l'examen minutieux du catalogue des années 1894-1900 ne fournit aucune preuve de la moindre complaisance envers les thèses antidreyfusardes. Chez Eugène Fasquelle où trône Emile Zola, Gyp est parvenue à placer son *Baron Sinaï* en 1897 et, l'année suivante, c'est Jules Soury, le maître de Maurice Barrès, qui a obtenu la publication de *Jésus et la religion d'Israël*. Antisémite fougueux et délirant, Soury définissait alors le Juif comme "né d'un anthropoïde spécial, comme le Noir, le Jaune, le Peau-Rouge"²¹. Son disciple Maurice Barrès avait confié à Fasquelle *Le Roman de l'énergie nationale. Les Déracinés* parurent en 1897, *L'Appel au soldat* en 1900, mais l'auteur qui racontait l'histoire du scandale de Panama et dénonçait l'influence maléfique des Juifs dut proposer le dernier volume de sa trilogie, *Leurs Figures*, à Félix Juven qui publia aussi *Scènes et doctrines du nationalisme*.

L'éditeur de Zola avait accepté d'éditer en brochures les articles que l'écrivain ne pouvait plus faire paraître dans *Le Figaro*. La *Lettre à la jeunesse*, lancée le 14 décembre 1897, et celle à *la France*, le 7 janvier suivant, aidèrent à préparer les esprits au coup de masse de l'article de *L'Aurore*, le 13, intitulé *J'accuse*. Les archives du dépôt légal montrent que la *Lettre à la France* avait été tirée à 47.000 exemplaires²², ce qui semble indiquer que le mode de diffusion de la brochure suppléait partiellement l'inconvénient dû à la perte d'un haut-parleur, fonction remplie jusque-là par *Le Figaro*. Toutefois *La Vérité en marche*, en décembre 1900, le recueil de tous les articles de Zola sur le sujet, ne connaîtra qu'un tirage à 6.600 exemplaires, suivi d'un autre à 2.200 en février 1901²³, ce qui est peu même si la grâce accordée par le président Loubet à Dreyfus en septembre 1899 avait probablement sonné le glas éditorial de l'Affaire. Certes Fasquelle accueillera les six derniers volumes de *Histoire de l'affaire Dreyfus* de Joseph Reinach après la disparition de *La Revue blanche* qui avait assuré la sortie du premier en 1902, et *Cinq Années de ma vie* d'Alfred Dreyfus en 1905, mais le catalogue de cet éditeur n'a pas montré de mutation significative dans cette période. Editeur de littérature générale, spécialisé dans le roman, le successeur de Georges Charpentier l'est demeuré envers et contre tout, abandonnant à Stock l'initiative de mettre en vente les textes d'actualité directement inspirés par les événements.

Paul Ollendorff, juif, aurait pu tenter cette aventure, mais, en transformant son entreprise personnelle en "Société d'éditions littéraires et artistiques", en novembre 1898, afin de lui procurer une assise financière beaucoup plus importante, il a dû céder l'essentiel du pouvoir à ses associés, Isidore Mendel et Auguste Pellerin²⁴. Sans introduire de changements considérables dans les publications Ollendorff, les actionnaires majoritaires ont privilégié la rentabilité, donc la notoriété des écrivains. Le fondateur a pu introduire quelques titres ostensiblement favorables à la révision du procès Dreyfus dans ses catalogues mais ils ne sont pas très nombreux. On y trouve cependant *La Conscience chrétienne et l'affaire Dreyfus*, une brochure du courageux abbé Pichot qui paya cher son engagement dans ce camp puisqu'il dut quitter son diocèse et trouver asile sur le rocher de Monaco pour continuer à exercer son ministère. Quincampoix fit également paraître ici *La Voix d'un catholique ami de la Justice et de la Vérité*, en 1899, rappelant que des chrétiens authentiques refusaient de céder à l'air du temps. Toujours chez Ollendorff, il conviendrait de citer les trois ouvrages publiés par André Suarès, sous le pseudonyme de A. de Séipse, *Lettres d'un solitaire sur les maux du temps. I, Barrès, II, Jules Lemaitre*, et *Que le véritable honneur est dans la vérité*, mais ces volumes eurent peu de lecteurs.

Les fils du grand éditeur Calmann Lévy, terriblement embourgeoisés - ils adoptent en 1901 le trait d'union substitut de la particule nobiliaire - n'ont pas souhaité embarquer publiquement *La Revue de Paris* dont ils sont propriétaires dans la bataille dreyfusarde. Du moins ont-ils pesé pour que ce bimensuel concurrent de la *Revue des Deux Mondes* ne soit pas totalement muet en ce domaine. En publiant la petite brochure d'Anatole Leroy-Beaulieu, *L'Antisémitisme*, en 1897, ils rappelaient aux lecteurs que le professeur réputé avait déjà rédigé un excellent essai sur le sujet, *Israël chez les nations*, qui, en 1893, avait parié sur l'intégration rapide des Juifs dans leurs patries d'accueil. De même publieront-ils, en 1902, *Les Doctrines de haine. L'Antisémitisme, l'antiprotestantisme, l'anticléricalisme* de Paul Viollet, le fondateur du Comité catholique pour la défense du droit et l'un des premiers adhérents de la Ligue des droits de l'homme. Dans cette prestigieuse maison d'édition qui avait réuni dans ses catalogues le meilleur de la littérature du XIXe siècle, Anatole France était, avec Pierre Loti, l'une des étoiles. En se lançant dans la bataille et en publiant, pendant l'Affaire, *L'Anneau d'améthyste*, en 1899, et *M. Bergeret à Paris*, en 1901, il démontrait la possibilité pour un homme de lettres de se saisir de l'événement tout en rédigeant une oeuvre de fiction.²⁵ Ces quelques exemples ne permettent cependant pas d'affirmer que les éditeurs de la rue Auber auraient délibérément mis leur société au service de la révision, même si leurs sympathies personnelles allaient au capitaine Dreyfus, ce qui était d'ailleurs le cas de Paul Ollendorff ou d'Eugène Fasquelle.

Nouveau venu très dynamique et très entreprenant, Félix Juven a repris Maurice Barrès à Fasquelle et il s'est illustré, au moment du second Conseil de guerre, en publiant *Cinq Semaines à Rennes, deux cents photographies de Gerschell, texte de Louis Rogès*. A la veille du jugement, dans *La Vie illustrée*, revue qu'il éditait, Juven avait publié un numéro spécial intitulé "L'Affaire Dreyfus par l'image, 300 illustrations, photographies et documents". Apparemment objectif, le reportage présentait des portraits-types de dreyfusards et d'antidreyfusards, ce qui était céder au délire pseudo-scientifique de Bertillon et de ses émules.²⁶ Lorsque Jules Guérin, escroc patenté et chef de bande de l'antisémitisme virulent, agressif et meurtrier depuis la disparition du marquis de Morès, rédigea son pamphlet en forme de règlement de compte, *Les Trafiquants de l'antisémitisme*, en 1905, c'est à Félix Juven qu'il le confia. Sympathisant de la droite nationaliste, ce professionnel très actif au début du

XXe siècle n'a pas, pour autant, engagé complètement son entreprise dans un sens partisan. Ses magazines, *La Vie illustrée* et *Le Rire*, ont exercé une certaine influence sur les esprits mais on ne saurait les classer trop hâtivement dans la rubrique des journaux antidreyfusards.

On pourrait établir le même constat en examinant l'attitude de la respectable maison "Plon, Nourrit et compagnie". Dirigée par Joseph Bourdel et Pierre Mainguet depuis le départ d'Emile Perrin en 1883 - il fonde à cette date la "Librairie académique Perrin"²⁷ - cette entreprise cherche à s'imposer dans le domaine de l'édition alors qu'elle était surtout connue jusque-là comme imprimerie de qualité. Les catalogues Plon Nourrit et cie vont privilégier de plus en plus les notabilités et les directeurs se feront un devoir de recruter généraux, académiciens, aristocrates et écrivains conservateurs. Le passage de René Bazin, grand romancier catholique et chantre de la France de l'Ouest, rurale et traditionaliste, de la maison Calmann-Lévy à la maison Plon, se situe dans ce contexte. Toutefois Bazin a transité chez Juven puis chez Sansot avant de retrouver, chez Plon, Paul Bourget qui domine de sa stature toute l'écurie d'auteurs. La présence de l'auteur du *Disciple* ne signifie pas que la société Plon, Nourrit et cie ait officiellement pris partie pour un camp plutôt que pour un autre, mais ici les sympathies des associés gérants étaient clairement acquises à la Ligue de la Patrie française.

Ce tour d'horizon permet donc de conclure sur la relative discrétion de l'édition établie dans les années 1894-1900. Alors que bon nombre de propriétaires de ces maisons penchaient pour la défense de l'ordre et le respect des valeurs du passé, ils se sont bien gardés d'orienter leur production dans un sens précis. A l'inverse, ceux qui avaient opté pour la défense de la Vérité et de la Justice ont manifesté une prudence à peu près identique, comme s'ils craignaient d'avouer au grand jour leurs sentiments intimes. L'histoire interne du système éditorial national, avec ses habitudes de modération et son refus de privilégier une ligne idéologique au détriment des autres courants de l'opinion, explique largement ce quasi-silence. Toutefois la rareté des publications émanant du camp antidreyfusard a pesé sur les décisions de ceux qui auraient été en mesure de faire paraître des textes adaptés aux circonstances.

Pierre-Victor Stock et l'édition "dreyfusarde"

A la fin de sa vie, rédigeant le troisième tome de son *Memorandum d'un éditeur*, Stock fera le bilan de son activité professionnelle au moment de l'Affaire. "J'ai publié, ou me suis intéressé, écrira-t-il, à plus de 150 volumes, brochures, périodiques, affiches, placards, etc... tous favorables à la cause de Dreyfus. Du côté "antidreyfusard", il n'a presque rien paru en librairie, une trentaine de brochures ou volumes tout au plus, et encore, tout à fait en dernier lieu"²⁸. A juste titre, il précisait que, dans la presse, la domination des adversaires de Dreyfus avait été écrasante. Janine Ponty a corroboré ce jugement en relisant la presse française des années 1898-1899. Avec 98% de surface hostile à la révision lors de la publication de *J'accuse* et encore 58% au moment du procès de Rennes²⁹, les périodiques laissaient peu d'espace aux partisans du condamné. En revanche, dans l'univers de l'imprimé destiné à une vie moins éphémère, celui que l'on range dans sa bibliothèque et que l'on relit plusieurs fois, la domination de Pierre-Victor Stock fut incontestable.

Certes le parti-pris de l'homme qui était à la tête de cette société fut l'élément décisif et nul ne saurait contester à l'éditeur du Théâtre Français le courage qui fut le sien. Avant de redire ses mérites, il convient cependant d'essayer de comprendre quelle était sa position dans le champ de l'édition au début de la bataille dreyfusiste. L'entreprise, une bonne librairie spécialisée dans le commerce des pièces de théâtre depuis 1826³⁰, avait retrouvé un réel dynamisme après 1871, date du décès de Nicolas Tresse. Son fils, Joseph, associé avec Anne Stock, sa mère, était parvenu à faire entrer de jeunes talents dans les catalogues de la maison. Décédé prématurément en 1877, le jeune libraire-éditeur laissait derrière lui une compagnie à peine relancée. En invitant son propre neveu, Pierre-Victor Stock, né en 1861, à prendre la relève, Anne Stock allait permettre à sa société de redémarrer sur des bases solides. Après avoir testé les ambitions et les talents de son employé, la veuve de Nicolas Tresse décida, en 1885, de l'associer à la gestion du fonds de commerce. Reconduit dix ans plus tard, l'accord fut cependant interrompu quelques mois plus tard³¹. Décidée à prendre sa retraite mais rassurée quant à l'avenir de la maison d'édition, Anne Stock céda toutes ses parts du capital social à Pierre-Victor en mars 1896. En lui vendant 155.000 F - 3 millions de francs actuels - son fonds de commerce, elle le laissait à la tête d'une petite maison d'édition qui ne demandait qu'à prospérer³².

Sportif passionné d'aviron, amateur d'art moderne, mondain qui passait une partie de ses journées dans les cercles de la capitale, joueur invétéré, l'éditeur de trente-cinq ans avait su prolonger les efforts de son cousin et ouvrir la maison aux auteurs ignorés par le système. Occupant une position mineure dans le champ, ne pouvant attirer chez lui que des débutants ou des non-conformistes boudés par l'establishment, Stock avait recruté quelques théoriciens anarchistes, imitant en cela l'attitude compréhensive de Savine à l'égard de ces révoltés. Il avait même créé à leur intention une collection spécialisée, la "Bibliothèque sociologique", preuve de son flair commercial et de son sens de l'opportunité. Le scandale lié à la publication de *Sous-Offs* de Lucien Descaves, en 1889, lui avait assuré notoriété et rentabilité - 34.000 exemplaires vendus en quelques mois. Avec Huysmans comme étoile littéraire, 125 romanciers inscrits au répertoire et le fonds d'auteurs dramatiques hérité du passé, l'entreprise à la tête de laquelle se retrouve Pierre-Victor Stock au début de l'année 1896 ne demande qu'à poursuivre son ascension. Intelligent et audacieux, le patron innovateur utilise systématiquement la publicité pour faire connaître ses productions. Alors que sa tante ignorait pratiquement le feuilleton de la *Bibliographie de la France* - l'hebdomadaire de la profession et son supplément commercial consacré à la publicité des nouveautés - Stock fait passer des annonces régulières pour atteindre les libraires de province. Après avoir remodelé son catalogue et s'être livré à un travail de réflexion sur la manière de valoriser son fonds, il s'attaque au domaine de la littérature étrangère, secteur encore trop négligé par ses confrères et dont il sent que ce sera l'un des moteurs du renouvellement de l'édition de littérature générale dans un proche avenir. C'est sur ce terrain et sur celui de l'imprimé à forte teneur idéologique qu'il rencontre son concurrent le plus sérieux, Albert Savine, dont il apprécie l'audace tout en refusant de s'associer à ses prises de position partisans. Comme le libraire de la rue des Pyramides, il a en effet accueilli la prose contestataire de Bakounine, Kropotkine, Louise Michel, Jean Grave - *La Société mourante et l'anarchie* est parue en 1893, préfacée par Octave Mirbeau - Malato et consorts³³. Avec Lucien Descaves, Georges Darien, Jean Ajalbert, Paul Adam, Huysmans et François de Curel, le fonds littéraire s'était également diversifié, ouvert aux post-naturalistes et adapté à la demande des jeunes générations. C'est pourquoi la reprise, dès 1897, des propriétés littéraires sur les traductions d'Ibsen et de Tolstoï

négociées auparavant par Savine et le rachat de la totalité du fonds en 1901 s'inscrivent bien dans une logique commerciale et non dans une posture aberrante que l'illusion rétrospective finit par inspirer au commentateur pressé. Entre Savine et Stock, il existait plus d'affinités que le lecteur de la fin du XXe siècle ne saurait l'imaginer. Aussi le second n'éprouva-t-il aucune hésitation à reprendre les auteurs du premier quand celui-ci fut liquidé, commercialement parlant.

Convaincu par la lecture de la brochure de Bernard Lazare imprimée à Bruxelles fin octobre 1896³⁴, Stock décida de la rééditer quelques jours plus tard et il fit précéder sa mise en vente par une annonce dans le magazine du Cercle de la librairie. Au-delà de ses motivations personnelles qui échappent pour partie à tout déterminisme étroit, le futur champion de la révision bénéficiait de sa position dominée mais ascensionnelle dans le système éditorial qu'il était en train de bousculer. Avec son tempérament de lutteur et sa fougue, Stock allait introduire dans la bataille de l'imprimé des méthodes qui annoncent le goût du spectacle et la foire sur la place de Bernard Grasset vingt ans plus tard. Précédant ses publications par des publicités efficaces, les regroupant, dès 1898, sous la rubrique "Publications sur l'affaire Dreyfus" dans ses catalogues, il leur consacra une brochure spéciale de 16 puis 24 pages en 1899. Avec 126 titres recensés en 1900, 54 auteurs, non compris les anonymes, Stock avait rempli sa mission et largement contribué à répandre les idées du bataillon dreyfusard désormais renforcé par le soutien des dreyfusistes les plus militants³⁵.

Si les livres proprement dits ont été écrits par les intellectuels les plus réputés de l'époque - les trois frères Reinach, Bernard Lazare, Albert Réville, Paul Brulat, Paul Stapfer - Michel Colline chez Stock -, Francis de Pressensé, Gabriel Monod, Georges Clemenceau ou Jean Jaurès, bon nombre de ces textes n'avaient pas été conçus comme des œuvres patiemment élaborées dans le silence d'un bureau ou d'un laboratoire. Les articles de Michel Colline dans *Le Siècle*, dénonçant l'antisémitisme, ou ceux de Jaurès dans *La Petite République* n'étaient devenus qu'après coup *Les Billets de la province* ou *Les Preuves*³⁶. Stock reprenait avec audace le flambeau de la librairie de nouveautés, si longtemps entretenu par Edouard Dentu et, alchimiste des temps modernes, transformait l'imprimé éphémère en livre de circonstance, destiné à affronter les caprices du temps. Tout en innovant par cet aspect de son activité, Stock privilégia la brochure comme l'instrument de propagande le plus adapté à la période. Imprimée au format de poche, l'in-18 de Charpentier, vendue 0,50 F (10 F 1996), de longueur variable mais en général assez mince, la brochure n'était pas inconnue des catalogues des libraires mais elle n'y occupait jusque-là qu'une place marginale. Devenant l'arme par excellence de la bataille de l'imprimé, elle permit à Yves Guyot, Saint-Georges de Bouhélier, Raoul Allier, Gabriel Monod - Pierre Molé - et tant d'autres de rédiger très vite les réponses aux questions du jour. Sachant que les adversaires de la révision lui abandonnaient l'arène de la librairie traditionnelle mais axaient leur propagande sur la littérature du boulevard et du trottoir, la feuille recto-verso, la chanson, l'affiche ou le placard conçus pour être collés ou distribués, l'éditeur Stock employa des moyens identiques pour riposter aux attaques du camp adverse. Certains documents - *L'Affaire Dreyfus et ses ressorts* par exemple - furent imprimés en livraisons avant d'être réunis en volumes. La gravure et la photographie furent largement mis à contribution afin d'offrir autant au regard qu'à l'esprit, à la persuasion qu'à la conviction. *Le fac-similé du diagramme de Bertillon* fut imprimé comme un placard tandis que *l'Histoire d'un innocent* était une véritable image d'Epinal vendue dix centimes et découpée en seize petits tableaux retraçant la machination diabolique et le martyr du déporté. Avec *Le Sifflet* qui répondait au

Psst de Caran d'Ache et Forain, les défenseurs de la Justice disposaient d'un véritable hebdomadaire illustré mis en vente le vendredi dans les rues de la capitale. Ibels, Couturier et Chevalier unissaient leurs efforts et leurs talents pour hâter l'heure de la libération d'Alfred Dreyfus. Avec la reproduction du bordereau accusateur sur des cahiers de papier à cigarettes, la confection d'objets amusants en carton ou en plâtre et d'autres procédés similaires, Stock dépensait une énergie extraordinaire pour faire servir son entreprise au bon combat. Aidé financièrement par la famille du condamné, Mathieu Dreyfus essentiellement³⁷, et par la Ligue des droits de l'homme à partir de 1898, il pouvait se consacrer à sa passion sans trop se préoccuper de la rentabilité de ses productions. Accusé d'être financé par le "syndicat" et de s'être enrichi, Stock dut détruire plus de cent tonnes d'imprimés inutilisables après 1900³⁸. L'incendie du Théâtre Français, le 8 mars 1900, faillit le ruiner. Il dut s'installer provisoirement - pendant cinq ans - rue de Richelieu et rue Molière avant de retrouver une boutique décente rue Saint-Honoré, en face de la Comédie française. Il avait pu récupérer le fonds Savine, acheté pour 10.000 F fin janvier 1901 mais, comme l'écrivait Séverine dans la dédicace qu'elle mit sur son exemplaire de *Vers la lumière*, Stock avait risqué sa prospérité pour faire triompher ses convictions³⁹. Il fut bien mal récompensé, si on l'en croit, puisque ni Joseph Reinach ni les Rothschild ne consentirent à lui venir en aide quand il fit appel à leur générosité et le capitaine Dreyfus confia à Eugène Fasquelle le récit de son calvaire. Peut-être sa frénésie dostoievskienne pour le jeu était-elle déjà perceptible mais le souvenir de son engagement total aurait dû, dans son esprit, inciter ses ex-amis à davantage de compréhension. Le *Memorandum d'un éditeur* rappela, en 1938, cette page glorieuse de l'édition française, tout en soulignant fortement la singularité, pour ne pas dire l'exemplarité, du libraire du Palais Royal, bien esseulé dans un champ éditorial plutôt attentiste et timoré.

Il serait injuste et erroné de ne pas citer, à côté de Pierre-Victor Stock, d'autres initiatives engagées dans le même sens. Ainsi l'éditeur Marcel Rivière fit-il paraître *La révolution dreyfusienne* de Georges Sorel, en 1909, pour relancer l'intérêt et le débat sur cette question capitale de l'engagement des intellectuels⁴⁰. Charles Péguy, à la direction de la librairie Georges Bellais, publia quatre volumes partiellement inspirés par l'Affaire, dont *Les Loups* de Romain Rolland, intitulés *Morituri* et annoncés comme l'œuvre d'un nouveau Saint-Just. Avec *l'Histoire des variations de l'état-major* de François Simiand, Mario Roques et quelques autres, et *L'Action socialiste* de Jean Jaurès, cela portait à six la liste de ses publications militantes. Toutefois *Le Prince Bismarck* d'Andler et *Le Colporteur débile* des frères Tharaud ne peuvent être considérées comme typiquement dreyfusardes. Les démêlés de Péguy avec ses associés, la transformation de son entreprise en une Société nouvelle de librairie et d'édition, librairie Georges Bellais, lui ôtèrent toute indépendance. Sa décision de lancer les *Cahiers de la Quinzaine* en fut accélérée mais, ce faisant, l'écrivain abandonnait le terrain habituel de l'édition pour celui de la revue, genre dans lequel il excella très vite⁴¹. Aussi doit-on considérer que Pierre-Victor Stock fut bien le grand éditeur dreyfusard de la période et qu'il éclipsa, par la qualité de son engagement, et l'importance de son catalogue de publications dreyfusistes, le reste d'une profession d'ordinaire plus empressée à tirer parti de l'actualité.

Les camelots, la rue et la bataille de l'imprimé

Le tableau de l'époque serait incomplet si l'on n'évoquait ici un des aspects les moins connus du combat antidreyfusard, la débauche d'imprimés périssables, volatiles mais efficaces à laquelle l'Affaire donna lieu. On en trouve quelques exemples dans *L'Affaire Dreyfus de A à Z* et dans le catalogue de l'exposition présentée par la Bibliothèque de documentation contemporaine⁴². Un nom revient souvent au bas des affiches, canards, chansons et objets amusants, celui de Léon Hayard. D'autres patronymes sont repérables. Pierret déjà cité, la librairie antisémite, la librairie populaire, la maison Glucq, dite "Propagande politique et industrielle par l'image", Vieillot, Joubert ou quelques autres.

Né en 1850, mort en 1903, Napoléon Hayard, surnommé "l'empereur des camelots", mérite d'être sorti de l'oubli. Homme du peuple, partisan de la Commune de Paris, républicain qui vira au nationalisme au moment du boulangisme, il devint antisémite à cette époque, et encore davantage après la fusillade de Fourmies, semble-t-il. Vendeur et crieur de journaux, il passa à l'édition au début des années 1890, mais, faute de capitaux, il se spécialisa dans l'impression de feuilles recto-verso avec une chanson du jour, texte et musique, et une gravure sur le sujet. Avatar du canard du premier XIXe siècle et de l'occasionnel d'Ancien Régime, le genre connut son apogée à la Belle Epoque. Certains succès - *En voulez-vous des z'homards ?* battit tous les records, atteignant 200.000 exemplaires. *L'Alphabet des youpins*, *La Gueule à Zola*, *Grand Duo chanté par Zola et Dreyfus au casino de l'île du diable*, *L'Interrogatoire de Dreyfus. Il n'est pas coupable !!! Il est déjà coupé !!!*, *Cherchez le trou de balle de Labori ou L'Interrogatoire de Dreyfus avec preuves Z'Ad. Hoc* en disent assez long sur le genre. A la gauloiserie traditionnelle se mêlait un humour scatologique qui faisait bon ménage avec les préjugés antisémites les plus éculés.

A côté des chansons qu'il imprimait à 5, 10, 20, 50 ou 100.000 exemplaires, selon les demandes de l'armée de camelots qu'il dirigeait dans le quartier du Croissant, Hayard avait une autre spécialité, l'impression de faire-part humoristiques, également prisés par le public. Celui qui annonçait la "mise en bière allemande" de Dreyfus fut vendu à 200.000 exemplaires, "le décès de Zola en cour d'assises" à 120.000 exemplaires en une journée. Des cartes à tirettes, telle "Zola-Mouquette" qui permettait de faire sortir le postérieur de l'écrivain et de lire "Mon cœur à Dreyfus", furent fabriquées et commercialisées dans les mêmes circonstances, ainsi que de multiples affichettes et objets amusants. L'imprimé au titre évocateur, *L'Art et la manière d'obtenir la gueule à Zola* tenait de ce genre hybride où l'aspect ludique l'emportait sur l'ambition de rédiger un véritable commentaire de l'actualité. Pour ce qui nous intéresse ici, il faut souligner l'impact de cette propagande, sans commune mesure avec les productions de Pierre-Victor Stock. Certes le nombre d'acheteurs d'un imprimé ne permet pas de cerner automatiquement le lectorat réel d'un texte. Toutefois c'est un bon indicateur et la vitesse des réimpressions en est un autre. Si l'on se souvient que la *Lettre à la France* de Zola, mise en vente le 7 janvier 1898, avait été tirée à 47.000 exemplaires, on sera surpris de constater que la *Réponse de tous les Français à Zola*, enregistrée le 15 au Dépôt légal, fut fabriquée à 200.000 exemplaires et qu'elle fit l'objet d'un tirage aussi massif le 12 février suivant⁴³. Avec 400.000 fascicules de quatre pages, Léon Hayard - tel était le nom qui lui servait de marque commerciale - était en mesure de marquer l'opinion publique et d'atteindre des Français qui n'entraient jamais dans une librairie. Au même moment, il fit imprimer 200.000 exemplaires du *Testament authentique d'Alfred Dreyfus* et exploita sans

vergogne cette veine - ou ce filon - aussi longtemps qu'elle lui procura des ressources et un moyen de gagner sa vie.

Paradoxalement, cet antisémite de combat, plusieurs fois condamné pour bagarres ou délits divers, homme de main de Drumont à l'occasion, éditeur au service de la cause nationaliste et de ses ténors qui utilisaient son imagination fertile pour détruire l'image de leurs adversaires en période électorale, avait édité en 1897 *Le Crépuscule des Juifs*, une brochure de vingt-quatre pages rédigée par Jacques Bahar, socialiste sioniste ami de Bernard Lazare qui fonda *Le Flambeau* en 1899. Le petit volume ne dépassa pas 500 exemplaires et la plupart de ceux-ci ne trouvèrent pas preneur. De même, il accepta de vendre la *Réponse de la jeunesse française à Zola* qui trouva 2.000 acheteurs, ce qui tendrait à prouver que seule la prose antisémite et nationaliste attirait la foule sur les boulevards. S'il est délicat de déduire mécaniquement les sentiments profonds des colporteurs de cette littérature du trottoir, car les camelots faméliques doivent sans cesse improviser leur boniment pour placer leur marchandise et survivre, dans le cas de Hayard, on a la certitude qu'il était devenu antisémite au début de la décennie 1890.

Champion d'un genre mal défini, éditeur quoique à la tête d'une minuscule officine qui ne valait pratiquement rien lors de son décès, Léon Hayard avait fait ses armes pendant dix ans, jouant un rôle obscur de médiateur politique, écho sonore des joutes qui déchiraient la France et, en retour, acteur non négligeable des déviations du débat politique sur le terrain de la farce, de la parodie, où la scatologie se mêle à la paranoïa et aux fantasmes les plus anciens pour diaboliser l'adversaire et l'abattre. Avec ses pareils, les nombreux et minuscules imprimeurs, libraires et éditeurs du trottoir, il exerça une influence considérable sur l'opinion pendant les deux années les plus chaudes de l'affrontement entre les deux France, de la mi-1897 à l'automne 1899. Considérés comme éditeurs par la police et les services du Dépôt légal, quoique déclassés par le Cercle de la librairie et la *Bibliographie de la France* qui les range, dans les tables annuelles de ce périodique, dans la catégorie fourre-tout "éditions populaires, chansons, livres de propagande"⁴⁴, ces inconnus de la grande Histoire⁴⁵, méprisés des chroniques officielles et dédaignés par l'historiographie de l'affaire Dreyfus, jouèrent un rôle non négligeable dans le développement des sensibilités antisémites. Probablement manipulés par certaines forces politiques, la Ligue antisémitique ou le Grand Occident de France de Jules Guérin, consciemment engagés au service d'une cause partisane ou simplement soucieux d'accroître leurs maigres revenus, ils accompagnèrent la bataille de l'imprimé au cours de ces années en la colorant et en la sonorisant avec des teintes et des accents que la complainte avait mis à la mode depuis le début du siècle⁴⁶.

Vainqueurs et vaincus

La bataille de l'imprimé, au temps de l'affaire Dreyfus, fut donc complexe et il est délicat d'en dégager des leçons certaines. La domination des dreyfusards dans le domaine de l'édition traditionnelle montre que les intellectuels partisans de la révision avaient choisi les armes de Voltaire défendant Calas pour faire entendre les voix de la Vérité et de la Justice. Continuateur de Le Breton, Stock fut indéniablement l'artisan de cette victoire partielle. Les antidreyfusards s'imposèrent, eux, dans la presse, ce qui traduit sans doute leur

redoutable modernité. En préférant l'éphémère au durable, la feuille du jour au document d'étude, ils avouaient inconsciemment leur faiblesse théorique et leur supériorité pratique. La postérité a oublié leur prose mais les contemporains l'achetaient, s'en nourrissaient quotidiennement et l'employaient afin de refuser la révision d'un procès jugé par un Conseil de guerre. Avec leurs positions de force dans la rue, grâce au relais des camelots et crieurs de journaux, ils laissaient peu d'espace aux dreyfusards.

Le rôle de ces camelots n'a jamais été étudié systématiquement, ce qui est notre tâche actuelle. Ils ont produit ou fait circuler, à Paris mais aussi en province, des milliers de textes qui s'inséraient dans une actualité brûlante avant d'être oubliés au profit des suivants. L'apprentissage de la politique par les foules se fit aussi de cette manière. En illustrant presque toujours leurs écrits, les auteurs de ces textes que tout rapproche de l'occasionnel d'Ancien Régime et du canard de la Restauration montraient qu'ils avaient une conscience assez claire de la force de l'image sur le lecteur fin de siècle. Revanche de l'époque sur la censure impériale qui avait rigoureusement contrôlé les gravures avant 1870, la vogue et la croissance de cette littérature du trottoir annoncent les succès ultérieurs du cinéma. L'histoire a négligé, ignoré ou méprisé ces documents éminemment périssables, malaisés à retrouver, mais c'est leur mise à jour et leur étude qui permettront, on l'espère, de projeter quelque lumière neuve sur l'Affaire.

JEAN-YVES MOLLIER

Université de Versailles

¹Janine Ponty, *La Presse devant l'affaire Dreyfus. Contribution à une étude sociale d'opinion publique. 1898-1899*. Thèse de doctorat de 3e cycle d'histoire, EPHE, 1971. 284 p.

²Voir Jean-Yves Mollier, "Du côté de chez Stock", *L'Histoire* N° 173, janvier 1994, pp. 83-85, et "L'édition dans la tourmente de l'Affaire", in *L'Affaire Dreyfus de A à Z*, dir. M. Drouin, Flammarion, 1994, pp. 377-383.

³Voir Lucien Borel du Bez, *Albert Savine (1859-1927) éditeur homme de lettres et historien*, Gap, Louis Jean imp.-éd., 1928

⁴Voir Elisabeth Parinet, *La Librairie Flammarion. 1875-1914*, IMEC éd., 1992.

⁵Voir J.Y. Mollier, "La crise de l'édition n'a pas eu lieu", *L'Histoire* N° 127, novembre 1989, pp. 68-69. Ce titre est de la rédaction de cette revue. Il travestit le sens de l'article dont le titre exact était "La crise de l'édition a-t-elle eu lieu ?"

⁶Ces chiffres ont été établis à partir du recensement des faillites aux Archives de Paris.

⁷On notera la permanence de ces clichés ou topoï du milieu, pratiquement identiques à ceux utilisés aujourd'hui.

⁸Sur la bonne santé de l'édition religieuse avant 1880, on consultera la thèse de Claude Savart, *Les Catholiques en France au XIXe siècle. Le témoignage du livre religieux*, Beauchesne, 1985.

⁹Toutes les publications citées dans cet article ont fait l'objet d'un contrôle dans la *Bibliographie de la France*, relue pour les années 1885-1905.

¹⁰Pour un panorama général sur l'édition française à cette époque, on se reportera à J.Y. Mollier, *L'Argent et les Lettres. Histoire du capitalisme d'édition. 1880-1920*, Fayard, 1988.

¹¹Pour la bataille qui entoura la publication de la *Vie de Jésus* de Renan, voir J.Y. Mollier, *Lettres inédites d'Ernest Renan à ses éditeurs Michel et Calmann Lévy*, Calmann-Lévy, 1986.

¹²Voir J.Y. Mollier et J. George, *La Plus Longue des Républiques. 1870-1940*, Fayard, 1994.

¹³*Idem*.

¹⁴Albert Savine, *Mes Procès*, Savine, 1890, p. 190. La plaidoierie de M^e Saint-Auban, prononcée le 17 avril 1889, est reproduite dans le volume.

¹⁵Archives de Paris, D 11 U³ 1650, folio 17.456.

- ¹⁶ Voir E. Parinet, "Les bibliothèques de gares, un nouveau réseau pour le livre", *Romantisme* N° 80/1993, pp. 95-106.
- ¹⁷ Voir J.Y. Mollier, "L'édition 1815-1914" in *Histoire des droites en France*, dir. J.F. Sirinelli et E. Vigne, Gallimard, 1992, 3 vol., T. 2, pp. 213-255.
- ¹⁸ Voir J.Y. Mollier, *Michel et Calmann Lévy ou la naissance de l'édition moderne (1836-1891)*, Calmann-Lévy, 1984.
- ¹⁹ Elisabeth Parinet ne croit pas à l'antisémitisme de Flammarion mais les confidences de Léon Daudet sur son père et l'éditeur de celui-ci tendraient à prouver une certaine connivence sur un antisémitisme de "bon ton", propre à la société du temps.
- ²⁰ Sophie Grandjean prépare une thèse sur les éditions Fayard sous notre direction. Elle confirme l'opinion de P. Gaxotte.
- ²¹ Jacques Durin, "L'avènement des sciences raciales" in M. Drouin, *op. cit.*, p. 615. Voir aussi Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, rééd. Bruxelles, 1985, Coll. "Complexe", pp. 254-266.
- ²² Archives nationales, F 18* III/216.
- ²³ Voir Colette Becker, *Trente Années d'amitié, Lettres de l'éditeur Georges Charpentier à Emile Zola*, PUF, 1980, pour les tirages, et Alain Pagès, *L'Affaire Dreyfus. Lettres et articles inédits*, CNRS-éditions, 1994, pour le contexte.
- ²⁴ Voir Catherine Noblet, *Paul Ollendorff et la librairie de minuit. Aux origines des éditions Albin Michel (1875-1924)*, mémoire de maîtrise d'histoire, dir. J.Y. Mollier, université Paris X Nanterre, 1991.
- ²⁵ Voir Marie-Claire Bancquart, *Anatole France. Un sceptique passionné*, Calmann-Lévy, 1985.
- ²⁶ Voir Paul Demare, "L'affaire et la photographie", in *L'Affaire Dreyfus et le tournant du siècle. 1894-1910*, dir. L. Gerbeau et C. Prochasson, Musée d'histoire contemporaine. BDIC, 1994, pp. 220-224.
- ²⁷ J.Y. Mollier, *L'Argent et les Lettres...*, *op. cit.*, ch. IV.
- ²⁸ P.V. Stock, *Memorandum d'un éditeur*, Stock, Delamain et Boutelleau, 3 vol., T.3. "L'Affaire Dreyfus anecdotique", p. 12 ; rééd. sous le titre tronqué *L'Affaire Dreyfus*, Stock, 1994.
- ²⁹ Janine Ponty, *op. cit.*
- ³⁰ J.Y. Mollier, *L'Argent et les Lettres...* *op. cit.*, ch. XII.
- ³¹ *Idem.*
- ³² Par comparaison, Calmann Lévy ou Flammarion "pèsent" entre 3 et 5 millions à la même époque, pour ne rien dire du géant Hachette et Cie.
- ³³ Nous avons dépouillé le feuillet de la *Bibliographie de la France* pour les années 1885-1905 et consulté les catalogues d'éditeurs (série Q 10 B de la Bibliothèque nationale).
- ³⁴ Voir Philippe Oriol, *Bibliographie des oeuvres de Bernard Lazare (volumes et articles)*, éd. du Fougereau, 1994.
- ³⁵ Voir Vincent Dudert, *L'Affaire Dreyfus*, La Découverte, 1994, Coll. "Repères".
- ³⁶ En attendant la bibliographie exhaustive promise par Vincent Dudert, on se reportera à celle de M. Drouin, *op. cit.*, pp. 629-685.
- ³⁷ Celui-ci aurait dépensé 10 millions de francs actuels pour sauver son frère, selon Michaël Burns, *Histoire d'une famille française. les Dreyfus, L'émancipation, l'affaire, Vichy*, Fayard, 1994 pour la traduction française. On trouve probablement là l'origine de la légende du "syndicat".
- ³⁸ P.V. Stock, *op. cit.*
- ³⁹ *Idem.*
- ⁴⁰ Voir le *Dictionnaire Robert des littératures*, éd. Le Robert, 1996.
- ⁴¹ Sur ces questions, voir *L'Amitié Charles Péguy* et Frantisek Laichter, *Péguy et ses "Cahiers de la Quinzaine"*, éd. de la MSH, 1985.
- ⁴² *Op. cit.*
- ⁴³ AN F 18* III/216.
- ⁴⁴ *Bibliographie de la France XIX/2* entre 1879 et 1909.
- ⁴⁵ Nous travaillons sur cette littérature du trottoir dans le cadre d'une vaste enquête sur la librairie française au XIXe siècle.
- ⁴⁶ Voir Monika Wodsack, *Die Complainte. Zur Geschichte einer französischen Populärgattung*, Carl Winter-Universitätsverlag, Heidelberg, 1985.

L'AFFAIRE DREYFUS DANS LA REVUE BLANCHE (1898-1899).

Dans le panorama des journaux et des périodiques de la fin du siècle en forte majorité indifférents voire hostiles à la révision du procès de 1894, *La Revue blanche* tranche nettement par son engagement déterminé dans le camp dreyfusiste. En 1898, la seule Affaire apparaît dans quinze articles, dans vingt-quatre en 1899, soit une proportion respective de 5,20 % et 7,5 % des sommaires au cours de ces deux années. Elle donne lieu à deux contributions dans onze numéros sur quarante-huit, une fois même à trois. A titre exceptionnel, quatre livraisons seront ouvertes par un article signé *La Revue blanche* manifestant ainsi de façon quelque peu solennelle un engagement collectif. En outre le siège du périodique, sur le boulevard des Italiens, était, avec la librairie Stock, place du Théâtre français, et la librairie Péguy-Bellais, sur l'autre rive de la Seine, 17, rue Cujas, l'un des grands lieux de réunion des intellectuels dreyfusistes. "Nous nous retrouvions à la *Revue* vers la fin de chaque journée"¹ écrira Léon Blum rappelant ses *Souvenirs sur l'Affaire*. De son côté, Jules Renard évoque dans son *Journal* l'ambiance qui régnait dans ces rencontres. A la date du 18 février 1898, il note: "Ce soir, à *La Revue blanche*. L'Affaire Dreyfus nous passionne. On compromettrait pour elle femme, enfants, fortune".² Il faut ajouter enfin que les principaux orateurs appelés à porter la parole dreyfusiste dans des meetings tumultueux à Paris et en province comptaient dans les collaborateurs : Jean Psichari, Francis de Pressensé, Octave Mirbeau, Pierre Quillard.³

* * *

On a parfois interprété l'engagement dreyfusiste de *La Revue blanche* comme découlant de l'importante composante juive de la rédaction. De fait, les collaborateurs juifs étaient nombreux. Outre le directeur Alfred Natanson et ses deux frères Alexandre et Thadée, on peut relever, au hasard des sommaires, les noms de Julien Benda, Tristan Bernard, Léon Blum (chargé de la critique littéraire), Romain Coolus, particulièrement assidu, Robert Dreyfus, Gustave Kahn, Bernard Lazare, Lucien Muhlfeld. En tout cas, la revue est loin d'avoir eu une réaction immédiate. Sous la plume de Victor Barrucand et Félix Fénéon, elle stigmatisera, lors de la cérémonie de la dégradation, ce qu'elle appelle par antiphrase "le noble spectacle de l'immobilité servile des uns et de la fureur lyncheuse des autres", mais elle

s'abstiendra de tout jugement de fond. A l'image de la masse de l'opinion, elle semble n'avoir nullement mis en cause la pertinence du jugement de 1894 au moment où il a été prononcé. L'indifférence s'est prolongée bien plus tard. Le témoignage de Léon Blum est ici formel: il a prêté une oreille des plus distraites à Bernard Lazare venu l'entretenir (dans l'hiver de 1896-1897?) du cas Dreyfus dans le bureau de Lucien Muhlfeld, tout aussi incrédule. Il a fallu tout l'ascendant de Lucien Herr lui déclarant tout à trac en septembre 1897: "Savez-vous que Dreyfus est innocent?" pour qu'il fût enfin sensibilisé à l'Affaire.⁴

En revanche, une fois la certitude de l'erreur judiciaire acquise, on comprend assez bien l'engagement de *La Revue blanche*. Dans ses débuts, l'individualisme y était fortement valorisé, la liberté exaltée contre les contraintes collectives. Le Barrès première manière, celui du *Culte du moi*, y était tenu en grande admiration. Les entraves à la liberté d'expression des écrivains y étaient dénoncées, l'autonomie de l'art face à l'Etat défendue. Ainsi furent réprochées les mesures de censure au théâtre et les poursuites engagées en avril 1891 contre Remy de Gourmont pour avoir écrit "Le Joujou patriotisme". Plus tard, la revue afficha une sympathie marquée à l'égard de l'anarchie qu'illustraient de spectaculaires attentats. Ses deux secrétaires de rédaction successifs, Lucien Muhlfeld et Félix Fénéon s'en proclamaient partisans; ils accueillirent favorablement la collaboration de Paul Adam, Bernard Lazare⁵, Octave Mirbeau qui manifestaient sympathie et compréhension pour l'idéal anarchiste.

La Revue blanche s'étant ainsi portée à l'extrême gauche des périodiques s'éleva tout naturellement contre la raison d'Etat et l'autorité militaire qui s'opposaient à la révision du procès. Réagissant immédiatement à *J'accuse*, elle ouvre sa livraison du 1er février 1898 par une ferme *Protestation* dans laquelle on croit reconnaître à la fois le style et la pensée de Herr. On y trouve en effet par anticipation les principaux thèmes des articles que Péguy donnera par la suite à la revue. Or, celui-ci, comme il en témoigne dans *Pour ma maison*, a reçu l'essentiel de son information des entretiens confidentiels qu'il avait avec Herr à l'Ecole Normale: "Il me mit au courant de l'Affaire Dreyfus, me donna les indications sans lesquelles on ne pouvait pas suivre intelligemment"⁶

La protestation vise en premier lieu la "bureaucratie militaire" qui, au terme de ses intrigues, de ses dissimulations, de ses illégalités, en est venue à revendiquer une autonomie sans contrôle aucun dans ses jugements. Cette prétention émise par "25 000 individus arrogants" rend impossible l'application de la loi et nie la hiérarchie légitime des pouvoirs. Aussi convient-il de dénoncer vigoureusement les agissements de cette bureaucratie qui "dans l'intérêt de sa conservation mise au-dessus de la loi et du salut public tient en échec les hommes à qui la nation a délégué le pouvoir."

Le manifeste s'en prend à une deuxième cible: "l'opinion publique dupée et fanatisée qui ne voit point le danger où nous expose la bureaucratie bottée." En particulier quand elle donne dans un antisémitisme de principe: seul en effet importe en droit démocratique et socialement parlant, non ce que les hommes sont génétiquement et qui est malaisément connaissable, mais ce que leur comportement révèle objectivement d'eux. La jeunesse universitaire en participant au déchaînement de la brutalité publique s'est pour sa part rendue coupable d'avoir renié "la haute conception kantienne et rationaliste où la République l'[a] élevé[e]" et qui lui avait enseigné à prendre en compte en priorité absolue chez les individus, non pas leur origine, mais leur bonne volonté. Enfin, les "jeunes partis politiques" sont mis en cause, le parti radical pour son abstention dans la bataille et le parti socialiste parce qu'il invoque le statut bourgeois de Dreyfus pour lui refuser son appui.

J'accuse fut donc l'occasion pour la revue de s'aligner officiellement dans la bataille. Le célèbre écrit détermina en plus chez elle une réévaluation de ses admirations littéraires. Si vers 1894-1895 l'étoile de Barrès y avait commencé à pâlir en raison de l'intérêt nouveau porté aux problèmes sociaux, l'auteur d'*Un homme libre* restait prestigieux aux yeux des jeunes collaborateurs. "Dans cette génération d'écrivains qui avait immédiatement précédé la mienne", commente Léon Blum, "il était pour moi, comme pour la plupart de mes camarades, non seulement le maître mais le guide; nous formions autour de lui une école, presque une cour".⁷ Immense fut donc la déception de l'équipe quand Barrès choisit le camp antidreyfusiste et s'en fit même l'agressif doctrinaire.⁸ Une réaction d'amour blessé lui signifia sèchement par la plume de Lucien Herr son congé. Dans une vigoureuse interpellation *ad hominem*, celui-ci s'en prenait à la "métaphysique ethnique" où baignait la théorie de la race chère à Barrès. Il n'y voyait pour sa part que "la haine barbare, la haine native de ce qui est autre". L'apostrophe se continuait en ces termes:

Soyez convaincu que si le mot race a un sens, vous êtes, comme nous tous, non pas l'homme d'une race, mais le produit de trois, de six, de douze races fondues en vous et indissolublement mêlées. Les impulsions que vous sentez surgir du plus profond de vous, et que vous jugez précieuses entre toutes, primordiales et souveraines, soyez persuadé qu'elles sont, aux heures de défaillance cérébrale, la poussée aveugle de l'antique brutalité qui couve, mal éteinte, au fond de vous. L'homme qui, en vous, hait les Juifs et hait les hommes d'outre-Vosges, soyez sûr que c'est la brute du douzième siècle, et le barbare du dix-septième. Et croyez que le monde moderne serait peu de chose, s'il n'était l'avènement du droit nouveau, la lente croissante d'une volonté raisonnable, maîtresse de ces instincts et tueuse de ces haines.

A l'inverse, alors que *La Revue blanche*, généralement favorable à l'esthétique symboliste, récusait le naturalisme et tenait Zola à l'écart, le maître naturaliste est maintenant chaleureusement salué dans ses colonnes. Dans le numéro où paraît la protestation de Herr, Gustave Kahn amorce la conversion en profitant de la sortie de *Paris*. Tout en ne cachant pas que Zola est un "adversaire littéraire", il considère que le livre est "un beau roman" et surtout "un acte de courage civique". Toute réserve est absente de l'"hommage" rendu à "M. Emile Zola" en tête du numéro du 1er mars, celui qui suit la condamnation de l'auteur de *J'accuse*. Le procès lui-même donnera lieu à deux articles : l'un d'impressions recueillies au cours des audiences par Pierre Quillard, l'autre où Léon Blum entend montrer que les débats ont, malgré tout, apporté des éléments décisifs. Tout espoir n'est donc pas perdu.

* * *

Après une vive attaque (1er avril) de Pierre Quillard contre Ferdinand Brunetière qui avait mis en cause la compétence des intellectuels dans une telle discussion, aucun article de fond n'est publié pendant quelques mois sur l'Affaire, si l'on excepte celui (1er juin) d'Urbain Gohier qui dénonce, dans le style outrancier qui est le sien, la menace d'un coup de force militaire et incite à le devancer par tous les moyens. La polémique reprend vers la fin de l'année dans le contexte du projet de révision consécutif au suicide de Henry. L'Affaire figurera dix-neuf fois sur le total des 25 livraisons s'échelonnant du 15 novembre 1898 au 15

novembre 1899. A deux reprises, la revue s'exprimera à titre collectif. Le 15 juin 1899, elle se réjouit, d'une manière qui se révélera bien prématurée, de l'arrêt de révision rendu par la Cour de Cassation. L'Affaire, croit-elle, est liquidée sur le plan judiciaire ; la distinction *dreyfusards* et *antidreyfusards* lui paraît désormais périmée ; ne reste à son avis que la querelle antique et sans fin séparant "le plus grand nombre qui délègue son autorité et ceux qui tâchent de préserver leur liberté d'examen." L'issue du procès de Rennes la détrompera ; de cette nouvelle déconvenue, elle conclut que la justice militaire est définitivement discréditée (15 septembre 1899).

Au cours de cette période, le soin de traiter de l'Affaire reviendra en fait au jeune Charles Péguy et à Julien Benda.⁹ Le premier rédigera sur le sujet quatorze "notes politiques et sociales" (dont les trois premières sont signées du pseudonyme de Jacques Laubier) et deux longs articles. Dans ses "notes politiques et sociales", il procède au compte rendu et à l'analyse des événements intéressant l'Affaire survenus au cours de la quinzaine écoulée, ainsi qu'à leur écho au Parlement. Il s'agit donc d'une rubrique d'actualité, parfois très pointilliste, doublée d'une chronique parlementaire. Sont évoqués l'action et le comportement des hommes politiques en vue : le président du Conseil Dupuy, Félix Faure, président de la République, Deschanel, Barthou, Brisson et bien d'autres. En même temps le lecteur reparcourt dans ces pages les étapes du déroulement de l'Affaire : le désaisissement de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation, la fondation de la Ligue de la patrie française, la tentative de coup d'Etat perpétrée par Déroulède, l'investiture du cabinet Waldeck-Rousseau, etc.

Un ton pamphlétaire anime tous ces articles : tout est vu en fonction d'un regard passionnément dreyfusiste. On y relève l'indignation devant le scandale, le sentiment de l'urgence qu'il y a à combattre un groupe intrinsèquement mauvais dont les ruses et la mauvaise foi ne sont jamais à court. Le souci frémissant de réagir contre ce complot hypocrite et malfaisant dicte un engagement personnel intense. La position de Péguy est présentée comme un choix existentiel résultant d'expériences vécues. D'où la présence intense du *moi* du rédacteur qui allègue à maintes reprises - et non sans quelque indiscretion - des observations personnelles. S'agit-il de montrer comment le sectarisme de parti altère la perception du simple devoir dreyfusiste? Il cite alors l'exemple du jeune guesdiste Henri Nivet qu'il avait connu à Orléans.¹⁰ Veut-il illustrer la manière dont on devient antidreyfusiste et la mentalité de l'antidreyfusiste? Il fait allusion à tels autres de ses amis dont il raconte l'histoire.¹¹ Les adversaires auxquels la moindre sincérité est déniée sont vivement et nommément pris à partie.

Forain a fini par poser des immondices très noires sur des légendes immondes. Je préfère ne pas parler de Caran d'Ache. Que dire des journalistes? Et que dire des écrivains? Non seulement ils sont tombés du côté où ils penchaient. Non seulement M. Barrès est devenu le Tartuffe moisi qu'il menaçait de devenir, non seulement M. Coppée est devenu le gâteux tisanier qu'il devait devenir. Mais la perversion fut telle que plusieurs tombèrent d'un côté où ils ne semblaient nullement pencher. M. Jules Lemaitre pouvait devenir vicieux comme un roué : mais qui se fût imaginé qu'il en viendrait à nous donner des proses comparables aux meilleures chroniques de M. Judet.¹²

L'abstention des chefs du P.O.F. dans le conflit en cours leur vaut d'être fustigés avec une vigueur comparable: "pour n'avoir pas voulu participer à la défense de la raison, de la

justice, prétendues bourgeoises, ils ont pris leur part de la folie bourgeoise, de la tartufferie bourgeoise, du crime bourgeois."¹³

En accord avec la ligne avant-gardiste qui prévaut dans la revue, une inspiration anarchiste excluant toute autorité non rationnellement fondée colore nettement la collaboration de Péguy. L'action déterminée des anarchistes dans les affrontements est d'ailleurs citée élogieusement à plusieurs reprises.¹⁴ Il s'élève contre l'armée en tant qu'elle prétend échapper à toute discussion et va même jusqu'à mettre en cause dans son extrémisme du moment "l'institution de toutes les armées, de toute l'armée, en ce qu'elle est, précisément, un instrument de haine internationale, en ce qu'elle devient une école de guerre civile."¹⁵ Conformément aux enseignements de Jean Grave dans *La Société mourante et l'anarchie*, il refuse de reconnaître au vote, au suffrage universel en particulier, une excellence de principe. L'antidreyfusisme spontané dont la foule s'est rendue coupable incite en effet à mettre en doute la pertinence de ses réactions.

Le corps électoral étant faillible, aucun des organes légalement institués pour exprimer son désir ou sa volonté ne nous semble infaillible ; ni les organes judiciaires, professionnels ou non, les tribunaux de métier, civils ou militaires, le jury enfin ne nous semble infaillibles.¹⁶

Faisant remarquer que le Sénat élu au suffrage restreint s'était mieux conduit au cours de la crise que la Chambre élue au suffrage universel et qu'en outre la fermeté des attitudes y avait dépendu du renouvellement des mandats, il conclut: "Voilà qui ne va plus seulement contre le suffrage universel, mais contre tout suffrage, et on se demande avec effroi ce qui arriverait si les mandats étaient impératifs."¹⁷ Aux yeux de Péguy, il est clair que les dreyfusistes sont une de ces minorités d'élite sur lesquelles comptent, avant tout autre moyen, les anarchistes pour faire évoluer la société.

Les convictions de notre auteur ne s'arrêtent pas à ces sympathies anarchistes, si ancrées soient-elles. La référence fondamentale est en fait celle du socialisme jaurésien (en 1898-1899, Péguy est l'ami et l'admirateur fervent du tribun dont il approuve entièrement et la pensée et l'action). Cette identité de vues peut se mesurer à l'occasion de la crise du parti socialiste née de la présence d'Alexandre Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau où siégeait également le général de Gallifet, "le fusilleur de la Commune". A l'annonce de cette nouvelle, le groupe parlementaire réunissant les députés des diverses fractions socialistes s'était dissocié et un manifeste largement inspiré par les guesdistes était paru le 18 juillet 1899, incriminant la politique de collaboration de classe mise en œuvre par le dreyfusisme. Jaurès était personnellement visé par ces initiatives à cause de la part éminente qu'il avait prise dans l'affrontement contre l'avis de Guesde et de Lafargue, lesquels avaient énoncé le 24 juillet de l'année précédente: "Les prolétaires n'ont rien à faire dans cette bataille qui n'est pas la leur."

Péguy est vigoureusement intervenu dans cette controverse (il y consacre trois de ses seize articles) et il s'est rangé sans réserve aux côtés de son aîné, notamment sur deux points essentiels. En premier lieu, tous deux posent en principe qu'il y a convergence naturelle entre socialisme et dreyfusisme. Dans la mesure où le socialisme se propose l'affranchissement universel, il ne peut que prendre en charge le cas Dreyfus qui implique le recouvrement d'une justice particulière. L'essence fondamentalement morale du socialisme exclut toute considération reposant sur le statut social des individus. Ensuite, les deux hommes assument l'héritage de la Révolution invalidée aux yeux des guesdistes par sa nature bourgeoise. La République, même si elle est imparfaite sous sa forme actuelle, doit être défendue sous peine

de mettre en péril des libertés, les droits de l'homme entre autres, que le marxisme sommaire du P.O.F. discrédite de manière irréflectée en les qualifiant de "bourgeoises". Péguy approuve entièrement Jaurès de ne pas s'être opposé à l'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau puisque cette combinaison a permis que "la République bourgeoise et en elle l'espérance de la République sociale fût sauvée."¹⁸ En ce sens, l'Affaire Dreyfus, par les enjeux universalistes dont elle était porteuse,

a singulièrement contribué à la future unité de la race humaine. Comme cette unité de la race humaine, comme cette universelle solidarité ne sera jamais réalisée que dans la cité socialiste, l'Affaire Dreyfus a, de ce chef, singulièrement contribué à préparer la naissance et la vie de la cité socialiste.¹⁹

* * *

La contribution de Julien Benda au débat diffère profondément de celle de Péguy (et des autres intervenants). Dans les quatre *notes politiques et sociales* qu'il rédige, il n'exclut pas la polémique *ad hominem*. Il s'en prend plusieurs fois à l'une des principales figures de la Ligue de la Patrie française, Jules Lemaitre. Ce dernier ayant rapproché le patriotisme des nationalistes de celui de Renan se voit accusé de mauvaise foi : à des affirmations de son discours sont opposées des citations de Renan qui les contredisent systématiquement.²⁰ Benda préfère toutefois négliger les personnalités au profit d'analyses morales dépassant les individus particuliers qui les ont inspirées. Il établit ainsi une distinction entre deux notions qu'il présente comme contradictoires : l'honneur et l'honnêteté. Est "homme d'honneur" "celui qui tient purement et simplement sa parole et ses engagements" ; est "honnête homme" celui "qui fait ce qu'il croit être le mieux". Henry est l'incarnation de l'homme d'honneur, Picquart, de l'honnête homme. En certaines circonstances dont l'Affaire est un exemple, les deux catégories révèlent leur essence conflictuelle. L'argumentation de la Ligue de la patrie française est irrecevable dans la mesure où, se référant au principe de l'honneur ainsi défini, elle prétend en même temps relever de l'honnêteté.²¹ Ailleurs, il conteste, toujours sur un plan général, l'opinion avancée par certains défenseurs de l'Armée alléguant que "les fautes individuelles n'atteignent pas les institutions". Il excepte pour sa part ces "fautes individuelles auxquelles président des tendances, des sentiments, des croyances, en un mot un certain état psychologique *explicable par le jeu naturel de la fonction sociale du coupable*". L'Armée invoquant des notions comme *l'intérêt national*, *l'intention patriotique*, *l'esprit de discipline* est forcément affectée par des actes commis au nom de ces valeurs.²²

L'originalité de la position et de la manière de Benda (dont il a dit qu'elles l'isolaient du milieu de la revue) se mesure surtout dans ses trois grands articles : "Notes d'un Byzantin",²³ "Journal d'un Byzantin", "L'Affaire Dreyfus et le principe d'autorité". Il se flatte dans *La Jeunesse d'un clerc* de ne pas avoir subordonné son engagement à une réaction affective. "Je n'ai pas besoin de dire que l'apitoiement sur le martyr de l'île du diable entraine peu dans mon action",²⁴ dira-t-il non sans quelque provocation dans le même ouvrage. Il proclame avoir été à peu près indifférent aux motivations et aux incidences proprement politiques de l'Affaire. A l'opposé d'un Péguy, il s'est dit excédé "par les débordements d'un

républicanisme aussi primaire que généreux" ; quant au bénéfice du parti socialiste enregistré à cette occasion, il lui "causait du plaisir , mais point de passion." Il écarte encore plus vivement de l'origine de son action un réflexe de solidarité juive en des termes qui, chez un autre auteur, prêteraient à l'accusation d'antisémitisme.

Mon séjour [à la R.B.] m'a donné l'expérience d'une classe de mes coreligionnaires, dont je dois reconnaître qu'elle explique assez bien l'antipathie dont ils sont si souvent l'objet. Il y avait là certains magnats, gens de finance plus que de lettres, chez qui la croyance dans la supériorité de leur race et dans le naturel asservissement des autres était visiblement souveraine.²⁵

Benda entend argumenter en "rationaliste absolu", comme en mathématiques. Ses exposés se déroulent selon un schéma méthodique, procédant à l'examen successif d'idées numérotées, balisant chaque étape de la démonstration par des intertitres, multipliant les formulations didactiques. Dans l'"opposition fondamentale entre les intérêts du social et du vrai", il choisit résolument les derniers. Il assume entièrement les implications de cette attitude et ne disconvient pas, à la différence des autres dreyfusistes, qu'elle est volontiers antisociale ; à cet égard, il assure qu'il aurait très bien compris des mesures de répression émanant de l'Etat. Mais la fonction du cleric diffère fondamentalement de celle du politique. "Les Etats savent ce qu'ils ont à faire et je ne les empêche pas de pratiquer le mensonge, s'ils le jugent bon. Je les empêche de dire qu'il est la vérité"²⁶. Pour sa part, Benda, raisonnant au niveau des "intérêts généraux de l'humanité" et écartant les intérêts de telle ou telle catégorie sociale dans une conjoncture donnée (en l'occurrence, les militaires), ne veut prendre en compte que la légalité en soi au nom de la nécessité absolue de préserver l'équilibre de la société dans son ensemble, équilibre particulièrement délicat dont la perturbation peut conduire aux plus graves conséquences. Poussant à l'extrême son argumentation, il soutient que, même si Dreyfus était coupable, il faudrait l'acquitter au cas où, pour un motif reconnu incontournable, on ne serait pas en mesure d'établir la preuve objective de sa culpabilité. Dans cette hypothèse en effet, la condamnation serait fondée, mais n'en serait pas moins illégale et tout l'appareil de la justice qui est "l'organe régulateur de tous les rapports humains" en serait faussé. La considération de l'utilité sociale dernière impose donc qu'une procédure irrégulière aboutisse à rendre "socialement innocent" un individu "scientifiquement coupable".²⁷

L'indifférence aux contingences dicte chez Benda des attitudes qui l'opposent aux autres dreyfusistes. Il ne s'attarde pas sur le détail des événements mais vise en toute circonstance à dégager les logiques sociales. Il rend ainsi intelligibles des comportements qui, dès lors, sont impuissants à l'indigner. Ayant établi "la formule *a priori* de la mentalité militaire"²⁸ qui répond elle-même à l'organisation individuelle et collective nécessaire à l'attaque et à la défense, il y reconnaît les éléments qui ont été à l'œuvre dans l'Affaire : la "soumission des mouvements individuels à l'autorité centrale d'un seul (*caput*, chef) ; [...] confiance dans le chef ; méconnaissance de l'individualisme, ou plus exactement, engourdissement du *self-feeling*, du *selbst-geffühl*", etc. Le comportement des militaires a donc été conforme à ce qu'on pouvait en attendre et il est parfaitement vain de s'en étonner et de s'en offusquer.

Affichant un détachement plus marqué encore et de nature à fortement contrarier les dreyfusistes, Benda juge irréaliste la prétention émise par ces derniers de changer dans le

court terme la mentalité militaire en France. Cet état d'esprit répond en effet dans la France contemporaine à un besoin objectif : "dans l'état actuel des rapports internationaux, *la France ne peut s'offrir le luxe d'être juste*. Et elle ne se l'offre pas"²⁹ La perception instinctive de cette situation explique les sentiments majoritairement et souvent violemment antidreyfusistes dont est habité le peuple.

Il a senti que, s'il permettait, dans l'intérêt de la justice, qu'on lui démontrât l'infamie ou l'imbécillité d'une trentaine des plus hauts gradés de son armée, il allait fatalement être victime de sa manie généralisatrice, c'est-à-dire paralyser sa confiance dans ses chefs, compromettre sa vie extérieure. Instantanément, il a ressenti l'aiguillon occulte des convoitises germaniques et autres [...]; tous les autres besoins sont réduits au silence ; les aspirations vers la liberté, vers la discussion sont refoulées, traitées de chimériques, bafouées par ce peuple qui a fait la Révolution.

Les intellectuels désavoués par la masse inspirée par un besoin de conservation découlant d'ailleurs du bon sens immédiat, se retrouvent en complet porte-à-faux.

Faut-il alors penser que l'absolu dont se réclame Benda est une instance condamnée à rester éternellement et complètement abstraite? Le "Journal d'un byzantin" feint un moment d'inviter les intellectuels à se replier sur leurs travaux spécifiques et à cesser d'intervenir de manière inutile et dangereuse dans les affaires de la cité.

Cette affectation de détachement stoïcien est contredite par les qualifications dévalorisantes dont il use à l'égard des antidreyfusistes, "primitifs", "touchants microcéphales" ou par l'évocation de "l'embonpoint de l'intellect" chez Coppée et chez Barrès. En fait, il ne tarde pas à dévoiler le fond de sa pensée. A ses yeux, "la raison est une force" ; "les vrais intellectuels [...] ont senti la mission sociale de la vérité" ; loin d'être un contemplatif, "tout intellectuel contient en puissance un iconoclaste". Quand le rationalisme est vécu comme Benda le vit sous l'Affaire, c'est-à-dire avec une totale intransigeance, il est la source d'"un vrai fanatisme idéologique",³⁰ il est vécu comme une religion avec ses prophètes et bientôt ses martyrs. Il est mûr pour partir à l'assaut de "l'empire social". "J'ose croire" écrit Benda à la fin du "Journal d'un Byzantin", "que le triomphe de la religion intellectuelle n'est plus qu'une question de temps. Dix siècles, vingt siècles? Qu'importe! Puisque cela sera."

L'article intitulé "L'Affaire Dreyfus et le principe d'autorité", écrit après la libération de Dreyfus, semble abrégé ce délai. Dans la défaite des antirévolutionnistes, Benda lit la défaite des groupes (comme l'Eglise, l'Armée, le parti monarchiste...) attachés à l'autorité sous sa forme théologique, soustraite par principe à toute discussion. D'où leur obstination à nier qu'une erreur ait pu être commise. Leurs adversaires soutenaient au contraire que toute autorité, pouvant être soumise à réexamen, n'avait qu'un caractère transitoire. Pourquoi ces derniers l'ont-ils emporté? Benda, applique aux événements de l'Affaire le modèle de l'évolutionnisme spencerien qui se traduit par le passage de l'homogène à l'hétérogène. Il voit la cause de la victoire des dreyfusistes dans le fait qu'ils se situaient dans un mouvement "dirigé dans le même sens que celui de l'évolution générale et actuelle de l'esprit humain",³¹ laquelle déconstruit peu à peu les organisations hiérarchiques du passé réclamant une obéissance aveugle et l'uniformité des conduites. "Dès lors, entre des hommes qui s'appliquaient à imposer à ce XIX^e siècle la morale civile et d'autres qui s'appliquaient à lui imposer la morale du moyen âge, ce sont les premiers qui devaient réussir." Ainsi, pour notre Byzantin, l'Affaire "aura été une violente élongation dans le sens du progrès humain." Son

imprégnation des théories d'Huxley et de Spencer l'amène même à prédire que l'affaiblissement du principe de l'autorité de type théocratique, assimilable à l'atrophie d'un organe dans l'organisation animale, permet d'envisager le dépérissement de la fonction guerrière et la fin des conflits internationaux. On voit que Benda, parti d'un pessimisme hautain à court terme, verse dans un optimisme considérable puisqu'il conclut sur l'orgueil qu'inspire la conscience "d'appartenir à une espèce qui marche vers la perfection et qui sait qu'elle y marche."

* * *

Par son engagement résolu dans l'Affaire qui la distingue fortement des autres revues, *La Revue blanche* s'est montrée fidèle à l'anticonformisme dans lequel elle se complaisait et a affirmé sa place dans l'avant-garde politico-littéraire de son époque. Mais en retour, elle a subi l'impact de la grande crise. La rédaction y a gagné une unité de préoccupations qu'interdisait auparavant l'éclectisme souvent remarqué de ses intérêts, unité qu'elle ne retrouvera plus par la suite. Encore faut-il noter que les modalités de son dreyfusisme n'ont pas été absolument homogènes, Benda apparaissant comme atypique au sein de l'équipe. L'Affaire a aussi marqué un infléchissement de sa ligne éditoriale: les articles politiques se sont multipliés au point d'altérer son image antérieure³² et de la rendre méconnaissable. Paradoxalement, l'Affaire a pu contribuer indirectement à la disparition en avril 1903 d'une revue qui lui avait si largement ouvert ses colonnes.

Géraldi LEROY
Université d'Orléans

¹ Léon Blum, *Souvenirs sur l'Affaire*, collection Idées, Gallimard, Paris, 1981, p. 92.

² Renard Jules, *Journal, 1887-1910*, collection de la Pléiade, Gallimard, 1960, p. 470.

³ "Ceux qui ont gardé le souvenir des conférences Mirbeau-Pressensé-Quillard et des invraisemblables tournées en province savent [qu'ils] se comportèrent en héros" (Charles Péguy, *Oeuvres en prose complètes*, collection de la Pléiade, Gallimard, tome III, 1991, p. 919).

⁴ Léon Blum, *op. cit.*, p. 37.

⁵ Bernard Lazare fait paraître un article sur Bakounine dans le numéro du 15 février 1895.

⁶ Charles Péguy, *Oeuvres en prose complètes*, collection de la Pléiade, Gallimard, tome I, 1986, p. 646. Léon Blum rappelle que Herr "avait recueilli directement la source Bernard Lazare, et, par Lévy-Bruhl, la source Picquart-Mathieu Dreyfus".

⁷ Léon Blum, *op. cit.*, p. 84.

⁸ Voir Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1972.

⁹ Parmi les autres articles sur le sujet, on retiendra surtout celui de Francis de Pressensé, "Notre loi des suspects" (15 janvier 1899), et celui de Victor Barrucand, "Notes sur le procès" (1er septembre 1899).

¹⁰ *R.B.*, 15 septembre 1899.

¹¹ En particulier celle de Camille Bidault avec lequel il avait été très lié au lycée Pothier d'Orléans mais dont l'Affaire le sépara irrémédiablement (*R.B.*, 15 novembre 1899).

¹² *Art. cit.*

¹³ *Art. cit.*

¹⁴ Par exemple: "ils [les dreyfusistes] rassuraient leurs pensées, car ils reconnaissaient complaisamment les forces toujours vives, toujours présentes des vrais socialistes et des anarchistes" (*R.B.*, 15 décembre 1898).

¹⁵ *R.B.*, 1er février 1899.

¹⁶ *R.B.*, 1er avril 1899.

¹⁷ *R.B.*, 15 mars 1899.

¹⁸ *R.B.*, 15 juillet 1899.

¹⁹ *R.B.*, 15 août 1899.

²⁰ Julien Benda, "La bonne foi de M. Lemaitre", *R.B.*, 1er avril 1899.

²¹ *Id.*, "Honneur ou honnêteté?", *R.B.*, 1er mars 1899.

²² *Id.*, "Les fautes individuelles", *RB.*, 15 février 1899.

²³ Julien Benda, *La Jeunesse d'un clerc*, Gallimard, 1935, p. 195: "Le général Mercier ayant déclaré qu'avec nos recherches sur la légalité de la condamnation nous ressemblions à ces déments de l'antique Byzance qui discutaient de la nature du Verbe quand le Turc était à leurs portes, je relevais fièrement le mot et j'intitulais mon premier article à *La Revue blanche*: "Journal d'un Byzantin." (en fait, "Notes d'un Byzantin").

²⁴ *Op. cit.*, p. 199.

²⁵ *Op. cit.*, p.210.

²⁶ *Op. cit.*, p. 196.

²⁷ "Notes d'un Byzantin", *R.B.*, 15 décembre 1898

²⁸ "Journal d'un Byzantin", 15 mars 1899.

²⁹ *Art. cit.*

³⁰ *Jeunesse d'un clerc, op. cit.*, p. 201.

³¹ "L'Affaire Dreyfus et le principe d'autorité", *RB.*, 1er octobre 1899.

³² Cf. A. B. Jackson, *La Revue blanche*, Bibliothèque des lettres modernes, Minard, 1960, p.140.

TOUT EST DANS LE PLUS GRAND CALME

Le 31 mai 1899, un pavé publicitaire, en bas de première page, annonce aux lecteurs des *Nouvelles Rennaises* :

Aujourd'hui où l'Affaire Dreyfus va avoir son dénouement légal, beaucoup de personnes tiendront à posséder par l'image l'histoire de ce procès à sensation. Ils pourront tout revivre en achetant le numéro spécial de *la Vie Illustrée* en vente à la Librairie Morin, 6 rue de Berlin.

A la veille de la décision de la Cour de Cassation, cette "réclame" exprime une attente politique et exprime l'espoir, voire la certitude qu'*enfin* cette terrible Affaire va être une affaire classée et que le moment est venu de collectionner, et d'archiver les souvenirs de ce qui demain va appartenir au passé. La Librairie Morin, où le lecteur est invité à se procurer ces souvenirs de l'Affaire Dreyfus, est tenue par ce même Henri Morin, dont le nom s'étale sous le titre du journal : "*Les Nouvelles Rennaises*. Paraissant tous les mardis. H. Morin directeur."

Ce publiciste avisé a fondé en 1886 cet hebdomadaire dont Charles-Antoine Cardot écrit dans son étude sur *La presse rennaise sous la III^e République* :

Indépendant, quoiqu'en définitive assez proche du radicalisme,[...] ce journal donne une place prépondérante à la politique locale et aux faits et gestes des notables du pays, l'antidéréalisme étant d'ailleurs un de ses thèmes favoris.[...] *Les Nouvelles Rennaises* affichent volontiers leur tirage : 13000 exemplaires en août 1898¹.

Ces *Nouvelles Rennaises* – qui dureront un demi-siècle et se prétendent "le plus en vogue, le plus répandu, le plus lu de tous les journaux de la région" – sont un des nombreux journaux rennais de l'époque. A droite, il y a *le Journal de Rennes*, dont on dit qu'il est l'organe de l'archevêché, et *le Patriote Breton*, à l'antisémitisme hystérique ; à gauche, plus ou moins, il y a *le Petit Rennais*, qui fut boulangiste et qui est antidreyfusard, et *l'Avenir de Rennes*, le seul, en 1899, à afficher des opinions résolument dreyfusardes dans cette ville de couvents et de garnisons. Quant à *l'Ouest-Eclair* qui un jour évincera tous ses concurrents, son premier numéro ne paraîtra qu'au mois d'août.

Deux textes définissent l'esprit des *Nouvelles* en cette année 1899, avant que la torpeur rennaise ne soit secouée par l'Affaire ; d'abord l'éditorial par lequel, le 4 janvier 1899, le journal souhaite une Bonne Année à ses lecteurs :

Précédant la fin de siècle, aurore en quelque sorte de cette Exposition Universelle qui doit révolutionner le monde par sa richesse et l'étape qu'elle fera faire au progrès, l'année 1899 devra être une année de calme et de labeur. [...] Le vœu de tous les Français est que l'on fasse un peu moins de politique et un peu plus d'affaires. Nous ne pouvons croire que ce soit une utopie.

puis le 10 mai, dans la rubrique "Chronique d'un Rennais", un article intitulé... "la Philosophie des confetti" ; d'autant plus révélateur qu'il n'a a priori rien à voir avec l'Affaire, il résume en fait la philosophie politique des *Nouvelles Rennaises* :

Un inventeur génial eut l'idée des confetti en papier. Qu'on lui élève vite une statue : il aura sa place parmi les bienfaiteurs de l'humanité ; car on peut dire que le confetti est devenu

un puissant agent de bonheur [...] Le confetti a le mérite de nous faire oublier les vilénies de l'époque, les hontes, les compromissions, les scandales politiques. [...] Sur cette belle place de la Mairie éclairée par les feux des lampes électriques le coup d'œil était merveilleux. Les plus grands noms de l'aristocratie se mêlaient aux plus plébéiens ; les dames les plus nobles ne craignaient pas d'engager la bataille avec les plus modestes ouvrières. Et c'était vraiment charmant que cette fraternité des cœurs et des esprits, et le confetti a fait là un miracle.

Le rédacteur ne se doute pas que, dans quelque temps, il faudrait vraiment beaucoup de confetti pour ramener la "fraternité des cœurs et des esprits" dans les rues et sur les places de Rennes, quand la ville sera devenue, selon les termes du *Figaro*, "l'endroit du monde d'où va sortir le plus de bruit." Mais ce moment venu, *les Nouvelles Rennaises* n'auront plus qu'une préoccupation : en faire un temps vide de toute tension et donc faire de ce drame un événement éminemment non-dramatique, pour le vider de tout sens politique.

Juin fut donc d'abord le mois de l'annonce du choix de Rennes pour la révision du procès, mais on se demande en feuilletant *les Nouvelles Rennaises*, s'il s'est passé quelque chose. Alors que la publicité du 31 mai exprimait l'espoir d'une fin très proche de l'Affaire, il faut, hélas, annoncer que la Cour de Cassation a renvoyé l'accusé devant le Conseil de guerre de Rennes. L'information, dans le numéro du 7 juin 1899, se trouve, comme s'il s'agissait de conjurer l'évènement, ou comme s'il inspirait quelque terreur sacrée, rejetée au milieu de la page 2, 5^e colonne, et, sous le titre *Dreyfus à Rennes* (neutralité ou effroi ?) elle tient en 15 lignes, coincée (pour en limiter le retentissement, ou pour établir un cordon sanitaire ?) entre la Fête-Dieu, et l'annonce de la mise en vente de jus de tabac riche en nicotine, pour le traitement des maladies parasitaires des plantes. Rien d'autre !

La semaine suivante, le 14 juin, le journal a retrouvé un peu ses esprits, et c'est en première page qu'apparaît une rubrique dont le titre, "l'Affaire Dreyfus à Rennes", semble prendre acte de l'évènement. Ses premières lignes indiquent suffisamment à quel point cela, l'Affaire Dreyfus – à Rennes, impose aux *Nouvelles Rennaises* de parler de ce qu'elles ont toujours voulu taire : "Voilà un titre que nos lecteurs ne sont pas habitués à voir dans nos colonnes ; mais la Cour de Cassation ayant renvoyé cette affaire devant le Conseil de Guerre de Rennes nous nous en occuperons, de façon à tenir nos lecteurs au courant." Contre les vœux du mois de janvier et contre la philosophie du confetti, il faut faire son métier de journaliste, puisqu'il est dans la nature des lecteurs d'un journal de vouloir "être au courant" ! Mais dans la colonne voisine, sous le titre "Le gaz et l'électricité", comment ne pas entendre ce soupir, ce regret qui rappelle où sont les vrais problèmes : "La question de l'éclairage à Rennes passionnera peut-être moins nos concitoyens que l'Affaire Dreyfus, mais il ne faut cependant pas la perdre de vue."

Le 21 juin on se rassure en écrivant qu'il est aujourd'hui probable que le procès durera une grande semaine, on vide autant que possible l'information de tout contenu politique en se préoccupant surtout des problèmes matériels (où sera jugé Dreyfus ? telle salle sera sans doute trop petite, dans telle autre il fera sûrement trop chaud) et on concède que tout cela émoustille les Rennais qui ne voudront pas en perdre une miette : "Voyons, je suis à Rennes, et je ne pourrais pas me payer cela ?" Après tout si l'on prend ce procès pour une *attraction*, pour quelque chose qu'il faut "pouvoir se payer", ça ne sera pas si grave qu'on pouvait le craindre !

Enfin le 28 juin, à la veille de l'arrivée de Dreyfus à Rennes, deux rubriques intitulées "L'Affaire Dreyfus" et "A travers Rennes", séparées par un apaisant avis "Aux amateurs de

Jardinage", occupent presque toute la première page et semblent indiquer que le journal a enfin trouvé, après quelques tâtonnements, ce que l'on appellerait aujourd'hui sa ligne éditoriale. La première rubrique marque bien la distance de l'auteur vis-à-vis de ce sur quoi l'actualité l'oblige à écrire : "Nous continuons à tartiner sur le plat du jour. Toute la semaine les Rennais ne s'abordaient qu'avec la phrase sacramentelle : Est-il arrivé? Est-ce que ce n'est pas cette nuit?" Mais surtout la deuxième rubrique, signée *le Passant*, introduit pour la première fois et dès sa première phrase ce qui sera désormais le leitmotiv des *Nouvelles Rennaises* :

Rennes est calme! Et tous les confrères parisiens envoyés par leurs journaux pour examiner la ville et se rendre compte de l'esprit de la population n'ont qu'une voix pour admirer la tranquillité de notre cité. [...] Rennes restera calme malgré les réunions publiques, malgré les menées anarchistes ou les provocations policières. [...] Nos confrères parisiens, déjà ébahis de ce calme, seront plus étonnés encore le jour du procès. Je tiens déjà un louis contre vingt sous que tout se passera de la façon la plus correcte, et que les juges auront tout le loisir de liquider, selon leur conscience, l'épouvantable affaire qui nous bouleverse depuis si longtemps. [...] Il suffit d'examiner les paisibles promeneurs ou les placides joueurs de manille pour se rendre compte que --plus sages que nos amis les Parisiens, les Rennais voient encore d'autres choses dans la vie que l'Affaire Dreyfus.

Pourtant ce mois de juin est loin d'être aussi paisible que le voudraient *les Nouvelles Rennaises*, et l'Affaire ne va pas se laisser occulter si facilement... *Le Petit Rennais*, qui dès le 4, résumait la nouvelle situation en des termes de nature à faire frémir son confrère : "La lutte s'est désormais engagée moins entre partisans de la culpabilité ou de la non-culpabilité d'Alfred Dreyfus qu'entre les cosmopolites qui veulent la ruine de la France et les nationaux qui luttent pour le salut et la vitalité du pays." souligne le 17 juin à quel point le souhait des *Nouvelles* du 4 janvier qu'en cette année 1899 on fasse moins de politique et plus d'affaires était utopique : "Si commerce et industrie sont les deux mamelles de la France, Armée et Justice sont les deux jambes sans lesquelles elle tomberait ou boiterait." Pire : le calme et la tranquillité rennaise semblent déjà bien troublés par une sourde agitation puisque, dans ce même journal, on apprend, le 28, que "des brochures dreyfusardes sont distribuées à profusion". Et le fait est que si on lit les deux quotidiens les plus engagés, *l'Avenir de Rennes* et *Le Patriote Breton*, on mesure mieux tout ce que *Les Nouvelles Rennaises* refusent de voir et d'écrire. Le 9 juin *Le Patriote Breton* s'indigne de "manœuvres dreyfusardes à Rennes" et dénonce, en son style habituel, la section rennaise de la Ligue des Droits de l'Homme qui "diffuse des brochures émanant de la plume du youtre Reinach." Le 21, *l'Avenir de Rennes* écrit : "Il y a quelques jours des camelots distribuèrent dans la rue des images intitulées *Histoire d'un traître*. Il serait bon qu'on distribuât à présent *Histoire d'un innocent*." Et il ne s'agit pas que de brochures : dès le 6 juin, sous le titre "Manifestation patriotique" le *Patriote Breton* raconte : "A l'annonce de la révision on a crié sous les fenêtres de M. Sexer commerçant juif. Puis aux cris de : A l'Avenir ! on est allé rue de Bourbon. Félicitations à nos compatriotes d'être sortis de leur réserve coutumière. Bravo et merci !" Ayant ainsi semé le vent, il récolte d'ailleurs la tempête et se plaint que des antisémites aient été "passés à tabac place Sainte-Anne". On voit ce qu'il en est du calme tant vanté de Rennes...

Reste qu'ayant ainsi trouvé leur approche "excessivement modérée" de l'Affaire, conformément à leurs sentiments politiques, *Les Nouvelles* vont l'appliquer tout au long du mois de juillet. A propos de l'arrivée de Dreyfus à Rennes, le 1er juillet, cela ne leur sera d'ailleurs guère difficile. En effet cette arrivée, qui provoque un premier afflux de journalistes

et de policiers, va être, du fait des précautions exceptionnelles prises par les autorités, un "non-événement". *Les Nouvelles Rennaises* du 5 juillet peuvent donc titrer joyeusement : "Tout le monde n'y a vu que du feu !" et raconter... qu'il ne s'est rien passé.

C'est à peine si 200 personnes se sont rendues à la Prison militaire pour assister à l'arrivée de Dreyfus. Encore dans ce nombre faut-il compter deux douzaines de journalistes, de nombreux étudiants et quelques socialistes militants. Bravo pour nos concitoyens : par cette solitude faite autour de l'arrivée de Dreyfus ils ont montré leur intention de respecter la justice.

La conclusion de l'article reprend les motifs préférés de l'auteur : "En somme rien de bien dramatique. Par sa modération, la population rennaise a bien mérité de la patrie."

Dans la suite du mois de juillet, le journal perfectionne la stratégie ébauchée en juin. Certes la ville est de plus en plus tendue et divisée. *L'Avenir*, constate que "un des caractères curieux de la crise actuelle c'est la floraison d'insultes dont elle a été l'occasion " (le 12-7) et qu'il y a "peu de maladies nerveuses aussi persistantes que l'antisémitisme"(le 13). De fait *Le Patriote Breton* multiplie les mots d'ordre contre les quelques commerçants juifs: "Je connais une dame qui fait autour d'elle une propagande admirable pour empêcher les dames de son monde de se fournir chez les Juifs." (2 juillet) Mais c'est surtout Victor Basch, parce qu'il est lui-même juif et d'origine austro-hongroise, qui déchaîne régulièrement l'hystérie du *Patriote Breton*.²

Dans ce climat que *Les Nouvelles Rennaises* sont bien les seules à ne pas trouver électrique, il n'est pas étonnant qu'une étincelle mette parfois le feu aux poudres. Les antisémites multiplient les réunions dans un local de la place Sainte-Anne ; le 29 juillet la réunion se termine par une bagarre opposant 150 antisémites et 50 dreyfusards et se solde par 7 blessés dans le camp nationaliste.³

Mais, pour *les Nouvelles Rennaises*, Rennes va rester immuablement calme tout au long de ce fiévreux mois de juillet. Le 12, en première page, la rubrique intitulée "l'Affaire Dreyfus" affirme que "tout est revenu au calme ; plusieurs badauds vont et viennent dans la rue de Chatillon pour voir Mme Dreyfus ; un moment il a fallu organiser un service d'ordre, puis les heures ayant été changées tout est redevenu tranquille," et se termine sur la même proclamation : "Comme tous les Rennais peuvent le constater, la ville est toujours aussi calme, et nous pouvons affirmer que, s'il ne vient aucun meneur, tout se passera de la façon la plus tranquille." En page 2 *le Passant* reprend le leitmotiv : " Non décidément Rennes ne s'emballer pas ! l'Affaire le laisse d'un calme qui étonne tous les étrangers."

Le 19, conséquence logique du peu d'intérêt qu'il présente, Dreyfus est relégué en page 2 : "Faut-il raconter tous les petits potins sur Dreyfus? Nous ne le pensons pas." Il est vrai que, au niveau où le problème est placé, il ne mérite en effet que quelques lignes : "Les uns disent qu'il boit et mange peu. D'autres affirment qu'à chaque repas il consomme une bouteille de Bordeaux et une bouteille de Champagne."

Le 26 juillet et le 2 août il sera difficile de faire mieux et moins. Pourtant les informations que donnent *les Nouvelles Rennaises* sur l'Affaire (au bas de la 6ème colonne de la page 1, et au milieu de la 4ème colonne de la page 2) constituent un étonnant paradoxe journalistique : elles n'ont pas d'autre fonction que d'affirmer qu'il n'y a pas d'information à donner ; l'article du 26 commence par cet aveu : "Rubrique qui ne sera guère intéressante cette semaine!". Celui du 2 août n'est guère plus alléchant : "Rien de nouveau!" mais martèle cette proclamation qui doit aussi avoir valeur d'exorcisme : "Tout est dans le plus grand calme. Quoiqu'on fasse, les Rennais sont décidés de rester calmes. Bravo mes concitoyens,

bravo!" Certes, au bas de la page 3, ce mardi 2 août, sous ce titre : "*Le Procès Dreyfus. Compte-rendu complet des débats paraissant tous les soirs à Rennes*" (le rédacteur en sera Louis Gaillard, journaliste parisien au *Gil Blas* puis au *Petit Bleu* et l'administrateur... Henri Morin ; le siège se situe 8 rue de Berlin, à côté des *Nouvelles Rennaises*) une publicité annonce :

Que de Français, en apprenant la date exacte du Procès Dreyfus, ont dû pousser un soupir de regret en disant : "Voilà quelque chose que je voudrais voir! ah! si je pouvais assister aux débats!" Mais parmi tant de rêves que le public peut faire s'il en est un irréalisable c'est bien celui-là. Il n'y aura pas au Conseil de Guerre de Rennes cent places disponibles, et il y a en France des milliers, peut-être des millions d'individus qui seraient désireux de voir de près le dénouement de cette page retentissante de notre histoire. C'est donc pour ce public-là que nous avons créé cet organe.[...] Le lecteur retenu à la ville par son labeur ou en villégiature sur les plages, pourra dire après nous avoir lus : "J'y étais!" [...] N.-B. : "Les personnes désireuses de collectionner la série du Procès Dreyfus pourront la recevoir chaque jour. Envoyer un mandat-poste de 2 francs.

On voit qu'on ne s'interdit pas, rue de Berlin, de faire des affaires avec l'Affaire, même si, au nom des convictions politiques, on répète sur tous les tons qu'il n'y a rien à voir, rien à dire. Mais ce sera pour les curieux et même, trouvaille remarquable, pour les *collectionneurs*. Avant même que le procès ne soit commencé on en fait déjà un objet de collection : comment mieux le neutraliser ?

Mais ceux qui n'ont pas une âme de "collectionneurs", que lisent-ils, tous les mardis, dans leur hebdomadaire ? *Les Nouvelles Rennaises* du 9 août devraient quand même se faire l'écho de l'ouverture du procès, le 7. S'il est une journée, dans ce torride été rennais, qui a marqué les mémoires, c'est bien d'abord celle-là. Tous les témoins décrivent une ville en état de siège. La bousculade du public, l'émotion au moment de l'entrée de Dreyfus, tout cela aussi a abondamment été décrit. Mais le 9 août le lecteur des *Nouvelles Rennaises* ne trouve en page 1 qu'un "Appel au bon sens" : "Dans huit ou dix jours la sentence sera rendue. [...] Pour les uns et pour les autres elle doit marquer la fin d'une agitation déplorable. Nous devons attendre l'arrêt en silence et l'accueillir avec respect : Res judicata pro veritate habetur. A côté de cet appel : les nouvelles du Conseil Municipal où il a été débattu de la pompe du boulevard Laënnec ou de l'éclairage déplorable de la place de la République. En page 2 où l'Affaire est encore reléguée, il y a bien la chronique habituelle, "l'Affaire Dreyfus", mais avant quelques potins sans grand intérêt, l'auteur reprend surtout le thème de l'appel de la page 1 :

Le drame entre aujourd'hui dans sa période décisive. Le monde entier a les yeux tournés vers Rennes. Espérons que notre ville aura le bonheur de voir se sceller dans ses murs la réconciliation des nationalistes et des révisionnistes. Je sais bien que cet espoir est un peu du domaine des rêves, mais l'espoir fait vivre et il n'est pas défendu de concevoir la réalisation d'une utopie.

En attendant que son utopie se réalise, le journal entretient ses lecteurs des problèmes afférents à "L'automobilisme et les piétons", ou de l'infection de la place Sainte-Anne par le marché aux peaux de bêtes et par une poissonnerie "dont le poisson est gâté". Il faut arriver à la page 3 pour découvrir, entre les Chemins de fer de l'Ouest et les Courses de Chateaugiron, sous le titre "Dernière Heure. Le premier jour du procès", une très brève évocation de cette mémorable première journée dont pourtant, de Séverine à Barrès, ou de

Maurice Paléologue à Gaston Leroux, tous ceux qui y assistèrent ont dit à quel point elle marqua les esprits.

Le mardi suivant, 16 août, cette volonté de tout escamoter n'est pas moins éclatante ; le 14 août, la ville, la France, le monde sont au comble de l'émotion : on a tenté d'assassiner Maître Labori, l'avocat de Dreyfus et toute la presse se déchaîne. Gaston Leroux, évoque, dans *Le Matin* du 15 août 1899 : "la douleur et la colère des uns, la consternation des autres, l'indignation quasi générale qui gonfle les poitrines, les altercations et les violences, les injures qui grondent, l'atmosphère de combat qui nous chauffe, les gendarmes qui nous envahissent, et nos cannes que l'on confisque et nos poings qui se ferment..."

Mais pour le lecteur des *Nouvelles Rennaises* il ne s'est encore une fois rien passé. Le procès est toujours relégué en page 2 ; et une rubrique qui s'intitule (comme pour marquer une distance supplémentaire) "Autour de l'Affaire", commence par affirmer : "Le calme est complet dans la rue. La population jusqu'à la fin du procès ne se départira pas de son attitude recueillie". Sous un premier sous-titre "Autour de la prison", une description donne au calme sa figure la plus radicale puisqu'il n'y a rien à entendre et rien à voir : "Seuls les pas cadencés des gendarmes de service troublent le silence de la rue Duhamel. [...] Quelques personnes ont essayé de voir Dreyfus des fenêtres d'une maison du boulevard de la Gare [...] mais il ne leur a été possible de voir que son crâne chauve." (Le 30, sur le même thème, le chroniqueur écrira : "Quand Dreyfus passe, la foule ne voit rien, ou presque rien [...] mais elle s'écoule avec la joie de pouvoir dire qu'elle a vu le bas du pantalon de l'accusé.")

Ayant ainsi ramené au néant (le silence et un crâne, qui plus est, chauve) la partie "audio-visuelle" de l'Affaire, les *Nouvelles Rennaises*, après un détour par le "Le Bureau de poste" (deuxième sous-titre) arrivent enfin à un troisième sous-titre : "Attentat contre M^e Labori." Un récit sobre, pour ne pas dire minimaliste, car "les détails manquent", laisse très vite la place à ce cri du cœur : "Nous ne pouvons croire que l'assassin soit un Rennais. Le calme merveilleux de notre population, depuis les préliminaires et pendant le procès, nous prouve surabondamment que cet acte criminel ne peut avoir été commis par un concitoyen." Ce rappel incantatoire du calme rennais semble être d'une efficacité immédiate, puisqu'il est, comme par contamination, suivi d'un dernier sous-titre : "Le calme de l'audience" : "Pas de cris, pas de murmures, pas d'applaudissements."

Dès lors, au long des semaines suivantes, la tendance ne va qu'aller en s'accroissant. Le 23 août, il n'y a en première page qu'une "Opinion", signée Maurice Deschamps, où sous le titre "Deux veuves" sont évoquées la veuve Henry et ... Mme Dreyfus, et dont la conclusion reprend le leitmotiv : "De la pitié, du respect, et surtout ... du silence!" La rubrique désormais intitulée "Autour de l'Affaire" est en page 2 :

On remarque de nombreux vides dans la salle d'audience. Les curiosités commencent à se calmer et ceux qui réclamaient à grands cris l'entrée de la salle sont les premiers à somnoler sur leur chaise. Il faut dire aussi que la plupart sont impuissants à s'y reconnaître dans cet imbroglio et écoutent sans rien y comprendre l'argumentation serrée des adversaires. Il paraîtrait que le procès commence à fatiguer tout le monde

A ces bonnes nouvelles venues de la salle d'audience s'ajoutent celles glanées "Dans la rue" : "La rue conserve son calme inaltérable. Aucune manifestation. La place de la Mairie est comme abandonnée..." On peut bien dans ces conditions reprendre les potins du *Passant* sous le titre anodin de "Un peu de tout" et protester à nouveau contre "les miasmes délétères qui émanent de ces petits édifices où l'homme – plus heureux que la femme sous

ce rapport – peut se reposer quelques minutes et se préparer par une évacuation immédiate à l'absorption de nouvelles bolées." Miasmes délétères pour miasmes délétères, *les Nouvelles Rennaises* préfèrent ceux-là à ceux de l'Affaire, qui lui paraissent désormais bien circonscrits dans cette salle d'audience où l'on s'endort parce qu'on ne comprend rien (variante raffinée de *on ne voit rien et on n'entend rien*). Il est grand temps en effet de revenir aux vrais problèmes!

Le 30 août, en première page, une nouvelle "Opinion", signée Derville, commence par ce cri du cœur : " Ah! ne plus entendre parler politique! " et se termine par : "J'aime mieux enfin ne plus parler du tout de cette horripilante affaire ". En page 2 on est toujours "Autour de l'Affaire", que l'on neutralise avec une technique désormais bien éprouvée: "il devient de plus en plus difficile de glaner quelque chose sur l'affaire Dreyfus, et nous sommes forcés de répéter que le calme le plus complet ne cesse de régner" ou encore : "la salle d'audience où l'on dormait la semaine précédente est moins fréquentée que d'habitude, vidée sans doute par les experts et leurs démonstrations aussi longues que techniques". On est passé du silence au sommeil et du sommeil au vide!

Enfin le 6 septembre, un bref éditorial en première page se termine par cette vigoureuse affirmation : "Le cauchemar a assez duré". Perdu dans la 6ème colonne de la page 2, un mince article annonce les dernières audiences et montre bien en effet que "ça a assez duré" en anticipant carrément sur la fin : "Jusqu'au verdict que l'on attend maintenant vendredi ou lundi nous n'aurons probablement rien à glaner autour de l'affaire." Le *Passant* reprend donc ses déambulations "A travers Rennes" pour, une fois de plus, réclamer "un supplément d'éclairage sur la place de la République", et révéler que "l'épouvantable odeur et l'affreuse couleur de la Vilaine" ne sont rien à côté de "la véritable infection qui caractérise le Canal, du Mail au Pont Saint-Martin". Si Freud, à Vienne, avait lu *les Nouvelles Rennaises* au lieu de la *Neue Freie Presse*, il aurait certainement vu là, après tant de "dénégations", un magnifique exemple de "retour du refoulé"... Une infection peut toujours en cacher une autre !

Le numéro du 13 septembre est celui de l'Épilogue. Selon leurs opinions les autres journaux ont donné des compte-rendus indignés, bouleversés, ravis, perplexes de la dernière audience, de l'annonce du verdict et des sentiments que celui-ci a fait naître. Dans *Les Nouvelles Rennaises*, on a surtout l'impression d'un épilogue bâclé, tant est manifestement grand le désir d'en finir. C'est ce qu'exprime le très laconique articulet de la première page (7ème colonne!) sous ce titre "minimal", "Le jugement" : "Fidèles à notre promesse nous nous inclinons devant le jugement du Conseil de guerre dans l'affaire Dreyfus, que nous publions à notre deuxième page, et nous n'en parlerons plus".

Et l'on se dépêche de parler d'autre chose ; comme pour signifier que la vie, la vraie vie, la vie sans l'Affaire, reprend ses droits, un long article s'orne d'un titre aussi prometteur que symbolique : "Notre-Dame de Bonne-Nouvelle. Reprise des travaux". Et si, sous les quelques lignes annonçant que le jugement se trouve en deuxième page, un article commence par ces réflexions : "Une des plus pénibles émotions que jamais lecture m'ait donné me vint lorsque..." il ne s'agit pas de la lecture du verdict condamnant Dreyfus à 10 ans de détention, mais de celle de "la Statistique officielle du Commerce français" pendant le premier semestre de l'année, qui établit ce constat :

Tandis que l'Allemagne se se développait pompeusement, que l'Angleterre s'amplifiait à éclater, que l'Italie renaissait, que la Belgique montait, que l'Amérique du Nord élevait d'un milliard le chiffre de ses affaires, nous seuls, péniblement, baissions, descendions, et ne

tenions déjà plus que le rang d'une puissance secondaire : nous marchions avec la Suède devant l'Espagne.

En page 2, donc, et sans commentaire, figure le texte de l'arrêt du Conseil de guerre : "Au nom du peuple français, aujourd'hui 9 septembre 1899, etc..." Et, tout de suite en-dessous, cet autre titre, dans lequel on croit entendre un énorme Ouf ! de soulagement et remarquer le désir de tourner tout de suite la page : "Après l'Affaire". On y parle essentiellement, tant est grande la force de l'habitude prise depuis trois mois, du calme de la ville : "La ville a repris son aspect ordinaire, le calme va renaître ; chacun va retrouver le train-train de ses affaires et de ses plaisirs habituels," sans s'embarrasser de la contradiction qu'il y a à affirmer que le calme va renaître dans une ville où tout n'avait cessé d'être dans le plus grand calme ! Une dernière mise au point puisque "on a beaucoup parlé dans les journaux parisiens des incidents du Café de la Paix : tout a été bien exagéré dans les racontars" La soirée sensationnelle évoquée dans la colonne voisine n'est donc pas celle qui a suivi le verdict, et qui a été plutôt agitée, du fait des bruyantes manifestations de triomphe des antidreyfusards rennais, mais celle qui s'annonce : "le samedi 16 septembre au théâtre de Rennes où nous allons avoir *Michel Strogoff*."

Le *Passant* a repris définitivement ses promenades " A travers Rennes" où il ne rencontre plus l'ombre de Dreyfus ; il ressasse à loisir ses thèmes favoris : le nouveau square du contour de la Motte est "brûlé par le soleil", il faudrait "enlever le crottin qui s'y étend de tous les côtés" ; les automobiles "roulent comme un train express et parfois sans un appel de trompette" ce qui rend urgente la prise de mesures énergiques ; le plaisir de se promener dans la rue de Nantes est gâté par "la saleté de la rue, par les eaux croupissantes qui empuantent l'atmosphère", et il serait souhaitable "que les habitants ne vident pas leurs vases internes par la fenêtre"... On le voit, Rennes est bien redevenue Rennes, et les Rennais peuvent à nouveau s'intéresser en toute tranquillité à ce qui compte vraiment dans la vie. Le 20 septembre, toute trace de la funeste affaire a disparu du journal de la rue de Berlin et un article intitulé "Les pommes" manifeste bien le retour à ce que, le 13, on appelait "le train-train des affaires et des plaisirs habituels" :

Eh bien, les pommes, mon gars? C'est ainsi que samedi commençaient toutes les conversations entre citadins et campagnards. C'est que cette question des pommes est une de celles qui intéressent le plus la population rennaise. Le cidre sera-t-il bon marché? sera-t-il cher? telle est la question de vie ou de mort dans les petits ménages. Pour satisfaire la légitime curiosité de nos lecteurs nous avons été faire un petit tour dans les milieux les mieux renseignés sur le cours des pommes et voici les renseignements que nous avons obtenus...

Voici bien aussi le journalisme tel que *Les Nouvelles Rennaises* aiment à le pratiquer. Et voilà la meilleure preuve de la fin du cauchemar !

André HÉLARD.

Lycée Chateaubriand, Rennes.

¹ *Le Mémorial des Bretons*, tome V, Rennes, 1979, p.281

² cf. Colette Cosnier : *Rennes pendant le procès Dreyfus*, éd. Ouest-France, pp.19 sq. et 42 sq.

³. *Id.*, p.48.

GENESE D'UN FANTASME COLLECTIF :
IMAGES DE L'AFFAIRE DEYFUS
DANS LE SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ DU *PETIT JOURNAL*

Notre propos : montrer comment s'élabore dans un organe de presse à très grande diffusion une vision a-critique et fantasmagorique d'un événement politico-militaire. Contribution déterminante de ce que le jargon contemporain appelle un média à la genèse d'une hystérie collective. Par quelle stratégie d'écriture la médiatisation d'un fait devient manipulation de l'opinion ? Cela nous l'étudierons indépendamment du fait lui-même et des obscurités historiques qui demeurent à son endroit. Mais l'affaire Dreyfus par l'extraordinaire charge émotionnelle qu'elle a tirée du contexte historique qui l'a vue naître : la France des années 1890, puissance renaissante où de nombreux secteurs sociaux construisent le mythe de la Revanche, l'affaire Dreyfus, dis-je, se prête particulièrement bien à une telle observation des manœuvres qui forgent les représentations collectives.

* * *

Il faut dire un mot de ce qu'était *Le Petit Journal* d'Ernest Judet. Quotidien bénéficiant de la plus forte diffusion à l'époque qui nous intéresse, *Le Petit Journal* est d'inspiration conservatrice et populiste. Mais mieux qu'un sociologue, un artiste sait l'évoquer d'un trait. Dans *Voyage au bout de la nuit*, Céline, parlant de la jeune Américaine Lola pleine d'enthousiasme belliqueux qui est brièvement la compagne d'un Bardamu à peine sorti de l'horreur des combats, fait dire à ce dernier : "Elle traversait mon angoisse avec la mentalité du *Petit Journal* : Pompon, fanfare, ma Lorraine et gants blancs". *Le supplément illustré du Petit Journal* paraît le dimanche, il ne contient pas de "nouvelles" ni d'articles de fond, il offre essentiellement des distractions : feuilletons, pièces à dire ou à jouer, jeux variés, anecdotes historiques ou pittoresques ; mais ce qui fait surtout sa particularité et son prestige, ce sont les deux gravures en couleurs, en pleine page (1^{ère} et 4^{ème}) format tabloïd, qui représentent le plus souvent un fait divers ou un événement d'apparat. Le dessin, très soigné, passe

fréquemment de l'exactitude documentaire à l'allégorie ; il vise toujours à frapper le regard par une représentation exemplaire : moment significatif ou interprétation symbolique. Rares sont les occurrences d'illustrations politiques et jamais celles-ci ne sont répétitives. Il est donc particulièrement notable de voir l'affaire Dreyfus évoquée trois fois, dont deux à un mois d'intervalle.

* * *

Les articles dont nous traitons sont des explications de gravures.

Le premier 28.XII.94 paraît deux mois et demi après l'arrestation de Dreyfus quand sa condamnation à la déportation perpétuelle vient d'être rendue.

Le second 19.XI.97 un mois avant l'acquittement d'Esterhazy.

Le troisième 27.II.98 paraît un mois et demi après "J'accuse" quand Zola vient d'être condamné à un an de prison.

Ce qui frappe à première lecture — et n'oublions pas qu'un article de journal en général ne fait l'objet que d'une lecture — c'est l'évolution très sensible du ton qui paraît différencier nettement les trois articles : une sorte de neutralité informative dans le premier, davantage de véhémence dans le second ; une concision à la fois brutale et suggestive dans le troisième. On aurait donc une sorte de courbe affective censée représenter (ou guider) l'évolution de l'état de l'opinion des "honnêtes gens". Le récit objectif des faits. L'indignation devant une manœuvre dilatoire qui salit un officier français. L'exemplification quasi spartiate du manichéisme qui structure et explique cette affaire. Tout ceci en référence à des faits et/ou à des valeurs présentés comme irréfutables selon des contrastes simples : complexité des faits face au respect de la chose jugée ; la machination des traîtres ou des niais face à la culpabilité de Dreyfus ; la simplicité toute d'une pièce d'un enfant du peuple face aux allures équivoques d'un individu douteux. L'impression qu'on pourrait en retirer c'est que les "honnêtes gens", après avoir consciencieusement sacrifié aux scrupules, sont parvenus à l'évidence et dès lors condamnent avec indignation tout ce qui prétend brouiller cette évidence.

Dans ces textes nous nous proposons d'étudier trois aspects de la stratégie d'écriture : la mise en scène de la représentation et le traitement de l'information ; les inflexions du statut textuel (à quels types de textes nous avons à faire) ; les variations de l'énonciation eu égard notamment à la manifestation de l'instance énonciatrice dans l'énoncé.

* * *

Pour ce qui concerne le premier point on sera sensible à deux éléments impressifs : la progressive symbolisation des scènes évoquées et, fait extraordinaire dans une "information", l'occultation systématique du propos central. Disons un mot des illustrations elles-mêmes. L'illustration de décembre 94 est quasi photographique : "Le capitaine Dreyfus devant le Conseil de Guerre", un plan d'ensemble du prétoire, l'accusé à son banc, traits indistincts, debout devant ses juges. Celle de décembre 97 "Le Général De Pellieux et le commandant

Esterhazy" vise davantage un effet impressif, le plan "américain" sur les deux personnages, Pellieux assis de trois-quarts et Esterhazy debout, en pleine page, en civil, large ruban de la Légion d'Honneur, avec un visage grave et mâle, met en évidence la dignité et la noblesse d'allure du commandant. Celle de février 98 "L'affaire Zola" — grave incident d'audience : le colonel Henry et le lieutenant-colonel Picquart" est beaucoup plus chargée en connotations produites elles-mêmes par ce que Brecht aurait appelé le "Gestus" (c'est-à-dire une gestuelle symbolique). Un arrière-plan très peuplé, le tribunal et les tribunes de presse, rouge des robes, noir des redingotes (c'est le monde à l'écoute) ; à la barre, au premier plan, largement éclairé, le colonel Henry de profil, attitude droite et ferme, vareuse d'infanterie stricte, le bras droit légèrement avancé et le doigt tendu soulignant la force intense ; de face sur la droite, dans une attitude d'effarement, théâtral, le lieutenant-colonel Picquart, grand, blond, vareuse bleu ciel.

Au plan de la représentation plastique on voit le glissement du mimétique à l'agonistique, mais cette évolution commandée par les avatars publics de l'affaire de plus en plus polémiques ne doit pas dissimuler la constante d'une présentation duale : le bloc de l'institution face à l'individu qui s'en est retranché, la sévérité sereine d'un cadre austère mais sans tension qui nie l'environnement d'agitations vaines des mauvais patriotes ; le soldat sans reproche et le militaire douteux. Une telle itération du dichotomique vise à suggérer, à insinuer une partition nette du vrai et du faux, un clivage sans mystère de l'honnête et de l'équivoque.

Doublant cette isotopie d'un antagonisme fondamental, que met en place la correspondance entre l'image et le commentaire, une extraordinaire pratique narrative élide systématiquement l'information capitale ; dans le premier article c'est la sentence qui n'est pas précisée, dans le second l'accusation portée contre Esterhazy non explicitée, dans le troisième les "faits incontestables" non rapportés. C'est qu'il s'agit de décentrer le débat, en le déplaçant du plan de ce que les logiciens appellent l'aléthique (vrai-faux) au plan du déontique (bon-mauvais), de l'ordre des faits à l'ordre des valeurs. C'est le même mouvement qui provoque l'irruption du métaphorique au terme du premier article.

Sous l'apparence institutionnalisée d'une transmission d'information, d'un message journalistique, la double mise en image et mise en récit du propos instaure un univers intensément pathétique et gorgé d'idéologie, celle de la sacralisation de la parole militaire.

* * *

Si nous passons maintenant à l'examen du statut textuel des trois articles nous allons également relever des évolutions significatives et une permanence profonde.

Le premier texte est constitué de trois séquences : la première est consacrée au rappel de l'inculpation, elle est principalement faite d'énoncés didactiques, c'est une séquence explicative — on remarquera que la technicité du propos pose un vernis de rigueur sur l'imprécision et même la divagation dans l'exposé des charges (absurdité du rapprochement avec l'affaire Romani), la deuxième est une sorte de panorama de l'état de l'opinion, l'alternance des modalités interrogatives et assertives lui donne un tour analytique et une coloration objective et prend ainsi l'allure d'une mise à distance correctrice des passions qui se sont manifestées ; enfin la dernière séquence est la relation ultra-condensée

de la conclusion de ce qui a été présenté comme une affaire à la fois extrêmement grave et terriblement compliquée. Ce resserrement du débit textuel s'accompagne d'une amplification tonale avec l'allégorie du Tribunal Rocher inaltérable : ce double effet de condensation rythmique et métaphorique, valorise au maximum l'ultime énoncé du texte qui est de caractère injonctif : après la menace de dispersion, d'éclatement social que miment la fragmentation du texte en alinéas et l'itération des hypothèses contradictoires, l'image forte du Tribunal-Digue apparaît comme le salut social dont la condition est le respect unanime de son verdict. **Ainsi ce respect n'est plus présenté comme la reconnaissance d'une décision de justice équitable mais comme un acte volontaire de cohésion sociale.**

Tout le déploiement textuel explicatif et analytique ne sert qu'à s'abolir lui-même dans le laconisme du consentement collectif. On a une espèce de vulgarisation profane de la dialectique pascalienne : la raison, impuissante devant des mystères redoutables, doit s'humilier et se muer en obéissance civique. Sous des aspects différents c'est **ce même processus d'exténuation de l'analyse** qui est à l'œuvre dans les deux autres textes. L'antithèse d'une évidence éclatante incessamment invoquée — celle de la culpabilité de Dreyfus — et de tout le réseau lexical de l'infâme, du louche, du douteux, en bref du ténébreux dans la double acception physique et éthique du terme, qui structure le deuxième article, en instaurant une tension dramatique simple et forte, permet de masquer l'extrême faiblesse de l'argumentation (pourquoi faut-il maintenant accepter le témoignage du capitaine Lebrun-Renault ? Les modalisations inquiétantes : "dit-on" et le paralogsme final : quel rapport de cause entre la démarche d'Esterhazy et le "devoir" du *Petit Journal* de l'illustrer ?).

Le troisième article franchit un pas de plus dans l'évacuation du contenu factuel et le gauchissement de l'appareil logique : l'affaire est éludée dans le détail de son déroulement et hypostasiée sous les espèces d'une scène significative allégorisée au maximum : deux personnages ramenés aux types, une audience cosmique, une commination absolue : la métamorphose est accomplie, le drame judiciaire s'est mué en mythe manichéen. La typologie textuelle s'est déclinée du pseudo-argumentatif au figuratif allégorique type image d'Epinal, mais il s'agissait chaque fois d'inscrire dans la couche textuelle une injonction explicite : inclinez-vous devant le verdict, ou implicite : ne croyez pas les menteurs. En rompant sa logique typologique, argumentation qui ne se résoud pas mais s'abroge, démonstration qui tourne à l'imprécation, description qui devient parabole, le texte produit de l'injonction.

* * *

Si l'on se réfère enfin à l'énonciation, on ne peut qu'être frappé du caractère du deuxième article qui l'arrache au genre du journalisme d'information pour lui donner toute la virulence de la polémique.

Le 1 et le 3 procèdent de "l'énonciation-récit" selon la terminologie de Benveniste, c'est-à-dire que la situation d'énonciation et l'énonciateur lui-même paraissent évacués du texte, même si, au sens linguistique strict, le déictique temporel "Il y a quelques semaines" et le "nous" du 3 sont bien des traces de "discours". Mais il est patent que l'un et l'autre

paraissent se borner à un exposé narratif/commentatif pour le premier, narratif/descriptif pour le troisième.

Au contraire le second article ressortit à l'énonciation-discours la plus manifeste : interpellation du co-énonciateur par l'adresse au lecteur : "notez que...", multiples interventions du narrateur : prétérition (je n'ai point...), témoignage, appréciations personnelles, fausse motivation (ce n'est pas aussi vite...), apostrophe indignée, nous avons toutes les figures de la pseudo-argumentation enthymématique, c'est-à-dire un raisonnement raccourci qui n'a que l'apparence de la rigueur syllogistique et qui est du type : Esterhazy est accusé par les défenseurs de Dreyfus, or Dreyfus est coupable, donc Esterhazy est innocent. Mais ce qui est plus grave encore, s'il se peut, que cette caricature logique, c'est l'idée qu'aucun fait nouveau ne devrait avoir la puissance de faire réviser le procès ("quand cela serait ?") contrairement à toute la tradition des États de droit. De telles infractions à la déontologie du journalisme d'information et même du journalisme d'investigation suffisent amplement pour dénier toute crédibilité au journal qui les tolère, mais dans le contexte d'époque, elles trahissent une attitude qu'on pourrait définir en utilisant et en retournant une boutade qu'employaient les anti-dreyfusards à l'encontre de leurs adversaires : "ils feraient bien de changer d'innocent" et en disant : "les anti-dreyfusards ne veulent pas changer de coupable", ce qui confirme que très vite cela n'a plus été la condamnation d'un traître qu'ils ont voulu mais bien celle de Dreyfus.

Dans la campagne menée - sous couvert d'illustration - par *Le Petit Journal* et son supplément, cette dramatisation de l'énonciation si contraire aux habitudes de la stylistique journalistique de la presse à grand tirage constitue un véritable lapsus psychanalytique du projet — au sens sartrien — de la presse conservatrice.

Par un jeu limité de procédés que subsume le concept de dramatisation : dramatisation de l'information, du montage des énoncés, de l'énonciation, la rhétorique du *Petit Journal* instaure une sorte d'écriture de l'urgence visant à insinuer puis à clamer que toute attitude critique menace la cohésion sociale et donc non pas à conforter ou à nuancer une connaissance, non pas à nourrir une réflexion, mais à provoquer une peur.

* * *

Nous avons là une illustration typique de deux aspects majeurs et exemplaires de l'affaire Dreyfus :

— un phénomène de transfert d'un fait dramatique (affaire d'espionnage dans une ambiance un peu obsidionale) du plan de l'information démocratique au plan de la métaphysique sociale par le truchement des représentations médiatiques

— un phénomène d'occultation de l'aspect humain du problème au profit de sa teneur axiologique.

Louis BALADIER
Université de Tours

ANNEXE :

TEXTES DES ARTICLES.

28 DECEMBRE 1894. LE CAPITAINE DREYFUS DEVANT LE CONSEIL DE GUERRE

Il y a quelques semaines une affreuse nouvelle se répandait qui jetait la stupéfaction dans la France entière et particulièrement dans notre armée : un homme portant l'uniforme d'officier, le Capitaine Alfred Dreyfus, était arrêté sous l'inculpation d'avoir trahi la Patrie, et c'était précisément à l'heure où l'Italie traitait comme on l'a vu le Capitaine Romani.

Le cas du Capitaine Dreyfus s'aggravait de ceci qu'il appartenait à l'état-major général de l'armée, et plus spécialement au bureau de la mobilisation.

Il avait donc, s'il était coupable, commis un atroce abus de confiance, puisqu'il avait trafiqué des documents très importants, que sa fonction mettait à sa disposition .

Le bureau de la mobilisation prépare en secret les ordres de formation et de concentration, il règle à l'avance les moindres détails, on y sait combien d'hommes seront envoyés sur tel ou tel point et dans quel délai.

Tout le secret des premières opérations, si importantes aujourd'hui, est à sa discrétion, et l'on conçoit l'intérêt énorme que l'ennemi peut avoir à en être informé .

On accusait en outre Alfred Dreyfus d'avoir, ce qui est infiniment odieux, livré à l'étranger les noms des agents que nous avons au delà des frontières et qui sont chargés de nous renseigner sur les projets et moyens de nos adversaires.

C'est lui, disait-on, qui a livré Romani.

On rechercha les mobiles du crime.

L'accusé appartenait à une famille riche mais qui pouvait affirmer qu'il n'avait pas eu à faire face à des dépenses imprévues et inavouées ?

Etait-ce besoin d'argent ?

D'autres le représentaient comme un être haineux qui, sans souci de blesser mortellement la Patrie, exerçait de basses rancunes contre certains de ses camarades.

Etait-ce la vengeance ?

La passion s'en mêla. N'était-ce point un Israélite : de quoi s'étonner alors ? criaient les antisémites.

Ce fut ainsi durant les premiers jours ; puis une sorte de réaction se produisit, timide d'abord, plus osée ensuite.

Que savait-on ? après tout, et ne pouvait-on attendre le résultat de l'enquête ? On attaqua violemment le Ministre de la Guerre ; on demanda sa démission pour le motif assez vaguement formulé, d'ailleurs, qu'il avait influencé les juges en déclarant, dans une conversation, plus tard démentie, sa conviction de la culpabilité d'Albert Dreyfus. Un parti moyen décréta que le Capitaine était réellement coupable, mais qu'on ne pourrait le condamner, parce que, pour cela, il faudrait avouer des vols de documents dans une ambassade et autres gentillesse de nature à nous attirer une fort méchante affaire.

Alors le bruit courut que les juifs répandaient l'or à pleines mains pour sauver leur coréligionnaire ; qu'ils payaient journalistes, juges même, pour créer un courant d'opinion favorable, et faire démontrer l'innocence de leur protégé.

L'éminent avocat, Maître Demange répandait partout que s'il n'était pas hautement convaincu de l'innocence de son client il ne se fût jamais chargé de sa défense .

Parbleu, un avocat ! ripostait-on.

L'affaire est venue ainsi devant le conseil de guerre présidé par le Colonel Maurel, assisté d'officiers dont la loyauté impartiale ne saurait être seulement discutée.

Au pied des murailles du tribunal, comme les vagues devant un inaltérable rocher, se sont écrasées toutes les rumeurs contradictoires.

Les juges ont décidé d'après la voix de leur conscience et la sentence qu'ils viennent de prononcer doit être respectée de tous.

19 DECEMBRE 1897 . LE GENERAL DE PELLIEUX ET LE COMMANDANT ESTERHAZY

En dépit des efforts des gens de mauvaise foi, des stipendiés et de quelques niais, la culpabilité de Dreyfus ne saurait maintenant faire de doute pour aucun homme sensé ; néanmoins cette triste affaire n'est point terminée.

Les mauvais patriotes qui l'ont engagée ont, dès les premiers jours, tenté une diversion. Le frère de l'abominable traître n'a pas craint de publier dans les journaux une lettre dans laquelle formellement, nettement, il accusait un commandant de l'armée française, Chevalier de la Légion d'Honneur, d'être un traître comme son frère à lui.

Notez que l'on a point immédiatement arrêté ce personnage coupable d'outrage public à l'honneur de la Patrie.

Je n'ai point à défendre le Commandant Esterhazy, la justice militaire s'occupe en ce moment d'examiner sa conduite, mais comment est-il permis de proférer ainsi une aussi infâme accusation sans en fournir immédiatement la preuve irréfutable ? Les défenseurs du misérable habitant de l'île du Diable ont cherché à égérer l'opinion, c'était leur jeu sinon leur droit ; ils ont parlé du bordereau, du fameux bordereau qui ne serait point de l'écriture de Dreyfus.

Et quand cela serait ?

Ne sait-on pas que le traître a été condamné sur quatorze preuves plus concluantes que celles qui résulteraient du bordereau, et par sept officiers à l'unanimité, après les dépositions de vingt et un autres.

Et le témoignage du Capitaine Lebrun-Renault, dont on niait l'authenticité et qu'il faut bien accepter maintenant ?

J'ai assisté à la dégradation de Dreyfus à l'Ecole Militaire ; malgré l'horreur que m'inspirait son crime, je m'attendais à éprouver de la pitié, je n'ai ressenti que de la colère contre l'infâme ; je me souviens très bien, quelques secondes après qu'il fut monté dans le fourgon cellulaire, que quelqu'un se précipita vers nous : — savez-vous ce qu'il vient de dire ? Il a reconnu qu'il avait livré des documents, mais pour s'en procurer de plus importants.

Ce n'est pas aussi vite que s'improvisent les légendes, donc j'estime que le propos a été tenu, d'autant plus que le Capitaine Lebrun-Renault, dit-on, le confirme avec l'appui de quatre témoins.

Et son attestation me semble plus sérieuse que les divagations du sénateur fatigué dont notre pauvre Alsace ne doit pas être bien fière.

Que sera-ce lorsque, ainsi que je l'espère fermement, M. Esterhazy aura pleinement prouvé l'infamie des soupçons élevés contre lui ?

C'est le Général de Pellieux qui le premier aura reçu ses protestations indignées. c'est pourquoi nous avons cru devoir reproduire leurs deux portraits.

28 FEVRIER 1898. L'AFFAIRE ZOLA. GRAVE INCIDENT D'AUDIENCE LE COLONEL HENRY ET LE LIEUTENANT - COLONEL PICQUART.

L'affaire Zola s'est lamentablement prolongée. Nous n'avons point à la raconter ; le *Petit Journal* s'acquittait chaque jour avec une grande supériorité de tenir exactement et honnêtement ses lecteurs comme les nôtres au courant des moindres incidents.

Notre fonction consiste à "illustrer", si l'on peut ainsi dire, le récit de ces évènements. Nous avons cette semaine choisi un fait des plus significatifs. Le brave et loyal Colonel Henry, un enfant du vrai peuple, simple soldat, puis, à force de courage, d'énergie, de dévouement à la patrie, parvenu à un poste de toute confiance, se trouve en présence du Lieutenant-Colonel Picquart aux allures équivoques, et comme ce dernier ne veut point reconnaître des faits incontestables, énergiquement, en soldat, devant le monde entier qui écoute aux portes de la cour d'assises de la Seine, le Colonel Henry lui crie : — Vous en avez menti ! Nous avons pensé aussi que nos lecteurs seraient curieux de connaître les portraits des principaux témoins de cette affaire dont ils ont tant entendu parler.

L'AFFAIRE DREYFUS DANS LA PRESSE D'INDRE ET LOIRE

J'ai travaillé sur un ensemble de cinq journaux (quotidiens et bi-hebdomadaires) ayant une diffusion locale et couvrant à titre inégal (certains de ces journaux sont en effet régionaux) l'actualité départementale. La lecture de l'ensemble de ces publications durant l'année 1897 m'a d'abord permis de dégager la configuration des positions à l'égard de la question de la révision du procès. La lecture plus attentive des numéros parus en janvier et février 1898 - période marquée par le procès de Zola, les manifestations publiques antisémites dans les grandes villes de France, dont Tours, - m'a permis de mieux cerner les tensions qui regroupent et opposent ces organes de presse dans leur relation des évènements nationaux et locaux.

I. *Le journal d'Indre et Loire*, quotidien catholique, antisémite et anti-dreyfusard attaque avec constance les juifs et le "juif Dreyfus".

Il est plus facile d'arrêter le soleil que des juifs en train de commettre une infamie. (2 février 1898.)

L'amalgame avec "la secte protestante" apparaît même parfois (2 février 1898).

II. *Le Messenger d'Indre et Loire*, quotidien conservateur flétrit lui aussi régulièrement "les menées scandaleuses du syndicat cosmopolite de la trahison, qui tendent à déshonorer l'armée et le pays" (10, 11 janvier 1898). Les sympathies royalistes du Messenger sont évidentes: annonce de la messe anniversaire de la mort de Louis XVI, roi martyr, déclaration solennelle des royalistes de Touraine soutenant Son Altesse Royale le Duc d'Orléans publiée en première page. Les attaques des radicaux et des socialistes sont véhémentes. Mais c'est avec l'annonce d'une série de conférences de la très âgée Louise Michel que l'attaque se fait la plus mordante :

L'amère Michel passera quelques semaines en France pour donner une série de conférences révolutionnaires. (12 janvier 1898)

Le Messenger d'Indre et Loire n'a rien oublié...

III. *La Touraine républicaine*, proche du député conservateur Drake del Castillo, ferraille régulièrement contre le socialiste tourangeau Allard. Ambitieuse, *La Touraine républicaine* se propose tout à la fois de "barrer la route aux radicaux et aux socialistes" et de

réduire à merci le "jacobinisme radical" et le "socialisme révolutionnaire". Le journal est bien évidemment antidreyfusard, même s'il affecte au départ une certaine compréhension à l'égard de ceux qui mènent campagne pour la révision :

Certains personnages mus sans doute par un louable souci de justice s'efforcent d'arracher le traître à l'opprobre qui pèse sur son nom. (11 novembre 1897).

Avec une ardeur régulière *La Touraine républicaine* dénonce elle aussi le "syndicat Dreyfus", cite et approuve les articles violemment antisémites d'Ernest Judet dans *le Petit Journal*, qualifie Zola de "pontife de la littérature pornographique" (3 décembre 1897).

Une originalité toutefois : se fondant sur une mémoire locale, le journal marque très tôt de fortes réticences à l'égard de la personnalité d'Esterhazy.

Le commandant Esterhazy, dont on a gardé le souvenir à Tours puisqu'il y a résidé lorsqu'il était adjudant major au 18^{ème} chasseurs, a mené une vie assez joyeuse et c'est ce qui a dû permettre de le soupçonner ou de chercher à le faire soupçonner. (18 novembre 1897)

A Tours, lorsqu'il y a séjourné, le capitaine Esterhazy passait pour un panier percé et un joueur. Ces deux qualités bien françaises ne sont pas des éléments constitutifs d'une accusation d'espionnage contre un homme fût-il de race étrangère. (19 novembre 1897)

IV. *L'Echo d'Indre et Loire*, bi-hebdomadaire anticlérical et "républicain avancé" dénonce, sous la houlette de son "directeur agricole et viticole Eugène Duret" qui propose dans chaque numéro une "causerie viticole", les affaires de mœurs et crimes divers des couvents et écoles religieuses... Si avancés que soient ses sentiments républicains, *l'Echo d'Indre et Loire* est farouchement xénophobe et antisémite : il dénonce étrangers et juifs, juge sympathiques les manifestations antisémites de Marseille (20 janvier 1898) et attaque du même coup Esterhazy, "le rastaquouère de l'armée" (5 décembre 1897). Dans l'affaire Dreyfus, ce journal demeure sur une profonde réserve. Le 9 décembre 1897, le chroniqueur qui signe régulièrement sa tribune "Le Veilleur de la Tour", justifie cet attentisme par l'intelligence et la prudence :

Ma foi non, au temps où nous vivons, il est préférable de se taire. J'aurais voulu pouvoir siffler cette chronique. Je suis sûr qu'elle va passer au crible et qu'on m'aura à l'oeil. Les traqueurs il n'y a que ça de vrai. Ils ne s'embarquent pas dans des conflits ténébreux ; et ils savent attendre que les crises soient dénouées pour se prononcer. (9 décembre 1897).

Sans doute soucieux de conserver un public divisé, *l'Echo d'Indre et Loire* oscillera dès la fin janvier 1898 du procès de l'inconscience de Zola à la dénonciation brusque et tardive du retour aux "effroyables pratiques du Moyen Age" que constitue la campagne antisémite en cours... L'interpellation paternelle d'un Zola incontrôlable et irresponsable est révélatrice de ce dénouement tardif de l'ambiguïté :

Mais non, vous avez tenu à déranger tout le monde, semblable à un enfant qui ne croit pas que l'eau bouillante puisse brûler et qui, tout à coup, pousse des cris de paon parce qu'il a mis son doigt dans le bouillon gras sur le feu. (3 mars 1898)

V. *L'Eclair*, organe de la Démocratie socialiste de l'Ouest, bi-hebdomadaire socialiste faisant une large place à Tours et à sa région, dénonce tout à la fois comme autant de diversions la campagne pour la révision du procès et la campagne antisémite. Défenseurs et ennemis de Dreyfus sont, comme il fut dit en d'autres temps et dans un tout autre contexte,

"bonnet blanc, blanc bonnet". Le 19 janvier 1898, un éditorial de Plais dénonce la "Nouvelle Boulange" :

Car il ne faut pas s'y tromper, sous le couvert de la guerre aux juifs, toute la cléricaille se trouve debout, tous les anciens boulangers leur emboîtent le pas, et nous allons assister aux mêmes menées, aux mêmes intrigues. Les socialistes et les républicains clairvoyants qui protestent contre la didacture du grand État major général, voient plus haut que les personnalités du juif Dreyfus et du uhlan Esterhazy (...) Est-ce que ces gens n'ont pas une indignation de commande envers les juifs ? Car n'est-ce pas ces mêmes parlementaires qui ont voté tout récemment pour le renouvellement de la Banque de France qui mettait notre crédit national entre les mains du juif Rothschild ?

Le journal conseille donc à ses lecteurs de "ne point s'emballer à la remorque des juifs qui veulent innocenter Dreyfus, pas davantage derrière le Marquis de Rochefort de Lucé, Drumont et ses chérubins". (22 janvier 1898) Pour *L'Eclaireur*, journal socialiste de l'Ouest, il est bien une légitimité de l'antisémitisme : quand ce dernier est le vecteur de l'anticapitalisme. Le 2 février 1898, sous le titre "l'Or des Juifs", le journal dresse la longue liste des gentilshommes ayant épousé "dots et filles juives" et invite ses lecteurs à dépasser une perspective étroitement antisémite :

(...) le jour où Jacques Prolo descendra dans la rue, ce sera pour faire rendre gorge aux affameurs capitalistes bons juifs et bons chrétiens (22 janvier 1898).

Toutefois - seul indice de tensions dans l'appareil socialiste - le même Plais, dans son éditorial du 19 janvier 1898, suggère qu'il est, dans le parti, des évaluations contradictoires de la "gravité" de la campagne antisémite :

La campagne antisémite menée par Drumont et Rochefort est plus grave que certains de nos amis du Parti socialiste ne le supposent.

Cette presse locale - *L'Eclaireur* excepté - restitue les événements tourangeaux liés à l'Affaire :

- les 24 et 25 janvier des manifestations regroupant essentiellement des étudiants et donnant lieu à quelques arrestations à garde à vue de quatre heures ont lieu rue des Halles, rue du Commerce, rue de la Scellerie, rue Colbert et rue Saint-Saturnin, devant la Synagogue et le Cercle militaire (magasins juifs fermés "dès les premiers cris", coups de canne à la devanture de la Maison de Paris) ;
- le 26 janvier le renouvellement des manifestations est empêché par le déploiement de forces de police ;
- le 27 janvier des affiches rouges appelant à la contre-manifestation sont apposées sur la mairie et dans divers quartiers de Tours ;
- le 29 janvier on signale le collage d'une affiche demandant d'"exterminer la race maudite des Juifs" ;
- le 27 janvier le Barreau de Tours assure à l'unanimité - l'avocat de gauche Oudin excepté - l'état major de "son soutien indéfectible" ;
- le 13 février la Société fraternelle des anciens militaires membres de la Légion d'honneur du département d'Indre et Loire proteste contre la campagne des "sans patrie" et envoie à Zola "l'expression de son profond mépris" ;

- le 6 mars, la Société départementale de secours aux blessés militaires (croix rouge) adresse une lettre au Général Riff commandant la place de Tours pour dénoncer les "injustes et odieuses attaques contre les chefs de l'armée".

La lecture comparée de ces cinq journaux met tout d'abord en évidence le silence du journal socialiste local *L'Eclaireur*. Et c'est la lecture de la presse locale antidreyfusarde qui permet de comprendre les raisons de ce silence. Le refus de s'impliquer dans l'Affaire, le renvoi dos à dos des dreyfusards et des antidreyfusards suscitent un refus catégorique chez certains militants socialistes de Tours. Le 26 janvier, le très anti-dreyfusard *Journal d'Indre et Loire* est le premier à signaler que des affiches manuscrites sur papier rouge ont été apposées sur la mairie et dans différents quartiers de la ville. Le *Journal d'Indre et Loire* cite même le texte affiché et signé "Un groupe socialiste" :

Hier les jeunes gens catholiques de notre ville ont fait une manifestation contre les Juifs. Nous qui ne professons aucune religion, tenons à dire que si les Juifs ont eu parmi eux un traître, ce n'est pas une raison pour les accuser tous de trahison.

On pourrait dire avec autant de raison que tous les catholiques sont des canailles parce qu'ils comptent parmi eux un misérable comme Méline. Aussi conseillons-nous aux socialistes de protester dans le sens opposé et de répondre à ceux qui crient "A bas les Juifs !" par d'autres cris comme ceux-ci "A bas les religions ! Vive la Révolution sociale.

Ce discours, que *L'Eclaireur* se garde bien de rapporter, parce qu'il n'a pas - ou plutôt parce qu'il n'a pas encore - l'aval de l'appareil socialiste tourangeau, atteste ainsi qu'il n'est que l'affichage clandestin pour exprimer le refus socialiste de la vague antisémite qui déferle sur l'ensemble du pays.

La lecture de la presse d'Indre et Loire durant cette période agitée révèle également les tensions qui partagent les antidreyfusards et qui vont sans nul doute limiter les désordres antisémites dans la ville de Tours. *La Touraine républicaine* joue là un rôle de révélateur et de modérateur.

La Touraine républicaine révèle tout d'abord le conflit qui oppose les étudiants de Médecine et de Pharmacie de Tours (qui ont joué un rôle essentiel dans les manifestations des 24 et 25 janvier) au journal royaliste antidreyfusard *Le Messager d'Indre et Loire*. *La Touraine républicaine* publie la protestation des étudiants à l'égard des journalistes du *Messager* accusés de menace et de censure.

La Touraine républicaine se veut enfin modératrice quand elle conseille ironiquement calme et sang froid au rédacteur en chef du *Journal d'Indre et Loire*, M. Joseph Lemoine, dont la participation à une conférence du groupe antisémite est annoncée :

(...) nous connaissons l'ardeur catholique de notre confrère du Journal d'Indre et Loire, et nous savons qu'il est capable de ne reculer devant rien pour faire triompher sa foi.

Mais il ne s'agit pas ici que d'une question de religion et de coutumes ; et nous ne croyons pas que l'on puisse songer en ce siècle à pourfendre les juifs, les protestants ou les autres croyants.

Puis notre honorable confrère Lemoine a fait preuve en d'autres circonstances, d'un tel sang froid que nous ne pouvons nous résigner à ajouter foi à la nouvelle qu'il se transforme soudain en apôtre lapageur et en prédicateur haineux.

Lorsqu'il fut insulté de la façon la plus grave par l'anarchiste Sébastien Faure, M. Lemoine a donné des preuves d'une réserve qu'ont admirée tous ceux qui pouvaient l'apprécier : sous la diatribe féroce de l'ennemi de la société, notre confrère est demeuré impassible.

Cela nous empêche de croire qu'il songe à prendre à Tours l'initiative d'une guerre de religion et à se faire le Pierre l'Ermite d'une croisade qu'on ne comprendrait guère.
(4 février 1898).

Dans le *Journal d'Indre et Loire*, Lemoine publiera un démenti formel et fera part de ses "soupçons" à l'égard de ce qu'il considère comme une provocation de *La Touraine républicaine*.

Il apparaît ainsi nettement que *La Touraine républicaine* a pris le parti de faire barrage aux manifestations antisémites de Tours et de démasquer les boutefeux qui, tels Lemoine, sont en même temps des concurrents.

Bien que nettement antidreyfusarde, *La Touraine républicaine* appelle explicitement au maintien de l'ordre en faisant appel à la traditionnelle image de Tours, ville paisible, et de la Touraine terre de mesure :

Nous avons été heureux de constater que les manifestants antisémites de Tours ont pris le parti de ne plus chercher à troubler l'ordre dans les rues de Tours. Notre cité est si paisible qu'on n'y comprendrait point que, parce qu'on est mécontent de la conduite d'un romancier, et indigné de la trahison d'un juif, on prétende conspuer tous les juifs, et troubler les chrétiens, les indifférents et le reste des citoyens.

Ce n'est point chez nous que la foi transporte les montagnes, d'abord parce qu'il n'y a point de montagnes en Touraine. Enfin quelques jeunes gens de Tours ont voulu ne pas demeurer en reste avec les étudiants des autres grandes villes : ils ont manifesté.

Les sectaires de gauche ont soutenu que les manifestants étaient des sectaires de droite ; et ils ont tenté de porter la lutte sur un terrain autre que celui des idées

Il n'y a heureusement aucun martyr, d'un côté ni de l'autre ; tout est pour le mieux.
(4 février 1898)

La publication de la lettre des étudiants refusée par le *Messenger* et l'attaque de Lemoine et du *Journal d'Indre et Loire* s'inscrivent dans une stratégie visant l'isolement des antidreyfusards extrémistes. Ce n'est pas un hasard si le *Journal d'Indre et Loire* est avant tout pris pour cible. Le 18 janvier le *Journal d'Indre et Loire* a en effet applaudi la manifestation antisémite de Nantes et invité les Tourangeaux à s'en inspirer :

Nous connaissons suffisamment les braves Nantais, pour affirmer qu'il y aura beaucoup de monde à approuver les manifestants et à prendre part à la petite fête. Si on voulait en faire autant à Tours, que dirait M. le Maire protestant ?

Le *Journal d'Indre et Loire* est de plus le seul journal à avoir proclamé sa solidarité avec les étudiants arrêtés et gardés à vue durant quatre heures les 24 et 25 janvier.

La Touraine républicaine attaquera avec virulence les débordements antisémites régionaux ultérieurs. Ainsi le 1er mars 1898, la Touraine dénonce en termes orduriers la profession de foi du candidat Dubois à Chinon (*La Touraine républicaine* cite d'abord "l'affiche qui tapisse les rues de Chinon") :

Comme moi j'espère que vous lutterez contre les sans patrie de toutes nuances qui insultent notre vaillante armée : ils trahissent la patrie et l'honneur national. Ils se font exploiters de la France comme en pays conquis. Ils spéculent sur notre commerce et notre

industrie même jusqu'au pain des travailleurs. Vivrons-nous longtemps encore sous cette féodalité ?

Dubois, candidat républicain républicain radical révisionniste.

Le candidat M. Dubois qui dirige une entreprise de vidange à Chateau-du-Loir a habité autrefois Chinon où demeure son père qui exerce la même profession.

Personne n'est mieux placé que le candidat pour connaître les besoins du pays puisqu'il en étudie sur place les résidus et en analyse les produits.

Ainsi, à l'initiative de *La Touraine républicaine*, journal antidreyfusard modéré, qui sait refuser le moment venu un antisémitisme jugé trop exacerbé, le consensus sur l'ordre et la paix va l'emporter. La représentation stéréotypée d'une Touraine amie de l'ordre et de la paix sociale semble un argument décisif dans le refus vite consensuel des manifestations antisémites qui, somme toute, à Tours, sont demeurées limitées.

Jean-Jacques TATIN-GOURIER
Université de Tours

DU LIBERTAIRE AU JOURNAL DU PEUPLE :

L'AFFAIRE SANS DREYFUS

L'Affaire sans Dreyfus

De l'article de *La Libre parole* qui demandait que fût confirmée ou infirmée la nouvelle de l'arrestation d'un traître à l'Etat-major à l'engagement de Scheurer-Kestner, quand la conviction d'une erreur judiciaire n'était partagée que par le petit groupe qui gravitait autour de Mathieu, Dreyfus n'existait pas pour l'anarchiste. Sa presse en parla peu ou, comme *Le Libertaire*, n'en parla pas. Les quelques lignes qui se peuvent trouver, dans *Les Temps Nouveaux* ou dans *Le Père Peinard*, étaient sans surprise. Militaire, victime d'un système dont il était le représentant, bourgeois, juif aussi pour des militants qui voulaient qu'israélite rimât - bien pauvre rime - avec capitaliste¹ et qui voyaient dans l'antisémitisme un facteur de révolution², le capitaine Dreyfus connaissait un destin qui ne pouvait être qu'une source de joie pour l'observateur anarchiste. Le mot de Pouget, au début de l'Affaire, est demeuré célèbre : "Qu'on ne s'y trompe pas, bon dieu ! Je ne trouve pas mauvais qu'on ensoleille un brin l'existence de Dreyfus. Fichtre non !"³

A partir de la fin de l'année 1897, quand *Le Libertaire*, fondé deux ans plus tôt par Sébastien Faure, en parla pour la première fois⁴, il n'était toujours pas question d'entrer dans le débat relatif à la possible innocence du forçat de l'île du Diable. Dénoncer l'antisémitisme, chaque jour plus virulent, plus arrogant, qui "montre au peuple un faux ennemi [...] lui [masquant] le vrai qui est le capitalisme"⁵, attaquer le militarisme, c'était, non seulement, tenter, dans une optique révolutionnaire, de profiter de l'agitation, mais aussi se positionner par rapport au capitaine et annoncer haut et fort le peu de souci qu'ils pouvaient avoir de lui⁶. N'était-il pas un "officier, fonctionnaire déjà répugnant"⁷, "qui commanderait le feu contre moi et mes amis demain, si demain la révolte s'affirmait hautaine" ?⁸ Quel plaisir, se réjouissaient-ils, d'assister à "tant de scandale"⁹. Pourtant, les autres anarchistes, proches du *Père Peinard* ou des *Temps Nouveaux*, ne se satisfirent guère de ces précautions. L'engagement du *Libertaire*, à chaque numéro plus net, plus affirmé, leur semblait suspect. Faure et ses amis, qui consacraient tant de pages à l'Affaire et avaient même organisé deux réunions publiques, "Contre le huis-clos" et "Sabre et goupillon"¹⁰, étaient-ils encore anarchistes ? Grave et Pouget tenaient à donner la note, à rappeler ce que devait être l'attitude d'un révolutionnaire en une telle circonstance : "qu'il soit innocent ou coupable, je m'en tamponne le coquillard ! J'ai beau le reluquer sous toutes les coutures, je ne trouve en lui que l'officier.[...] laissons le bourgeois se passionner pour ou contre Dreyfus, - c'est pas nos oignons."¹¹ Dans cet esprit, Pouget multiplia les articles qui répétaient inlassablement la même chose, prêchant l'indifférence, et prenant systématiquement le contre-pied du *Libertaire*. Si Faure célébrait le courage de Zola¹², qui venait de s'engager, Pouget reprochait à Zola d'avoir une pitié sélective et d'oublier les forçats anarchistes qui connaissaient eux aussi la relégation¹³. Si, avec Zola, Faure saluait les autres "robustes et [...] généreux qui ont affirmé hautement la conviction de leur conscience"¹⁴, Pouget ne manquait pas de raviver la mémoire de ses lecteurs de rappeler que le vieil exploiteur Scheurer-Kestner, "tête de veau sénatoriale", que

"la crapule" Yves Guyot, que "le hideux" Reinach, étaient "trois malfaiteurs qui ont aidé à la confection des LOIS SCELERATES" ¹⁵

Dans le numéro suivant, en un article intitulé "Dérivation!", reprenant ses attaques contre les dreyfusards, plaidant une nouvelle fois la cause des compagnons oubliés dans les bagnes, répétant une nouvelle fois que "nous nous foutons autant de Dreyfus que d'Esterhazy", qu'il fallait laisser leurs partisans "se bouffer le lard si ça les amuse et expliquer au populo que nous serions bougrement tourtes de fiche notre grain de sel dans pareille trouducuterie", il regrettait l'époque révolue où "chaque fois que les chefs de file de l'opinion, les raccrocheurs de la politique, les chieurs d'encre des quotidiens avaient essayé d'emballer le populo dans quelque fourbi malpropre et décevant, les anarchos s'étaient fichus en travers". "Pourquoi donc *Le Libertaire* s'emballé-t-il contre le huis-clos ?" demandait-il. Une condamnation obtenue à la faveur des lois scélérates, une condamnation pour délit d'opinion, obtenue avec ou sans l'aide du huis-clos, comme ce fut le cas pour l'anarchiste Etiévant, lui semblait "autrement monstrueuse que la salaison Dreyfus." Selon lui, les protestations du *Libertaire* n'étaient qu'un "prétexte" pour "marcher pour Dreyfus"¹⁶.

Pour appeler les compagnons réticents à se mobiliser, à suivre le mouvement qu'il avait amorcé, mais aussi pour se justifier face aux commentaires "si nombreux, si inexacts, si contradictoires, et, quelques-uns, si injustes, si malveillants" dont il était l'objet, Sébastien Faure entreprit d'expliquer longuement sa position et celle de ses amis. Dans le numéro 115 du *Libertaire* commençait la publication des "Anarchistes et l'affaire Dreyfus" qui paraîtra, complet, en quatre livraisons et fera l'objet d'une plaquette que Stock rééditera¹⁷. Faure se bornait ici à rappeler ce que, "anarchiste, RIEN QU'ANARCHISTE", il avait écrit dans les colonnes de son journal, prenant position contre la justice sommaire, le huis-clos, la campagne antisémite, cléricale et patriotique :

Ce faisant, il n'oubliait pas les anarchistes emprisonnés et rappelait que sa position était en dehors des personnalités de Dreyfus et d'Esterhazy et des mots d'ordre de leurs partisans. Mais l'important était que "l'affaire Dreyfus n'est plus l'affaire Dreyfus", portant "à l'ordre du jour la question sociale tout entière avec ses complexités". Il fallait donc se mobiliser, agir, ne plus être indifférents¹⁸.

Si ceux du *Libertaire* et tout particulièrement Faure, qui pouvait convenir d'avoir eu le "très grand tort de ne [s'être élevé] ni assez tôt, ni assez vigoureusement contre le courant antisémitique"¹⁹, si Lazare, si Quillard, si Henri Dagan²⁰ et Elie Murmain, collaborateurs de *La Revue*, quotidien individualiste et dreyfusard²¹, s'engagèrent, à la différence de la plupart des dreyfusards, surtout et avant tout contre l'antisémitisme - manoeuvre cléricale et réactionnaire - mais encore pour défendre les prolétaires juifs²², les deux autres grands journaux anarchistes, *Les Temps Nouveaux* et *Le Père Peinard*, furent moins clairvoyants. Dénonçant les exactions qui mettaient à feu et à sang les quartiers juifs, commençant à prendre conscience de la véritable signification de la campagne antisémite, ils refusaient toujours de s'impliquer. Ainsi, André Girard, relatant les émeutes antijuives qui en Algérie avaient fait un mort, s'indignait de ce "retour au temps des croisades"²³ sans pour cela s'attaquer aux nouveaux croisés²⁴. Quant à Emile Pouget, s'il définissait justement "l'antisémitisme [...] au point de vue économique, [comme] un dérivatif de la question sociale", s'il exhortait ses lecteurs à se départir de cet antisémitisme économique pour ne pas courir le risque de faire le jeu de "l'engeance noire", de "prêter le flanc aux équivoques", il refusait de prendre parti contre les antisémites, au nom, toujours et paradoxalement, de ce même antisémitisme économique : "Si le populo tient à ne pas être roulé une fois de plus, à ne pas faire le jeu des

jésuites en étant antisémite - et à ne pas faire non plus le jeu de la séquelle à Rotschild en gueulant après les antisémites... il n'y a qu'une clameur qu'il puisse pousser à plein gosier : C'est : "A bas les capitalos!"²⁵ Ils ne voulaient à ce moment que s'occuper des leurs relégués sous quelque tropique. Au début du mois de mars, Pouget commença une série d'articles titrés "Parlons des oubliés au bagne"²⁶. Grave, la semaine suivante, se joignit à Pouget en publiant "Pour ceux qui sont au bagne"²⁷. *Le Libéraire*, sans attendre, les suivit. A la fin du mois de mars, Faure signa un article qui appelait tous les anarchistes à se mobiliser pour que soient libérés les compagnons emprisonnés et interpellait nommément les dreyfusards pour qu'ils intervinssent²⁸.

La lecture des numéros du *Libéraire* publiés en ce printemps 1898 donne le sentiment que les rédacteurs cherchaient à retrouver la confiance des compagnons, émoussée par la polémique. L'agitation autour de Dreyfus avait disparu. Il n'était plus question que des oubliés du bagne²⁹ et d'une actualité plus purement anarchiste, telle, à la veille d'élections, que la cruciale question de l'abstention. *Le Libéraire* contentait ses détracteurs. C'est peut-être aussi dans cet esprit qu'il faut lire le "J'accuse " que publia Faure. Violent réquisitoire contre la société et les institutions créées pour la soutenir, il ne contient pas la moindre allusion à l'affaire³⁰. On ne pouvait reprocher à Faure de ne pas rester, comme on l'avait fait, dans la note anarchiste. Il se livra au même exercice, quelques mois plus tard, reprenant la phrase de Zola "la vérité est en marche !" La vérité qui l'intéressait ici n'était pas celle dont l'oubli était à l'origine de la condamnation de Dreyfus, mais plutôt celle avec capitale, celle qui "guide les hommes libres face aux mensonges de l'autorité, de la famille, de la religion"³¹ Encore, dénonçant les périls, annonçant la résurrection des "périodes d'arbitraire gouvernemental et de lâcheté publique"³², après l'arrestation de Picquart, la seconde condamnation de Zola, et le discours à la Chambre de Cavaignac qui "enterrait" l'affaire, Faure donnait la leçon aux intellectuels, aux journalistes de *L'Aurore* et des *Droits de l'Homme* qui s'étaient tus quand les anarchistes tombaient sous les coups des lois scélérates³³.

L'Affaire au-delà de Dreyfus

A partir de septembre 1898, le sentiment de l'innocence du capitaine qui apparaît sous les précautions, put s'exprimer librement. Faure n'avait plus à avoir de scrupules. Henry, suicidé, le libérait. "Dreyfus est innocent!" titrait le *Libéraire* du 4 septembre sur toute la largeur de sa une. La prudence, pourtant, était encore de mise :

Peu à peu, les obscurités se sont dissipées, la certitude a remplacé la perplexité.
Aujourd'hui, la lumière s'est faite dans mon esprit : Dreyfus est innocent !

[...] Je vois dans l'affaire Dreyfus, et à l'aide de l'extrême agitation qu'elle déchaîne, une occasion comme il ne s'en présente que trop peu d'appuyer sur des réalités frappantes et simples les convictions pour lesquelles je vis.

D'excellents camarades peuvent estimer que je fais fausse route.

Nul n'est tenu de me suivre.

[...] Je n'engage que moi.

Mais quand j'aperçois la vérité, je marche vers elle sans m'inquiéter de savoir si nous serons cent mille ou si je serai seul.

Je sais Dreyfus innocent.

[...] Et je vois les bandits et les faussaires, les lâches et les stipendiés, les fanatisés et les chauvins lui cracher à la face, rire de ses tortures et triompher.

Que m'importe ce qu'a été hier ce souffrant, ce qu'il sera peut-être demain si son martyr prend fin. Je ne le connais pas ; il est présentement une victime et j'exècre ses bourreaux.

Je veux démasquer ceux-ci et soulever contre eux la réprobation universelle.

Ce faisant, j'œuvre en révolutionnaire

Pouget rejoignit bientôt Faure sur cette question³⁴. Mais pour eux, combattre aux côtés des Trarieux, des Reinach, des Jaurès, des Mathieu pour la révision du procès de 1894, prendre enfin en considération le sort de l'innocent, ne les faisait toujours pas dévier de leur route. L'Affaire n'était peut-être plus exactement pour eux sans Dreyfus mais assurément au-delà de Dreyfus. C'est ce qu'exprimèrent Ludovic Malquin et Louis Matha : "cette affaire a séparé la nation française et, pourrait-on dire, l'humanité entière en deux camps ; la personnalité de Dreyfus est secondaire ; sur son nom, on se bat pour des idées, c'est pourquoi la révision ne doit pas mettre fin à la bataille ; elle a commencé avant, elle continuera après.[...] La conclusion naturelle de l'affaire Dreyfus veut que l'autorité disparaisse."³⁵ Le procès d'un homme révisé ne peut être, et ils le savent, que le préface de la grande révision sociale³⁶.

Mais pour qu'elle fût possible il fallait que les anarchistes se montrassent vigilants. Depuis la transmission de la demande de révision à la cour de Cassation, les antisémites, les cléricaux et les militaires resserraient leurs rangs. Les bruits les plus fous, bruits de coups d'Etat, couraient à travers la ville. *Le Libertaire* appelait à la mobilisation, à la vigilance, à l'organisation de tous les groupes anarchistes, à l'union des diverses forces révolutionnaires. "Veillons au grain !" ³⁷, "Hardi, les gars !" ³⁸ titrait-il.

Tous, républicains, démocrates, libres-penseurs, révolutionnaires, anarchistes, socialistes, tous à l'exception des guesdistes qui dans les colonnes du *Socialiste* appelèrent leurs amis à "éviter toute accointance avec les compagnons"³⁹, rejoignirent *Le Libertaire*. Avec Faure, Pouget, Jean Allemane, Pierre Bertrand, Aristide Briand, Broussouloux, l'ancien bagnard Cyvoct, Emile Janvion, Henri Leyret, Charles Malato, Louis Matha, Octave Mirbeau, Fernand Pelloutier et André Girard, signèrent le manifeste de la Coalition révolutionnaire qui appelait à cette alliance⁴⁰ et à la défense de la République et des libertés acquises.

Dans les nombreuses réunions publiques organisées par la coalition révolutionnaire, qui chaque jour faisait de nouvelles adhésions d'importance - André Ibels, Francis de Pressensé, Henri Dhorr, Pierre Quillard, etc. -, comme dans *Le Journal du Peuple*, quotidien - vieux rêve anarchiste - fondé le 6 février 1899 par Sébastien Faure, et pour lequel cessèrent de paraître *Le Libertaire* et le *Père Peinard*, les anarchistes rééditèrent souvent l'appel en défense républicaine de la coalition révolutionnaire. Les bruits de coups d'Etat se faisaient plus nombreux et plus fréquents. Mais il n'était plus question de seule vigilance. Faure et ses amis exhortaient leurs lecteurs à tenir la rue⁴¹, à tout oser si on menace les libertés républicaines⁴², à répondre par la trique aux cannes à pomme d'or, par le revolver aux sabres.⁴³ Il fut même décidé, à la réunion du Théâtre Moncey du 9 juin, le jour même où le conseil des ministres décidait de poursuivre le journal pour un manifeste appelant les soldats à désobéir⁴⁴, de participer à la réunion de Longchamp du surlendemain, réunion organisée pour affirmer la confiance populaire en Loubet et en la République après l'agression dont avait été victime peu de jour avant le nouveau président de la République.⁴⁵ Le 21 août,

encore, ils appelèrent "tous ceux qui aiment la Liberté" à se rendre place de la République pour une manifestation où Faure, Dhorr et quelques amis furent arrêtés.

Une telle prise de position ne fut pas du goût de tout le monde. Jean Grave, qui collaborait à *L'Aurore* où il se gardait bien de parler de Dreyfus, Jean Grave qui avait refusé de collaborer au *Journal du peuple*⁴⁶, mettait en garde ses lecteurs : "J'estime que l'anarchiste a tout à gagner à se tenir à l'écart de ces manifestations qui ne sont que l'oeuvre factice des politiciens et des journalistes [...]. Il y a des voisinages qui nous répugnent."⁴⁷ Zo d'Axa ironisait : "Les anarchistes... Quelle idée ! Est-ce l'occasion de les mettre en cause quand on remarque, non sans sourire, que certains d'entre eux crient : Vive Loubet ! Est-il rien de plus édifiant ? Loubet est précisément l'intègre politicien qui, se sentant des entrailles de père pour les voleurs du Panama, tourna son juste courroux contre les compagnons anarchistes qu'il fit traquer comme malfaiteurs. Vive l'anarchie ! Vive Loubet ! Le temps a de ces surprises..."⁴⁸ De même, Ernest Girault, Charles Malato, Henri Dagan préférèrent quitter *Le Journal du Peuple* pour fonder, en compagnie de collaborateurs du *Libertaire* qui n'avaient pas suivi Faure dans l'aventure du *Le Journal du Peuple*, un autre organe, *L'Homme libre*, qui se proposait de "reprendre la note [...] purement anarchiste et révolutionnaire"⁴⁹. Dreyfusards, ils acceptaient de l'être, mais pour des raisons toutes différentes de celles de Sébastien Faure : "Ici, donc, on nous appelle "dreyfusards", mais différant en cela de certains, nous n'oublions pas qu'avant tout nous sommes libertaires. Nous agissons donc en ce sens, car ce n'est pas tant pour sauver du bagne un capitaine quelconque que nous sommes "dreyfusards" — , nous avons des martyrs plus intéressants et plus innocents, mais parce que nous continuons de considérer l'affaire Dreyfus comme un puissant levier d'évolution, voire de révolution."⁵⁰

D'autres eurent une toute autre attitude. Emile Janvion quittera aussi *Le Journal du Peuple* et, avec quelques autres, publiera un manifeste contre l'engagement philosémitique et républicain de Faure et des siens ;⁵¹ Victor Ricois et Roubineau se rapprocheront du journal *Ni dieu ni maître*, organe du comité central socialiste révolutionnaire et de la jeunesse blanquiste dont l'antisémitisme n'avait rien à envier à Drumont ;⁵² Julien Sacqué, dit Lavergne⁵³, et Caris, appelleront les anarchistes à se joindre à Jules Guérin, comme l'avaient fait les frères Otto et Raoul Mayence, collaborateurs de *L'Antijuif*, qui s'enfermeront avec lui dans son "fort" Chabrol⁵⁴ et publieront *Le Révolutionnaire*, feuille immonde, de ragots et de chantage, tout entière dirigé contre les anarchistes dreyfusards : Faure, Malato, Pouget, Dhorr, Lazare et Golberg⁵⁵. Ce sont eux qui, avec les Rochefort et Drumont, parleront les premiers d'"anarchistes de gouvernement"⁵⁶.

Certes Faure et ses amis avaient bien défendu la marâtre et donné leur confiance à leur ancien bourreau Loubet, mais ce faisant ils n'avaient pas oublié leur anarchisme. Dans sa "Lettre ouverte à M. Loubet", Faure écrivait :

Vous pouvez, Monsieur, faire éclater la lumière sur l'affaire Dreyfus, amnistier les victimes des lois scélérates, abroger celles-ci. Il dépend de vous, en tout cas, de votre volonté, de votre énergie que ces faits s'accomplissent.⁵⁷

Pourtant, défendant la République, les libertés acquises, prenant la rue pour s'opposer physiquement aux césariens, devenant une force d'appoint, revenant même sur leur décision de combattre seuls après la nomination au ministère de la Guerre du fusilleur Gallifet⁵⁸, ils demeuraient avant tout anarchistes et continuaient dans les réunions publiques et les colonnes du *Journal du Peuple* de fustiger le parlement et le gouvernement. Ce n'est

pas parce qu'ils la défendaient qu'ils se ralliaient à "la maison de passe Marianne et compagnie".⁵⁹ La République était toujours celle qui fusillait à Fourmies, celle qui déportait les réfractaires, emprisonnait les penseurs, laissait tomber d'inanition les miséreux, mieux, même, celle qui "approuv[ait] les faux, fais[ait] confiance à la forfaiture et donn[ait] aux bourreaux de nouveaux moyens d'écraser les victimes."⁶⁰ S'ils défendaient la République, si "les chichis d'école, les distinguos d'étiquettes s'oublent momentanément pour faire front à la clique cafardeuse et militarienne",⁶¹ c'était par crainte du pire. Qu'on lise Adolphe Retté :

Ayant la République, nous avons la gale. Ayant la monarchie déricale et militaire, nous aurions la peste. - Nous préférons la gale.⁶²

Mais il ne faut pas croire, lisant les textes qui expriment cela, que le positionnement anarchiste dans l'Affaire ne fut motivé que par le principe du moindre mal. Ceux du *Journal du Peuple* se reconnaissent, bien au-delà du combat contre ceux qu'ils nommèrent bientôt très significativement les "muscadins", dans les valeurs républicaines issues des principes de la Grande Révolution, valeurs qu'ils jugeaient bien différentes de ce qu'en avaient fait les gouvernements successifs qui s'en réclamaient. Comme l'avait demandé Faure dans sa lettre ouverte à Loubet, les anarchistes souhaitaient que la République fût orientée "résolument vers ses destinées naturelles", autrement dit que le mot république "chose de tous" fût réellement exprimé dans les faits⁶³.

Cette alliance ne pouvait survivre aux événements qui l'avaient forcée. Après le jugement de Rennes et la grâce - seule combinaison possible, peut-être, pour éviter le pire -, les anarchistes reprirent leur rang d'épouvantail. *Le Journal du peuple*, faute de fonds, dut cesser de paraître au début de décembre et tout rentra dans l'ordre. "La fin en queue de poisson de l'Affaire", selon le mot de Grave⁶⁴, leur fut une amère déception. La critique, la rancœur, au sein du mouvement, furent acerbes. Sébastien Faure, qui s'était engagé sans compter, catalysa tous les mécontentements. On lui reprocha d'avoir "oublié" l'anarchisme, d'avoir été trop "tendre", d'avoir pactisé avec l'ennemi et d'avoir été son auxiliaire⁶⁵. Faure, comme aux premiers jours de son engagement, dut se justifier, expliquer ce qu'avait été sa position propre et celle du journal qu'il avait fondé. Il dut même publier les comptes du *Journal du peuple* pour prouver sa bonne foi, son honnêteté et son désintéressement⁶⁶.

Pas de Dreyfus, pas d'Affaire

Les rancœurs étaient d'autant plus grandes que tous les espoirs avaient été déçus : le militarisme gardait haut le panache ; très bien surveillés les anarchistes n'avaient pu profiter de l'agitation, ils n'avaient pu obtenir l'abrogation des lois scélérates et la libération, obtenue avec l'aide de la Ligue des Droits de l'Homme⁶⁷, de quelques compagnons, n'était qu'une maigre contrepartie.⁶⁸ S'ils s'étaient montrés de grands défenseurs de la Justice, de la Vérité et de la Liberté, leur enthousiasme avait été défait par les intérêts politiques. Les rivalités de personnalités, la faiblesse des anarchistes, "violents", face aux "modérés, partisans de l'action pacifique, judiciaire, gouvernementale"⁶⁹, le manque de cohésion, l'impossibilité qui fut la leur de mobiliser le peuple, l'erreur tactique qui les fit ignorer la possible action au sein des syndicats ne leur permit pas d'atteindre leurs objectifs.

Certes, ils avaient par leur engagement fait oublier la période violente de 1892-1894 et gagné une manière de légitimité mais jamais, dans les années qui suivirent, ils ne purent entraîner derrière eux leurs anciens alliés quand un des leurs, un de leurs "Dreyfus", sera victime d'une justice d'exception ou des tribunaux militaires. "Pas de Dreyfus, pas d'affaire" devint pour la plupart d'entre eux l'épilogue de cet épisode de leur histoire. Un dessin célèbre d'Aristide Delannoy, publié dans *La Barricade* du 25 juin 1910, résume ce sentiment. On y voit un homme, sous le soleil de Biribi, à plat ventre, poings et pieds liés dans le dos. La légende est ainsi libellée : "Faut être juif millionnaire pourqu'ils vous entendent râler!" C'est un tel argumentaire — qui prouve que l'Affaire ne débarrassa pas aussi radicalement qu'on voulut bien le dire le mouvement ouvrier de sa vieille tradition antisémite — qu'on trouvera plus tard dans les colonnes du *Libertaire* à propos de deux affaires au centre desquelles étaient des compagnons anarchistes. En 1910, pour Durand, secrétaire des charbonniers du Havre, condamné, sans preuve, à mort pour un meurtre qu'il ne commit jamais, comme en 1911, pour Rousset, chasseur des Bataillons d'Afrique, témoin gênant d'un crime et condamné à vingt ans de travaux forcés pour un autre crime auquel il était en tout étranger, les compagnons anarchistes tentèrent de mobiliser l'opinion pour sauver les deux innocents. Les intellectuels, chaque fois, furent vigoureusement pris à parti. Pourquoi ne s'engageaient-ils pas pour Durand comme eux, anarchistes, s'étaient engagés pour Dreyfus ? demandait, dans *Le Libertaire*, Dauthuille. Parce qu'il n'avait pas de millions, comme le capitaine⁷⁰ ? Parce qu'il n'était pas Juif, demandait Emile Guichard ? Parce que

[s]a famille, ses amis, ne possédant rien, ne peuvent semer l'or à profusion, payer des plumitifs à tant la ligne ou des orateurs en renom pour le défendre.⁷¹

C'est ce que Laisant, à la fin de l'année 1911, laissait aussi entendre pour Rousset quand, s'adressant "Aux Dreyfusistes", il écrivait :

Si [...] il en est un seul qui hésite à faire ce qui peut dépendre de lui pour arracher Rousset au bagne - et sans doute à la mort - celui-là prouvera ainsi qu'il n'a agi jadis qu'en obéissant à des motifs intéressés.⁷²

Ils furent en effet peu nombreux ce qui mirent leur nom au bas des listes de protestation. On y vit Pierre Quillard⁷³, Francis de Pressenssé, Anatole France, Louis Havet, Albert Bayet, Gabriel Séailles, Charles Seignobos... et, comme l'avait espéré, en toute improbabilité, Laisant, celui qui plus que tout autre devait "avoir à cœur d'empêcher l'iniquité d'aujourd'hui" : le commandant Alfred Dreyfus.

L'engagement anarchiste dans l'Affaire fut donc bien, plus que tout autre, sans Dreyfus. On l'a vu, pourtant, à chaque étape de cet engagement, le capitaine est bien là, en silhouette. Omniprésent à force de négation pour tenir une ligne définie comme anarchiste dans un premier temps, pris en considération pour être dépassé dans un second, remis en scène pour établir des parallèles dans un troisième, Alfred Dreyfus est là, toujours, déchirant la conscience anarchiste entre la prise en considération d'un homme qui souffre et le système qu'il représente. L'histoire de l'engagement dreyfusard des anarchistes permet de répondre à la question que peut poser le titre de la présente communication et qui est de savoir en quelle mesure il peut-être légitime, possible, souhaitable, juste aussi, de dissocier le capitaine Dreyfus de son affaire. Il y eut, irréfragablement, quand le fait divers judiciaire devint l'affrontement entre deux mondes, une affaire sans Dreyfus, une affaire qui vit certes

s'estomper la silhouette du capitaine mais, on l'a vu ici au plus haut point, ne la fit jamais réellement disparaître. Elle demeura, en un bien visible filigrane, comme sur la couverture de l'indispensable livre de Marcel Thomas où, en blanc sur le fond gris, elle se dessine sous le rouge et noir du titre : "L'Affaire sans Dreyfus".

Philippe ORIOL

¹ Ainsi, à la lecture de la première brochure de Bernard Lazare, André Girard écrira dans *Les Temps Nouveaux* : "S'il faut en croire une brochure que vient de publier Bernard Lazare, l'affaire du "traître Dreyfus" serait-elle aussi une erreur judiciaire ? [...] Pourquoi se serait-on adressé à Dreyfus, riche et possédant de puissantes relations ? C'est généralement aux pauvres diables que ces sortes d'aventures arrivent. Est-ce parce qu'il est juif, comme semble le laisser entendre Bernard Lazare ? La raison ne paraît pas concluante et, sans être taxé d'antisémitisme, je crois pouvoir dire que ce serait là plutôt une raison pour que le contraire eût eu lieu" ("*Mouvement social*", n° 30, 21-27 novembre 1896).

² Il n'est pas possible de développer ici cette essentielle question. Nous renvoyons à ce sujet à notre article "Bernard Lazare anarchiste" à paraître aux éditions Maisonneuve et Larose dans un collectif consacré à Bernard Lazare. Notons toutefois que ce sont les enseignements de l'Affaire qui dessilleront les yeux anarchistes, feront comprendre à la grande majorité des compagnons la véritable signification de l'antisémitisme et qu'en aucune manière il ne pouvait être un facteur de révolution. Jean Grave écrira, en 1900, rendant compte de la publication par Pierre Quillard du "monument de haine et de bêtise" Henry : "[...] combien est grande l'erreur de ceux qui croient au travail de démolition sociale accomplie par l'antisémitisme. Quel travail clérical, au contraire, il accomplit !" ("*Bibliographie. Pierre Quillard, Le Monument Henry*", supplément littéraire des *Temps Nouveaux*, n° 46, 10-16 mars 1900. Cf. aussi "Antisémitisme et sionisme", rapport du groupe de Paris des E.S.R.I. pour le congrès antiparlementaire de 1900. Publié in le supplément littéraire des *Temps Nouveaux*, n° 29, 10-16 novembre 1900).

³ "Ou sont les traîtres ?", *La Sociale*, n° 72, 20-27 septembre 1896.

⁴ Sur ce premier engagement et l'importance qui fut celle de Lazare, cf. "Bernard Lazare anarchiste", cité. Pour un historique précis, nous renvoyons à l'ouvrage que nous préparons, en collaboration avec Gaetano Manfredonia : *Les Anarchistes et l'affaire Dreyfus*. On pourra lire aussi Jean Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France*. Paris, Maspero, 1983 et Gaetano Manfredonia, "Pour ou contre la République ? Les anarchistes français et la tradition républicaine. 1848-1914" in *Les Anarchistes et la Révolution Française*. Paris, Editions du Monde Libertaire, 1990.

⁵ Ludovic Malquin, "Le Chauvinisme antisémite", *Le Libertaire*, n° 102, 24-31 octobre 1897.

⁶ Pierre Quillard, le "doux érudit anarchiste à la voix tranquille" (Mathieu Dreyfus *L'Affaire telle que je l'ai vécue*. Paris, Grasset, 1978, p. 196), écrira en février suivant : "Les iniquités ne manquent point contre lesquelles il serait beau de protester. Pourquoi crier si fort quand il s'agit d'un officier très riche et se taire quand on fusille de simples soldats qui jettent leur képi à la face d'un galonné, ou quand, sous couleur d'anarchie, la justice civile arrête, déporte, relègue à son caprice quiconque pense librement ? M. Alfred Dreyfus, capitaine et capitaliste, m'est indifférent en tant que capitaine et capitaliste, et j'ignore s'il a accompli ou non les actes pour lesquels il a été condamné. Mais précisément son cas me semble entre tous démonstratif de la présente pourriture sociale et en étroite connexité avec d'autres infamies. Sous le stupide prétexte de la Raison d'Etat et du Salut public, les plus élémentaires libertés sont menacées ; l'abominable loi de juillet 1894 sur les menées anarchistes paraît déjà trop douce à nos maîtres ; eux-mêmes violent ce qu'ils appellent la légalité et ne nous laissent à choisir qu'entre deux alternatives, la tyrannie militaire et religieuse ou la Révolution.

La Révolution, soit !" ("*Contre l'infaillibilité du sabre*", *Mercur de France*, n° 98, février 1898).

⁷ Free, "La Scie Dreyfus", *Le Libéraire*, n° 104, 7-13 novembre 1897.

⁸ Faure, "La Question Dreyfus", *Le Libéraire*, n° 108, 4-11 décembre 1898

⁹ *idem*.

¹⁰ Les 15 et 25 janvier 1898. De même, le 17, ils portèrent une contradiction musclée à une réunion organisée par l'antisémite Jules Guérin (Cf. les articles de Faure et de Ferrière, "Bêtes, lâches et crapules" et "La Diane", *Le Libéraire*, n° 114, 22-29 janvier 1898, dans lequel ils se réjouissent de la sévère défaite infligée par une "poignée" d'anarchistes aux "milliers de mangeurs de Juifs, de fanatiques du drapeau" présents).

¹¹ "La Bassinoire Dreyfus", n° 57, 21-28 novembre 1897.

¹² "Le Bon et honnête journalisme", *Le Libéraire*, n° 111, 25 décembre-1er janvier 1898.

¹³ "La Question Dreyfus", n° 61, 16-23 janvier 1898. "La Question Dreyfus", n° 61, 16-23 janvier 1898. C'est ce que formula aussi Grave dans une lettre peu connue à Emile Zola : "Mon cher Zola, / Je n'ai pas d'opinion dans l'affaire Dreyfus. Au fond je crois qu'il a bien dû se salir les pattes à quelque chose ; mais, ce dont je suis bien convaincu, c'est qu'il paie pour de plus puissants que lui. / Mais cela n'est qu'une opinion. Vous le croyez innocent, vous l'avez proclamé bien haut. C'est très courageux de votre part. De plus, les conditions dans lesquelles a été condamné Dreyfus auraient dû suffire pour lui faire profiter du doute, et vous ralliez l'appui de tous ceux qui prétendent servir la justice et la vérité. / Et c'est pourquoi, nous autres anarchistes, si nous ne sommes pas absolument avec vous, nous applaudissons à votre courage, à votre indépendance d'esprit. / Nous ne sommes pas complètement avec vous parce que nous ne pouvons pas oublier qu'il y a des nôtres qui sont au bagne pour délit d'opinion - rien que pour délit d'opinion - et que personne n'a élevé la voix en leur faveur ; que nous ne devons pas les oublier, et que lorsqu'une voix s'élève pour protester contre une injustice, la nôtre ne peut s'y ajouter qu'en réclamant la justice pour tous, c'est ce que nous essayons de faire à côté de vous. / Mais, devant la bassesse et la lâcheté de ceux qui vous attaquent, devant l'abjection de presque toute la presse, il est du devoir de tout homme de cœur de vous apporter le témoignage de l'estime qu'il professe pour le courage moral dont vous faites preuve. / Forte et cordiale poignée de main" (*La Lumière et L'Aurore*, 17 février 1898).

¹⁴ "Le Bon et honnête journalisme", art. cit. Cf. aussi son article sur Scheurer-Kestner, "Debout dans la fange !", n° 108, 11-18 décembre.

¹⁵ "La Vachalcade des opinions", *Le Père Peinard*, n° 65, 16-23 janvier 1898.

¹⁶ *Le Père Peinard*, n° 66, 23-30 janvier 1898. Grave ne pensait pas autre chose : "S'il y a une chose qui ait lieu de nous étonner dans l'affaire Dreyfus, c'est l'intervention de certains de ceux qui se disent anarchistes. / Protester parce que Dreyfus est une victime ? mais pourquoi plutôt à son sujet que pour Courtois, Monod, et tant d'autres qui sont au bagne pour simple délit de plume ou de parole ? / [...] Est-ce parce que leur famille ne remue pas de millions ? / [...] On nous dit qu'il faut placer la question à un point de vue plus élevé ; qu'il s'agit de justice générale. Très bien ! mais alors la justice pour tous ; aussi bien pour ceux que l'obscurité livre sans défense à la merci du pouvoir, que pour celui qu'une famille puissante peut soutenir." ("Purulences", *Les Temps Nouveaux*, n° 39, 22-28 janvier).

¹⁷ Rappelons sa récente réédition sous la marque du Fourneau dans la collection noire (1993)

¹⁸ C'est ce que, dans le n° 116 du *Libéraire* (6-13 février 1898), expliquera longuement Junius.

¹⁹ *Les Anarchistes et l'affaire Dreyfus*, p. 24 de la réédition du Fourneau.

²⁰ Cf. par exemple sa "Lecture [sic] à Emile Zola", *La Revue*, 17 janvier 1898.

²¹ Sur cette *Revue*, cf. notre "Contribution à une bibliographie de l'affaire Dreyfus. Périodiques éphémères". *Bulletin de la Société Internationale d'Histoire de l'Affaire Dreyfus*, n° 2, automne 1996.

²² Entre cent exemples, cf. l'article de Constant Martin, "Antisémitisme et anarchie", *Le Libéraire*, n° 115, 29 janvier-5 février 1898 : "Sommes-nous menacés par les Juifs ?" Est-ce eux qui tiennent nos amis au bagne, qui font dresser par leurs mouchards des listes de proscription et menacent les anarchistes d'une rafle générale ? Veulent-ils nous imposer une dictature ? A quelle époque nous ont-ils persécutés ? Est-ce eux qui ont ressuscité l'Inquisition ? Qui dans les journaux sèment et hurlent la haine contre nous ? Qui soutiennent l'infailibilité des Conseils de guerre et du huis-clos ? Qui commandent l'Armée, la Marine, et font des guerres

coloniales ? - Non, ils n'ont pas de patrie, ne connaissent pas de frontières./ N'existe-t-il pas un prolétariat juif? Devons-nous le laisser lâchement massacrer sous nos yeux ? [...] /Pouvons-nous rester indifférents ?"

²³ "Mouvement social", *Les Temps Nouveaux*, n° 41, 5-11 février 1898.

²⁴ Il faudra attendre qu'il soit attaqué par Drumont pour que Grave réagisse et prenne position. Dans le numéro des *Temps Nouveaux* du 25 juin-1 juillet 1898, titré "A. M. Drumont", il dénoncera l'antisémitisme, "manœuvre cléricalle qui masque l'oeuvre la plus réactionnaire qui soit, monstruosité sans nom à notre époque".

²⁵ "Sus à tous !", *Le Père Peinard*, n° 70, 20-27 février.

²⁶ Monod, Meunier, Chevy, Philippe, Bury, Vautier, Liard-Courtois, Lorion-Girier et Lardaux (n° 72, 6-13 mars 1898).

²⁷ *Les Temps Nouveaux*, n° 46, 12-18 mars ; "[...] il y a des victimes plus intéressantes que d'autres", y écrivait-il.

²⁸ "Les Nôtres", n° 122, 27 mars-2 avril. Dès la fin de février (n° 119, 26 février-3 mars), dans *Le Libertaire*, Louis Grandidier, dans un article intitulé "A Zola", célébrant, en "ce temps d'incommensurable veulerie", son attitude, lui rappelait l'existence des oubliés du bagne et celle de Forêt, condamné à perpétuité pour avoir volé de quoi se nourrir. Cf. Aussi la lettre de Domela Nieuwenhuis à Zola, publiée dans Emile Zola, *Correspondance*, IX, Montréal/Paris, Presses de l'Université de Montréal/Éditions du C.N.R.S., 1993, p. 154.

²⁹ Henri Dhorr commençait alors la publication de portraits des compagnons bagnards, rappelant ce qui avait motivé leurs condamnations.

³⁰ n° 120, 13-20 mars 1898.

³¹ n° 138, 17-23 juillet 1898.

³² "Sous la botte", n° 139, 24-30 juillet.

³³ Ajalbert lui répondra, se justifiant, par un article, "Pro domo", qu'il reprendra dans le volume *Les Deux justices*. Paris, Éditions de la Revue Blanche, 1899.

³⁴ Désormais, l'idée que Dreyfus est innocent a germé dans toutes les caboches, - et elle ne fera que s'y ancrer de plus en plus./ [...] Qu'ils le relâchent donc, - sans barguigner. / Sinon, toujours la question restera sur le tapis, - toujours on les accusera de tenir un innocent au bagne. ("Fumier militaire", *Le Père Peinard*, n° 99, 11-18 septembre).

Pouget, à la fin de l'année, pour son *Almanach du Père Peinard*, reprendra l'article dans lequel il avait écrit : "Si le populo tient à ne pas être roulé une fois de plus, à ne pas faire le jeu des jésuites en étant antisémite - et à ne pas faire non plus le jeu de la séquelle à Rotschild en gueulant après les antisémites... il n'y a qu'une dameur qu'il puisse pousser à plein gosier : / C'est : "A bas les capitalos!" " (citée *supra*), qui deviendra : "Si le populo tient à ne pas être roulé une fois de plus qu'il ne fasse pas le jeu des jésuites en étant antisémite :/ Il n'y a qu'une solution galbeuse : c'est de faire la guerre à tous les capitalos sans distinction de race, de religion ou même d'opinion :/ Il ne faut crier ni "à bas les Auvergnats !" ni "à bas les Juifs !" il faut clamer à plein gosier : "A bas les capitalos!"

³⁵ "Motifs de joie", n° 147, 18-24 septembre.

³⁶ Louis Matha, "Le Grabuge", *Le Libertaire*, n° 147, 18-24 septembre.

³⁷ n° 149, 2-8 octobre.

³⁸ n° 150, 9-15 octobre. Cf. aussi les numéros 152 (23-29 octobre) et 154 (6-12 novembre).

³⁹ n° 15, 30 octobre 1898.

⁴⁰ Publiée dans *Le Libertaire*, n° 152, 23-29 octobre 1898 et dans *Le Père Peinard*, 23 octobre. Les socialistes constitueront de leur côté un Comité de vigilance.

⁴¹ "Gardons la rue", *Le Journal du peuple*, n° 127, 14 juin.

⁴² P[ierre] B[ertrand], n° 12, *Le Journal du peuple*, 18 février 1899.

⁴³ "Au peuple", n° 119, 6 juin. Cf. aussi Emile Pouget, "Place au peuple", n° 120, 7 juin et l'article "Au Peuple de Paris", publié dans le n° 18 du 24 février dans lequel la rédaction signait l'appel suivant : "Soyons prêts à repousser - par la force, s'il le faut, et par le nombre aussi - les tentatives réactionnaires de

ces monarchistes honteux. / Soyons prêts enfin - si les circonstances l'exigent - à suivre les ennemis de la Révolution sur tous les terrains qu'ils auront choisis. / [...] nous faisons appel au concours de tous ceux qui, sans drapeau et sans étiquette, veulent conserver les libertés conquises, si minces soient-elles, et, si éloignées qu'elles paraissent, les conquêtes de demain ".

⁴⁴ A la réunion publique du théâtre de Moncey, Pierre Quillard appela quant à lui les soldats à tirer sur leurs officiers et défia le gouvernement de le poursuivre à son tour (PP. B/A 1497. Rapport n° 59 du 9 juin). Le mouchard Foureur écrira dans son rapport : "Jamais encore les dreyfusards Quillard, Bertrand & Cie n'ont été si loin dans leur excitation à la révolte et même au crime, comme hier, au théâtre Moncey. Si des anarchistes ou des socialistes vont jusqu'à tirer sur des officiers, les premiers coupables seront ces orateurs." (P.P. B/A 1497).

⁴⁵ Cf. aussi "Le Rendez-vous de dimanche", *Le Journal du Peuple*, n° 122, 9 juin.

⁴⁶ Faure avait fait appel à lui : "Je te propose, par ce petit mot, d'écrire au *Journal du Peuple*. Il me semble que je ferais acte de mauvaise camaraderie si, malgré ton refus anticipé, je ne persistais pas dans mes intentions et j'y persiste. [...] Au *Journal du Peuple* qui sera nettement révolutionnaire et anarchiste [...] tu auras la liberté d'écrire tout ce que tu voudras et comme tu l'entendras. Ta copie sera payée mais je ne parle pas de cet avantage qui, je le sais, te paraît secondaire, bien que les sommes touchées par toi [...] pourraient t'aider singulièrement à faire vivre *Les Temps Nouveaux*." (Lettre du 9 janvier 1899. IFHS, fonds Grave).

⁴⁷ "Kif-kif bourriquot", *Les Temps Nouveaux*, n° 8, 17-23 juin 1899. Il avait déjà, à la différence de Fernand Pelloutier et d'André Girard, collaborateur des *Temps Nouveaux*, refusé de signer le manifeste de la Coalition révolutionnaire. Il avait écrit à ce sujet : "[...] si la résistance à l'ennemi commun nous pousse dans la rue, côte à côte avec ceux qui ne pensent pas comme nous, notre action en diffère déjà de suite sur la direction à donner à la lutte. / Certes, il y a une foule de cas où l'on peut faire campagne avec les gens qui ne sont pas en communion d'idées complètes avec nous, mais ce que nous devons pas oublier, c'est que, même pour ces cas communs, nous devons avoir une tactique spéciale qui doit nous inspirer l'ensemble de notre programme, et qu'en nous-mêlant aux autres, nous avons une note différente à donner" ("L'Agitation et les anarchistes", n° 28, 5-11 novembre).

⁴⁸ "Désarmement", *La Feuille* 25, 28 mars 1899.

⁴⁹ E. Girault, "Deux mots nécessaires". *L'Homme libre*, n° 2, 24 juin-1er juillet 1899. Sur ce journal, qui n'aura que deux numéros, cf. "Contribution à une bibliographie de l'affaire Dreyfus....", cité.

⁵⁰ Manuel Devaldès, "Agonie du militarisme". *L'Homme libre*, n° 2, 24 juin-1er juillet 1899.

⁵¹ En novembre 1899. Publié en grande partie dans *Ni dieu ni maître*, n° 7, 1er novembre 1899. Repris par Georges Valois dans *La Monarchie et la classe ouvrière*. Paris, Nouvelle Librairie Nationale, s.d.

⁵² Sur ce journal, cf. "Contribution à une bibliographie de l'affaire Dreyfus....", cité. Ricois, dans un autre journal, *Le Cri de Révolte*, écrira : "Le juif poursuit à travers le monde son but unique : rançonner, exploiter, pressurer et vider le non-juif pour la plus grande gloire du *Talmud* et pour la seule satisfaction de ses passions personnelles".

⁵³ Qui avait collaboré à *L'Homme libre*.

⁵⁴ Cf. Jules Guérin, *Les Trafiquants de l'antisémitisme*. Paris, Librairie Félix Juven, 1905.

⁵⁵ Cf. "Contribution à une bibliographie de l'affaire Dreyfus....", cité.

⁵⁶ Faure répondra à cette accusation dans *Le Journal du Peuple* du 20 juin : "Anarchistes de gouvernement".

⁵⁷ *Le Journal du Peuple*, n° 16, 22 février 1899.

⁵⁸ Entre autres articles : "La citadelle a ouvert ses portes à Gallifet. Le peuple n'a plus qu'à en sortir, ou à exiger - si Marianne veut qu'il reste - que Gallifet en soit honteusement chassé. / Défendre la liberté avec ce massacreur ? Jamais ! Cela est impossible. Notre dégoût est trop profond. Cet homme nous fait horreur." ("Avec Gallifet ? Jamais !", *Le Journal du Peuple*, n° 138, 25 juin 1899).

⁵⁹ *Le Journal du Peuple*, n° 31, 9 mars 1899.

⁶⁰ Bradamante, "Le Ralliement au ratelier", *Le Journal du Peuple*, n° 124, 11 juin 1899.

⁶¹ "Ouvrons l'oeil !", *Le Père Peinard*, n° 106, 30 octobre-6 novembre.

⁶² "En attendant mieux", *Le Journal du Peuple*, 9 mars 1899.

⁶³ Constant Martin, "Coup d'oeil d'ensemble", *Le Journal du Peuple*, n° 123, 10 juin 1899.

⁶⁴ *Quarante ans de propagande anarchiste*. Paris, Flammarion, 1973, p. 367.

⁶⁵ Emile Janvion, pour le Congrès antiparlementaire de 1900, préparera un rapport offrant de faire le bilan de l'engagement anarchiste dans l'affaire Dreyfus. Il y raillera les "arrangements avec le ciel dreyfusard" qui suivirent l'absolue indifférence, y regrettera que les anarchistes se fussent, de surcroît "dans un style de nourrice sentimentale", dédarés dreyfusards, oubliant l'anarchisme, faisant "le jeu des partis, des races". Il leur reprochera que cet engagement fût l'occasion d'un "invraisemblable mouvement de philosémitisme, de manifestations les plus insolites", et, enfin, leurs "purs accents de lyrisme républicain". ("De l'attitude des anarchistes pendant l'affaire Dreyfus" fut publié dans le supplément littéraire des *Temps Nouveaux*, n° 27, 27 octobre-2 novembre 1900.)

⁶⁶ "Amicalement", *Le Libéraire*, cinquième année, troisième série, n° 1 à 3, 5 et 6, 5-12 novembre au 19-25 novembre, 3-9 décembre et 10-16 décembre 1899 et "*Le Journal du Peuple*", n° 6, 10-16 décembre 1899. Lassé de tant d'attaques, Faure abandonnera finalement *Le Libéraire* pour faire route seul ("Adieu au *Libéraire*", n° 9, 31 décembre 1899-6janvier 1900). Il publiera alors *Les Plébéiennes* (n° 1 le 12 janvier 1900). Sans Faure, *Le Libéraire* eut bien du mal à vivre et dut arrêter de paraître en mai (12-19 mai, n° 28). Et s'il reparut quelques mois plus tard, en juin 1900 (17-24 juin 1900, n° 29), ce fut parce que Faure, un peu diva, accepta de revenir.

⁶⁷ Joseph Reinach, *Rapport sur le cas de cinq détenus des îles du Salut*. Paris, Stock, 1899

⁶⁸ L'espoir était grand, pourtant. Lazare l'avait exprimé dans un article publié en Angleterre : "[...] il restera un peu de justice dans ce monde ; les efforts de tous ceux qui sont unis dans la résistance à l'iniquité, et pour le triomphe de la vérité, ne seront pas vains. Demain, le parti militaire aura fait son temps, demain les lois abominables qui déshonorent la démocratie auront disparu de nos codes. Et cela aura été l'œuvre des dreyfusards" ("The Dreyfus case", *The Graphic*, 3 décembre 1898. Repris in *The Adult (an unconventional journal)*, n° 1, janvier 1899).

⁶⁹ Sébastien Faure, "L'Arrêt de Rennes. Mea culpa !", *Le Journal du Peuple*, n° 230, 25 septembre 1899. Cf. Les articles de cette série publiés entre le 16 et 25 septembre et plus particulièrement "L'Arrêt de Rennes. Modérés et violents", n° 228, 23 septembre.

⁷⁰ "Dreyfus-Durand", *Le Libéraire*, n° 8, 18 décembre 1910.

⁷¹ "Aux Bourgeois", *Le Libéraire*, n° 11, 7 janvier 1911.

⁷² *Le Libéraire*, n° 9, 23 décembre 1911.

⁷³ Qui avait, dans *La Bataille syndicaliste* du 7 octobre 1911, rappelé qu'existaient toujours des lois qui contrôlaient la liberté d'écrire et de penser. Dans *Le Libéraire* du 14 octobre, Emile Guichard, se réjouissant de ce cri d'alarme, écrivait : "Où êtes-vous les intellectuels de 98 ? N'avez vous eu de sentiments généreux que pour un capitaine juif, que pour un millionnaire ? Les condamnations de nos amis, des vôtres, si nous en croyons vos déclarations de naguère, vous laissent-elles indifférents ? Auriez-vous regagné votre Tour d'ivoire ? Méconnaîtrez-vous aujourd'hui la Vérité, la Justice ? Et ces deux mots ne vous auraient-ils servi que pour une réclame tapageuse ? Des crimes s'accomplissent, qui d'entre vous osera clamer, après Quillard, *j'accuse* ! Nous attendons" ("La Réaction s'accroît").

LES "REPORTERESSES"

DE LA FRONDE.

C'est sans doute Gaston Leroux qui, le premier, emploie ce néologisme dans une de ses chroniques du *Matin*¹ de juillet 1899. Avec condescendance et amusement, il évoque ainsi une de ses consœurs, qui, comme lui, est venue à Rennes pour rendre compte de l'arrivée de Dreyfus. Le mot est nouveau, la chose l'est aussi : c'est la première fois que des femmes journalistes professionnelles interviendront en tant que telles. Le fait mérite d'être souligné, d'autant plus que, comme de nombreux pionniers ou pionnières, ces premières "reporteresses" sont bien oubliées maintenant. On les cherche vainement dans les ouvrages sur l'Affaire, et Jean-Denis Bredin par exemple ne cite l'article de l'une d'elles que parce qu'il l'a lu dans le livre de P. V. Stock.² Encore s'agit-il de la moins méconnue d'entre elles, de Séverine... Elles ne sont que six sur les bancs de la presse : Bradamante pour *Les Droits de l'Homme*, la princesse Ratazzi pour la *Revue internationale*, Mme Caillot qui n'écrit rien mais qui depuis la mort de son mari dirige *L'Avenir de Rennes*, le seul journal dreyfusard de cette ville, et celles qu'on appelle les Frondeuses : Séverine, Marguerite Durand, et Jeanne Brémontier.

C'est le 9 décembre 1897 en pleine "affaire Esterhazy", qu'est né leur journal, *La Fronde*, "journal quotidien, politique, littéraire, dirigé, administré, rédigé, composé par des femmes". Comme les hommes, ces femmes journalistes ont pris parti dans l'Affaire, et le camp qu'elles ont choisi est celui de Dreyfus. Un article de Clémence Royer, à la première page, donne immédiatement le ton :

Que de femmes dans l'affaire en cause – écrivait-elle – que d'autres peut-être y ont joué un rôle inconnu? Tant que pour agir les femmes devront rester *voilées*, elles resteront puissantes pour le mal et impuissantes pour le bien.³

Dès ce premier article est revendiquée une spécificité féminine, Clémence Royer et ses amies n'entendent pas être l'écho de ce qui s'écrit dans les autres journaux, et ont bien l'intention de donner sur l'Affaire un avis qui leur est propre :

pour nous qui n'avons jamais respiré l'air de la chambrée, ni subi les entraînements des camps, mais qui sommes restées pensives et souvent attristées devant le spectacle des choses, les jugeant de plus haut, en les voyant de moins près, nous avons un patriotisme plus

calme, plus silencieux, qui n'en est pas moins profond parce qu'il est plus réfléchi, plus prudent.⁴

Il ne s'agit pas ici de parler de l'Affaire Dreyfus vue par *La Fronde* : je me limiterai à un seul épisode, le procès de Rennes, qui permet à ces journalistes de quitter leur rédaction parisienne et de se lancer sur le terrain. La directrice, Marguerite Durand, fera l'éditorial, Séverine continuera ses *Notes d'une frondeuse* et Jeanne Brémontier la tribunaillère, républicaine, pacifiste et libre-penseuse, écrira les compte-rendus d'audience. Et il ne s'agira pas de petits entrefilets, d'articulets comme il en fleurit dans la presse féminine : ce sont des colonnes entières à la une. Par exemple, le 12 août, l'article de Séverine sur les universitaires rennais, *Les bons gîtes*, occupe trois colonnes, et celui de Jeanne Brémontier se présente ainsi : *Au Conseil, Nouveau régime du capitaine Dreyfus, La patrie française, Interdiction arbitraire*. Les titres des articles sont percutants. Pour Marguerite Durand : *L'effondrement, Nos grands chefs, Leur Mentalité, Fiat Lux !, Crime et folie* (à propos de Bertillon), *Sans haine et sans crainte* (à propos du Commandant de Bréon)... Pour Séverine : *Deux ans de perdus, Dans la tourmente, Chouannerie, Heures d'angoisse, L'adieu aux amis, Coup manqué, Pipelets*. Pour Jeanne Brémontier : *L'Oeuvre, L'Affaire Dreyfus devant l'Histoire*.... Au procès de Rennes, comme aux premiers jours de sa parution, *La Fronde* se montre conforme à son nom, elle est un instrument offensif et son tirage n'est nullement confidentiel puisque le premier numéro s'est vendu à 200.000 exemplaires.

...

C'est Jeanne Brémontier qui part la première pour rendre compte de l'arrivée du prisonnier de l'île du Diable. Et le 27 juin, *La Fronde* annonce en grand titre : "*Le retour de Dreyfus à Rennes*", mais c'est le sous-titre surtout qui frappe : "*de notre envoyée spéciale Mme Jeanne Brémontier*". On retiendra le féminin, mais on remarquera que dans ses articles, elle parle d'elle au masculin pluriel : "*nous avons été informés*"... Pour être prise au sérieux, elle doit faire oublier qu'elle est **une** reporteresse, et apparaître comme **un** reporter. C'est vraiment une force qui va, elle court de la maison Godard où logera Madame Dreyfus jusque chez le pasteur Collet qui attend la famille Hadamard, elle peste de se heurter à "la conspiration du silence", et elle est incapable d'attendre placidement l'arrivée du prisonnier, elle étudie le terrain, elle découvre un observatoire idéal dans une tannerie située en face de la prison, et elle "songe au moyen d'obtenir du maître tanneur l'autorisation de passer quelques nuits dans le grenier de sa maison".⁵ Mais d'autres ont eu la même idée, elle doit partager son repaire avec de Maizières du *Gaulois* et Gaston Leroux du *Matin*. Le trio traverse en barque un bras de rivière, grimpe sur des échelles, se hisse à travers des trappes. Dehors l'orage gronde : Jeanne Brémontier, stoïque, s'est enveloppée d'un ample châle noir pour passer plus facilement inaperçue, et comme ses deux compagnons, elle prend son tour de garde jusqu'à cinq heures et demie du matin... Que ses confrères se gargarisent de grandes idées, elle, elle a l'esprit pratique, elle inspecte les lieux : la salle de la Manutention où doit se dérouler le procès est intenable tant il y fait chaud. Elle alerte les autres journaux et n'est pas peu fière d'affirmer : "c'est nous qui avons donné le signal !".⁶ Et

qu'on ne l'accuse pas d'être trop terre à terre, d'avoir des soucis de ménagère, elle sait montrer aussi une conscience moderne de son métier, elle sait l'importance que ce procès aura dans l'Histoire, aussi proteste-t-elle parce qu'on n'a accordé que 420 places à la presse, sans même penser aux sténographes :

comment croire qu'un homme ait pu émettre la prétention de priver le pays et l'histoire d'un document de cette importance ? Est-ce là ce qu'on appelle faire la lumière ? Il nous semble que le conseil de guerre de Rennes devrait tenir à ce que le plus grand nombre de personnes puissent assister aux débats.⁷

Mais s'il n'y avait que ces anecdotes en marge du procès, cela ne mériterait peut-être pas qu'on s'attarde auprès ces frondeuses. En fait, il faudrait se demander s'il n'y a pas là un autre journalisme, il faudrait voir comment elles rendent compte des événements auxquels elles assistent, et comment elles sont perçues par leurs confrères et par l'opinion. *La Fronde* s'adresse à des lectrices : on ne s'étonnera pas de voir des articles sur Madame Dreyfus "encadrer" en quelque sorte le procès. Le 29 juin, en première page, un grand titre : *L'arrivée de Mme Dreyfus à Rennes*. Jeanne Brémontier ressent une "vive émotion" devant cette femme "très digne et très calme" : "des larmes viennent aux yeux des plus endurcis en voyant le malheur qui passe"...Le dernier jour, c'est encore à Madame Dreyfus qu'elle pense : courtoisement, elle fait prendre de ses nouvelles, elle évoque "son chagrin immense" et "le très grand empire qu'elle a sur elle-même". C'est Marguerite Durand — privilège de la directrice — qui rapporte l'hommage bouleversant que le capitaine a rendu à son épouse en pleine audience. Certes, elle n'est pas la seule à le rapporter, mais l'éclairage qu'elle donne à cette scène est bien différent de ce qu'on peut lire sous la plume d'un autre journaliste, de Jean-Bernard, par exemple.

— Marguerite Durand :

"J'étais fou, je voulais mourir, crie-t-il. Si je suis ici aujourd'hui, si pendant cinq années, j'ai supporté l'épouvantable supplice, c'est à Mme Dreyfus que je le dois. C'est Mme Dreyfus qui m'a soutenu, qui m'a prouvé que pour elle, pour nos enfants, pour l'honneur commun, pour la réhabilitation, je devais vivre". Il y a des gens qui trouvent qu'il y a en ce moment trop de femmes aux audiences ; peut-être se sont-ils faits ce matin cette réflexion, qu'aux heures de tristesse et de désespérance, il est parfois heureux d'en avoir près de soi.⁸

— Jean-Bernard :

"Oui, oui, dit-il, je dois dire à qui je dois d'avoir fait mon devoir, d'avoir supporté ce supplice épouvantable de la dégradation et de la déportation pendant cinq ans. C'est à Mme Dreyfus, qui dans une visite à laquelle assistait le commandant Forzinetti, m'a rappelé où était mon devoir. Fort de mon innocence, j'ai voulu vivre pour elle, pour l'honneur de mes enfants, et j'ai pu supporter ce supplice la tête haute". Ce cri du supplicié, étendant les bras vers sa femme, proclamant une fois de plus son innocence, était impressionnant comme une scène de Shakespeare.⁹

Chez l'un, l'attitude, le Drame, chez l'autre l'intimité, la vie quotidienne. Mais la solidarité féminine des frondeuses a des limites, et s'émousse devant la veuve du Colonel Henry. En bonne libre-penseuse, Jeanne Brémontier s'irrite de cette "voix chantante d'une petite fille à laquelle les sœurs ont dicté sa leçon".¹⁰ Marguerite Durand refuse de se laisser attendrir :

Pauvre femme ! elle veut défendre la mémoire du faussaire : c'était son rôle. Que ne lui a-t-on laissé jouer naturellement avec son cœur au lieu de placer sur ses lèvres une leçon ridicule ou mal sue ? ou plutôt, que ne l'a-t-on laissée dans le silence ? D'autres femmes aussi pourraient envahir le prétoire, Mme Dreyfus est absente cependant, et Mme Esterhazy se tait".¹¹

Décrivent-elles le procès et ses à-côtés d'une façon que j'hésite à appeler "*féminine*", tant l'expression traîne derrière elle de mièvreries ? Et pourtant... Je renvoie ici à ce que Béatrice Didier écrit dans *L'écriture-femme* à propos des romancières : "il s'agit de faire sentir un certain rapport à l'objet, une façon de voir les choses".¹² Les reporteresses savent voir et donner à voir. Voici la salle du procès évoquée par Séverine :

sur l'estrade, des ors, de la pourpre, des plumes bougeuses, des éclairs d'acier, toute la pompe belliqueuse, tout l'orgueil et le déploiement de la Force, en grand appareil,¹³

Voici présentés par Jeanne Brémontier "les dessinateurs sur leurs petits pliants qui semblent faire un concours de dessin", ou bien les nationalistes et les révisionnistes rennais :

Ici les longues redingotes uniformes, les souliers vernis qui craquent sur le pied trop serré, les hauts de forme de tout âge et de tout style allant du plus invraisemblable tromblon au chapeau claqué démodé ou au tube à bords étroits, là les vestons et les jaquettes, les bérets d'étudiants et les chapeaux mous mêlés au hasard, [...] l'indépendance du costume, emblème de l'indépendance de l'esprit.¹⁴

Elles s'attachent trop aux détails, elles ne s'intéressent qu'au concret, leur reproche-t-on... Mais c'est ce souci du détail, cette précision du regard qui rend leur témoignage si vivant qu'il nous émeut encore : ainsi Séverine scrute le visage en apparence impassible de Dreyfus pendant la déposition de Picquart :

Et je vis soudain, dans les prunelles comme vitrifiées par la douleur, monter quelque chose d'ineffable, d'indicible, l'expression d'abandon et de gratitude qu'aurait un crucifié pour qui le décloquerait.¹⁵

Ainsi, elle est parmi les rares assistants au procès à ne pas être déconcertée par la raideur de l'accusé. Elle devine la discipline de l'ex-polytechnicien, elle comprend l'officier :

Et la sensiblarde que je suis, se dégageant de la mise en scène habituelle du mélo, sait presque gré à ce malheureux d'être si peu pareil aux innocents de théâtre, d'élever le débat et la portée de nos actes par une dissemblance qui ajoute à notre intervention, même le désintéressement intellectuel.¹⁶

Et là où Maurice Paléologue voit l'accusé "en dolman, galons d'or aux manches, [...] les genoux d'une telle maigreur qu'il semble percer le drap du pantalon",¹⁷ là où Jean-Bernard s'attarde aussi sur "ce costume d'officier d'artillerie visiblement neuf",¹⁸ là où, dans le camp opposé, — comme s'il existait une similitude de regard entre ceux qui ont, pour reprendre l'expression de Clémence Royer "respiré l'air de la chambrée"— Barrès fait les mêmes remarques : "ses épaules ont de la carrure, mais le tailleur militaire les a certainement ouatées, car les genoux pointent sous le pantalon flambant neuf",¹⁹ Séverine, elle ne voit pas entrer un officier en uniforme mais *L'homme* qui s'arrête "sur le seuil comme ivre après tant de ténèbres",²⁰ elle retient le mouvement imperceptible des maxillaires et "à la nuque, au bas des cheveux, le frisson qu'ont les chevaux sous la piqure du taon". Devrais-je parler ici d'un coup d'œil de femme, d'un regard habitué à scruter un visage impénétrable, à guetter la

marque d'une souffrance, à épier le signe imperceptible d'une émotion ? C'est un peu hasardeux, et pourtant... Écoutons Jeanne Brémontier :

en apercevant la foule qui avidement le regarde, un léger éblouissement le saisit, visible seulement à l'indécision de la marche et au léger tremblement des jambes.²¹

Il faudrait relire Séverine (ses articles ont été rassemblés dans un petit volume intitulé *Vers la lumière...*),²² les pages qu'elle a consacrées aux professeurs rennais, Jacques Cavalier, Georges Dottin, Henri Sée, Victor Basch, à qui elle rend visite, notant au passage l'odeur d'une glycine, le sourire d'un petit enfant, l'allée de tilleuls, le portrait de Goethe, et le mur tapissé de livres, avant de retenir l'essentiel, ces mots de J. Cavalier : "qu'enfin nous vivions en un monde où l'action soit la sœur du rêve". Cet article est publié avec en exergue une citation de Drumont, extraite de *La Libre parole* du 9 août : " on ne peut rien concevoir de plus abject que ces universitaires...", on comprendra alors comment on peut parler du courage et de l'engagement de ces reporteresses, on appréciera comment elles sont fidèles à la ligne éditoriale tracée par Marguerite Durand en 1897 :

Je conduisis *La Fronde* vers [le camp] où pour moi brillait la vérité et je l'enrôlai sous sa bannière à un moment où il y avait du courage à le faire, car les femmes plus amoureuses de formules que de logique n'étaient pas avec ceux qui défendaient alors l'innocent.

Du courage, elles n'en manquent pas pour affirmer leur foi en l'innocence de Dreyfus, ou pour affronter leurs adversaires. Et cet affrontement ne se produit pas que par articles interposés, ne se réduit pas à de simples querelles de papier. Dès qu'on apprend qu'on a tiré sur Labori, le premier geste de Séverine est de s'effondrer en larmes sur sa chaise, comme il sied à une faible femme, pourrait dire un de ses confrères. Mais, elle se ressaisit, comme il convient à un reporter, elle accuse : ceux qui ont armé le bras de l'assassin, ce sont les nationalistes, ce sont ceux qui dans leurs journaux répandent une "campagne odieuse d'excitations et de menaces". L'altercation éclate entre elle et le célèbre directeur du *Gaulois*, Arthur Meyer, immédiatement hué par les autres journalistes.

Du courage, elles en ont aussi pour dire ce qu'elles pensent, ce qu'elles éprouvent, pour bousculer les principes selon lesquels elles ont été éduquées : il s'agit de dire la vérité, d'éduquer les lectrices, de leur apprendre à lire et à comprendre la politique qui se fait sans elles. Certes, parmi tous les journalistes présents à Rennes, elles ne seront pas les seules à broser d'impitoyables portraits, mais en les lisant on peut se demander s'il n'y a pas chez elles un regard neuf jeté sur l'armée. Elles n'ont que faire de la hiérarchie, du respect dû aux galons, d'où une impitoyable ironie devant tout ce ballet de généraux, de ganaches et de badernes. Il y aurait là matière à toute une réflexion sur les femmes et la guerre, je ne fais que l'esquisser, mais je vois dans certains de leurs articles la même significative dérision que dans *Trois guinées* écrit par Virginia Woolf en 1938 :

Nous persistons à trouver grotesque, barbare, d'exprimer une valeur quelle qu'elle soit, intellectuelle ou morale, en arborant des morceaux de métal, des rubans, des capuchons ou des robes de couleur. Cela relève pour nous du même ridicule que les rites des sauvages[...] le lien entre les vêtements et la guerre n'est certes pas difficile à découvrir : vos tenues les plus belles, ce sont vos costumes militaires.²³

Insensibles au charme de l'uniforme, que voient-elles sous l'or des galons ? Marguerite Durand n'hésite pas à le dire : " des criminels ou des imbéciles".²⁴ Ce n'est plus un

défilé de ministres de la guerre, de généraux ou d'officiers, c'est le Carnaval des Animaux : voici "le profil de vautour de M. Cavaignac. Cet homme semble un oiseau de malheur [qui] vient pour faire l'œuvre du mal",²⁵ voici d'autres témoins, "commères de régiment, pies jacassantes", voici le commissaire du gouvernement Carrière comparé au perroquet d'un concierge : "le geste dont celui-ci se gratte la tête ne diffère pas du geste dont l'autre ramène son oreille en coque".²⁶ Osera-t-on encore parler du prestige des galons devant cette lamentable galerie ? voici le commandant Lauth :

Très brillant en son uniforme de dragon dont il semble bien fier, prétentieux, entiché de sa personne, la figure en casse-noisettes, un monode insolent dans l'œil, il dépose debout en faisant des effets de torse.²⁷

Voici le général Chamoin :

Le grotesque de la matinée, gros et court, la figure encadrée d'une barbe blanche, s'affale sur une chaise. Il ne sait rien, n'a rien vu, rien connu et si on le pressait un peu, on arriverait à lui faire dire qu'il ignore complètement l'affaire Dreyfus. Inconscient de sa nullité, il va très satisfait de lui-même, s'asseoir au banc des témoins.²⁸

Et que dire de ce Bertillon à l'"attitude humiliée de sacristain qui approche le maître-autel",²⁹ de ce Bertillon qu'on regarde "bertillonner". Quant à Cavaignac, pourra-t-il jamais oublier qu'une dame l'a traité dans un journal lu par d'autres dames, de "foetus à moustache" ?³⁰

Mais leur sévérité et leur rigueur vont fondre comme par enchantement devant le colonel Picquart. En cela elles sont semblables à bon nombre de femmes que Séverine appelait "les Picquardières" et parmi lesquelles elle se range. Dira-t-on qu'un certain goût romanesque leur fait trouver en lui ce charisme qui manque tant à Dreyfus ? Peut-être. Il est le preux, le chevalier sans peur et sans reproche. Marguerite Durand le dépeint "le verbe haut, la tête haute, la parole éclatante" mais Séverine perd toute mesure. en entendant sa déposition : "il n'était plus l'oiseau bleu des légendes, le chef vêtu d'azur et chevronné d'argent. De la mort de ses rêves, il avait pris le deuil".³¹ Métaphore bien confuse pour préciser que Picquart s'est présenté en civil...

La présence de dames sur les bancs de la presse perturbe quelque peu leurs confrères masculins : dans cette cérémonie bien ordonnée, elles introduisent le désordre. elles ne sont pas à leur place. La place des femmes dans ce procès, c'est dans le rôle de la victime comme Mme Henry ou Mme Dreyfus, dans celui de la spectatrice mystérieuse comme *la dame blanche*, ou bien dans la coulisse, comme la maîtresse supposée de Dreyfus. Les premiers jours, l'attitude masculine est la même dans les deux camps : on ne voit en elles que de jolies femmes. Ce qu'on remarque de Marguerite Durand, c'est "sa beauté épanouie de

blonde tranquille",³² ce qu'on entend de Séverine c'est "sa voix musicale",³³ ce qu'on commente chez Jeanne Brémontier, ce sont ses robes." On leur sait gré d'être jolies, elles fournissent l'occasion d'un léger badinage qui amène une détente pendant les suspensions d'audience. Un journaliste du *Matin* rapporte ainsi quelques propos galants :

Et ce point de vue là, tenez à votre droite, vous croyez qu'il n'est pas intéressant ?... Et il nous montre éclairées d'une lumière tendre où leur teint délicat prend toute sa valeur, Madame Marguerite Durand, et Madame Jeanne Brémontier, la spirituelle "tribunalière" de *La Fronde*, toutes deux très en beauté et joliment attifées en dépit de l'heure matinale. Elles potinent, rieuses. A côté, Séverine, de plus en plus jeune sous ses cheveux poudrés,³⁴ donne des poignées de main et rit en bon camarade.³⁵

On a pour elles l'indulgence amusée qu'on a pour celles qu'on ne présenterait pas à son épouse, mais qu'on aime accompagner aux courses ou applaudir au café-concert. On leur accorde le journalisme comme une fantaisie analogue à la bicyclette ou à la cigarette, c'est une extravagance inoffensive. On voit en elles d'aimables créatures auxquelles il ne messied point d'être un peu des *garçons manqués*, elles sont là comme des abcès de fixation de l'émancipation féminine, cela ne tire pas à conséquences.

Elle est gentille, la reporteresse de *La Fronde*, souriante, remuante, pimpante et guillerette, on la voit toujours caquetant et coquetant - en tout bien tout honneur - avec ses confrères, avec les artistes, avec les fonctionnaires, avec tout le monde en somme et ne répugnant point car il importe d'être "dans l'train" aux mots un peu vifs et aux allusions épineuses.³⁶

C'est là un propos d'homme moderne, de Parisien, mais *Le Patriote breton*, journal rennais "quotidien, catholique, indépendant" dans la ligne de *La Croix* et de *La Libre Parole*, oublie un instant sa rigueur pour se muer en galantin, il n'a d'yeux que pour Séverine : "Madame Séverine, très coquettement poudrée",³⁷ "Madame Séverine en grande conversation avec le chat du concierge", "ce délicat pastel qu'on croirait détaché d'un cadre du 17ème siècle",³⁸ "Madame Séverine adorable toujours"³⁹... Mais hélas ! le *Patriote breton* n'a pas pour seule mission de lorgner les jolies femmes : il lit les articles de ses confrères...et consœurs, il observe leurs faits et gestes. Si les reporters passent leur temps libre au Café de la Paix, les reporteresses, elles, s'occupent de façon moins frivole : "la jolie Jeanne Brémontier depuis deux mois fait à Rennes de l'apostolat féministe".⁴⁰ Quant à Séverine, un rapport de police mentionne sa présence à la conférence de Jaurès qui a rassemblé 46 personnes dont Viviani et Victor Basch. C'est plus que n'en peut supporter *Le Patriote breton* : les Frondeuses font leurs courses, se promènent, visitent la ville, distribuent des bonbons aux enfants et des aumônes aux pauvres, et chemin faisant, parlent avec le cocher de fiacre, avec le commissionnaire, avec la marchande ambulante. Ainsi Séverine dit à une brave femme qui habite tout près de la maison de Labori : "je suis dreyfusarde". Et devant la stupeur de la Rennaise ("vous, madame ? c'est pas possible. Avec un air doux comme ça"), elle explique, elle vulgarise "de son mieux, pour lui être accessible l'idéal supérieur que nous servons".⁴¹ Et le ton du *Patriote breton* va changer. C'est d'abord l'insinuation malveillante : on a vu Marguerite Durand à l'auberge de Mi-Forêt en joyeuse compagnie ; quant à Jeanne Brémontier, non contente de boire du thé à son petit-déjeuner (ce qui ne se fait pas à Rennes), c'est "une noctambule enragée, il lui est impossible de se coucher avant minuit".⁴² et

Séverine a "un dreyfusard quelconque qui lui sert d'acolyte".⁴³ L'insinuation ne suffit pas, il faut passer à l'attaque, et foin de la galanterie :

les rédactrices de *La Fronde* qui roulent en carrosse tout le jour, vêtues de mirobolantes toilettes, poudrées et fardées comme de petits marquis de l'ancienne cour, ne sont guère bienvenues auprès de nos concitoyens et concitoyennes [qui] ont eu connaissance de leur prose plus que nauséabonde et putride.⁴⁴

La hargne, la rage impuissante se font jour sous la vulgarité :

ces dames jacassent, papotent, poussent en pondant de la copie, des gloussements de satisfaction quand Labori se lève.

Traitées de "caillettes dreyfusistes", les reporteresses se voient intimer l'ordre de rentrer à Paris, car "Rennais et Rennaises ont amplement *souppé de leur poire*"...

Ceci est écrit le 22 août. Les Frondeuses ont encore bien des chroniques à écrire, bien des heures à passer au Conseil, dans les rues de Rennes ou aux Trois-Marches. Et comme le procès devient l'évènement de l'année, comme de l'actrice à la lingère, en passant par la femme du monde et la fille du préfet, les dames envahissent la salle du lycée, l'exaspération masculine éclate. Le colonel Jouaust fulmine, il ne veut pas voir dans la salle plus de dix chapeaux de femmes, en dehors de ceux des journalistes, et le soir du verdict il annonce à celles-ci qu'elles sont là à leurs risques et périls et qu'elles doivent se tenir près de la porte au cas où... Peut-on dire plus élégamment qu'elles n'étaient pas à leur place ? Et il me semble significatif, qu'au lendemain du procès, ce soit elles – et surtout Jeanne Brémontier évoquée dans la cour du lycée "entourée de nez crochus" – que dans un éditorial intitulé *Silence !... le Patriote breton* interpelle, avec cette haine imbécile qui confond dans une même exécration la femme et le juif :

Il est curieux de lire les journaux dreyfusards, notamment ceux rédigés par les femmes depuis que les juges du Conseil de Rennes ont par ordre... de leurs consciences déclaré Dreyfus coupable du crime de haute trahison. Quelle avalanche d'ordures à l'adresse de ces loyaux soldats! [...] [qui n'ont pas été convaincus] de l'innocence de celui que les femmes de *La Fronde* continuent à désigner sous le nom de "capitaine Dreyfus". Le "capitaine" Dreyfus n'existe plus, Mesdames ! C'est une loque humaine, un réprouvé, un traître quatre fois reconnu traître à la Mère-Patrie. Et vous ne désarmez pas, vous, femmes ? Pourriez vous seulement nous expliquer ce que l'on entend par "troupes de couverture, formation d'artillerie, frein hydraulique 120 court" ?... Avez-vous jamais porté l'uniforme ? En dehors des manœuvres du Syndicat que vous servez avec tant de platitude, avez-vous jamais pris part à ces grandes et belles manœuvres que dirigent avec autant d'habileté que de savoir nos vaillants généraux, dont "les cuiottes de peau" sont un peu plus solides que vos frères pantalons de batiste, ornés de fines dentelles.

Elles sont bien venues les femmes, – surtout les "frondeuses" et notamment Mme Jeanne Brémontier – de se plaindre des propos des hommes à leur adresse. Ces dames qui, en tête de leur journal, indiquent la date du calendrier israélite et du calendrier protestant, feraient mieux si elles sont mariées, de raccommoier les chaussettes de leurs maris, ou si elles ne le sont pas, d'apprendre à le faire, plutôt que de nous inonder de leur prose extrêmement indigeste.

Il n'y a pas trente-six mille Mme de Sévigné que diable!

Et puis Mme de Sévigné était une patriote, tandis que les "frondeuses" m'ont tout l'air d'être le contraire.[...] Il n'y a rien au monde de plus respectable qu'une femme : mais c'est à la condition que cette femme restera dans son rôle et qu'elle ne se fera pas "homme".⁴⁵

Oui, l'affaire Dreyfus a été le révélateur de bien des haines; et on comprendra pourquoi, je l'espère, dans ce colloque, je souhaitais rappeler le nom de ces trois reporteresses, Marguerite Durand, Jeanne Brémontier et Séverine, qui ont écrit une page de l'histoire des femmes en fondant *La Fronde*, ce journal féministe "acquis au dreyfusisme par sympathie pour quelqu'un qui était une victime, comme les femmes".⁴⁶

Colette COSNIER
Université du Maine

¹ G.Leroux, "Arrivée d'Alfred Dreyfus à Rennes", *Le Matin*, 2/7/1899

² J.D.Bredin, *L'Affaire*, Julliard, 1983, note 11 de la p. 529

³ Cl.Royer, "Du calme !", *La Fronde*, 9/12/1887

⁴ Cl.Royer, *ibid.*

⁵ *La Fronde*, 1/7/1899

⁶ *ibid.*, 4/8/1899

⁷ *ibid.*, 30/7/1899

⁸ M.Durand, "Ses aveux", *La Fronde*, 1/9/1899

⁹ Jean-Bernard, *Le Procès de Rennes*, Lemerre, 1900, p. 290

¹⁰ *La Fronde*, 17/8/1899

¹¹ "Fiat lux !", *ibid.*, 18/8/1899

¹² B.Didier, *L'écriture-femme*, PUF, 1981, p. 151

¹³ Séverine, "L'homme", *ibid.*, 8/8/1899

¹⁴ J.Brémontier, "Le banquet de Rennes", *ibid.*, 16/7/1899

¹⁵ Séverine, "Les nôtres", *ibid.*, 18/8/1899

¹⁶ Séverine, "L'homme", *ibid.*, 7/8/1899

¹⁷ M.Paléologue, *Journal de l'Affaire Dreyfus*, Plon, 1900, p. 194

¹⁸ Jean-Bernard, *op. cit.*, p. 12

¹⁹ M.Barrès, *Scènes et doctrines du nationalisme*, (1902), p. 138

²⁰ Séverine, "L'homme", *La Fronde*, 7/8/1899

²¹ J.Brémontier, *La Fronde*, 8/8/1899

²² Séverine, "Les bons gîtes", *ibid.*, 12/8/1899

²³ V.Woolf, *Trois Guinées*, (Des Femmes, 1977), p. 61

-
- 24 M. Durand, "Leur mentalité", *La Fronde*, 17/8/1899.
25 J. Brémontier, *ibid*, 15/8/1899.
26 Séverine, "Sur le perchoir", *ibid*, 5/9/1899.
27 J. Brémontier, *ibid*, 22/8/1899.
28 J. Brémontier, *ibid*, 15/8/1899.
29 J. Brémontier, *ibid*, 25/8/1899.
30 Séverine, "Galant homme", *ibid*, 6/9/1899.
31 Séverine, "Les nôtres", *ibid*, 18/8/1899.
32 Jean-Bernard, *op. cit.* p. 134.
33 Léon Parsans, "Aux Trois-Marches", *Le Petit Bleu*, 8/8/1899.
34 Après une opération Séverine avait vu ses cheveux blanchir prématurément et complètement.
35 Paul Ribon, *Le Matin*, 20/8/1899.
36 H. de Weindel, *La Vie illustrée*, 7/9/1899
37 A. Orhand, *Le Patriote breton*, 9/8/1899.
38 *id.* 5/9/1899.
39 *ibid.*, 8/9/1899.
40 *Le Petit Bleu*, 8/8/1899.
41 Séverine, "Semailles", *La Fronde*, 4/9/1899.
42 "Nos hôtes en bonnet de coton", *Journal de Rennes*, 19/1899.
43 *Le Patriote breton*, 8/9/1899.
44 "Les dames de La Fronde", *ibid.*, 22/8/1899.
45 A. Orhand, "Silence!"..., *Le Patriote breton*, 13/9/1899.
46 E. Cahm, *L'Affaire Dreyfus*, (Livre de Poche 1994), p. 87.

REPRÉSENTATIONS DE L'AFFAIRE DREYFUS DANS LE JOURNAL *LA FRONDE* ENTRE DÉCEMBRE 1897 ET SEPTEMBRE 1899

La querelle présente n'est pas à diviser autrement: autoritaires, libertaires; ceux-là, épileptiquement, s'acharnant à museler ceux-ci. Et Dreyfus n'est qu'un prétexte au grand combat des idées¹.

Dans cette communication nous allons présenter une lecture des colonnes de *La Fronde* à un moment précis de l'Affaire Dreyfus, c'est-à-dire entre le procès à huis clos quand Esterhazy fut déclaré non coupable par une décision unanime et le procès de Rennes quand Dreyfus fut déclaré à nouveau coupable. Au cours de cette lecture, nous allons aborder les questions suivantes:

- Jusqu'à quel point l'Affaire Dreyfus fut-elle essentielle aux rubriques de *La Fronde* ?
 - Y a-t-il un lien "naturel" entre le féminisme et Dreyfus?
 - Quelles sont les sources d'inspiration des femmes dans le journal *La Fronde* qui les poussaient à soutenir Dreyfus?
 - En quoi peuvent-elles se distinguer des autres dreyfusards? Les femmes ont-elles tiré profit de cette cause célèbre?
- Regardons d'abord la position féministe.

Les femmes défendent un exclu

Pour *La Fronde* l'innocence de Dreyfus ne faisait pas de doute. *La Fronde* s'identifie dès le premier numéro, en décembre 1897, au sort d'un exclu. Dreyfus est victime des mêmes bourreaux que les femmes ; il est dépossédé de ses droits de citoyen. Il est injustement condamné :

A la femme liée et dépossédée au point de vue civil, annulée et baillonnée au point de vue politique est dévolu l'irrévocable. On s'apitoie sur le sort d'un homme qui pourrait avoir été injustement condamné, et l'on reste insensible au bruit des chaînes de ces millions de galériennes - les femmes - qui sont, elles, absolument innocentes, puisque c'est avant même d'être nées qu'elles ont été civiquement dégradées et écrouées au baigne social. Pas plus que le forçat la femme ne peut se faire libre; car si celui-ci n'obtient que d'un décret législatif la levée de l'écrou, celle-là ne peut être débarrassée de ses entraves que grâce à une série de réformes législatives. Or ce sont ceux qui lui ont mis les fers aux pieds - pour l'asservir et l'exploiter - qui les enlèveront?

— Non ce n'est que la femme elle-même - qui peut les briser en les limant avec l'instrument - le vote. — Voilà pourquoi nous avons demandé à voter².

Mais quel que soit le motif de l'exclusion, la cause de l'individu se fond dans l'intérêt de la cause en général. D'ailleurs son sort comme victime avait déjà été évoqué par Séverine dans un autre journal au moment de sa dégradation en janvier 1895³. A ce moment-là, c'était une victime de la lâcheté des autres. "Envers cet anonyme, ce spectre de honte, cet être qui, numéroté, n'est même plus un homme, mais un chiffre, ayant cours seulement pour la comptabilité des chiourmes, toute violence devient odieuse." Après la brève scène publique de dégradation largement suivie et décrite en détail par la presse, autour de l'individu le

silence régna. Entièrement coupé de la société, il est oublié par la plupart des hommes et des femmes. Ce n'est qu'après son retour au moment de son deuxième procès que l'on choisit de publier les détails de son purgatoire. La torture la plus vicieuse pour *La Fronde*, c'était le mensonge que ses bourreaux avaient fait courir jusqu'au baignoire, le prétendu accouchement de sa femme Lucie Dreyfus deux ans après sa déportation.

Pourtant au cours de la période en question peu d'articles furent consacrés à l'homme ou à sa famille. En lisant l'article annonçant son retour imminent en 1898, on voit que *La Fronde* évoque l'ignorance des conditions dans lesquelles il purgeait sa peine.

Il est une chose à laquelle nul n'a réfléchi, puisque personne n'en a parlé. Tantôt il était dit que Dreyfus était innocent, tantôt il a été dit le contraire; mais, si on s'est enquis beaucoup de la bête, de l'animal physique, je ne sais pas que l'on se soit jamais préoccupé de son individu cérébral de sa situation d'intellect.

Cela compte, pour la partie qu'il va avoir à jouer; l'assaut qu'il va avoir à subir; le duel qu'il va avoir à livrer contre toutes les forces conjurées de la haine et de la sottise. Son estomac peut être bon; son cœur peut avoir résisté; sa force peut être demeurée indemne - mais son cerveau, en quel obscurcissement, en quelle torpeur, en quelle sorte de paralysie ne doit-il pas se trouver, après ces quatre ans de surhumaine épreuve ?⁴

Déjà il ne s'agit plus de l'individu, du capitaine Alfred Dreyfus, disparu depuis quatre ans et bien loin de la société française au moment de la parution de *La Fronde*. L'affaire était déjà allée beaucoup plus loin. Très vite après sa dégradation et sa déportation hors de la France Dreyfus était devenu un oublié. Par contre en décembre 1897 si l'on ne parle plus du déporté, on évoque la femme: une pétition est lancée en janvier 1898 pour demander l'autorisation pour Lucie Dreyfus d'aller rejoindre son mari sur l'île du Diable, endroit idéal pour des retrouvailles! C'était un geste symbolique qui permettait une manifestation de solidarité avec l'individu. Les femmes associées avec *La Fronde*, "les frondeuses" étaient convaincues de son innocence et s'apprêtaient à lutter pour la révision du procès et sa mise en liberté, ce qui était loin d'être une attitude courante à l'époque.

Cette solidarité avec la victime d'une erreur judiciaire se manifestait envers d'autres individus. *La Fronde* trouva plusieurs victimes au-delà de l'officier Dreyfus et de sa famille, premières victimes de cette bavure de quelques militaires ô combien lourde de conséquences - notamment Emile Zola, le colonel Picquart, la veuve Henry, l'avocat Labori pour n'en citer que quelques-uns. Les rubriques sont remplies d'observations et d'opinions exprimées en leur faveur. Mais ce n'était plus un simple cas juridique, c'était devenu une affaire de la presse parisienne, d'où Alfred Dreyfus allait être singulièrement absent et dans laquelle s'engageait le journal féministe *La Fronde*.

Conscience de classe? C'est un féminisme égalitaire, un féminisme libéral qui se manifeste à travers l'affaire. Sans une certaine solidarité de classe *La Fronde* ne saurait mener le combat en faveur d'un militaire. En outre *La Fronde* avait une position très nette sur le pacifisme.

Si nous parlions un peu du projet de désarmement? Il souleva beaucoup d'enthousiasme naguère, mais il semble, décidément, qu'il soit allé rejoindre les vieilles lunes. Les chroniqueurs politiques, absorbés par d'autres soucis, l'ont tout à fait abandonné. Pourtant ce beau rêve est encore d'actualité comme on dit en argot de journalistes; il mérite que les femmes s'y attachent et s'emploient à le réaliser⁵.

Pour *La Fronde* comme pour d'autres grands journaux, c'est une affaire d'Etat, car toutes les institutions sont mises en cause. Loin d'être clos, le premier incident d'espionnage

provoqua une série de réactions qui coïncidèrent surtout avec le moment de la parution de *La Fronde*. Les femmes journalistes suivent de près les disputes et les attaques de toutes tendances confondues se servant de références aux nombreuses associations et institutions dont elles ne font pas partie elles-mêmes dans des articles tel un intitulé "Du Calme!" :

Dans l'affolement général de l'opinion qui vient de se produire, on constate ce fait singulier que chaque parti, presque chaque individu a semblé prendre à tâche de jouer un rôle contraire à celui qu'on en devait attendre. Ce sont les radicaux les plus intransigeants qui s'enflamment pour la défense des verdicts rendus par les tribunaux d'exception ; ce sont les organes du conservatisme le plus irrédentiste qui mettent flamberge au vent pour soutenir que ces mêmes tribunaux ne sont pas plus infaillibles que les autres. Les premiers se font les avocats du descendant, en ligne oblique, d'une vieille race noble, un peu trop internationale ; ce sont les seconds qui veulent bien admettre la possibilité qu'un simple bourgeois ait pu être condamné injustement. C'est un journal catholique invétéré, qui défend le juif ; presque toute la presse anticléricale plaide la cause de l'ancien zouave pontifical ; et ce sont nos patriotes aux crins les plus hérissés qui tiennent, contre un Alsacien, pour l'officier autrichien qui a servi tant de patries qu'il ne doit plus bien savoir quelle est la sienne et qui, au quinzième siècle, eût été probablement un de ces chefs de grandes compagnies dont les services étaient au plus offrant. Enfin nous voyons un Parlement hurluberlu, hypnotisé par la terreur de la presse, voter des ordres du jour à côté de la question. Chacun se monte à son dernier diapason ; on discute à coups d'injures. On se jette à la tête les accusations les plus extravagantes. Comme un volant au jeu de raquette, on se renvoie le mot de "vendu". On entend les deux partis se prodiguer les doux noms de parjures et de traîtres. Eh Messieurs, un peu plus de calme, s'il vous plaît et essayez vos plumes ; elles ont remué la boue de vos encriers, et le spectacle que vous donnez à l'Europe n'est point fait pour relever le prestige moral de la France. Le public vrai, celui qui n'écrit point d'articles, mais qui les lit, n'y comprend rien, prend parti à tort et à travers, finit par se persuader que tout cela est exact, parce qu'on le lui répète tous les jours, comme un clou s'enfoncé à force de frapper par dessus⁶.

Même en voulant se distinguer des autres journaux *La Fronde* a contribué à l'affaire de la même manière, peut être pas dans un style aussi virulent. Sa position était proche de la position de *L'Aurore* - pas de huis clos pour des raisons d'Etat, justice comme valeur humanitaire et républicaine, égalité pour tous et pour toutes, d'où la source de la peine de prison invisible des femmes.

***La Fronde* dreyfusarde de la première heure**

Regardons maintenant la position féministe, en quoi elle était différente de celle des autres révisionnistes. Pour les femmes journalistes les sources étaient les autres organes de presse. On prêtait souvent l'oreille aux reportages des grands quotidiens. Mais les femmes voulaient se distinguer des positions d'extrémistes ; elles étaient conscientes de la haine et de l'affolement de la foule à Paris. Sans faire trop allusion aux scènes d'émotion, à la politique de la rue, elles voulaient présenter des articles d'une position plus raisonnable, car elles voulaient qu'on les prenne au sérieux. Elles condamnaient aussi ceux qui disaient : cela ne te regarde pas ! Quels éléments de l'Affaire étaient les plus suivis ? Les décisions autour des différents procès, la poursuite de l'affaire comme affaire judiciaire et non pas militaire, le refus des militaires de reconnaître leur tort et donc leur faiblesse militaire.

Quelles sont les opinions exprimées dans ce journal ? L'Affaire pour *La Fronde*, à partir de son premier tirage, c'est le refus de l'antisémitisme, c'est le pacifisme, c'est le combat

pour la justice. C'est le républicanisme et c'est la participation inconditionnelle aux événements dramatiques qui se sont déroulés entre décembre 1897 et septembre 1899, à Paris et à Rennes. *La Fronde* est entièrement rédigée par des femmes au moment de l'apogée de la presse française. D'après Yves Guillauma une série de facteurs a contribué à ce développement sans précédent : amélioration de techniques servant à la composition, nouvelles découvertes autour de la communication, la loi de Jules Ferry de 1882 instaurant la gratuité et l'obligation de l'instruction primaire, et la loi du 29 juillet 1881 qui attribua une liberté totale aux journaux vis-à-vis du pouvoir public sans pour autant bénéficier d'une protection contre les forces du capital qui ont su exploiter la presse surtout entre 1918 et 1939.⁷ A la fin du dix-neuvième siècle, c'était plutôt les hommes politiques et les institutions qui étaient visées. *La Fronde* est un bel exemple de cette apogée de la presse. Il faudrait ajouter que tout en ayant une liberté d'exprimer ses opinions il fallait savoir maîtriser tous les éléments de production de la conception du journal à sa diffusion. Comment produire un journal quand le travail de nuit est interdit aux femmes ? Comment faire face à la réaction hostile des syndicats contre les femmes à l'imprimerie ? Comment faire du reportage sur place dans les domaines économiques et politiques exclusivement réservés aux hommes ?

L'accès des femmes au journalisme remonte loin dans la tradition du militantisme⁸. Cette fois-ci le féminisme est plutôt discret et modéré. Comme ce fut les cas pendant les années 1830 avec les saint-simoniennes et pendant la révolution de 1848, l'acte de publier était une déclaration féministe en lui-même. Cette fois-ci la contribution au féminisme était la présence d'un journal qui allait paraître pendant six ans. Le renouveau du mouvement féministe se déroulait grâce à la publication de la parole des femmes. Dans le domaine de la politique elles veulent s'intéresser à tout, ne pas se borner à une campagne spécifique pour les femmes comme par exemple le mouvement pour le suffrage - les suffragistes en Angleterre étaient très sectaires par moments dans leurs alliances avec d'autres groupes politiques, faisant des choix dans l'unique intérêt de la cause des femmes. *La Fronde* s'est engagée dans une voie différente. Pour ces femmes bourgeoises et professionnelles qui cherchaient l'égalité dans tous les domaines, leur participation à la vie active les a menées à vouloir s'informer et se prononcer sur les affaires de l'actualité, et à militer s'il le faut. Leur lutte pour l'émancipation des femmes est dans cette activité journalistique. L'Affaire Dreyfus leur est essentielle. Cela leur permet de s'exprimer sur un fait de société et de ne plus se cantonner dans des sujets spécifiquement féministes. Au cours de la première année de la vie de ce journal parisien plus que tout autre événement, c'est Dreyfus qui fait couler le plus d'encre dans les rubriques de *La Fronde*. En ce sens l'Affaire avait une importance capitale. Pour le tirage ? Nous n'en avons pas la preuve, mais en tout cas pour asseoir sa position politique et se faire accepter pendant la première année de son existence. Les femmes ont pris position et elles y tenaient, en dépit des attaques de la presse antidreyfusarde et en dépit de l'antagonisme de certaines femmes⁹ Rappelons ici que l'accès des femmes journalistes aux cours de justice civiles et militaires était relativement facile par rapport à leur exclusion de la Bourse et l'Assemblée Nationale : la mobilité sociale des femmes qui augmentait sans cesse leur donnait la possibilité sans précédent de faire des reportages sur place ; et cette action à son tour produit des conquêtes réelles par des femmes journalistes. Elles ont réussi à créer un journal à grand tirage et à surmonter les préjugés contre leur sexe¹⁰.

Dans *La Fronde* on considère les aspects politiques de l'affaire que ce soit dans les articles entrant dans la rubrique "Faits Divers", les éditoriaux de Séverine intitulés "Notes d'une Frondeuse" ou dans les revues de presse : "On dit". En utilisant les textes de divers

reportages on suit les développements autour des procès d'Esterhazy et de Zola, dans les discours d'hommes politiques et d'autres dreyfusards. L'affaire contient toutes sortes de sous-développements faciles à rédiger mais qui souvent ne contiennent aucun élément nouveau : la plupart du temps c'était du rabâchage. Bien sûr les événements dramatiques sont là. Une affaire peut en cacher une autre. Le procès d'Esterhazy était en cours, il allait être acquitté, une autre série d'accusations déclenchées par la lettre de Zola allait exploser au mois de janvier. Alors qu'il y avait très peu de dreyfusards à cette époque, les femmes de *La Fronde* étaient véritablement des dreyfusardes de la première heure. Certes, les femmes n'avaient aucune influence directe dans les affaires politiques de la Troisième République n'ayant pas le droit de voter, d'agir. A l'époque de la parution, les femmes étaient dans une impasse et l'affaire Dreyfus aussi. Mais les temps allaient changer, et pour Dreyfus, et pour les femmes, trop lentement bien sûr. Elles étaient en train de réclamer le droit à l'éducation secondaire, des postes dans les professions de la médecine et de l'enseignement, la liberté de publier et bien entendu le droit de vote. Les dames de *La Fronde* avaient richesse et éducation, ce qui ne jouait pas toujours en leur faveur vis-à-vis des socialistes. Issu d'une famille aisée, Dreyfus, lui, bénéficiait des mêmes avantages. Certes il avait réussi à entrer dans l'Etat-Major de l'Armée, faisant partie d'une nouvelle génération d'officiers très attachée aux valeurs des institutions du régime mais détachée du vieux monde aristocrate et catholique dont faisait partie l'ancienne formation d'officiers militaires. Mais juif, d'une famille aisée, Dreyfus n'avait pas non plus la sympathie de la classe ouvrière. La ressemblance d'origine sociale joue sans doute dans la cause commune entre féministes et Dreyfus, ainsi que l'élément d'exclusion.

Espace consacré à l'Affaire

La fréquence des articles sur Dreyfus était variable, la façon de présenter l'Affaire dans les diverses rubriques de *La Fronde* aussi. Par exemple on citait souvent d'autres sources qui n'étaient que des opinions. La presse parlait de l'Affaire à travers les documents officiels comme les sténographies *verbatim* du procès ou les lettres envoyées, les citations des conférences d'un homme politique, tel Jaurès, les revues de la presse, les reportages de l'étranger : Dreyfus était souvent là sans qu'on en parle directement. En les comparant avec les autres journaux, on voit que les journalistes de *La Fronde* veulent s'intégrer à la collectivité de la presse. Les rubriques ressemblent à celles des autres grands quotidiens. Reconnaître le danger de désordre :

Ce qui est bien étrange dans cette grosse querelle, qui semble née d'un de ces accès de fièvre obsessionnelle récurrente auxquels la population de Paris surtout se montre sujette depuis nos défaites, c'est que les questions de personnes y font oublier complètement à tout le monde les questions de principes, et les règles les plus élémentaires du droit¹¹.

Au moment de la parution de *La Fronde*, grâce à l'action des journalistes, il n'y avait pas de secrets. La famille Dreyfus avait réussi à trouver du soutien parmi quelques individus - les intellectuels et quelques hommes politiques, - mais était loin de convaincre des formations telles que radicaux ou socialistes : d'ailleurs les radicaux ne voyaient pas encore l'intérêt de l'affaire comme instrument de rassemblement des diverses tendances contre "le sabre et le goupillon". La communauté juive ne voulait pas prendre position de peur d'attirer trop l'attention sur elle.

L'espace consacré à l'Affaire dans les colonnes du journal est directement lié aux événements. Le point culminant fut le déroulement du deuxième procès de Dreyfus à Rennes en août 1899. Les grands moments tels que l'attentat contre Maître Labori, avec le récit de tout

l'incident y compris l'assassin poursuivi par "notre héros le colonel Picquart", le jour même de la confrontation entre Mercier et Casimir Périer, occupent les trois quarts du journal. Dans son éditorial, c'est à Marguerite Durand d'ajouter une critique de toute l'affaire dès son origine dans la fabrication du fameux bordereau, nous rappelant que le cas de Dreyfus l'individu est largement dépassé par les événements.

Et ce général Zurlinden! Celui-là au moins, comme éclairé par tant de lueurs, a observé une attitude digne. Il fut un témoin et non un acharné accusateur ; c'est sans doute qu'il n'a pas, comme M. Mercier, comme M. Cavaignac, une œuvre personnelle à défendre ; mais écoutez-le. A une question de la défense sur le bordereau il affirme d'un air dégagé cette énormité : Oui on a commencé l'examen technique du bordereau après la condamnation. Vous l'entendez! On a commencé la torture et on a fini par se demander si cette torture était légitime. La honte de l'avoir infligée sans justice n'a-t-elle pas amené tous ces hommes à chercher après coup, dans ce document ridicule, l'opinion dont ils avaient besoin ?¹²

Y-a-t-il une affaire Dreyfus sans la presse? C'est une question que l'on pourrait se poser en lisant les colonnes de *La Fronde*. Où se situe le féminisme dont *La Fronde* n'est qu'une expression par rapport à d'autres thèmes idéologiques à la fin du siècle dernier ?

On parle de guerre franco-française qui se manifestait très intensivement entre 1870 et 1940¹³. Dreyfus en est un haut point ainsi que le Front Populaire. Rares sont ceux qui incluent les femmes comme actrices dans ce drame psychologiquement très préjudiciable qu'était cette affaire. Cette affaire faisait parler tout le monde autour des tables parisiennes et dans les coulisses du pouvoir et c'est grâce à *La Fronde* que l'opinion des femmes s'est manifestée, opinion jusqu'ici rarement prise en compte par les historiens. Dans un ouvrage récent, Pierre Birbaum ne fait aucune mention des querelles entre les différents groupes de femmes qui participaient à l'Affaire à travers la presse, *La Fronde* ainsi que le *Féminisme Chrétien* (1896 et 1898 sous la direction de Marie Maugeret) et les "Ligues de femmes patriotiques" créées pendant les années 1890. Mais il y avait une dimension féministe à développer à ce sujet. Le féminisme de l'époque se divisait lui aussi. Et le fait que des femmes bourgeoises pouvant financer un journal soient antimilitaristes modifie-t-il les clivages et les étiquettes ? Le journalisme rend possible l'expression de beaucoup de sentiments et d'opinions. L'affaire permet aux femmes de s'exprimer sur la scène politique. L'appel de Dreyfus restait sans écho, ceux des femmes aussi. Pour les femmes la polémique suivante se développe. Les réclamations des femmes, leurs appels aux hommes pour leur affranchissement sont ignorés. Les radicaux, les socialistes, les républicains modérés, une fois ralliés à la cause de Dreyfus sous le signe de la République en danger, sont incapables de profiter de cette prise de position féministe susceptible de renforcer la République. Au contraire les arguments se multiplient contre le suffrage des femmes attaquant les mêmes ennemis qui avaient porté atteinte à l'honneur de l'armée de la France. Une fois l'influence de l'Eglise catholique diminuée, pour la séparation de l'Eglise et l'Etat les mêmes arguments utilisés pour exclure les congrégations des écoles sont retournés contre les femmes. La demande du droit de vote provoquait la réponse : trop de femmes sous l'influence du confessionnal ! Impossible de se fier à elles dans des affaires politiques.¹⁴

Pour situer l'importance de l'affaire pour la société française c'est souvent l'aspect de divisions et de sectarismes qui est évoqué et en particulier l'anticléricalisme contre le cléricisme, l'ennemi de la République identifié par Clemenceau. En même temps, les femmes se trouvaient cibles involontaires des anticléricaux à cause du mythe propagé par Michelet. Leur champ de manœuvre étant déjà considérablement réduit par le Code Civil de

1803, elles avaient peu d'alliés dans le camp républicain pour leurs revendications d'égalité civile et politique. D'où l'importance de la presse pour les Frondeuses. Cela présentait une occasion de se montrer sur la scène publique. L'Affaire, le refus de l'antisémitisme leur permettait de se situer plus précisément : telle la profession de foi de Marguerite Durand, fondatrice et directrice du journal.

Je respecte toutes les opinions, mais je ne veux pas faire de *La Fronde* un journal sectaire. La cause féministe n'a rien à voir ni avec les religions, ni avec les nationalités. [...] Mon journal sera celui de toutes les femmes sans distinction de culte ni de race. Il prêchera la croisade des intelligences et des cœurs contre les ennemis de l'humanité tout entière : l'ignorance qui fait les brutes, les tourmenteurs de bêtes, les bourreaux d'enfants ; l'alcoolisme, pépinière de fous et d'assassins ; l'intransigeance, qui crée les martyrs la guerre, qui met en deuil les familles et ruine les cités¹⁵.

Nous avons constaté que les féministes parlent en faveur de la justice dans l'abstrait sans trop donner leur appui à la République. Elles éprouvent une solidarité entre femmes - elles donnent un soutien aux femmes victimes, Mme Dreyfus, Mme Zola, Mme Henry, Mme Labori. Elles présentent aussi quelques aspects plus larges de l'Affaire comme les débuts du sionisme, faisant des reportages sur la conférence sioniste à Vienne en 1898 ; elles considèrent la politique étrangère - surtout les rapports avec l'Allemagne. Leur critique de l'Armée résulte de leur pacifisme non pas à cause de la guerre franco-française, ni des conflits entre cléricanisme et anti-cléricanisme, républicanisme et monarchisme.

M. Lucien Victor Meunier en un article vibrant faisait hier un appel aux camarades, aux confrères amis qui mènent le bon combat, afin d'offrir une épée d'honneur au colonel Picquart. L'idée de glorifier le soldat qui brisa sa carrière, renonça sans compensation possible au plus brillant avenir par amour de la vérité et de la justice est louable et belle. Nous nous y associerions de grand cœur si l'objet choisi n'était pas une épée. Mais à *La Fronde*, où nous rêvons de paix universelle, de fraternité des peuples, nous nous refusons à contribuer à faire du glaive qui tue le symbole de l'honneur, le signe de la reconnaissance. Nous laisserons donc nos amis seuls et nous chercherons pour exprimer notre admiration pour Picquart un souvenir qui parlera moins, peut-être, à l'âme du guerrier, mais qui touchera sûrement le cœur de l'homme.¹⁶

Dans les rubriques du journal *La Fronde*, l'affaire Dreyfus est un paradoxe. Affaire d'exclusion et de haine, mais pour les femmes la défense d'un exclu représentait la possibilité d'agir comme des citoyennes à part entière. Elle représente le désir d'intégration totale des femmes journalistes sans pour autant négliger le féminisme ni le compromettre. Parler de l'affaire Dreyfus, c'est imposer l'égalité de l'opinion des femmes et des hommes dans le monde de la presse. Mais cette décision est loin d'exclure la volonté d'écrire sur tout ce qui pourrait concerner la vie des femmes ouvrières, des femmes qui veulent tant être différentes de ce que la société leur imposait, journalistes, avocates, médecins, électrices, conseillères municipales, femmes intelligentes qui ne négligent pas leur féminité - féminisme en dentelles - femmes dans la société de consommation en développement qui lisent la publicité sur la quatrième page ou femmes qui s'orientent vers les feuilletons en bas de la troisième page. Mais c'est de loin le seul événement qui domine les rubriques de *La Fronde*, ce qui donne un aperçu de la largeur d'esprit de ces féministes jusqu'à présent sous-représentées dans l'histoire de l'Affaire et de leur engagement. L'attitude critique envers des institutions telles

que l'Etat-Major se comprend puisque ce sont les mêmes institutions qui les excluent du pouvoir. Mais c'est un féminisme qui croit au progrès des idées : les femmes journalistes étaient optimistes, elles pensaient avoir fait quelques progrès vers une société plus égale et voyant que la justice et la vérité allaient récolter une belle victoire grâce à l'Affaire. La lecture de ce journal modifie le clivage dans la société. Les femmes laïques existent bel et bien. Bien sûr les femmes du côté des antidreyfusards ne manquent pas. Mais les femmes républicaines vouées à la cause de la justice et à leur cause d'égalité civile et politique se font entendre à travers la presse qui a largement créé l'étendue de cette affaire. La présence de ce journal bien curieux¹⁷ allait apaiser les haines entre dreyfusards et antidreyfusards, allait modifier les attitudes des socialistes devant les femmes dévouées à la cause de la République laïque, allait renforcer les liens entre féministes et socialistes à travers le thème commun du pacifisme. Mais ce fut un moment ponctuel dans les rapports entre femmes et hommes intellectuels et cette situation ne durera pas. La France n'était pas seulement divisée entre dreyfusards et antidreyfusards : la guerre franco-française avait sa dimension de genre, à savoir la prise de position pour les idées de la justice. *La Fronde* et l'affaire en était une belle illustration. Même en défendant un idéal de vérité ou de justice les femmes sont repoussées par le camp anticlérical. Cela eut pour effet l'exclusion de ces mêmes femmes des rangs socialistes après la fin de l'Affaire. Les conséquences pour le féminisme vont très loin. A court terme l'Affaire n'a pas profité aux femmes. Mais à long terme elle a présenté une polémique pratique et théorique aux femmes journalistes de *La Fronde*.

MÂIRE CROSS

Université de Sheffield

¹ Séverine, *La Fronde*, 14 janvier 1898.

² Hubertine Auclert, *La Fronde*, 13 décembre 1897, p.1

³ Ce qui lui a valu l'hommage de *L'Humanité* en 1919: "Justice et tendresse", Voir Julie Sabiani, "Féminisme et Dreyfusisme" dans *Les écrivains et l' affaire Drevtus* Actes d'un Colloque organisé par l'Université d'Orléans et le Centre Péguy, octobre 1981, Collection Université d'Orléans, PUF, 1983, pp.199-206.

⁴ Séverine, "Notes d'une Frondeuse" *La Fronde* 22 novembre 1898, p.1

⁵ *La Fronde* 27 novembre 1898, p.1

⁶ Clémence Royer, *La Fronde* 9 décembre, 1897

⁷ Cette situation ne changea point avant 1944.

⁸ Voir Laure Adler *A l'aube du féminisme: Les Premières journalistes 1830-1850*. Paris, Payot, 1979.

⁹ *La Fronde* s'est privée de la possibilité d'une collaboratrice, Gyp, à cause de ses opinions antisémites.

¹⁰ Voir Laurence Kliejman et Florence Rochefort *L'égalité en marche*. Paris, Des femmes, 1989, pp.127-137.

¹¹ Clémence Royer, *La Fronde*, 9 décembre, 1897

¹² Marguerite Durand *La Fronde*, 15 août, 1899, p.1

¹³ Voir Pierre Birbaum "*La France aux Français*" *Histoire des haines nationalistes*. Paris, Seuil 1993, p.83.

¹⁴ Voir James Mc Millan "Religion and Gender in Modern France: Some Reflections" in Frank Tallet and Nicholas Atkin. *Religion Politics and Society in France since 1789*, London, The Hambledon Press, 1991, pp.55-66.

¹⁵ Marguerite Durand *La Fronde*, 13 décembre 1897, p.1

¹⁶ Marguerite Durand *La Fronde*, 14 novembre 1898, p.1

¹⁷ "De tous les journaux dreyfusards, *La Fronde* fut le plus curieux". Raymond Manevy. *La Presse de la Troisième République*. Paris, J.Foret, 1955, p. 103.

A la mémoire de Mme Jeanne de Robert
(1903-1994)

DEUX JOURNALISTES DANS L'AFFAIRE DREYFUS :
LOUIS DE ROBERT ET PAUL BRULAT,
AMIS DE ZOLA

"Nous sommes quelques-uns [...] qui vous
suivrons jusqu'au bout [...] dans votre œuvre de Justice et
de vérité".

Paul Brulat à Emile Zola, lettre du 10 avril 1898.

Le Reporter — roman contemporain (octobre 1897, daté 1898), une œuvre consacrée au journalisme, s'ouvre en exergue sur ces considérations : "Pourquoi la presse échapperait-elle à l'enquête moderne, qui s'est portée sur tous les mondes, toutes les professions? On a étudié le magistrat, le prêtre, le soldat, l'ouvrier, le paysan, le bourgeois, l'homme politique, pourquoi n'étudierait-on pas le journaliste ?" Lorsque *Le Reporter* paraît, l'Affaire Dreyfus bat son plein. L'auteur signe Paul Brulat ; sa préface est dédiée à Emile Zola. Dans sa dédicace, il situe bien l'hommage : "Vous m'avez appris, mon cher Maître, à aimer la vérité, à ne trouver de joie qu'en elle et à la dire, quoi qu'il en coûte"...

Paul Brulat est l'ami d'un autre journaliste, Louis de Robert ; tous deux s'essayant alors au roman, tous deux mêlés directement à l'Affaire dans l'ombre d'Emile Zola, tous deux oubliés aujourd'hui de l'histoire littéraire. Le premier, lorsqu'on le mentionne, est classé "disciple de Zola, écrivain agressif qui proclama, à diverses reprises, les droits de la pensée ; romancier naturaliste"¹; on retient parfois son roman *La Gangue* (1903), et que son nom fut avancé pour succéder à Octave Mirbeau à l'Académie Goncourt. Le second est négligé comme écrivain mineur et sentimental, au mieux comme "intimiste" soucieux de psychologie, au pire comme producteur d'une littérature "trouble ; morbide, immorale"² (!), sauvé dans sa postérité par les opinions flatteuses de Colette, Anna de Noailles ou Jules Renard, pour son amitié clairvoyante envers Proust et son prix Fémina-Vie heureuse 1911 récompensant *Le*

Roman du malade. Leur âge, leurs origines, leur itinéraire respectif, les rassemblèrent au début de la décennie 1890, et ils firent partie pendant l'Affaire Dreyfus du petit groupe des fidèles de l'auteur de *Germinal*.

Tous deux sont entrés dès sa fondation au *Journal*, que dirige Fernand Xau. Le journaliste Fernand Xau (1852-1899),³ auteur dès 1880 d'une courte monographie consacrée à Zola (chez Marpon-Flammarion) recherchait de jeunes talents et avaient remarqué les débuts prometteurs de ces jeunes confrères, qui se rencontrèrent donc au *Journal*, dont le premier numéro parut le mercredi 28 septembre 1892. Brulat et de Robert sont vite devenus intimes. Louis de Robert s'incline devant un Brulat intellectuel, "cerveau encyclopédique, penseur égaré dans le roman, homme supérieur à son œuvre" ; Brulat confie à Zola que de Robert est "un garçon qui mérite d'être encouragé ; il est plein de foi, plein d'enthousiasme et je crois qu'il aura du talent" (28 décembre 1892). "Louis de Robert, le plus jeune collaborateur du *Journal* et moi étions alors inséparables," se souviendra Brulat. "Il était très taquin, et nous nous querellions beaucoup, sans cesser de nous estimer et de nous aimer. Nous nous disputions même en présence de Zola". Ils ont une semblable faculté d'indignation, le même dégoût pour l'injustice, un identique esprit critique, même si la révolte affleure plus chez Brulat, plus tragique, quand Louis de Robert tempère avec délicatesse une sincérité parfois maladroite et peu suspecte de compromission.

Comment Louis de Robert et Paul Brulat sont-ils entrés dans l'amitié d'Emile Zola? Le premier sonna à la porte du grand Zola pour une interview (publiée en février 1890). Le second écrivait des lettres d'admirateur fervent à son aîné du naturalisme. Quand se rencontrèrent-ils la première fois? Manifestement, et séparément, au printemps 1890.⁴ Le *Journal* donna donc à ces amitiés littéraires une dimension triangulaire, renforcée, dont l'Affaire Dreyfus témoigna quelques années plus tard.

Louis de Robert n'en a vraiment parlé qu'une seule fois, dans *De Loti à Proust* :

Il n'y a pas d'affaire Dreyfus, s'obstinait à répéter Jules Méline, président du Conseil, tandis que la question de la culpabilité ou de l'innocence agitait l'Europe entière.

Son ministre de la guerre, le général Billot, dans un grand mouvement d'éloquence, disait à la tribune de la chambre : — Messieurs, l'armée est comme le soleil...

— Et toi, comme la lune, interrompit irrévérencieusement un député socialiste, qui était, je crois, Coutant, d'Ivry.

Le centre de l'affaire Dreyfus, son moment le plus pathétique fut certainement le procès Zola. Comme il m'enfièvre ! Je ne travaillais plus, je ne dormais plus. Chaque matin, j'étais au Palais de Justice. J'assistais à toutes les audiences, soit au banc de la presse, soit au fond de la salle, mêlé au public hostile, soit au pied de la Cour, assis par terre, à côté des dessinateurs. Audiences mouvementées, passionnantes. Les efforts de Labori⁵ pour soulever un coin du voile, pour faire un peu de lumière, se heurtaient à la constante, à l'invariable réponse du président Delegorgue :

— La question ne sera pas posée.

La salle était tout acquise à l'état-major. Pourtant, je me souviens de l'effet qu'obtint Labori en lisant le simple compte rendu de la dégradation de Dreyfus, tel que l'avaient publié les

journaux de l'époque. Cet homme mince à l'uniforme noir, ce malheureux dont on venait d'arracher les galons et de briser l'épée, on le voyait lever les bras et clamer :

— Je suis innocent !

Raidi comme un automate, il défilait, par un suprême effort de volonté, devant une foule hurlante, au premier rang de laquelle le général Lambert, le héros des *Dernières cartouches*, lui crachait au visage, en disant :

— Tiens, traître, voilà pour toi.

Dreyfus, pâle comme la mort, se tournait vers son insulteur et répondait simplement :

— Je suis innocent.

Ce compte rendu, écrit d'une plume banale et qui n'avait éveillé aucun sentiment de pitié chez des milliers de lecteurs, Labori le lisait en grand artiste. La chaleur, l'émotion, les éclats de sa voix allaient dans cette salle d'abord houleuse, peu à peu apaisée, puis émue, puis haletante, toucher et retourner les cœurs. Bien des larmes montèrent à des yeux qui ne les attendaient pas. Quand l'avocat se tut, ce fut un tonnerre d'applaudissements. J'étais au banc de la presse. Je criais de toutes mes forces :

— Bravo ! Bravo ! Vive Dreyfus !

Dans le prétoire, au-dessous de moi, un garde municipal furieux m'intimait l'ordre de me taire. Ne pouvant se faire obéir, il saisit un pan de mon pardessus et tenta de me faire choir de son côté. Mais je me dégageai, et criai de plus belle :

— Bravo, Labori ! Vive Dreyfus !

Ah ! ces heures fiévreuses et passionnées où une petite poignée d'hommes, enflammés par un idéal de justice, tenait tête à tout un peuple abusé ! Quels déchirements au sein même des familles ! De nobles, de tendres affections se rompaient comme verre en ces heures exaltantes où la folie du martyr habitait certaines âmes. J'ai vu des agneaux devenir enragés. J'ai entendu le plus doux des hommes, hors de lui, crier : "A bas la France !", au risque de se faire écharper. J'ai entendu, dans l'autre camp, d'Espartès me dire :

— Je t'aime comme un frère. Eh bien ! si j'étais au gouvernement, je n'hésiterais pas à te faire fusiller avec tous les dreyfusards.

[...] Au lendemain de la condamnation de Zola, un éminent professeur de la Faculté de médecine, que je ne nommerai pas, dit à Yvette Guilbert :

— J'ai lu, dans un journal, que votre ami Louis de Robert était de ceux qui, après la lecture du verdict, donnèrent l'accolade à Zola. Eh bien, il n'est vraiment pas dégoûté".

Lorsqu'a lieu le procès Zola, les 7-23 février 1898, Louis de Robert est donc là, qui conservera précieusement la copie dactylographiée de l'arrêt de la Cour d'Assises de la Seine se terminant par : "M. Zola est condamné à 1 an de prison et 3000 F d'amende". "Nous étions réunis [...] Labori, Mirbeau, Bruneau, Desmoulins,⁶ Clemenceau, Fasquelle.⁷ Ce dernier, qui avait grand faim, fit venir des sandwiches et, chacun, nous en primes. Nous ne parlions pas. Zola, assis sur le bord de la table, disait encore avec l'entêtement d'un homme qui a raison et qui met toute sa foi dans la puissance de la vérité : — Ils m'ont condamné. Et après? Tout n'est pas fini. Nous lutterons encore". Une fois le Palais de Justice évacué, les hommes, escortés de policiers, sortent en catimini : "Ce départ dans la nuit, ce défilé le long des corridors, cette sorte de fuite, quelle détresse elle dut jeter dans l'âme pourtant si vaillante de notre admirable ami !".

Dans *Le Petit Bleu de Paris* du 10 juin 1899, où il évoquera ces journées de février 1898,⁸ Louis de Robert rappellera combien l'admirable et exemplaire "J'accuse" du 13 janvier

1898 avait auparavant préparé "les voies à la vérité et ouvrit les portes à la révision". Même sentiment chez Brulat : "C'est dans ce désarroi général qu'avait éclaté comme un coup de foudre la lettre "J'accuse" de Zola, lettre terrible et mesurée à la fois, dénonçant l'erreur judiciaire, découvrant les coupables, expliquant toute la genèse de l'affaire avec une clairvoyance, une sûreté d'analyse et une sorte de pénétration prophétique". Brulat est avec de Robert au procès : "Nous allions le chercher, chez lui, à onze heures, pour l'accompagner au Palais de Justice. Il avait déjà écrit ses trois pages. C'était le labeur qu'il s'imposait, chaque matin, quels que fussent les événements, et tandis qu'une certaine presse l'accablait d'outrages. Tout le long du trajet, en voiture, des cris furieux retentissaient. Aux abords du Palais de Justice, un peuple en délire hurlait contre lui des menaces de mort".

Dans ses mémoires, *Lumières et grandes ombres*, Brulat nomme ceux qui sont désormais aux côtés de Zola, "les écrivains qui, avec le plus complet désintéressement, prirent part à cette lutte, et qu'on flétrissait alors du nom de dreyfusards. Ils collaboraient au *Rappel*, à *L'Aurore* et aux *Droits de l'Homme*". Curieusement, sur la quarantaine qu'il nomme, n'apparaît pas le nom de Louis de Robert, ni d'ailleurs le titre du *Journal*, ni encore celui de Proust, dreyfusard de la première heure certes alors peu connu, mais déjà l'ami de Louis de Robert depuis 1896.⁹ La correspondance adressée à Zola permet de démêler plus finement l'action dreyfusarde des deux hommes dans l'ombre (la lumière) de Zola, dès son "J'accuse". Louis de Robert se dit le jour-même tout frémissant de la magnifique lettre de Zola, et lui rappelle une fois de plus qu'il l'aime depuis dix ans pour sa bravoure (13.01.98). Brulat n'attend pas non plus pour signer dans *L'Aurore* la protestation contre les violations des formes juridiques du procès de 1894 : son nom est le cinquième sur 1500 intellectuels et savants (20 listes paraissent à partir du 14 janvier), dans le sillage d'Anatole France ou d'Emile Duclaux, le successeur de Pasteur. Il se met immédiatement au service de Zola, à ses yeux modèle de vertu civique, et lui rappelle "[S]on admiration, [s]on dévouement et aussi [s]on indignation contre les lâches qui vous insultent". Lorsque le romancier Armand Charpentier organise avec Mirbeau l' "Adresse [du monde des arts, sciences et lettres] à Zola" publiée par *L'Aurore* le 2 février, Brulat signe des deux mains. Il était également avec Mirbeau, le 27 janvier 98, parmi les témoins à décharge lors du procès intenté par Mme Henry à Reinach pour son attitude diffamatoire. De même qu'il s'associe en juillet 98 au *Livre d'hommages des Lettres françaises à Emile Zola*. De Robert n'est jamais en reste non plus pour rassurer l'illustre ami. Mais c'est Alexandrine Zola qui prend la plume, le 30 mai 1898 (à la suite de la biographie calomnieuse de François Zola publiée les 23 et 25, par le rédacteur en chef du *Petit Journal*, Ernest Judet) :

"Merci, mon cher monsieur de Robert, pour cet aimable mot, qui nous a fortement touchés, mon mari et moi, nous remercions aussi madame votre mère qui a partagé votre émotion en lisant les lignes que mon pauvre mari a écrites sur son père.¹⁰ Vous pouvez penser quelle douleur a été pour nous, cette infamie du *Petit Journal*, car nous n'avons jamais entendu que des louanges sur M. François Zola par tous ceux qui l'ont connu.

Vos lignes nous ont été très douces et je vous en remercie encore bien vivement, et veuillez croire à notre bonne amitié".

Zola doit bientôt quitter la France à destination de Londres, le 18 juillet, à la suite de sa nouvelle condamnation à la prison ferme. Il y restera presque un an. La correspondance entre les trois hommes s'amplifie, mais c'est Brulat surtout, homme d'action plus que son

confrère, qui mène le jeu. Celui qu'Alexis présente comme un "dreyfusien de Paris" est en fait l'un des premiers apôtres militant pour la révision du procès de Dreyfus. Comme Le *Journal* de Xau manifeste un dreyfusisme trop mou.¹¹ Brulat saisit l'occasion de la naissance d'un nouveau quotidien politique et littéraire fondé par son ami Jacques Daurelle, *La Volonté*, pour se donner une nouvelle tribune (en plus de ses chroniques données — gracieusement — aux *Droits de l'Homme*¹²). Enfin, il publie le 10 octobre, chez P.-V. Stock, *L'Affaire Dreyfus — Violence et raison*, une réunion de ses articles parus dans *L'Aurore* et *Les Droits de l'Homme*, préfacée par Clemenceau. Zola de le féliciter ce mois-là "pour [son] attitude si digne et si brave" (18.10.98).

Paul Brulat ne se contente pas d'écrire (un article par jour, affirmera-t-il), il parle, prenant par exemple la parole au "Banquet Emile Zola" organisé par le Comité "Vérité-Justice-Liberté" de Levallois-Perret, le 12 janvier 99. Au besoin même, il se bat en duel (avec le journaliste Daniel Cloutier, le 31 janvier 1899¹³). Moins bagarreur, Louis de Robert agit comme il peut sur ses propres réseaux de relation pour rallier à la bonne cause les opposants et les indécis. Ainsi se vante-t-il en avril 1899 d'une réussite inattendue : "Je me flatte d'avoir rendu Loti dreyfusard.¹⁴ Il avait acheté autrefois à Paris une image de vous vendue par les camelots "Zola dans la mélasse". Avec quelques-uns de ses amis nous lui avons fait honte. Alors il vous a découpé et mis dans les fleurs. C'est enfantin, mais l'homme est ainsi. — "Quand Zola se présentera à l'Académie, je lui donne ma voix", m'a-t-il dit" [sic]. Et Zola de répondre noblement : "Je vous sais fidèle et brave, je n'ai jamais douté de l'ami solide que j'avais en vous. Mais battez-vous pour la vérité, pour la justice, ne perdez pas votre temps à vous battre pour moi". Enfin, Zola rentre au pays, le 5 juin 1899. Et Louis de Robert de saluer publiquement comme il se doit le retour de l'ami, à la une du *Petit bleu de Paris* : c'est le "Retour d'exil" du Maître innocent et "trionphateur".

Brulat se bat pour Dreyfus. Louis de Robert défend Zola.

Brulat sera bien placé pour écrire en 1908, l'année justement du transfert des cendres de Zola au Panthéon, *L'Histoire populaire d'Emile Zola* (Librairie mondiale). De son côté, Louis de Robert restera l'ami discret de Mme Zola. Au nom de cette chère mémoire, Brulat prendra part à l'organisation du premier pèlerinage à Médan dès 1903, et sera l'un des cofondateurs de la Société littéraire des Amis d'Emile Zola.

Paul Brulat est mort seul, malade et oublié, à Versailles, le 20 juin 1940. Louis de Robert s'était déjà éteint, aussi discrètement qu'il avait vécu, à Sannois, le 27 septembre 1937. La presse mentionna leurs départs, mais personne ne se rappela qu'ils avaient été amis intimes de Zola et témoins actifs de l'Affaire Dreyfus. Aujourd'hui encore, même dans les ouvrages érudits et fouillés, leurs noms sont rarement cités.¹⁵ Ces deux hommes, dignes d'intérêt en raison de leur propre parcours littéraire et intellectuel, et qui avaient trouvé en Zola une sorte de père tutélaire, ont été écartés de l'historiographie de l'Affaire, par mégarde ou par absence de sources suffisantes. Il n'en demeure pas moins que ces romanciers-journalistes comptèrent pour Emile Zola, au nombre restreint des "gardes du corps des mauvais jours", et qu'ils éclairèrent, à leur échelle, le rôle de la presse pendant et dans l'Affaire.

Paul Brulat laissa un roman emblématique du rôle de la presse en ces temps de crise politique, *La Faiseuse de gloire*, suite en quelque sorte du *Reporter*, un véritable pamphlet

contre la tyrannie d'une presse "agent de perversion intellectuelle et morale", corrompue jusqu'à perdre "toute notion du juste et de l'injuste". L'affiche qui le lançait sur les murs de Paris, en réponse à la conspiration du silence de la critique, claironnait : "La liberté de la presse tend à disparaître pour l'écrivain et à devenir le privilège exclusif des bailleurs de fonds"... Ceux qui, fort rares, saluèrent ce livre courageux, s'appelaient Clemenceau, Laurent Tailhade, Proust ; ils étaient dreyfusards... Paul Brulat, dans le dixième chapitre de *Lumières et grandes ombres*, résuma notamment ainsi les événements : "La furie d'intolérance qui s'abattit tout à coup sur un pays libre, à la fin du XIXe siècle, restera l'étonnement de l'histoire. On revint sous le règne de la Terreur. Une presse qui avait perdu toute mesure ameuta la populace contre les hommes isolés en qui flambait un idéal de vérité [...] Prononcer le nom de justice exigeait presque de l'héroïsme [...]. Ce fut, durant deux ans, un implacable duel entre la force et le droit"...

Alain QUELLA-VILLÉGER
Université de Poitiers

SOURCES

Outre les lettres inédites adressées à Emile Zola consultées au Centre Zola du CNRS (Bibliothèque Nationale, Paris, NAF 24523 pour Louis de Robert, NAF 24512 pour Paul Brulat), sur la suggestion de M. Alain Pagès et avec les conseils de Mme Danielle Coussot, les documents inédits cités ici proviennent des archives privées de Mme Jeanne de Robert (Fontainebleau), malheureusement décédée en mai 1994 ; son extrême obligeance et son chaleureux accueil nous ont toujours été précieux. Nous remercions par ailleurs pour leur aide MM. Jean-Paul Bouchon (Poitiers), Claude Deméocq (Poitiers), Jean Lacroix (Bruxelles), Jean Nonin (Rochefort), et Jean-François Nivet (Troyes).

¹ Abbé L. Bethléem, dans son index des *Romans à lire et à proscrire*, Paris, Ed. de la Revue des Lectures, 1928.

² *ibid*, édition de 1932.

³ Femand, Arthur, Pierre Xau né à Nantes, mort à Grasse. Il créa d'abord des journaux satiriques locaux, avant d'entrer au *Phare de la Loire*, puis de monter à Paris. Le fondateur du *Journal* ne s'en tient pas là, prenant en 1895 la direction du *Soir*, jusqu'en 1897, et cette année-là, la direction du *Gil-Blas*.

⁴C'est ensemble que de Robert et Brulat semblent s'être rendus pour la première fois dans la résidence de Zola à la campagne : "ils nous a invités, Paul Brulat et moi, et nous sommes allés à pied, de Paris à Médan" (propos rapportés par Jeanne de Robert in *Le Cœur a ses raisons*, p. 29).

⁵Fernand Labori (1860-1917), avocat de Zola en 1898, puis de Dreyfus en 1899, était l'avocat du *Journal*.

⁶Fernand Desmoulin, graveur.

⁷Eugène Fasquelle (1863-1952), l'éditeur de Zola depuis l'été 1896, et — grâce à Zola? — celui de Louis de Robert pour son premier roman.

⁸Mais il les évoque aussi dans *De Loti à Proust*, p. 147-149 "Quand Zola fut condamné à un an de prison et à trois mille francs d'amende, nous étions dix amis groupés autour de lui, suprême rempart contre une foule fanatisée qui criait : "A mort ! A mort !" et à qui Zola répondit : "Cannibales !" Dix amis, parmi lesquels Mirbeau, Fasquelle, Clemenceau, Jaurès, qui, l'un après l'autre, lui donnèrent l'accolade. La salle se vida peu à peu. Nous restâmes seuls. Au dehors, la foule continuait à proférer ses menaces de mort. On attendait Zola pour le jeter à l'eau. Le directeur de la police municipale, M. Touny, nous fit passer dans la salle de délibérations du jury, là où, quelques instants auparavant s'était débattue entre douze bourgeois la sentence qui frappait le grand citoyen. L'éclairage étant médiocre, on se voyait à peine. On parlait à voix basse, comme dans une chambre de malade. Il y avait avec nous trois ou quatre agents en bourgeois chargés de veiller sur la sécurité de Zola".

⁹Louis de Robert fut en effet "le premier ami de Swann". Cf. L. de Robert, *Comment debuta Marcel Proust*, Paris, Gallimard NRF, rééd. 1969, p. 89. "Nous causions surtout de l'affaire Dreyfus, nous échangeons nos arguments, nous exprimions nos craintes, nos espoirs. Il avait embrassé la cause du condamné avec une ardeur, une passion, un courage que j'estimais parce que je savais combien ses convictions risquaient de lui nuire auprès des gens du monde dont il faisait, à cette époque, grand cas. Ainsi, Dreyfus, longtemps, fut notre trait d'union". Painter, in *Marcel Proust* (Paris, Mercure de France, 1961, vol 2 p. 232), présente Louis de Robert comme "l'ami des jours héroïques de l'Affaire Dreyfus".

¹⁰La réponse d'Emile Zola, "Mon père", dans *L'Aurore* du 28 mai.

¹¹La fille d'Emile Zola écrit dans ses souvenirs, pour le début de 1898 après la lettre "J'accuse" : "Tandis que les feuilletons de Paris paraissaient dans *Le Journal*, dirigé par Fernand Xau, ce quotidien, respectueux de l'armée et de la chose jugée, acceptait tous les articles contre Zola et contre les partisans de Dreyfus" (*Emile Zola raconté par sa fille*, pp. 202-203). Patrice Boussel, dans *L'Affaire Dreyfus et la presse* (Paris, A. Colin, 1960) range pourtant *Le Journal* aux côtés de *L'Autorité*, *L'Intransigeant* ou *L'Echo de Paris*.

¹²Périodique qu'il devra quitter, à une date indéterminée, avec ce commentaire adressé à Zola "On m'a chassé des *Droits de l'Homme* pour céder la place à un Juif et la violente campagne que j'y ai menée m'a fermé la porte de la plupart des journaux" (sic).

¹³Daniel Cloutier (1862-1902), était journaliste à *L'Intransigeant* de Rochefort et à *La Patrie*. Brulat fut blessé.

¹⁴Ce qui confirme nos affirmations in *Pierre Loti l'incompris*, op. cit., pp. 201-202.

¹⁵Même Alain Pagès, dans *Emile Zola, un intellectuel dans l'Affaire Dreyfus* (Paris, Séguier, 1991), qui cite certes Paul Brulat, ne mentionne pas Louis de Robert. Idem dans l'édition refondue 1993 de *L'Affaire de Jean-Denis Bredin* : Brulat cité une fois, de Robert absent. Dans le dictionnaire de *L'Affaire Dreyfus de A à Z*, dirigé par Michel Drouin (Paris, Flammarion, 1994), Brulat est cité deux fois et en bibliographie, Louis de Robert jamais.

POUR EN SAVOIR PLUS

de Paul Brulat :

— *Le Reporter* — roman contemporain, Paris, Perrin, 1898, 298 p. Une version édulcorée, recentrée sur le personnage féminin, a été publiée sous le titre *Meryem* (Paris, Borel, 1900).

— ses mémoires : *Lumières et grandes ombres — souvenirs et confidences*, Paris, Grasset, 1930.

sur Paul Brulat :

- Chapitre "Paul Brulat", in Jean Lacroix, *Henri-Jacques Proumen*, Ed. Bernard Gilson, 1988, pp. 165-173.
- "Paul Brulat. un injuste oubli", par Jean Lacroix, in *A Rebours*, Paris, n48, été 1989, pp. 39-55.

de Louis de Robert :

- ses souvenirs littéraires : *De Loti à Proust — Souvenirs et confidences* (Paris, Flammarion, 1928)
- ses *Lettres à Paul Faure* (1898-1937), Paris, Denoël, 1943. 255p. (malheureusement peu bavardes sur l'Affaire Dreyfus, la période 1898-1906 ne couvrant qu'une vingtaine de pages)

sur Louis de Robert :

- Jeanne de Robert : *Le Cœur a ses raisons*, souvenirs sur son mari, publiés à compte d'auteur en 1987, et réédités en 1991, Fontainebleau.

Souvenirs de Louis de Robert sur Emile Zola (en dehors des articles déjà mentionnés) :

- "Quelques mots sur Alphonse Daudet, Zola, Mirbeau et Loti", *Les Nouvelles littéraires*, 27 septembre 1924 ; cité en extraits dans divers périodiques fin septembre 1924 ; repris dans *De Loti à Proust*, Paris, Flammarion, 1928, 247 p., aux p. 128-141.
- "Le courrier d'un écrivain", *Le Journal littéraire*, 6 décembre 1924 ; repris, revu, dans "Lettres d'inconnus", 29 novembre 1930. Cf. aussi, sur la manière d'écrire de Zola, *Paroles d'un solitaire*, p. 116-117.

L'AFFAIRE DREYFUS DANS LA PRESSE MÉDICALE

Jamais encore ce sujet n'avait été abordé. Et pour cause: l'Affaire Dreyfus n'occupe dans les journaux médicaux qu'une place très restreinte, sans commune mesure avec le reste de la presse. Non pas que les médecins ignorent l'Affaire Dreyfus, mais, dans leur majorité, ils préfèrent ne pas en parler. Silences, allusions voilées, prises de position exceptionnelles sont révélatrices : les médecins, en cette fin de dix-neuvième siècle, ont suffisamment combattu l'empirisme pour ne pas prendre position sans éléments suffisants. Mais surtout, pour une profession qui n'a que récemment acquis une aura sociale et une crédibilité politique, l'Affaire Dreyfus comporte des risques : perte d'une partie de la clientèle, perte de l'instrument politique...

Aux origines de cette recherche

Trois éléments m'ont incitée à conduire cette recherche :

- l'ampleur de la presse médicale
- le poids des médecins dans la vie politique
- le rôle des médecins dans l'Affaire Dreyfus

L'ampleur de la presse médicale à la fin du XIXe siècle.

La presse médicale connaît dans le dernier quart du XIXe siècle un essor considérable lié aux progrès de la médecine, aux indispensables mises à jour du savoir médical et à l'importance sociale croissante des médecins. "Jamais," a pu souligner J. Léonard, dans *La Médecine entre les pouvoirs et les savoirs*, "les médecins n'ont possédé autant de périodiques plus nombreux que toutes les autres publications professionnelles de l'époque. [...] Jamais leurs gazettes médicales n'ont autant abordé les questions non scientifiques." Le premier congrès international de la Presse médicale a lieu à l'occasion de l'Exposition Universelle de 1900. D'après ses actes, la presse médicale française comptait 219 journaux en 1899 contre 186 en 1897. Certaines de ces feuilles médicales, financées par des produits pharmaceutiques, sont sans grande valeur et sombrent rapidement. D'autres, au contraire, dirigées par des sommités médicales, vivront des dizaines d'années, comme *La Presse médicale*.

Le poids des médecins dans la vie politique.

On reprendra ici aussi les éléments des travaux de J. Léonard qui souligne que le suffrage universel masculin a souvent été favorable aux médecins au début de la IIIe République. La chambre des députés pour la législature 1893-1898 comportait 70 médecins

(soit 12.3% des sièges) contre 62 pour la législature 1898-1902. De même on trouve au Sénat 38 médecins pour la période 1894-1897 et 46 pour la période 1900-1903. L'ascension politique des médecins culmine avec l'accession d'Emile Combes puis de Georges Clemenceau aux fonctions de Président du Conseil.

La présence des médecins dans l'arène politique n'est pas seulement liée à un désir de reconnaissance sociale. La profession médicale utilise alors tous les moyens possibles pour influencer l'Etat comme les syndicats et l'Association générale de prévoyance et de secours mutuels. Les revendications des médecins touchant une meilleure organisation de leurs études et de leur profession, ainsi que de nombreuses préoccupations hygiénistes, nécessitent une large influence politique.

Le rôle des médecins dans l'Affaire Dreyfus.

Nous verrons bientôt que la presse médicale a dans son ensemble évité l'Affaire Dreyfus. Il y a pourtant, tout au long de l'Affaire, de nombreuses interventions de médecins. Ces interventions n'ayant pas toutes les mêmes motivations, j'ai tenté de les classer, sans prétendre à l'exhaustivité.

— à titre amical : le docteur Weil qui vient apporter à la famille Dreyfus le verdict du procès de décembre 1894

— à titre médical : plusieurs médecins ont eu à soigner Alfred Dreyfus, particulièrement éprouvé par son séjour à l'île du Diable. Dans les souvenirs d'Alfred Dreyfus, on trouve le récit suivant :

Je reçus un soir, à la prison [de Rennes], la visite du docteur Delbet, professeur à la Faculté de médecine de Paris, chargé de faire un rapport sur mon état de santé. Dès l'abord, je fus saisi de sympathie pour cet homme, tant sa figure respirait l'intelligence et la bonté. Malgré la présence de l'adjudant [...] je sentis, dès les premières paroles échangées, une âme haute et vibrante d'humanité. Notre conversation s'égara bientôt et, quittant le domaine médical proprement dit, se perdit dans les idées générales. Sans une parole nettement exprimée, paralysés tous deux par la situation, il y eut cependant une communion d'âmes plus émouvante que toutes les paroles. A son départ, le docteur Delbet me serra la main et, dans ce serrement de main frissonnant, je sentis la plus chaude sympathie.

Le fils d'Alfred Dreyfus a d'ailleurs souligné qu'à la fin de la vie de son père "de nombreux médecins, parmi lesquels les professeurs les plus éminents, lui prodiguèrent leurs soins avec un dévouement touchant, considérant comme un inappréciable honneur d'être appelés à son chevet."

— à titre scientifique : les Drs E. Javal, de l'Académie de médecine, et J. Héricourt, chef de laboratoire de la Faculté de médecine, expertisent le bordereau et réfutent les conclusions de Bertillon.

— au titre de la révélation : les médecins du dix-neuvième siècle adorent transgresser le secret. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire Maupassant ou Zola... Dans l'Affaire Dreyfus, les médecins ne sont pas les derniers à jouer avec les révélations suivies parfois de rétractations. On rencontre ainsi :

◊ le docteur Edouard Brissaud, de l'Hôtel-Dieu. Jaurès avait raconté dans *Le Temps* du 20 avril 1904 que le docteur Brissaud, entrant chez une de ses clientes au moment où le général Mercier sortait, avait reçu de cette personne l'assurance que le général Mercier venait de montrer le bordereau annoté... Pressé de questions, le docteur Brissaud aurait eu

alors l'imprudence de révéler que la personne n'était autre que la princesse Mathilde ! Le voilà convoqué comme témoin lors de la deuxième révision du procès où il déclare avoir confondu plusieurs souvenirs, et signale à la Cour combien son cas est intéressant au point de vue médical, car il montre "à quel point peut se déformer, s'oblitérer le souvenir"...

Notons, à ce propos, la charge hargneuse de L.Daudet dans *Devant la douleur* :

Je crois bien que sous ses airs allants et vigoureux, il [Brissaud] était faible et influençable. Il a subi l'abstentionnisme thérapeutique de Charcot, comme il a subi plus tard le dreyfusisme anarcho-huguenot de Paul Reclus, alors que son entrain joyeux le prédestinait aux interventions hardies et géniales, que sa lucide logique eût dû l'immuniser contre le sombre folie du bordereau [...] C'est pourtant ce mystificateur qui s'est laissé mystifier par le "J'accuse" de l'absurde Zola.

◊ Le docteur Dumas, ami de Mathieu Dreyfus, lui promet d'essayer d'obtenir des confidences du commandant Merle. Confidences que Jaurès reprend à la Chambre en avril 1903, mais que Merle dément formellement.

◊ Le docteur Gibert : dreyfusard de la première heure, ce médecin du Havre multiplie les actions. Il commence par présenter à Mathieu Dreyfus une femme, du nom de Léonie, qu'il met en état de somnambulisme. Léonie raconte des faits troublants et révèle même l'existence de pièces secrètes. Surtout, le docteur Gibert a été le médecin de Félix Faure au Havre. Écoutons Mathieu Dreyfus :

il crut de son devoir de faire une tentative auprès de lui pour obtenir qu'il ajournât le plus longtemps possible le départ de mon frère pour l'île du Diable [...] M.Gibert revint de l'Elysée profondément ému. Le Président lui avait dit : Dreyfus n'a pas été condamné sur le bordereau, ni sur les incidents d'audience. Il a été condamné sur pièces communiquées aux juges dans la salle de délibération, pièces qu'on ne pouvait montrer ni à l'accusé, ni à son défenseur, pour des raisons d'Etat.

Le docteur protesta énergiquement contre cette violation des droits de la défense. Il insista auprès du Président, lui fit lire une lettre de mon frère écrite à sa femme, après la dégradation ; cette lettre parut émouvoir M. Félix Faure, puis il se ressaisit.

"Ne vous associez pas, dit encore le docteur, à ce crime ; prenez garde, mon cher Président, que ce crime ne retombe pas sur vous."

En 1898, le docteur Gibert est cité au procès en diffamation d'Emile Zola. Déjà gravement malade, il ne peut produire qu'une déclaration écrite. Au courant de cette démarche, Félix Faure menace de traiter le docteur Gibert de fou et de menteur. Pour apaiser le médecin, Mathieu Dreyfus jette sa déclaration au feu et le docteur Gibert meurt quelques mois plus tard sans avoir témoigné...

◊ Le docteur Peyrot : ami de Bertulus, il répète au procès de Rennes ce que ce dernier lui avait raconté : la prétendue crise de larmes du colonel Henry dans l'arrière-cabinet du juge...

— l'engagement dreyfusard total de célébrités médicales : parmi les médecins toujours en exercice et dont la renommée met en relief l'engagement dreyfusard, citons, entre autres les Drs Delbet, Pozzi, Reclus, Richet et Roux. Certains paient cherement leur franchise.

tel Edouard Grimaux, membre de l'Institut, agrégé de la Faculté de médecine, professeur à Polytechnique. Il donne nettement ses conclusions au procès Zola :

Cette conclusion, c'est que jamais homme qui a l'habitude de raisonner, jamais magistrat, jamais homme de science n'aurait voulu signer de telles pièces. On n'y trouve que des insinuations sans preuves, des racontars, des commérages, et enfin les rapports contradictoires des experts. Un examen rigoureux de ces pièces nous montre qu'elles n'ont aucune valeur ; soumises à une critique sévère, il n'en reste rien, rien, rien !

Cette conclusion vaudra à Edouard Grimaux d'être révoqué de ses fonctions à l'Ecole Polytechnique...

L'analyse de la presse médicale

Fort des remarques que nous venons de faire, nous pourrions supposer que la presse médicale relate largement l'Affaire Dreyfus. Il n'en est rien. Cela est logique pour une majeure partie de cette presse. Reprenons les conclusions du colloque international de la presse médicale: "ce qui distingue plutôt notre presse médicale de ces vingt dernières années, c'est sa prédilection marquée, trop marquée même, pour les comptes-rendus trop détaillés des sociétés savantes et des grands congrès français et étrangers." Politique et science sont soigneusement cloisonnées: le Professeur Augagneur, suspendu de ses cours à Lyon parce que ses convictions dreyfusardes déchaînent ses étudiants, dirige la revue *Province médicale* où n'apparaissent que des discussions scientifiques.

Environ un dixième de cette presse médicale s'autorise néanmoins quelques réflexions plus larges sur la vie professionnelle ou sur les rapports entre art (littérature en particulier) et médecine. Ces revues aborderont plus ou moins nettement l'Affaire Dreyfus.

La presse allusive.

Quelques journaux prennent position de manière allusive grâce à ceux thèmes ayant un rapport avec l'Affaire Dreyfus mais se cachant derrière la respectable façade des préoccupations scientifiques ou professionnelles.

Le premier de ces thèmes est la graphologie. Excellent moyen de repérer les directeurs de rédaction dreyfusards ou antidreyfusards. Les premiers font connaître, soit en le reproduisant tel quel, soit en en résumant les conclusions, un article que le docteur Javal avait donné à *La France médicale*, comme par hasard en juillet 1899 :

L'Académie sait que mes études sur la physiologie ont pour but de rechercher les meilleurs procédés à employer pour apprendre à écrire aux enfants.

On remarquera la prudence de l'introduction suivie d'ailleurs d'exemples. Mais la fin de l'article est d'une autre teneur :

Je me demande s'il est prudent d'exposer ici en détail les lumières que la physiologie peut apporter aux experts en écriture, car ce serait faire l'éducation des faussaires de l'avenir. Peut-être est-il plus sage de dire simplement cette évidente vérité que, dans les cas difficiles, les experts en écriture feraient sagement de recourir aux lumières de quelque physiologiste

rompu aux difficultés des méthode d'enregistrement graphique dont l'écriture humaine est un remarquable cas particulier.

On trouve à l'opposé un journal visiblement antidreyfusard qui se livre au panégyrique de la famille Bertillon. Il s'agit du *Correspondant médical* en 1898 :

Le génie est-il héréditaire ? Ceux qui affirment cette doctrine citent à l'appui de nombreuses familles où l'on est savant de père en fils. Une des plus actuelles et à la fois des plus connues est la famille Bertillon.

Après les portraits du père, anthropologue, et ses frères, médecins, l'article continue ainsi :

Le plus connu des Bertillon est son plus jeune frère, Alphonse, né à Paris en 1853. Je ne parle pas des récents incidents qui le mirent en relief dans un procès fameux où il affirma avec vigueur ses convictions de graphologue, mais la découverte d'une méthode sûre pour reconnaître l'identité des récidivistes lui a fait une célébrité européenne.

Le deuxième thème est celui des médecins israélites. Il existe en effet un courant antisémite assez fort dans les couloirs des facultés de médecine. Léon Daudet, fort de ses études médicales, a apporté sa contribution à ce courant dans *Les Morticoles* et dans ses souvenirs :

C'est ainsi qu'un jour je vis apparaître le Juif Germain Sée que j'avais rencontré, l'année précédente, au chevet de Victor Hugo. Du col très évasé qu'il portait toujours, sortait une grande tête bourrue, aux yeux noirs et durs de vieillard buté. Sa nullité était proverbiale [...] Sa haute situation lui venait uniquement de sa race et de son entregent, des ramifications innombrables du ghetto d'or. Lui-même a été l'introducteur, le protecteur d'autres sémites, lesquels, à leur tour, en ont amené d'autres. La pullulence ne s'établit pas autrement. On ne compte plus aujourd'hui les Hébreux de la Faculté. Alors Germain Sée et le broussailleux Hayem étaient, avec l'épouvantable Naquet, les trois représentants de leur mauvais peuple. Quelques esprits avisés comme Artaud se préoccupaient déjà de cette invasion. Les autres haussaient les épaules, répétaient avec entrain que "la science n'a pas de patrie" ou taxaient de préjugé religieux une simple constatation ethnique.

La *Chronique médicale*, qui n'évoque jamais l'Affaire Dreyfus, s'emploie en revanche à défendre les médecins israélites. C'est ainsi que dans la biographie du docteur Gruby, juif hongrois d'origine, est souligné le fait que l'Académie de Vienne lui avait offert une chaire à condition qu'il se fasse baptiser, ce que Gruby avait refusé, cherchant un pays plus libéral, qui fut la France. Cette biographie insiste surtout sur le patriotisme du médecin: "il répandit avec non moins de libéralité ses largesses sur une foule d'institutions françaises de bienfaisance et se montra en toutes circonstances ardent patriote et bon Français." Dans un autre article sur les persécutions religieuses exercées contre certains médecins à l'étranger, le docteur Michaut insiste, en 1898 :

En France, il n'en est pas de même, puisque les professeurs Germain Sée, Hayem, Straus ont professé ou professent à la Faculté de Paris, ainsi que les agrégés Netter, Marc See, Widal, etc.

La tolérance est fille de France.

Les revues timorées

Deux revues, la *Revue médicale* et le *Journal des médecins de Paris*, osent écrire en toutes lettres le nom de Dreyfus. La prudence est cependant de mise, et ce n'est qu'en filigrane que se lit un penchant dreyfusard.

La *Revue médicale* publie ainsi régulièrement des nouvelles de l'Affaire dans une rubrique intitulée "La Semaine politique et littéraire". En fait, plus de la moitié de ces nouvelles sont consacrées en 1899 à l'Affaire, et, dès le 18 octobre 1899, le rédacteur en chef annonce que "sur la demande de nos abonnés, nous supprimons à partir d'aujourd'hui, la rubrique "semaine politique et littéraire", presque tous préférant la voir remplacée par des informations médicales." Dans ces nouvelles hebdomadaires, la *Revue médicale* s'est toujours réfugiée derrière la pluralité des sources allant jusqu'à citer *Le Gaulois*. Pourtant un sentiment de sympathie pour Dreyfus perce peu à peu au cours du procès de Rennes : "maître Labori assiste à l'audience de Rennes. Le public lui fait une ovation [...] le vaillant défenseur de Dreyfus", ou bien encore : "maître Demange commence à présenter la défense du Capitaine Dreyfus. Sa plaidoierie qui occupe toute l'audience et qui n'est pas achevée, impressionne par l'émotion communicative qui s'en dégage." Cependant, après le verdict, la conclusion de la *Revue médicale* est d'un vague plus que prudent : "C'est vraiment, pour l'immense majorité des Français, la clôture d'une affaire dont l'oubli serait la meilleure des solutions."

En plus de ces entrefilets, la *Revue médicale* publie un article intitulé "Une consultation publique" qui commence de la sorte : "Léon Daudet doit se réjoir en voyant le conflit peu banal qui vient de naître au chevet du blessé de Rennes. Reclus soigne le malade. Doyen, qui n'est pas consulté, a néanmoins son opinion. [...]"

Le *Journal des médecins de Paris* consacre aussi un article à cette affaire, intitulé "Dreyfus, Labori, Doyen, Reclus". Rappelons la teneur de cet événement. A Rennes, maître Labori, avocat de Dreyfus, échappe de peu à un attentat. Il est soigné par le docteur Reclus, qui estime que la balle, logée à quelques centimètres de la moelle épinière, ne doit pas être enlevée sous peine de complications. Le docteur Doyen, chirurgien connu pour son interventionnisme forcené, se rend au chevet de maître Labori, conteste le diagnostic de son confrère, et, vexé qu'on ne fasse pas appel à ses services, se venge dans les colonnes du *Figaro*. Suite à un démenti de maître Labori, publié également par *Le Figaro*, le docteur Doyen se tourne alors vers *Le Gaulois*, à qui il envoie la dépêche suivante : "J'approuve Labori de couvrir M. Reclus. Cela n'enlève rien à l'incorrection des procédés confraternels de ce dernier, et je maintiens toute mon appréciation." C'est avec prudence que le *Journal des médecins de Paris* présente les faits : "Il n'y a pas que les politiciens qui sont divisés par l'affaire Dreyfus, l'épidémie a attaqué les chirurgiens. Nous ne reproduisons que comme documents historiques les détails qui ont été publiés par la grande presse."

Ces deux revues médicales donnent également, sous couvert d'information médicale, des nouvelles de la santé de Dreyfus pendant le procès de Rennes. Toujours avec la même prudence, le *Journal des médecins de Paris* commence ainsi un article :

Un journal médical doit enregistrer tous les documents médicaux pouvant servir à l'histoire de l'époque qu'il traverse, c'est à ce titre seulement que nous reproduisons l'opinion que

vient de formuler M. le Professeur Pozzi sur la santé de Dreyfus sur laquelle tant d'opinions divergentes ont été émises.

Une revue courageuse: la *Gazette médicale de Paris*.

Tout à fait surprenante, au milieu de ces revues silencieuses ou timorées, est la prise de position marquée de la *Gazette médicale de Paris*. Cette revue, qui paraît depuis 1889, n'aborde la question Dreyfus qu'à partir de 1898. Le 11 juin un entrefilet signale le fait suivant :

Un de nos confrères a raconté que la discorde régnait à l'Hôpital Tenon et que les querelles antisémites y prenaient une violence particulière. La direction de l'hôpital affirme que cette information est totalement inexacte ; si les internes discutent entre eux, dans leur salle de garde, jamais ces discussions n'ont pris un caractère inquiétant. On discute partout, aujourd'hui, ces questions. Lorsqu'on les agite à l'hôpital, c'est avec calme et sans que jamais le service ait à en souffrir, sans même que les malades s'en aperçoivent. Le calme et l'union sont absolus.

Le 17 décembre, un entrefilet évoque sans commentaire particulier une grève des étudiants de l'Institut Pasteur d'Alger contre le docteur Moreau qui avait signé une protestation en faveur du lieutenant-colonel Picquart.

Le 24 décembre 1898, la *Gazette médicale* prend nettement position en publiant la nouvelle suivante: "Les médecins et l'Affaire Dreyfus. Parmi les souscripteurs de la quatrième liste de souscription ouverte par la *Libre Parole* pour Mme Henry, figure M. le Dr Ferrand, médecin de l'Hôtel-Dieu, membre de l'Académie de médecine !"

Cet engagement se confirme, avec, début janvier 1899, la publication d'un article intitulé "Les Médecins de la Ligue de la Patrie française" :

Depuis quelques jours, dans le monde des Intellectuels et par conséquent dans les milieux médicaux, il n'est question que de la nouvelle "Ligue de la Patrie française", opposée à l'"Union nationale", à la "Ligue des droits de l'homme", et à la trop fameuse "Ligue des patriotes".

Voici les noms des principaux médecins qui ont adhéré jusqu'à présent à cette Ligue de la Patrie française aux si extraordinaires apparences.

M. le Pr Potain, membre de l'Institut et de l'Académie de médecine ; MM. les Drs Guyon, membre de l'Institut [...]"

Après une liste d'environ deux cents noms, Marcel Baudouin, rédacteur en chef de la *Gazette médicale de Paris*, conclut :

Nous publions cette liste avec une arrière-pensée, que nous ne dévoilerons pas aujourd'hui ; mais, au point de vue psychologique, cette énumération est extrêmement intéressante, pour qui connaît assez bien les dessous médicaux et scientifiques.

Qu'il nous suffise pour l'instant de faire remarquer qu'on nous a prié d'ajouter notre signature à cette longue liste d'indiscutables illustrations. Nous nous sommes empressé de décliner ce grand honneur : on ne nous a pas, jusqu'ici, accoutumé à de pareilles démarches ! Nous ne sommes d'ailleurs d'aucune ligue, et, par les temps qui courent, nous n'avons nulle envie de nous laisser ligaturer malgré nous !

La semaine suivante, M. Baudouin ajoute à cette liste quelques nouvelles adhésions et conclut :

Si nous avons commis quelques oublis, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en informer. — Il y a, en effet, un réel intérêt à connaître les noms qui ont de la "Ligue" dans le sang : C'est là un document psychologique des plus précieux.

Cet appel est entendu, et dès le 4 février, M. Baudouin peut enrichir la liste des "Médecins de la Ligue de la Patrie française" d'une bonne centaine de noms. Il publie simultanément une liste des médecins de "l'Appel à l'Union", "nouvelle ligue en somme, quoi qu'on en ait dit, et destinée à combattre l'impression produite par la précédente.

En avril 1899, présentant les médecins candidats aux élections sénatoriales de la Seine, le docteur Baudouin évoque le docteur Bourneville :

Nous espérons que, cette fois, tous nos amis voteront pour lui, car il n'est pas d'homme à Paris qui ait plus de droits que lui à cette candidature. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que M. Bourneville a échoué, la fois dernière, exclusivement à cause de ses déclarations en faveur de la révision de l'Affaire. Aujourd'hui que le doute et l'inaction ne sont plus permis, il est certain de la victoire

Au mois de mai, le docteur Baudouin fait paraître plusieurs articles ou entrefilets concernant l'Affaire. On retiendra celui qui défend médecins et savants impliqués dans l'affaire des Ligues :

Chacun sait qu'il s'est déroulé récemment, devant le Tribunal correctionnel de la Seine, des procès absolument ridicules, à propos de ligues créées à cause de l'affaire Dreyfus. A ces procès ont comparu des hommes connus du monde entier pour leur science et leur haute honorabilité : ce qui ne les a pas empêchés d'être condamnés à une amende, d'ailleurs insignifiante. Il est vrai qu'on leur a appliqué la loi Bérenger, apanage ordinaire des jeunes gens vicieux, et non point de vieillards membres de l'Institut !

Nous n'avons pas voulu laisser passer ces faits réellement inouïs, mais qui montrent bien dans quel état les esprits se trouvent aujourd'hui, sans protester comme nous pouvons le faire, c'est-à-dire sans citer leurs noms à l'ordre du jour de l'armée des gens de Science ! Nous espérons que tous les Médecins s'inclineront respectueusement devant ces célébrités scientifiques [il s'agissait du professeur Duclaux et du docteur Grimaux] demeurées sans tache, malgré les avanies qui font de nous la risée du monde civilisé tout entier.

Au mois de juillet, la *Gazette médicale de Paris* se consacre à la médecine et à l'Affaire Dreyfus. Mais les conclusions sont plus hardies que celles des journaux évoqués plus haut. "La physiologie des mouvements et l'affaire Dreyfus" consacré aux difficultés motrices de Dreyfus se termine ainsi :

Ces quelques réflexions, sans prétentions psychologiques d'ailleurs, n'ont pour but que de montrer combien sont anti-sociaux et anti-humanitaires les procédés de châtement que les hommes ont inventés dans ce dernier siècle sous le fallacieux prétexte de se protéger :

l'isolement cellulaire et l'isolement dans des îles organisées, comme cette fantastique île du Diable !

En août, c'est bien entendu la blessure de maître Labori et l'incident Doyen-Reclus qui retient l'attention de la *Gazette médicale* qui conclut :

Nous n'avons cité, pour cet incident, que des *textes authentiques* et des *extraits de journaux*, ne voulant pas qu'on puisse nous accuser de parti-pris. Nous sommes, on le sait, pour la seule Vérité !

En septembre, la revue attaque durement Alphonse Bertillon :

S'il était l'inventeur de l'Anthropométrie, on pourrait, il est vrai, soutenir qu'il n'en a que plus de mérite, et que, s'il est inculte, il est du moins un génie inculte. En effet, M Bertillon laisse dire et dit souvent lui-même qu'il a inventé le signalement anthropométrique [...]. Ce n'est malheureusement pas vrai. L'inventeur de l'anthropométrie est M. Bertillon père, un éminent anthropologiste qui, voyant son fils incapable d'arriver par lui-même à la Préfecture de police [...] à d'autres fonctions que celles de copiste, lui enseigna sa découverte et lui procura ainsi à la Préfecture de police la direction du service de l'identité judiciaire.

Enfin, la revue reprend elle aussi les propos du docteur Pozzi, sénateur dreyfusard, qui avait pu obtenir une place au procès de Rennes et observer l'accusé :

Dreyfus est un homme fini. Il a trente-neuf ans et il en paraît soixante. Il ne renaitra jamais complètement à la vie. En liberté, il vivra, mais entouré de soins, enveloppé de coton, placé en serre chaude comme une plante qui a trop souffert pour retrouver jamais sa vigueur première.

Après quelques dernières remarques en octobre sur l'antisémitisme médical ou l'affaire Doyen-Reclus, la *Gazette* n'évoque plus l'Affaire Dreyfus.

CONCLUSIONS

Plusieurs constatations s'imposent :

– la presse médicale n'aborde l'Affaire que dans les années 1898-1899. En 1894, le silence est total et les suites de l'Affaire sont également ignorées.

– on ne trouve aucune revue médicale antidreyfusarde, et la seule suspicion d'antidreyfusisme est l'article flatteur pour Bertillon dans le *Correspondant médical*...

– si elle est dans son ensemble discrète, hormis la prise de position de la *Gazette médicale* (qui se signalera aussi en 1895 par un article sur les médecins et la franc-maçonnerie), cette préoccupation pour l'Affaire d'une partie de la presse médicale n'en est pas moins symptomatique. Les seules autres "affaires" évoquées sont en effet des affaires strictement professionnelles, type erreur médicale.

Cette discrétion correspond certainement à un partage équilibré entre médecins dreyfusards et antidreyfusards. Christophe Charle a ainsi établi pour les étudiants en médecine une très légère majorité de dreyfusards alors que dans les autres facultés, les

clivages sont plus nets. Cette discrétion correspond sans doute essentiellement chez les médecins à une volonté de gérer la politique dans des buts professionnels. Les engagements sont le fait de revues médicales parisiennes et non provinciales, et le fait de célébrités médicales reflétant l'opinion des milieux où elles vivent. Je terminerai ainsi par deux exemples que l'on pourrait multiplier :

◊ le premier médecin figurant sur la liste de la "Ligue de la Patrie française" est le docteur Potain. Or, le docteur Potain est un grand ami de la famille de Daudet, le seul médecin admiré par L. Daudet qui lui dédie d'ailleurs *Devant la douleur*...

◊ dans les dreyfusards actifs, on trouve le docteur Samuel Pozzi. On connaît surtout ce gynécologue par les caricatures qu'en ont laissées L. Daudet dans *Les Morticoles* avec le docteur Sorniude ou E. Zola dans *Fécondité*. Pozzi est l'amant de Sarah Bernhardt ; il a opéré Séverine, il est l'ami d'Anatole France, d'Octave Mirbeau, etc. Convaincu de l'innocence de Dreyfus, il obtient un laissez-passer pour assister au procès, et clame, comme nous l'avons vu, que Dreyfus ne résistera pas à un nouvel emprisonnement. C'est encore lui qui, lors de l'attentat contre Dreyfus au moment du transfert des cendres de Zola au Panthéon, se précipitera pour donner les premiers soins...

Agnès FRAYSSE

Bibliographie.

Premier Congrès International de la Presse Médicale, Institut international de bibliographie scientifique, 1901

Christophe Charle, *Naissance des "intellectuels" (1880-1900)*, Editions de Minuit, 1990

Léon Daudet, *Devant la douleur*, Société française d'Édition et de Librairie, Paris, 1915

Albert Dreyfus, *Souvenirs et correspondance publiés par son fils*, Grasset, 1936

Robert Gauthier, *"Dreyfusards". Souvenirs de Mathieu Dreyfus et autres inédits*, Archives, 1965

Jacques Léonard, *La Médecine entre les pouvoirs et les savoirs*, Aubier, 1981

Claude Vanderpooten, *Samuel Pozzi, chirurgien et ami des femmes*, V.O.Éditions, 1992

**«LA PLUS GRANDE NOUVELLE
DEPUIS LA CRUCIFIXION!»**

**REPRÉSENTATIONS DE L'AFFAIRE DREYFUS
EN GRANDE-BRETAGNE**

Dans ce qui suit nous proposons de jeter plus de lumière sur les représentations de l'Affaire Dreyfus en Grande-Bretagne. L'historiographie de l'Affaire a commencé à examiner plus profondément les questions d'opinion publique de chaque côté de la Manche. Par exemple, nous avons résumé la réception générale de l'Affaire en Grande-Bretagne, et étudié son impact sur les grandes revues victorienne de l'époque.¹ Tout de même on a rarement évoqué la grande diversité des répercussions provoquées par l'Affaire chez les Britanniques : il reste beaucoup à découvrir sur cet aspect et nous reconnaissons la nécessité d'étendre l'analyse, par exemple avec une étude plus approfondie de la presse britannique. Ce que nous offrons ici représente donc un échantillon de la recherche qui reste à faire dans cet épisode de l'histoire croisée des deux pays voisins.

Interprétations britanniques de l'affaire et mentalités de l'époque

L'Affaire est une manne pour la presse britannique dont la couverture est conditionnée par le bagage mental de l'époque. Elle éclate à un moment où les rivalités coloniales entre les deux pays sont des plus tendues : on parle même de la «contingence de la guerre». D'un côté de la Manche il y a le «jingoisme» britannique, national-populisme impérialiste qui trouve expression par exemple dans le *Daily Mail*, nouveau journal lancé en 1896. De l'autre côté il y a une nébuleuse nationaliste, voire xénophobe, représentée surtout par Charles Maurras, Henri Rochefort et Edouard Drumont, qui ne perdent guère d'occasion de traiter la Grande-Bretagne d'«ennemie héréditaire» à la tête d'un «syndicat de trahison».² Dans une telle atmosphère il ne surprend pas de savoir qu'il y a un peu de *Schadenfreude* chez les Britanniques envers leur voisine déchirée une fois de plus par une affaire politique risquant de discréditer les institutions du pays. L'on est resté sensible au risque de révoltes à Paris depuis les troubles du boulangisme, dans lequel les Britanniques ont cru percevoir la

menace d'une dictature militaire qui aurait pu déstabiliser l'équilibre entre les grandes puissances européennes. C'est certes l'opinion du Prince de Galles et de l'attaché militaire à l'ambassade de Paris.³

Les années 1890 marquent en Grande-Bretagne le début du nouvel journalisme. On part à la recherche du sensationnel pour mieux concurrencer les rivaux, et c'est dans cet esprit que les rédacteurs de journaux ont tendance à exploiter l'affaire : Norman Angell, qui deviendra grand journaliste et auteur, passe son apprentissage à Paris à partir de 1898. Entre autres choses il donne une «sorte de revue de la presse britannique» à *l'Éclair*, journal farouchement anti-dreyfusard. Angell rappelle que «nul homme, certes pas cet homme d'une vingtaine d'années, ne pouvait éviter de prendre position». Il était «décidément pro-Dreyfus, pro-révision et anti-armée», et avoue que ses contacts avec *l'Éclair* ne font que renforcer ces sentiments. Angell témoigne qu'il était difficile d'expliquer comment ce cas d'un Juif alsacien pourrait «absorber chaque pays du monde civilisé», mais son souvenir d'une remarque du propriétaire de la *Evening News*, Alfred Harmsworth, rapporté par son rédacteur en chef, Kennedy Jones, en dit long :

«Jones, vous exagérez l'importance de cette affaire Dreyfus.» K.J. répond : «Alfred, n'avez-vous jamais entendu parler de la crucifixion du Jésus-Christ?» Alfred répond, «mais oui». «Et alors, riposte Jones, cette nouvelle est la plus grande depuis celle-là».⁴

Pour la masse des lecteurs de journaux, continue Angell, l'affaire «n'était qu'un polar quotidien avec espions, documents volés, agents étrangers, suicides en prison, disparitions mystérieuses, dames voilées, tous les ingrédients, enfin». Bref, pour une population nourrie de récits du genre de *Sherlock Holmes*, les sinuosités de l'Affaire ont paru comme les épisodes d'un roman-feuilleton fantastique : mais ce qui frappe est que celui-là est un roman vrai. C'est certes l'opinion de L.F. Austin, rédacteur de la *Illustrated London News*, qui pense que l'Affaire dépasse les romans de Balzac et les feuilletons de Gaboriau dont les récits fantastiques étaient si populaires de chaque côté de la Manche.⁵

L'exploitation de l'Affaire par la presse britannique ne relève pas des seules nouvelles conditions journalistiques. Toutes les interprétations que l'on donne de l'Affaire sont conditionnées par la façon dont les deux nations se conçoivent à cette époque. C'est une dimension des rapports franco-britanniques longtemps laissée dans l'ombre, et nous comptons étudier les thèmes de ces perceptions réciproques dans un cadre plus large. Nombreux Britanniques de la classe intellectuelle ne voient dans l'Affaire que des symptômes du fameux caractère national français. Dans les années 1890 les perceptions réciproques entre la France et la Grande-Bretagne se filtrent à travers les idées reçues qui s'expriment en un discours fondamentalement racialisé selon lequel la «race anglo-saxonne» s'opposerait à la «race latine» : l'Affaire se déroule devant un arrière-fond où ces idées sont courantes, sinon déterminantes. Selon cette mentalité les Britanniques sont «flegmatiques», «froids», «réservés», «ivrognes» même, alors que les Français, dans les yeux des Britanniques, sont «excitables» et toujours prêts à se révolter. Ce discours est emprunté à Hippolyte Taine, dont les travaux atteignent une importante audience dans les milieux universitaires et intellectuels de la Grande-Bretagne.⁶ Son influence peut d'ailleurs se tracer dans l'ouvrage de J.E.C. Bodley, qui publie en 1898 les deux gros tomes de son étude *France* : dans l'introduction il rend hommage à l'inspiration de Taine,⁷ et en France les travaux d'Alfred Fouillée sur la «psychologie nationale» rendent également hommage à l'œuvre tainienne.⁸

Dans ce contexte il importe de noter, en parallèle avec l'Affaire et les flambées de rivalité coloniale, qu'un grand débat se poursuit sur la «supériorité» des «Anglo-Saxons» relative à «l'infériorité» des «races latines». Un livre d'Edmond Demolins, *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons?* publiée en mai 1897, déclenche un débat qui est suivi autant en Grande-Bretagne qu'en France.⁹ La publication de ce livre provoque de vives réactions dans les milieux nationalistes en France. François de Mahy (député nationaliste du parti colonial) préface une riposte de la plume d'un certain Anold, intitulée *A quoi tient la supériorité des Français sur les Anglo-Saxons* ; il fustige Demolins comme un «dénigreur» et d'être venu «à bout de persuader à tout le monde au dehors, et à un trop grand nombre de Français dans notre classe dirigeante, que vraiment nous sommes une race déchue et condamnée».¹⁰ Félicitant Anold de sa défense patriotique, Mahy identifie tout de même «les défauts de ses vertus». «Le plus dangereux, écrit-il, est son extrême générosité, son excessive confiance qui la fait presque toujours tomber dans le piège tendu par l'ennemi». «Malgré la leçon de Fachoda, continue Mahy, nous ne faisons rien pour nous mettre à l'abri d'une nouvelle insulte ou d'une agression longuement préméditée». Et il crée un lien *explicite* entre les machinations de la «perfidie Albion» et l'Affaire : «La vie, l'existence nationale, est menacée autant qu'elle le fut dans l'Année Terrible ou la guerre de Cent Ans. L'Affaire et le trouble profond qu'elle suscite montrent assez de quoi sont capables les cosmopolites qui ont mis la main sur nous».¹¹ Anold voulait faire croire que la France, affaiblie par un système parlementaire corrompu, est devenue la proie d'une Angleterre rapace tirant toutes les ficelles. Dans deux chapitres de son livre, «L'Affaire» et «Le Péril anglais», Anold avertit ses lecteurs des desseins des Britanniques partout dans le monde où les intérêts des deux pays peuvent se confronter. Et au Conseil de guerre de Rennes, lors de la déposition du général Mercier, l'audience apprend, selon les paroles rapportées de l'ex-ministre Freycinet, que «35 millions sont venus rien que d'Allemagne et d'Angleterre pour soutenir l'effort de la campagne dreyfusiste».¹² Ainsi, pour les journalistes britanniques rapportant les audiences, les militaires français ne sont pas innocents d'une volonté de faire croire à la manipulation de la part de l'Angleterre, plutôt que d'avouer leur complicité.

Nous ne pouvons donner ici qu'un échantillon de la façon dont cette mentalité a dominé les représentations de l'Affaire en Grande-Bretagne. En mars 1898, après l'explosion de *J'accuse!*, une des grandes revues libérales de l'époque, la *Contemporary Review*, d'habitude très francophile, donne en tête un article anonyme qui se lit comme un éditorial intitulé «La Démoralisation de la France». L'auteur souligne que le monde aura été très déçu du comportement de la France car celle-ci a «réussi si bien à hypnotiser le monde que l'on ignore qu'il existe un immense gouffre entre ce que la France prétend être, et ce qu'elle est en vérité.» Autrement dit, c'est à partir d'observations sur le caractère français que l'on tente d'expliquer le comportement politique des Français, comportement qui s'est périodiquement avéré désastreux pour la France, et par extension, pour le monde civilisé : «Depuis cent ans, le peuple français s'est de temps en temps entretenu pour obtenir la forme républicaine de gouvernement, sans pour autant se soucier s'il valait la peine de la substituer à une monarchie éclairée». A suivre cet argumentaire, le cas Dreyfus est plein d'enseignements :

Il a mis en relief certaines caractéristiques de la nation France. [...] Elle nous a révélé le spectacle dégoûtant de tout un peuple, avec son armée, sa presse, ses hommes politiques et

son clergé, prêts à s'insurger contre un pauvre misérable sans défense, et menaçant de démolir toutes les structures de l'État, dans le cas où la justice lui serait accordée.

L'article identifie trois facteurs en jeu autour de l'agitation : l'infaillibilité de l'armée ; la conjugaison du cléricanisme, du militarisme et de l'antisémitisme ; et la démoralisation totale du "bon noyau" de la nation. Dans la conclusion, l'auteur s'efforce à souligner combien la France paraît hypocrite au monde extérieur, car

ce même peuple prétend avoir été choisi par le Ciel pour une mission civilisatrice parmi les nations de la terre, et pour la colonisation de territoires d'une population dix fois plus grande que celle de la France, pays que les Français eux-mêmes ne réussissent pas d'ailleurs à peupler!¹³

En effet, le ton d'admonestation, et les appels au «bon sens» de ce genre, trouvent des échos dans maints articles de la presse britannique.

Frederick Conybeare, linguiste et académicien, fut un des dreyfusards britanniques les plus tenaces, et gagna une renommée d'avoir «frayé le chemin dans le labyrinthe hanté que fut le cas Dreyfus ; [il] nous a menés au centre».¹⁴ A la fin de son livre sur l'Affaire, il tire quelques leçons sévères sur «les institutions et les caractéristiques de la France contemporaine». Il critique «le manque général de vertèbre et de jugement» du peuple français, manque s'expliquant par les enseignements de l'Eglise romaine, cible privilégiée de Conybeare, qui est farouchement anti-catholique.¹⁵ Même si «des milliers de Français parviennent à se libérer des dogmes de leur Eglise» à l'âge d'homme, ils continuent néanmoins à en porter les empreintes ; et, critiquant le secret des francs-maçons, il pose la question : «pourquoi ne pas combattre ouvertement contre les prêtres comme nous le ferions en Angleterre?»¹⁶

Un deuxième problème de la France contemporaine est l'armée. Conybeare affirme qu'il existe un lien étroit entre les grandes familles royalistes et les jésuites ; ensemble, ils se seraient emparés de l'armée. Leur emprise sur les structures de l'armée expliquerait aussi l'antisémitisme contemporain.¹⁷ Pour Conybeare, la clé de la «réhabilitation [du] caractère national [français]» consiste en la réforme de l'armée, dont la première étape serait «son émancipation des jésuites» ; là on devrait appliquer les décrets de 1880, obligeant les jésuites à «quitter la France». Bref, il conseille plusieurs mesures afin de réduire l'influence pernicieuse du jésuitisme en France, ainsi qu'une loi afin de réformer le système judiciaire, surtout «l'usage du huis clos», trop susceptible d'abus.¹⁸

Lors de la révision du procès à Rennes, cette couverture montre bien comment les Britanniques ont largement craint une sorte de conspiration entre l'Eglise et l'armée en France. Le rédacteur en chef de la très lue *Review of Reviews*, W.T. Stead, dans son numéro de septembre 1899, donne une douzaine de pages résumant l'Affaire, ainsi qu'un «portrait» du capitaine, textes qui ont reçu l'approbation de bon nombre de ses lecteurs, estimés à quelque 200.000. Cet extrait de sa conclusion révèle comment Stead interprète le problème du militarisme :

Mon récit donne un résumé de la plus remarquable histoire de perfidie en haut lieu à jamais troubler la conscience de l'humanité. [...] Cette affaire expose les cruautés du

militarisme lequel trouve un parallèle dans l'Inquisition espagnole du XV^e siècle. Le militarisme tel qu'il a été exposé par l'Affaire Dreyfus implique la négation de la responsabilité individuelle. Même en temps de paix le soldat n'est pas un homme, mais un simple rouage de machine. Comme le disaient les jésuites, l'homme n'est qu'un cadavre entre les mains de ses supérieurs. [...] Le militarisme est le jésuitisme moderne. Mentir, fausser, tuer, tous ces crimes deviennent des vertus s'ils sont commis en obéissant «aux ordres». ¹⁹

Pour Stead et beaucoup d'autres journalistes britanniques, le militarisme français n'est autre qu'une sorte de totalitarisme, et en tant que tel les évidences de l'Affaire Dreyfus doivent intéresser tout l'univers, car il faut combattre cet abus des droits de l'homme.

Dans son numéro de septembre 1899, la libérale *Fortnightly Review* donne en tête un article du dramaturge André Godferneaux composé avant le verdict de Rennes. Intitulée «La Philosophie du cas Dreyfus», l'auteur dissèque sa signification universelle : l'intérêt du cas va bien au-delà de l'expérience du capitaine, car l'Affaire est devenue un «épisode-clé de l'histoire morale de notre race humaine agitée». Après une esquisse des tribulations de la jeune Troisième République, l'auteur essaie de comprendre le phénomène de la «décadence» : «nous devons nous résigner au sort qui tombe successivement sur toutes les races latines. [...] Même à l'époque des grandes défaites, jamais ombre si cruelle n'était descendue sur le génie lumineux et souriant de la France». ²⁰ Dans une analyse qui anticipe certaines interprétations plus récentes de l'Affaire, Godferneaux explique (sans pour autant épargner le superlatif) :

L'affaire Dreyfus est devenue une affaire nationale, une affaire sociale, une affaire politique où se trouvaient les intérêts les plus variés, les instincts les plus profonds et les plus tenaces, les passions les plus ferventes, les préjugés les plus invétérés. [...] Pour la considérer dans son ensemble, le cas Dreyfus a posé deux grandes questions morales : 1^o le conflit entre l'ordre et la justice ; 2^o le conflit entre l'autorité et l'examen libre, ou, plus indirectement, entre la Foi et la Science. [...] Tout cela équivaut en France à une réformation, une révolution, dont les conséquences sont, actuellement, incalculables. ²¹

Mais ces conflits s'expliquent par des traditions différentes qui recèlent, elles aussi, des dimensions racistes. Selon Godferneaux, les deux tendances opposantes de France—l'ordre et de l'examen libre—proviennent respectivement de son passé latin, qui survit dans le catholicisme, l'armée et même dans l'organisation civile, et de la «civilisation du nord», c'est-à-dire de la sphère d'influence anglo-saxonne. Ces mouvements séismiques transforment «l'histoire de France en un spectacle toujours intéressant et instructif pour le reste du monde. Le cas Dreyfus ne sera pas terminé après le procès de Rennes», prédit-il. Dans une conclusion qui reflète la proximité de la fin du siècle, la France se transforme en «théâtre», lieu d'un spectacle séculaire monté par les dieux : «la France a été choisie par le Destin [...] elle fournit les acteurs et les victimes». Et de conclure : «au moment actuel [la France] doit se féliciter d'avoir reçu ce grave privilège, et doit laisser les autres nations tirer des leçons de ce spectacle auquel elles viennent assister». ²² Dans l'*Illustrated London News*, l'éditorialiste renforce ce point de vue : «le capitaine Dreyfus n'est qu'un symbole de la lutte entre le pouvoir civil et les pouvoirs militaire et clérical combinés». Le journaliste pense, bref, que le monde non seulement a le droit, mais aussi «le devoir de s'intéresser au sort de Dreyfus». ²³

Après le verdict de Rennes du 9 septembre 1899, il y a une véritable explosion d'indignation en Grande-Bretagne, explosion ressentie par Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres. «La presse britannique se livre contre la France et les Français à des

excès de langage inouïs», écrit-il au quai d'Orsay le 12 septembre. «Il n'est pas de jour où je ne reçoive, en ma capacité de représentant de la France, des lettres d'injures».²⁴ Cette indignation s'exprime aussi au-delà des milieux journalistiques. Le grand poète victorien Swinburne, francophile, donne au *Nineteenth Century*, grande revue libérale, son sonnet intitulé «Après le verdict». Ici toujours les militaires et l'Église sont coupables d'avoir dévasté la réputation de la France : ceux qui rachètent la France sont les dreyfusards. «âmes hautes» et «hommes fidèles» qui ont défendu son honneur «par la parole et par la plume».²⁵

La dimension religieuse

Tout comme en France, en Grande-Bretagne il y a une importante dimension religieuse à relever de l'Affaire qui devrait, elle aussi, être analysée de plus près. Au vu de ces enjeux religieux, il suffit ici de constater, même en passant, qu'après le verdict de Rennes, tout l'univers cléricale britannique s'efforce à exprimer son point de vue.²⁶ Typique à cet égard est le sermon prêché par Harold Johnson à Birmingham, sermon ensuite reproduit en brochure. Se plaçant fermement dans le courant dreyfusard, Johnson emprunte quelques exemples à la presse. «La plus grande leçon de Rennes, prêche-t-il, est que l'Honneur, la Vérité, le Droit ont tous un sens universel, et que toute partialité— et même celle de l'Église catholique—doit s'incliner devant ces valeurs-là»²⁷

Dans le monde juif Britannique aussi l'on suit l'Affaire de très près. Dans la «East End» de Londres, par exemple, un observateur note qu'une centaine de juifs notables se sont organisés en une Dreyfus Movement Auxiliary Society, avec le docteur Zuhn élu président. Le correspondant du *Manchester Guardian*, journal libéral à distribution nationale, note :

Je connais le ghetto de l'East End depuis longtemps, mais je ne l'ai jamais vue si bouleversée de tristesse et de deuil. Le fait même de porter des vêtements de deuil semble indiquer que les Juifs hommes et femmes souffraient d'une grande tristesse. [...] Un rabbin vénérable m'assurait qu'il n'avait jamais témoigné d'une aussi profonde émotion dans la communauté, riches et pauvres rejoints.²⁸

Pour en finir avec ce petit échantillon de représentations religieuses, on ajouterait que les positivistes britanniques, groupés autour de leur mensuel dirigé par E.S. Beesly, constituent un des rares exemples d'un dreyfusisme outre-Manche beaucoup plus nuancé. Dans chaque numéro de la *Positivist Review* ces disciples d'Auguste Comte s'avèrent très francophiles et critiquent la couverture «anti-française», voire francophobe, de la presse britannique. En tant que positivistes ils critiquent les voix nationalistes (les «Jingoes») et s'efforcent de fustiger les auteurs qui utilisent l'Affaire Dreyfus comme une arme avec laquelle on pouvait frapper la France. Par exemple, en août 1899 le rédacteur en chef s'attaque à la chronique de l'amiral Maxse écrivant dans la *National Review* de juillet. Bien que Maxse fût francophile, et grand ami de la famille Clemenceau, il ne s'épargne pas de critiquer sévèrement les institutions françaises pour flatter les institutions britanniques.²⁹ S'adressant enfin à la question du militarisme, Beesly oppose les Français et les Britanniques. Alors que ces derniers font tout ce qu'ils peuvent pour stimuler le militarisme, ce sont les Français qui

vont «dans la bonne direction : [...] l'extirpation du militarisme sera l'œuvre du XXe siècle. conclut-il, et là encore c'est la France qui parviendra».³⁰

Autres Représentations de l'Affaire : discours, publicité et humour

A chaque grand moment de l'Affaire, y compris pendant la révision à Rennes, la presse britannique ne se lasse guère de faire couler l'encre. Le vocabulaire dont on se sert le plus souvent pour caractériser l'événement relève du monde théâtral. Ce qui se passe en France est un «drame», une «tragédie», une «farce», voire une «farce-tragique».³¹ L.F. Austin peut imaginer le scénario d'un mélodrame à succès inspiré par «l'imbroglia qu'est l'affaire».³² Bien entendu, toute pièce théâtrale comprend une liste de *dramatis personae*, et dans les représentations de l'Affaire il y a tendance à classer les témoins du procès selon leur statut de «héros» (c'est-à-dire le camp dreyfusard—Dreyfus, Picquart, Zola, etc.) ou de «méchants», «scélérats», «canailles» même (Henry, Esterhazy, Mercier, etc.). A cette époque le goût du grand public britannique est dominé par le genre du mélodrame où les personnages sont dessinés en noir et blanc. Un des personnages les plus admirés par les Britanniques est le colonel Picquart. Frederick Conybeare dédicace son livre au lieutenant-colonel Georges Picquart—«le vrai, le fidèle, le courageux». Son intégrité face aux machinations de l'Etat-Major, sa découverte de la trahison et des faux, son arrestation enfin, font de lui un des représentants du Bien dans l'Affaire. Et c'est comme tel qu'il est exploité par les publicitaires en Grande-Bretagne. Un album spécial du magazine hebdomadaire à photos *Black and White*, paraissant au moment du verdict de Rennes, est intitulé *Une centaine de photos d'acteurs et de scènes du drame de la honte*. Une des couvertures de ce numéro reproduit une publicité où figure le bon colonel. Les publicitaires de la maison Ogden, grand fabricant de cigarettes à cette époque, font paraître une dessein de la tête de Picquart, une «Guinea-Gold» aux lèvres, avec ce texte à côté :

A good man and a good smoke
Ogden's «Guinea-Gold» cigarettes
Require no Fresh Trial.

[Un bon homme et une bonne cigarette/Les cigarettes «Guinea-Gold» d'Ogden/n'ont pas besoin d'un nouveau procès.]³³

En bas de page l'on remarque un jeu de mots qui illustre comment cette publicité visait le travailleur londonien moyen, le «cockney». Entre guillemets, comme une sorte de citation du fumeur visé par la publicité, on peut lire le slogan suivant :

«Yer [you] can't pick art a better».

«Vous ne pouvez pas choisir mieux».]

On imprime le nom Picquart comme «pick art» pour représenter (pour ainsi dire phonétiquement) l'accent «cockney» (c'est-à-dire, en bon anglais «pick out», *trouver*, ou *choisir*).

Un autre type de représentation est constitué par les dessins, ou les caricatures reproduits dans les grands hebdomadaires de l'époque. Ces magazines atteignaient une audience innombrable à cause de leur fonction de distraction dans les salles d'attente ou dans les salons d'hôtels. *L'illustrated London News* envoie son «artiste spécial» Melton Prior à Rennes : ses dessins se trouvent sur les couvertures et à l'intérieur de tous les numéros de l'été 1899. L'artiste capte non seulement les gestes dramatiques des avocats et le profil calme du capitaine, mais fournit aussi des instantanés quasiment photographiques d'autres aspects de la vie quotidienne à Rennes. Le magazine humoristique *Punch* (sous-titré le *Charivari* de Londres) est fortement dreyfusard. Au lendemain de *J'accuse!*, en janvier 1898 on lit des vers de mirliton reflétant le fait que la presse donnait trop de place à ce «genre ennuyeux» :

That *bordereau* and that *chose jugée*,
The papers are full of them every day ;
That *chose jugée* and that *bordereau*.
One settled too fast the other too slow.
Chers voisins, again the *chose jugée*
You ought to try in another way,
But don't you think that the *bordereau*
Might be forgotten, it bores us so?³⁴

Pour marquer le grand geste du romancier, *Punch* donne une illustration titrée «Zola, le bouc-émissaire», parodiant une toile célèbre de Holman Hunt.³⁵ Plus tard la même année, *Punch* montre le général «John Bull» en train d'humilier le capitaine Marchand à Fachoda—«Marchez, Marchand!», caricature suivie le même mois par le dessin célèbre de la confrontation entre John Bull et le joueur d'orgue de Barbarie français dont le singe est vêtu de l'uniforme français. Cette insulte valait à *Punch* la cassure des vitrines de son bureau.³⁶ Après le verdict paraît un dessin montrant le personnage allégorique de la «civilisation européenne» donnant un avertissement à la France, rappelant son passé glorieux. Dans le même numéro, enfin, paraît un long poème «To France» [A la France], la suppliant «d'aller cacher son visage jusqu'à ce que son cœur soit purifié».³⁷ En l'occurrence quelques jours plus tard le président gracie Dreyfus, et la semaine suivante *Punch* montre «Madame la République» sur le chantier de sa grande exposition, «Back to Business!».³⁸

En guise de Conclusion

Nous avons tenté de donner ici une idée de l'ampleur des résonances de cette grande *cause célèbre* en Grande-Bretagne. Les Britanniques, voisins d'un pays profondément troublé, sont véritablement inquiétés à son égard. Pour eux la France-fin-de-siècle constitue un paradoxe. D'une part, elle porte en elle une bonne partie de la tradition de

la civilisation européenne, et comme telle, elle reste une inspiration et source d'espoirs pour l'avenir : d'autre part, l'Affaire montre d'une lumière presque trop vive les dangers du militarisme, voire de l'autoritarisme naissant. Quoi qu'il en soit, malgré les déformations (ou les exagérations) relevant des mentalités de l'époque, pour la plupart les Britanniques essayent d'y voir clair, même si, de temps en temps, ils sont tentés par une certaine morgue victorienne.

Martyn CORNICK
Université de Birmingham

1 "La réception de l'Affaire en Grande-Bretagne", dans M.Drouin (ed.), *L'Affaire Dreyfus de A à Z. Histoire et Dictionnaire* (Paris, 1994), pp. 441-447, et 'Les grandes revues victoriennees et l'affaire Dreyfus', *La Revue des revues*, no. 17 (1994), pp. 53-76.

2 Voir C.Maurras. *Au signe de Flore* (Paris, 1931), pp. 58-59.

3 Voir S.Lee. *King Edward VII* (Londres, 1925), I, p. 702, et les mémoires de D.F.Dawson. *A Soldier-Diplomat* (Londres, 1927).

4 N.Angell. *After all* (Londres, 1951), pp. 92-96.

5 "Our notebook", *Illustrated London News* (10 juin 1899), p. 824.

6 Voir son *Histoire de la littérature anglaise* (Paris, 1864, 1ère édition).

7 J.E.C.Bodley. *France* (Londres, 1898), surtout I, p. 16s; aussi le compte-rendu de H.Jerningham. "The French People", *The Nineteenth Century*, vol. 44 (octobre 1898), pp. 554-66.

8 A.Fouillée. *Psychologie du peuple français* (Paris, 1898), entre autres.

9 Voir surtout le compte-rendu "The success of the Anglo-Saxons", *Edinburgh Review*, vol. 187 (janvier 1898), pp. 130-50.

10 Anold. *A quoi tient la supériorité des Français sur les Anglo-Saxons* (Paris, 1899), pp. 1-11.

11 *Ibid.*, pp. ix-x.

12 *Le Procès Dreyfus (7 août-9 septembre 1899)* (Paris, 1900), I, p. 106.

13 "The Demoralisation of France", *Contemporary Review*, vol. 73 (mars 1898), pp. 305-25.

14 A.C.Clark. *Proceedings of the British Academy*, XI (1924-5), pp. 469-74.

15 F.C.Conysbeare. *The Dreyfus Case* (Londres, 1899), pp. 312sq. Dans la *National Review* Conysbeare mène une campagne contre l'Eglise catholique en France.

16 Conysbeare. *The Dreyfus Case*, p. 313

17 *Ibid.*, pp. 315-6.

18 *Ibid.*, pp. 317-8.

19 W.T.Stead. *The Review of Reviews*, vol. 20 (septembre 1899), p. 254.

-
- 20 A. Godferneaux. "The Philosophy of the Dreyfus Case" *Fortnightly Review*, vol. 66 (septembre 1899), pp. 371-84.
- 21 *Ibid.*, pp. 375-6. Cette analyse fait penser au rôle joué par l'Affaire dans le roman de Martin du Gard, *Jean Barois*.
- 22 Godferneauxp. 384.
- 23 *Illustrated London News* (23 septembre 1899), p. 414.
- 24 M. Baumont. "L'Affaire Dreyfus dans la diplomatie française", in A. Sarkissian *Studies in Diplomatic History and Historiography in Honour of G.P. Gooch* (Londres, 1961), pp. 40-41.
- 25 A.C. Swinburne. "After the Verdict, September 1899", *The Nineteenth Century*, vol. 46 (octobre 1899).
- 26 Pour un petit échantillon de ces représentations religieuses, voir R.K. Huch. "British reaction to the Dreyfus Affair", *Social Science*, vol. 50, pt. 1 (1975), pp. 22-28.
- 27 H.H. Johnson. *The Moral of the Dreyfus Case* (Birmingham, 1899), p. 10.
- 28 *Manchester Guardian* (11 septembre 1899).
- 29 Cf. E.S. Beesly. "France and her critics", *The Positivist Review* (août 1899), pp. 137-43, et F. Maxse. "The civil war in France", *National Review* (juillet 1899), pp. 734-9.
- 30 E. S. Beesly. "France and her critics", p. 143. Voir aussi F. Harrison. "Justice—English and French", *The Positivist Review* (octobre 1899), pp. 169-173, où l'auteur critique l'hypocrisie britannique envers la France dans le contexte de la crise au Transvaal.
- 31 Par exemple, pour le journaliste David Murray (qui a interviewé Emile Zola lors de son premier procès), «la farce devient tragédie» (*Contemporary Review*, vol. 73, avril 1898, pp. 481-90); et G.W. Steevens, grand reporter du *Daily Mail* à Rennes, fait paraître un livre intitulé *The Tragedy of Dreyfus* (Londres, 1899). Ces termes sont employés largement aussi par la presse provinciale; voir, à titre d'exemple, *la Leicester Chronicle and Mercury* (26 août 1899).
- 32 "Our Notebook", *Illustrated London News* (1 octobre 1899), p. 466.
- 33 *Nearly 100 Photos of Actors and Scenes in the Drama of Disgrace* (Londres, 1899)
- 34 *Punch* (22 janvier 1898), p. 27.
- 35 *Punch* (29 janvier 1898), p. 45.
- 36 *Punch* (8 octobre et 22 octobre 1898).
- 37 *Punch* (20 septembre 1899), surtout p. 137.
- 38 *Punch* (27 septembre 1899), p. 146.

LA RÉCEPTION DE L'AFFAIRE DREYFUS AUX PAYS-BAS : LA PRESSE NÉERLANDAISE ET LES RÉACTIONS FRANÇAISES

Pour aborder ce sujet nous avons fait deux types d'enquêtes. Nous avons d'abord dépouillé les dossiers des archives du Ministère des Affaires Étrangères concernant l'affaire Dreyfus¹. Ensuite nous avons dépouillé cinq revues néerlandaises de 1894 à 1906². A partir de ces documents nous analyserons la réception de l'affaire Dreyfus aux Pays-Bas : quels écarts de réception et d'interprétation décèle-t-on entre les réactions de la presse néerlandaise d'une part, et celles des diplomates français en fonction aux Pays-Bas d'autre part. Des images réciproques de la France et des Néerlandais se fabriquent sous l'influence de l'affaire Dreyfus et affectent les relations franco-néerlandaises, mais nous ne pouvons pas développer cet aspect, faute de place.

La présence de l'affaire dans la presse hebdomadaire néerlandaise varie selon les revues. La publication de "J'accuse" déclenche la mention de l'affaire Dreyfus, le 16 janvier 1898 pour *De Kroniek*, le 28 janvier pour *De Gids* et seulement le 5 mars pour *De Nederlandsche Spectator*. Alors que selon *De Gids*, "L'affaire Dreyfus est devenue notre pain quotidien" le 28 octobre 1898, c'est seulement la probabilité de révision du procès Dreyfus qui, le 23 janvier 1899, fait apparaître l'affaire dans *De Hollandsche Revue*. Si pour les trois premières revues, l'affaire Dreyfus naît comme objet d'information avec l'intervention de Zola, *De Hollandsche Revue* ignore totalement Zola. *De Amsterdammer* en revanche occupe une place tout-à-fait à part. Non seulement il est le premier à mentionner l'affaire Dreyfus en lui consacrant une colonne sous ce titre en page 2, dès le 30 décembre 1894, mais encore il est le premier à la reprendre le 14 novembre 1897 au moment où la presse française recommence à en parler. L'affaire reste présente jusqu'au résultat du procès de Rennes dans *De Kroniek* et *De Nederlandsche Spectator* : en mars et décembre 1904 *De Hollandsche Revue* et *De Gids* indiquent que l'affaire vit encore dans le monde politique français où Dreyfus apparaît en coulisses. Enfin c'est encore *De Amsterdammer* qui parle de l'affaire le plus longtemps : il traduit sous forme de dessin la victoire de la vérité et de la justice en 1906, lors de la réhabilitation de Dreyfus.

Les informations sur l'affaire apparaissent sous la forme d'"historique" (à plusieurs reprises en janvier 1898 et août 1899 pour *De Gids*, en août 1902 pour *De Hollandsche Revue*), à titre d'information un rappel des faits passés, ou à travers la présentation de publications françaises mentionnées très abondamment (*De Hollandsche Revue*, janvier 1899, *De Kroniek* et *De Nederlandsche Spectator* tout au long de 1898). On constate que les lecteurs sont supposés avoir une bonne compétence linguistique, si l'on considère les nombreuses références spécialisées et l'abondance des titres français mentionnés. Les publications d'ouvrages sont indiquées dans la rubrique "Nouveaux Livres" où elles font parfois l'objet d'une mention interprétative : si "tout ce que Stock édite se vend par centaines d'exemplaires", une publication des Éditions de la Revue Blanche "L'armée contre la nation" est présentée comme ne servant pas la cause de Dreyfus et ne favorisant pas l'estime des étrangers : "toute littérature dreyfusarde n'est pas bonne", commente *De Nederlandsche Spectator* le 19 août 1899. Le ludique est utilisé dans ces revues austères par ailleurs. Ainsi, des poèmes écrits en latin ou en anglais mettent Dreyfus en situation (*De Nederlandsche Spectator*) et surtout des illustrations traduisent les regards portés par les Néerlandais sur l'affaire Dreyfus (*De Nederlandsche Spectator* et *De Amsterdammer*). Les illustrations sont

très nombreuses dans *De Amsterdammer*. Ce sont — soit des dessins de John Braakensiek qui critiquent très clairement l'exercice du pouvoir militaire dans une affaire judiciaire en France d'une part, la faiblesse des autorités républicaines d'autre part, — soit la reproduction de dessins satiriques publiés dans les journaux étrangers, allemands ou anglais mais aussi italiens : le *Lustige Blätter* est très souvent cité, avec la mention "interdit de publication en France", mais aussi le *Moonshine*, le *Rire* ou le *Figaro* (dessins de Caran d'Ache). Après la grâce accordée à Dreyfus, la publication de dessins de J. Braakensiek continue de 1900 à 1906. La justice couronnant Dreyfus de lauriers dit : "après la vérité c'est mon tour" (4 novembre 1906), donnant écho à la réhabilitation de Dreyfus.

Dans l'ensemble, les articles des revues sont surtout des articles d'opinion plus que d'information dont l'objet est d'interpréter les réactions occasionnées par l'affaire en France et aux Pays-Bas : évaluation des réactions françaises pour *De Hollandsche Revue* et *De Gids*, évaluation des réactions néerlandaises pour *De Nederlandsche Spectator*, *De Kroniek* et évaluation des réactions mutuelles pour *De Amsterdammer*.

Pour *De Hollandsche Revue* ce sont les réactions françaises qui sont intéressantes, c'est-à-dire l'existence des dreyfusards, alors qu'aucune attention n'est prêtée à Zola en 1898. L'opposition entre dreyfusards et anti-dreyfusards est considérée comme caractéristique; les portraits des personnalités qui ont embrassé dès le départ la cause de Dreyfus et demandent la révision du procès, publiés dans "le syndicat de trahison", sont cités en traduction néerlandaise. Si *De Hollandsche Revue* a vraiment pris le train en marche, dans l'affaire, c'est-à-dire à partir du changement politique qui, en France, laisse présager la révision du procès Dreyfus, son interprétation de l'affaire est claire : Dreyfus est innocent, sa réhabilitation est nécessaire. Le procès de Rennes est présenté comme le résultat d'une coalition antisémite, catholique et de l'état-major contre la moralité (24-09-1899). L'affaire est pour la revue, l'occasion de montrer l'intérêt que représente l'engagement des intellectuels dans la société. *De Hollandsche Revue* tout comme *De Gids* interprètent l'affaire Dreyfus comme une réalité extérieure, une affaire de l'étranger comme l'indique le titre de la rubrique de *De Gids*. Ils s'intéressent aux réactions des Français sur l'affaire. En revanche, *De Nederlandsche Spectator* et surtout *De Kroniek* traitent de l'affaire Dreyfus à partir des réactions néerlandaises suscitées par elle.

Les réactions néerlandaises à l'affaire Dreyfus sont considérées avec beaucoup de réserve par *De Nederlandsche Spectator* : les lecteurs sont mis en garde contre un emballement aveugle qui pourrait se révéler coupable. Pour *De Kroniek* la critique est bien plus acerbe. Les réactions néerlandaises à l'affaire Dreyfus y servent de prétexte pour appeler à réagir et réfléchir sur une affaire intérieure, l'affaire Hogerhuizen. En effet si la justice est en cause, son application en France comme aux Pays-Bas doit être défendue partout : *De Nederlandsche Spectator* introduit tardivement cet aspect par un dessin du 19 novembre 1898 qui porte la légende : "Demoiselle, tu regardes trop loin : c'est ici que tu dois regarder", et incite la presse néerlandaise à s'occuper de l'affaire Hogerhuizen et pas seulement de l'île au Diable, en matière de justice. *De Amsterdammer* donne aussi audience à l'affaire Hogerhuizen par le biais du courrier des lecteurs (20-02-1898), mais de façon très limitée : en revanche *De Kroniek* qui commence à parler de l'affaire Dreyfus le 16 janvier 1898, établit immédiatement un lien avec l'affaire des frères frisons Hogerhuizen, en comparant la France et les Pays-Bas en matière d'exercice de la justice. Il est pour *De Kroniek* logique de demander une même prise de conscience des Néerlandais dans l'affaire intérieure que celle qu'ils ont dans une affaire extérieure au pays (8-01-1899). Il s'ensuit toute une polémique avec

le *Handelsblad* sur le bien-fondé de la comparaison entre les deux affaires Dreyfus et Hogerhuizen.

De Kroniek traite l'affaire Dreyfus sur un ton polémique, critiquant non pas la mobilisation des Néerlandais en faveur de Zola mais leur non-mobilisation en faveur des Hogerhuizen. *De Kroniek* critique le caractère non-contrôlé des prises de position néerlandaises en faveur de Zola et de Dreyfus ; ce non-contrôle que traduit leur emballement à proclamer l'innocence de Dreyfus, même si des doutes pèsent lourdement sur le procès à cause du dossier secret, est tout-à-fait contraire au caractère néerlandais. "Pourquoi cet ouragan dans un verre d'eau? que reste-t-il de ces qualités de modération du tempérament néerlandais?" affirme F. Coenen Jr., le 13 mars 1898, qui voit dans ces réactions affaire de mode, plaisir à sortir de la routine du quotidien et goût pour le mélodrame (l'innocence opprimée). Huit mois plus tard, il déplore que la bourgeoisie néerlandaise soit silencieuse dans l'affaire Hogerhuizen, elle qui, contrairement à la bourgeoisie française, avait fait honneur à l'idéal de justice de l'humanité, "versait des larmes sur Dreyfus et donnait des couronnes à Zola", aurait peut-être eu la même attitude que celle-ci si elle avait été en France. Dans un article du 12 novembre 1899 la question est encore posée de savoir pourquoi l'affaire Dreyfus et celle du Transval contrairement à l'affaire Hogerhuizen ont mobilisé les sentiments aux Pays-Bas. *De Kroniek* présente essentiellement l'affaire Dreyfus en commentant les réactions des Néerlandais de façon positive comme les manifestations de sympathie pour Zola ou l'unanimité des fractions libérales contre la violation du droit et contre l'antisémitisme, mais aussi de façon négative comme les choix excessifs de certains qui refusent de participer à l'Exposition de 1900 ou de poursuivre la préparation d'un congrès à Paris ou encore de maintenir pour l'Alliance française toute attache avec le peuple français. Pour *De Kroniek*, l'affaire Hogerhuizen mérite la même attention que l'affaire Dreyfus, or les réactions de l'opinion publique sont dans la pratique très différentes : emballement pour la défense de Dreyfus, silence pour la défense des Hollandais.

De Amsterdammer traite beaucoup plus que les autres de l'affaire en tant que telle ; dès le début il affiche une *interprétation des phénomènes qui fabriquent l'affaire Dreyfus* et juge les réactions néerlandaises et surtout françaises. Le premier article du 30-12-1894 intitulé "de zaak Dreyfus", rend compte du procès et de la condamnation de Dreyfus et donne immédiatement des éléments d'interprétation. D'une part, l'espionnage, un mal politico-militaire ne saurait être excusé : "Nous n'avons pas de mots pour excuser le capitaine Dreyfus qui a abusé de la confiance mise en lui ...". D'autre part, les réactions françaises inhérentes au procès sont passionnelles, elles révèlent antisémitisme et antigermanisme. Le deuxième article qui paraît le 14 novembre 1897, avant même la publication de "J'accuse" et l'engagement de Zola, fait état de l'opposition naissante en France, celle des dreyfusards et des anti-dreyfusards, avant la lettre ; il informe que des gens influents ont pris le parti de défendre le capitaine condamné et remettent en question le procès Dreyfus, soit par conviction d'innocence comme le directeur de la prison, le vice-président du Sénat, le professeur G. Monod, soit à cause du huis clos et du dossier secret (P. de Cassagnac, bonapartiste). Une presse française antisémitiste s'oppose, elle, à toute révision du procès. Ensuite tout au long des années 1898 et 1899 le suivi de l'actualité s'accompagne d'explications, depuis "J'accuse" jusqu'à la révision du procès Dreyfus en passant par les procès Zola et Esterhazy. Les dessins soutiennent l'interprétation des événements : "L'acte que je pose n'est autre qu'un moyen révolutionnaire pour faire éclater la vérité et faire hâter la justice" (23-01-1898). Des récits personnels comme ceux de Justus van Maurik, rédacteur en chef, ou de lecteurs

illustrent l'attachement des Néerlandais à la cause Zola et à la cause Dreyfus. Les universitaires néerlandais quant à eux, font une déclaration officielle : il est de leur devoir de défendre la vérité et la justice, ils demandent donc que le monde civilisé répare l'injustice et que soit rendu public leur mécontentement face au verdict du procès de Rennes. Les réactions françaises sont considérées de deux points de vue : l'admiration pour l'engagement des "intellectuels" n'efface pas la crainte qu'inspire le déchaînement des passions opposées : "C'en est fait de la République, si les passions s'expriment de façon si irresponsable!" (30 octobre 1898). Le jeu des pouvoirs — militaire vs civil, mais aussi politique vs judiciaire — en France est analysé et l'avenir de la République discuté. Les prises de position se succèdent : le choix d'Émile Loubet à la présidence de la République est vu comme "une victoire indubitable de la République" (26-02-1899) ; l'état-major est coupable de l'erreur judiciaire : "Les pièces du dossier sont fausses et Mercier le savait [...] Il faut refuser la politique de l'éponge et non seulement réhabiliter Dreyfus mais encore punir ses accusateurs" (11 juin 1899).

L'enjeu de l'affaire est considéré comme essentiel. Pour *De Gids*, l'avenir de la France où les liens trop étroits entre Église et Armée ont eu des conséquences funestes comme la montée de l'anticléricalisme, est en question. L'affaire Dreyfus est considérée comme marquant un tournant dans l'histoire de France. Les manifestations de clairvoyance et d'indépendance face à la déchéance morale que recouvre une "victoire dangereuse des pouvoirs militaires et cléricaux" signifie un point de rupture dans l'évolution de la France. *De Amsterdammer* pose, pour sa part, "la réhabilitation complète de Dreyfus [comme] condition de la réhabilitation de la République française [...] Le conseil de guerre doit être aboli, de même qu'on a aboli la justice religieuse. Il n'y a qu'une justice et une morale" (17-09-1899).

L'image de la France qui se dégage des hebdomadaires néerlandais est marquée par une connotation positive, la grandeur du personnage de Zola, mais aussi par des connotations négatives comme l'antisémitisme, considéré comme responsable de la condamnation de Dreyfus et nettement condamné par les rédactions, et encore la violation du droit. La cristallisation entre intellectuels et masses populaires en France est soulignée comme aboutissant à l'expression de consciences nationales opposées. L'image d'une France en danger tant que le pouvoir républicain n'affirmera pas sa domination sur le pouvoir militaire se dessine dans les articles publiés par *De Amsterdammer*.

Comment les diplomates français en poste aux Pays-Bas⁴ voient-ils les réactions néerlandaises à l'affaire Dreyfus? Les actions néerlandaises en réaction aux événements provoqués en France par la condamnation de Dreyfus, révélées par les dépêches diplomatiques sont en grande partie originales comme la mise en drame de l'affaire ; d'autres, sans être exclusives ont une intensité originale, comme l'envoi de télégrammes en provenance de tous les coins du pays pour porter appui à Zola, ou la publication de dessins-caricatures. D'une façon générale, les diplomates français mentionnent sans crainte ces actions, mais très vite ils indiquent en avoir minimisé le contenu, la force et l'impact ; ils doivent donc agir en conséquence pour informer Paris d'une part, pour éviter des crimes de "Lèse France" d'autre part. Tant la mise en drame de l'affaire Dreyfus que le soutien apporté à Zola par l'envoi de télégrammes occupent une grande place dans la correspondance des diplomates français. Les premières mentions de l'affaire par la presse⁵ n'apparaissent pas comme préoccupantes, car de Laigue écrit le 23 novembre 1897 que "la presse locale se borne jusqu'à présent du moins, à enregistrer sans aucun commentaire que ce soit les indications fournies par les journaux de notre pays en ce qui concerne l'Affaire Dreyfus." S'il

n'y a pas lieu de s'inquiéter, de Laigue signale toutefois dès décembre 1897 que, malgré la neutralité des informations rapportées par la presse, dans certains milieux l'opinion est "plutôt favorable au prisonnier de l'île du Diable". En témoignent une brochure et l'existence d'une pièce de théâtre jouée à Amsterdam dont le sujet est le procès du capitaine Dreyfus⁶. De Laigue n'y voit qu'une œuvre de pure imagination, mais dès la fin de 1897 circule aux Pays-Bas un document, "annoncé par voie d'affiches et d'annonces", qui présente Dreyfus comme un innocent condamné. La réalité française va être mise en scène en Hollande d'une façon tout à fait particulière.

L'affaire Dreyfus est en effet *mise en drame* comme l'indique Bihourd dans sa dépêche du 30 décembre 1897 : une pièce est jouée à Amsterdam dans une salle du Palais de l'Industrie, sous le titre "Dreyfus ou le martyr de l'île du Diable". Le capitaine Dreyfus y est présenté comme innocent et l'acteur qui en tient le rôle est chaque jour "couvert d'applaudissements émus", ce qui, d'après Bihourd, traduit l'état d'une certaine partie de l'opinion néerlandaise. Pour les diplomates français il n'y a pas lieu de s'émouvoir car les limites du convenable semblent être respectées tout comme l'honneur de la France, en outre le Consul Général de France à Amsterdam, A. Jacquot, n'attribue à la pièce qu'un faible succès (8 représentations en trois semaines), le 7 janvier 1898 ce dernier annonce comme un événement spécial la neuvième représentation prévue la veille du Sabbat et destinée à "un public distingué", la population juive d'Amsterdam qui compte environ 50.000 personnes. Il s'agirait de convaincre les Juifs d'Amsterdam de l'innocence de Dreyfus et de lier l'honneur de celui-ci à celui de la race juive. Cette entreprise théâtrale jugée inoffensive va se révéler inquiétante pour les autorités françaises puisque dès le 7 janvier 1898 la pièce jouée à Amsterdam est interdite de scène à La Haye, sur ordre du bourgmestre. C'est la conséquence d'un accord au niveau ministériel, entre Bihourd et de Beaufort, d'interdire la pièce qui mettait en scène les personnages réels de l'affaire Dreyfus, avec leurs noms. La Haye occupe une situation particulière (la Cour de Hollande doit des égards au représentant de la France) par rapport à Rotterdam et Amsterdam, ville où la liberté est telle qu'il est impensable d'interdire une pièce non contraire aux mœurs et où donc les représentations ne cessent pas malgré une intervention française auprès du bourgmestre d'Amsterdam, le 26 janvier 1898 ; en effet le ministre des Affaires étrangères s'inquiète : "Ces représentations durent-elles encore? Je ne peux que regretter qu'elles n'aient pas été interdites comme elles l'ont été à La Haye" (télégramme de Hanotaux à Jacquot le 24 janvier 1898). Alors que Jacquot pensait que la pièce allait mourir de sa belle mort, celle-ci connaît un regain de succès, à Amsterdam mais aussi à Utrecht, Haarlem ou Alkmaar ; en revanche, une nouvelle pièce "J'accuse ou le procès Zola" sera, elle, interdite après deux représentations, ce qui occasionne les remerciements chaleureux du ministre français des Affaires Étrangères via le ministre de France à La Haye.

La publication de "J'accuse" provoque dès le 16 janvier 1898 et jusqu'au 8 février, début du procès Zola, l'envoi de *télégrammes* de soutien à Zola. Une campagne de signatures est orchestrée par le *Handelsblad* qui, le 16 janvier 1898, publie le texte d'un certain Docteur C.H.A. van der Myle, médecin à Smilde, petite localité de Drenthe au nord-est du pays, texte pour lequel il demande des adhésions. La traduction du texte⁷ est rapportée par Jacquot qui y voit le reflet "du sentiment de la généralité des Hollandais", mais pour qui il est probable que cet appel reste sans écho (16 janvier 1898). Cinq jours après la diffusion de ce texte par la presse et l'appel à adhésion, le 21 janvier 1898, Jacquot rend compte de cinq cents signatures environ, alors qu'en réalité, 2122 signatures sont envoyées à Zola le 21.

suivies le 22 janvier par celles d'une quinzaine de notables répartis sur tout le pays, et par encore 80 signatures le 2 février. L'appel d'adhésion au télégramme de sympathie et d'admiration envers Zola est fortement encouragé, "dans des entrefilets dérobés" par C. Boissevain, directeur du *Handelsblad* d'Amsterdam. Plus tard l'entreprise est relayée par les autres journaux : le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* annonce le 10 mars 1898 que "quelques personnes ont décidé d'envoyer à Emile Zola un témoignage de sympathie pour le rôle qu'il a joué dans l'affaire Dreyfus ...". A côté de ce télégramme populaire de van der Myle, de nombreux télégrammes sont envoyés spontanément à Zola et visent en gros trois objets : adresser à Zola des félicitations ("sympathies", "admiration", "haute considération") pour la publication de "J'accuse", rendre hommage à Zola "héroïque combattant pour la justice et la vérité" (Amsterdam 18 janvier 1898) pour son action dans l'affaire Dreyfus "cause internationale de justice et d'humanité" (Amsterdam 19 janvier 1898) ; enfin, certains soutiennent directement Zola dans le cadre du procès "Nos coeurs battent de l'espoir que la vérité qui trouve en vous son juste défenseur fera son coup" (Rotterdam 4 février 1898). Ces télégrammes signés les uns par des dizaines, les autres par des centaines de personnes sont envoyés à Zola, en provenance de tous les coins du pays et émanant de toutes sortes de gens⁸. La provenance sociale des signataires est étendue mais ne couvre pas toutes les couches de la population ; médecin de province, van der Myle déclenche un mouvement d'une ampleur remarquable mais qui touche des gens dont l'éducation est manifeste : étudiants, hommes de loi — notaires, avocats — et journalistes réagissent d'abord, suivis par "de simples bourgeois d'Amsterdam", "des dames de La Haye", "la Vrije Vrouwenvereeniging" (Association Libre des Femmes) à Amsterdam, et même un lieutenant-colonel. Le monde de l'enseignement est bien représenté, professeurs et directeurs, élèves de lycées, d'écoles spécialisées même d'écoles militaires et les membres de sociétés de jeunes ; on peut y associer les éditeurs et libraires. Le monde médical n'est pas absent, avec médecins, pharmaciens et internes des hôpitaux. Notables et hauts fonctionnaires de province spécifient leurs titres ou leurs fonctions. Des négociants en petit nombre et des ouvriers diamantaires eux en très grand nombre se portent signataires des télégrammes. Enfin bon nombre de télégrammes ne livrent qu'un nombre de signatures ou des noms sans qu'il soit fait mention de professions. La quantité de signataires est impressionnante pour le pays et l'on compte une bonne quarantaine de textes différents sur un total d'environ 300 télégrammes en provenance de partout dans le monde et qui se trouvent dans les dossiers "Affaire Dreyfus" des archives du Ministère des Affaires Étrangères. Les télégrammes atteignent bien Zola qui, à son tour, le 8 février 1898 par l'intermédiaire de Boissevain, rédacteur en chef du *Handelsblad*, manifeste sa reconnaissance vis à vis des Hollandais et de la presse hollandaise. Après la condamnation de Zola, des télégrammes expriment l'indignation des Hollandais face à la sentence et rendent hommage à Zola "qui ose sacrifier sa liberté pour défendre l'innocence et qui se donne de plein cœur pour empêcher que la justice se courbe devant la puissance" (Les ouvriers diamantaires d'Amsterdam 22 février 1898) ; des militaires hollandais félicitent aussi Picquart ("Nous vous admirons", Haarlem 21 février 1898).

Les dessins politiques et polémiques de Braakensiek, publiés dans *De Amsterdammer* sont célèbres pour traduire les sentiments néerlandais par rapport aux condamnations de Zola et de Dreyfus ; illustrations diffusées dans la presse hebdomadaire d'Amsterdam, elles sont un moyen de propagande efficace, à la gloire de Zola et de "son client" Dreyfus. Jacquot en fait, dès janvier 1898, parvenir au Ministre des Affaires Étrangères.

soulignant par là combien la presse néerlandaise justifie la quête de Zola en faveur de justice et vérité. Une véritable campagne de caricatures qui vise à ridiculiser l'armée française se développe ensuite : De Laigue y voit une agression délibérée, alors que pour Bihourd c'est la presse française qui a donné l'exemple. Jacquot quant à lui apprécie peu les outrages. Il décrit ainsi une illustration : "C'est une retraite au flambeau. En tête nos généraux et magistrats titubant, les bras enlacés dans une grossière attitude de kermesse, foulent aux pieds le cadavre de la justice, dont les balances et le glaive brisé gisent auprès d'elle sur le sol. Satan planant sur le cortège, emplit de ses ailes déployées le ciel où flotte la fumée des torches. Les clairons sonnent. La foule ivre pousse des cris de "vive l'armée" et tandis que d'un côté Zola est culbuté brutalement contre la porte ouverte de Mazas, de l'autre des officiers à coups de botte rabattent la pierre du tombeau soulevée sur la tête du tombeau de Dreyfus. La double légende "Maître Satan les conduit : on embouche les trompettes", "la retraite, la retraite et chacun rentre chez soi" est tirée de la fameuse tragédie *Sysbrecht van Amstel* du grand poète national Vondel (*MAE, Arch. dipl., NS, Allemagne, vol. 53, fol. 257, 27 février 1898*).

"La terreur militaire" (16 février 1899) représente le général Zurlinden (ministre de la guerre) "sous la forme d'un orang-outang, coiffé d'un képi, et entraînant la République sans doute ou la France, représentée par une femme défaillante", et plus on approche de la révision plus les attaques sont grossières : "L'affaire Dreyfus continue d'être traduite en gravures insultantes pour notre armée : l'une de ces gravures représentait des porcs revêtus d'uniformes français et disparaissant dans ce qui semblait être une mare de boue", note de Laigue le 2 août 1899.

Ces actions néerlandaises font l'objet d'une interprétation par les diplomates français. Selon eux, les Néerlandais érigent l'affaire Dreyfus en une cause internationale de justice et d'humanité d'une part, en une affaire religieuse d'autre part, ceci rendant possible cela. Ils accusent en outre Paris d'être à l'origine des réactions néerlandaises.

En effet, *les autorités françaises en Hollande situent en France l'origine de réactions* qui se développent en Hollande : les informations diffusées par les journaux néerlandais émanent des journaux français. L'attitude de la presse française est, selon de Laigue, déterminante. L'exposition des faits par Jacquot laisse sous-entendre que les dreyfusards français ont leurs agents dans les pays européens et font assurer la publication de leurs idées par la presse et dans la langue du pays (*Handelsblad, Gazette de Cologne ou Times*). De même les protestants français font des émules aux Pays-Bas, eux qui, contrairement à la majorité de l'église catholique, s'engagent pour la défense de Dreyfus.

Les Hollandais font de l'affaire Dreyfus une affaire religieuse. Protestants et juifs semblent être très vite associés par les autorités françaises, dans la cause dreyfusarde telle qu'elle est défendue en Hollande, où antisémitisme et anti-protestantisme sont assimilés. En Hollande, "tout le monde protestant a été remué jusque dans ses profondeurs" et la France de l'affaire Dreyfus est associée à celle de la Saint-Barthélemy et des Dragonnades, affirme Jacquot le 7 février 1898. La condamnation de Dreyfus jugée par les Hollandais comme une violence antisémite, est perçue par eux comme la menace d'une violence anti-protestante, comme cela a été le cas aux XVI^e et XVII^e siècles en France. Bihourd corrobore cette interprétation mise en avant par Jacquot, faisant des réactions hollandaises les réactions de protestants qui se sentent, au même titre que les juifs, menacés par le pouvoir catholique dominant en France et susceptible de faire des émules aux Pays-Bas. Il réduit même à une "grossière passion religieuse" le mobile de leur intervention en faveur de Dreyfus (5 mars 1898). Le 14 mars 1898 le président du Conseil, Méline, est informé du fait que les Hollandais

voient dans la campagne antisémite qui se poursuit à Paris et en France une menace pour les protestants français et par extrapolation pour ceux des Pays-Bas. En outre, Jacquot accuse Israëls le correspondant parisien du *Handelsblad*, d'appeler l'opinion publique hollandaise à témoigner sa réprobation contre la "cause jugée souverainement par la justice française", celle de Dreyfus, de mobiliser juifs et protestants "les apôtres de la Bible et du Talmud coalisés", enfin, cédant à "l'esprit sectaire évangélique" de combattre "l'idée d'une France unie, prospère et puissante aussi par les armes" (23 janvier 1898).

En faisant de la condamnation de Dreyfus une affaire religieuse, les Hollandais vont en faire une *cause de justice à dimension internationale* qui ne tiendrait pas si l'on s'en tenait aux questions de droit propres à la nation (17 Février 1898). "Peut-être bientôt la Hollande libre et tolérante devra-t-elle ouvrir ses portes larges à des victimes de la persécution religieuse" écrit Boissevain dans Le *Handelsblad* du 7 février 1898, sous le titre *La persécution des juifs en France*, article que Jacquot juge caractéristique de "la manière des protestants hollandais défenseurs de Dreyfus, qui affectent de traiter cette question comme une affaire religieuse pour lui conserver le caractère international" (17 février 1898). De Laigue lui-même affirme, dans sa dépêche du 28 février 1898, que l'une des conséquences de la condamnation de Zola serait "l'immigration des principaux israélites de France lesquels viendraient notamment se fixer à Amsterdam" ; elle serait l'effet de l'antisémitisme et de la xénophobie qui règnent en France. La Hollande reste ainsi une terre d'exil pour les Français. Par leurs interventions, les Hollandais font de l'affaire Dreyfus une affaire de droits de l'homme dont Zola assure la défense, une défense de la justice égale pour tous. Leur action de soutien à Zola après la publication de "J'accuse" a en effet pour but d'obtenir la révision du procès Dreyfus afin que justice soit rendue : il faut faire luire la vérité "dans cette affaire de lumières contre ténèbres" (Amsterdam 19 janvier 1898). Les affiches, les annonces par la criée dans la rue ou par les journaux, les appels à signatures mais aussi la diffusion des journaux français et des traductions de textes comme "J'accuse" sont les moyens utilisés pour stimuler l'action. *L'Aurore* semble très lue dans les milieux cultivés, parmi les fonctionnaires et dans les clubs (1 mars 1898) et un culte pour l'image de Zola semble se développer. Enfin, de Laigue signale le 1 mars 1898 une formule originale : au cours d'un spectacle au cirque Variété, et dont il est fait publicité dans les journaux quotidiens, on aurait "projeté, en hollandais, une formule d'adhésion à Zola et successivement l'on a vu paraître le portrait du romancier et celui de la reine Wilhelmina", ce qui aurait déclenché des applaudissements.

Alors que l'opinion publique hollandaise voit dans l'affaire Dreyfus une affaire religieuse et une menace pour les minorités, les diplomates français voient dans les réactions hollandaises l'influence des dreyfusards français, du manque de fermeté du pouvoir politique et enfin les conséquences d'une philosophie politique et religieuse sur laquelle repose la société hollandaise.

C'est surtout à la suite de l'intervention de Zola pour la défense de l'innocent Dreyfus que les Hollandais prennent fait et cause pour Dreyfus et s'engagent dans des actions de soutien à Dreyfus et à Zola d'une part, de pression sur l'image de la France d'autre part en diffusant dans l'opinion publique des messages ironiques et critiques de l'attitude des autorités françaises. Pourtant avant même la publication de "J'accuse", la condamnation de Dreyfus pose problème pour certains Néerlandais, en témoigne la mise en drame de l'affaire Dreyfus dès ses débuts. L'opinion publique néerlandaise est dès décembre 1897 favorable au prisonnier de l'île du Diable et les entreprises qui visent à convaincre les Néerlandais de l'innocence de Dreyfus sont aux Pays-Bas très précoces, directement consécutives des prises

de position des "intellectuels" français persuadés de l'erreur judiciaire. Les Hollandais font de l'affaire une cause humanitaire qu'il faut défendre pour des raisons religieuses. Ils se servent de moyens divers et inventifs pour répandre leurs idées dont la presse est la courroie de transmission. Les actions diverses sont originales. L'envoi de télégrammes de soutien à Zola et plus tard à Dreyfus n'est pas une caractéristique hollandaise car des télégrammes ont été envoyés de partout et pas seulement de tous les pays d'Europe mais aussi d'Amérique aussi bien du Nord que du Sud, mais il est remarquable par son abondance. Or cet aspect qui tient une grande place dans la correspondance diplomatique n'apparaît pas dans la presse hebdomadaire. Il en est exactement de même avec la mise en drame de l'affaire Dreyfus aux Pays-Bas qui alimente la chronique des journaux et des diplomates mais pas celle des revues d'opinion néerlandaises.

Pour les diplomates français et néerlandais le contexte international est délicat : tout est donc fait au niveau des responsables politiques pour préserver les bonnes relations qui existent et qui doivent se maintenir avec la France. Aussi apparaît sans cesse la différence entre les prises de position officielles et celles de l'opinion publique, très libre dans ce pays neutre, libéral et champion de la tolérance. Le cas Israëls est l'exemple type des répercussions de l'affaire Dreyfus dans les relations franco-néerlandaises. Alors que l'affaire Israëls est suivie intensément par les diplomates, et évidemment fait l'objet d'un traitement spécial dans le *Handelsblad* dont Israëls est le correspondant parisien, celle-ci intervient dans la presse hebdomadaire par le biais d'une lettre de lecteurs (*De Kroniek* 3-04-1898) ; la lettre a pour objet non pas de montrer combien il est juste de ménager les relations bilatérales mais de dénoncer l'autoritarisme qui règne en France ; "en France il en va comme en Russie". Le journaliste y voit une manifestation d'antisémitisme, ajoutant qu'il était simple de remédier à l'erreur commise de cumul de fonctions par le journaliste — avocat.

Les réactions concrètes d'opposition à la France, pays à boycotter, pays irresponsable politiquement et moralement, etc. qui préoccupent les diplomates sont mentionnées mais elles sont présentées comme abusives ou excessives ; elles ne reçoivent pas l'approbation de la rédaction. L'élément religieux, moteur des réactions néerlandaises apparaît dans la presse néerlandaise tout autrement que dans la correspondance diplomatique. L'antisémitisme est considéré comme responsable de l'erreur judiciaire et vigoureusement et franchement condamné dans la presse. Les diplomates français attribuent le sentiment de responsabilité morale qui sous-tend l'engagement des Néerlandais à leur protestantisme.

L'affaire Dreyfus est l'occasion pour les uns et les autres de se mesurer et de porter des jugements sur les comportements mutuels. On peut penser que les réactions hollandaises ont eu une influence sur les diplomates français aux Pays-Bas, provoquant chez l'un un durcissement des convictions et chez l'autre le contraire, constater l'évidence. L'appel lancé par la presse hollandaise à réfléchir sur une affaire judiciaire intérieure de la même façon que sur l'affaire Dreyfus ne porte pas de fruits. Le miroir offert pour contempler sa propre image est refusé. Le pouvoir que véhicule le religieux d'un côté et la neutralité d'un autre côté est pour les diplomates français un sujet d'interrogation. La situation de la monarchie des Pays-Bas est en effet très différente de celle de la République française. Il est vrai que la laïcité comme institution fondamentale de la République est un des produits directs de l'affaire Dreyfus.

Marie-Christine KOK-ESCALLE
Université d'Utrecht

1. 7 dossiers sont classés sous la rubrique *Affaire Dreyfus - MAE, Arch. dipl., NS, Allemagne vol. 53 à 59* -, ils comprennent les correspondances adressées sur ce sujet au Ministère, par les Légations étrangères et les consulats, de septembre 1896 à janvier 1901. On y trouve aussi les réactions du Ministère occasionnées par cette correspondance. De ces dossiers nous avons retenu la correspondance avec les Pays-Bas. Nous y avons ajouté celle qui est classée sous la rubrique *Pays-Bas (1896-1918) - MAE, Arch. dipl., NS, Pays-Bas, vol.6*.

2. *De Kroniek, De Nederlandsche Spectator, De Hollandsche Revue, De Amsterdamer, De Gids* qui représentent l'essentiel de la presse hebdomadaire d'opinion.

3. L'affaire Hogerhuizen est une histoire de cambriolage qui a eu lieu le 6 décembre 1895 (St Nicolas); l'enquête judiciaire dure jusqu'en mai 1896 et, début juin 1896, les trois frères frisons "Hogerhuizen" sont condamnés par le tribunal de Leeuwarden à 12, 11 et 6 ans de prison. Certains dénoncent des irrégularités dans le déroulement du procès. Une demande de grâce a été refusée le 8-01-1899.

4. Le Légat de France à La Haye, G. Bihourd (Ministre de France aux Pays-Bas) assisté de Ségur d'Aguesseau, le Consul Général de France à Amsterdam, Auguste Jacquot qui est en poste pendant toute la période tout comme de Laigue qui est Consul de France à Rotterdam. D'après la correspondance diplomatique, les autorités néerlandaises qui sont amenées à intervenir sont le bourgmestre d'Amsterdam et celui de Rotterdam, enfin le ministre des Affaires Etrangères, M. de Beaufort. Le Légat ou ministre de Hollande en France est M. de Stuers; il aura à justifier les mesures qu'il prend, face à la presse et au Parlement. Les diplomates français qui font parvenir à Paris des dépêches informant des réactions de la presse néerlandaise aux "événements de France", réactions que bien souvent ils interprètent.

5. Les journaux mentionnés dans la correspondance diplomatique sont surtout les organes de presse d'Amsterdam et de Rotterdam: les quotidiens *Handelsblad* d'Amsterdam, particulièrement important puisque c'est lui qui assurera la diffusion des initiatives appelant à réagir contre l'injustice et pour la défense du juste et *Nieuwe Rotterdamsche Courant*, périodique quotidien le plus important des Pays-Bas sont les plus abondamment cités, mais il est aussi fait référence à des journaux locaux ou encore au quotidien national *De Telegraaf* en rapport à des prises de position. Parmi les grands hebdomadaires seul *De Amsterdamer* fait l'objet de commentaires et même de l'envoi des dessins de J. Braakensiek.

6. La brochure en question (30 pages) paraît à Amsterdam, en hollandais sous le titre: "Onthulding uit het Dreyfus proeès door Eene heiderziende naar de oorspronkelijke Fransche brochure van Charles Ponton" c'est-à-dire "Révélations au sujet du procès Dreyfus par une voyante d'après la brochure française originale de Charles Ponton"

7. Nous, fils (et filles) de la même Hollande, qui a offert jadis un refuge assuré à quantité de Français expatriés et qui a toujours été le berceau de la libération, nous vous saluons et vous rendons pleinement hommage, à vous, champion du droit et de la justice, dans l'affaire du banni de l'île du Diable, qui occupe aujourd'hui l'attention du monde entier. Nous méprisons avec vous une politique pour qui la fin doit sanctifier les moyens, où est éteint tout sens idéal et qui ne vise qu'à échapper à l'obligation de confesser son tort devant le tribunal de l'opinion publique. Cette politique est petite; petit est le peuple qui ne veut pas reconnaître un tort. A part la question de savoir si Dreyfus est coupable ou innocent, nous ne pouvons faire autrement en cette circonstance que de vous témoigner notre pleine sympathie pour votre courageuse intervention guidée par les mobiles les plus élevés. Recevez, noble combattant, l'assurance de notre plus profonde reconnaissance (*MAE, Arch. dipl., NS, Allemagne, vol. 53, 16 janvier 1898*).

8. Ainsi du nord (Groningue, Leeuwarden, Smilde) et de l'est (Zwolle, Enschede) du pays, de Hollande (La Haye, Alkmaar, Delft, Dordrecht), des villes universitaires (Groningue, Leyde, Utrecht, Amsterdam) partent quantité de messages qui parviennent à Zola directement ou par l'intermédiaire de Boissevain, directeur du *Handelsblad* et temporairement à Paris (30 journalistes d'Amsterdam le 19 janvier).

DANS LES ORGANES DE PRESSE NAPOLITAINS : L'EXEMPLE DU *MATTINO*.

"Mai più tetra e tragica materia si è presentata all'immaginazione di un grande artista, mai o quasi, la realtà è stata così superiore alle combinazioni più assurde di una ardente fantasia!"

Luigi Capuana. *Emilio Zola*¹

Les tout premiers articles publiés dans *Il Mattino* de Naples se référant à l'affaire Dreyfus, reproduisent de près les nouvelles de la presse parisienne. Ce quotidien, à l'époque un journal de quatre feuilles grand format, chacune sur cinq colonnes, faisait paraître, en troisième page, de brèves informations à caractère international : les dépêches, toutes assez brèves, provenant de la rédaction de Paris, sont signées "Sivius" (par la suite "Sylvius") ou plus simplement "S". C'est donc dans cette page du *Mattino* du jeudi-vendredi 1-2 novembre (3e année, n°305, "Un officier français traître") qu'on peut lire, parmi tant d'autres, la nouvelle de l'arrestation d'un officier français — le nom n'est pas dit — "accusé de haute trahison" pour avoir donné "aux étrangers des informations au sujet de la frontière des Alpes". Nous connaissons le nom de Dreyfus, ainsi que son statut social, dès le deuxième article qui lui est consacré : "Le capitaine français traître" (samedi-dimanche 3-4 novembre, n° 307) ; sa vie et ses proches figureront dans un numéro ultérieur (mercredi-jeudi 7-8 novembre, n° 311, "Le capitaine traître").

Si nous avons choisi de nous occuper, dans l'analyse de la presse napolitaine, seulement de ce journal, c'est que le *Mattino*, malgré sa fondation récente (le premier numéro avait paru le 16 mars 1892), était devenu en peu de temps l'organe d'information le plus diffusé et le plus recherché dans le Sud de l'Italie²

L'attention du journal aux événements se déroulant dans les pays limitrophes - en France en particulier - est soutenue : presque chaque jour, si nous nous en tenons aux numéros du *Mattino* publiés à partir de la mi-octobre 1894, des nouvelles plus ou moins succinctes sont proposées au lecteur : ainsi sommes-nous renseignés sur le congrès de la Boucherie française qui se déroule à la Bourse de Commerce de Paris (22-23 octobre), sur les travaux du Parlement français à propos du budget (23-24 octobre), sur le procès intenté par Bourgeois contre Zola à propos de son roman *Lourdes* (25-25 octobre), ou bien sur les exercices militaires de l'artillerie alpine (25-26 octobre), sur l'hospitalisation de Verlaine et sur un duel entre un sénateur et un lieutenant de hussards à cause d'une altercation à caractère politique (26-27 octobre), ou sur les complots anarchistes contre la Chambre (28-29 octobre).

Mais à côté de ces informations assez hétérogènes et curieuses, il y en a d'autres plus ponctuelles : ainsi tout au long de ce mois de novembre, les informations relatives à Dreyfus côtoient des articles bien plus étendus consacrés à Zola qui, quelques années plus tard, sera le défenseur passionné du capitaine. En effet Zola, arrivé à Rome fin octobre en quête de documentation pour son futur roman *Rome*, se trouve au centre de l'attention des intellectuels et des salons romains : *Il Mattino* ne cesse de rendre compte des réceptions qu'il préside, de ses rencontres officielles et mondaines, de ses visites à Crispi, au Roi...

Pour en revenir aux articles sur Dreyfus que nous allons examiner, il faut tout d'abord remarquer que le correspondant du quotidien, au moins dans cette première phase, ne se pose aucune question sur la vérité des faits : il ne va pas à la source de l'information, mais se

contente tout simplement de relater ce qu'il a lu dans les différents journaux parisiens, superposant parfois des données opposées. Il s'agit donc d'une documentation de seconde main, sans originalité ni prise de position personnelle : c'est une écriture neutre qui se veut objective et modérée, ne serait-ce que dans les intitulés des articles tous assez semblables et parfois même identiques, comme soulignant un fait établi indiscutable et répétitif dans le temps³.

Toutefois, à côté de cette apparente évidence, le chroniqueur, en relatant le cas du capitaine, ne manque pas de présenter des nouvelles sensationnelles : ainsi Dreyfus aurait-il connu, à Nice, la veuve d'un officier italien qui, devenue sa maîtresse, l'aurait entraîné, à Paris, dans des dépenses inconsidérées afin de le forcer à lui remettre un document secret avant de disparaître (mardi-mercredi 6-7 novembre, n°310, "Le capitaine traître") ; quand on repêche dans la Seine le cadavre d'un employé militaire ayant dans les poches l'adresse de Dreyfus, on le soupçonne immédiatement d'être son complice (jeudi-vendredi 22-23 novembre, n°326, "Le capitaine traître").

Les chefs d'accusation sont aussi sujets à des changements : d'abord, dans le tout premier article, on fait allusion à la frontière des Alpes, ensuite on l'accuse d'avoir vendu à l'Italie les plans de mobilisation du quinzième corps d'armée, ainsi que les plans du fort de Briançon (samedi-dimanche 3-4 novembre, n°312, "Le capitaine traître") ; enfin, en rapportant les nouvelles de la dernière heure du *Gil Blas*, Dreyfus aurait "dévoilé tout le système de défense des côtes de la Méditerranée y compris les îles d'Hyères et la Corse" (samedi-dimanche 17-18 novembre, n°321, "L'officier traître").

Des espions véritables ou présumés tels rôdent dans l'espace politique européen de cette fin de siècle, et bien qu'on ait signalé l'arrestation de deux espions allemands qui étaient en relation avec Dreyfus (lundi-mardi 3-4 décembre, n°336, "Le procès Dreyfus"), le sentiment de suspicion persiste sur la puissance allemande et les poursuites pour espionnage se multiplient. C'est pour cela qu'à la fin du procès, on adopte "des mesures d'une rigueur exceptionnelle" (dimanche-lundi 23-24 décembre, n°357, "La condamnation du capitaine Dreyfus") et le chroniqueur d'ajouter en guise d'explication : "Le document sur lequel se base l'accusation consiste en une petite feuille de papier, où sont écrites des notes d'une telle gravité qu'on sera obligé de refaire tout le système de défense de la frontière orientale."

De plus une atmosphère de mystère semble planer sur tous les événements relatés, ce terme, "mystère", revenant souvent dans les articles, ainsi que le mot "ténèbres"⁴, la presse par ailleurs ne fait que "tisser des romans fantastiques" (jeudi-vendredi 22-23 novembre, n°326, "Le capitaine traître"). De plus, dans un des derniers articles de cette année 1894, paru après la condamnation de Dreyfus, on peut lire que "les débats du procès n'ont pas réussi à déchirer le voile de mystère qui entoure la trahison" (jeudi-vendredi 27-28 décembre, n°360, "Après la condamnation") et que "la vérité vraie sera à jamais un mystère pour le public".

A la "complète innocence" proclamée par le capitaine (mardi-mercredi 13-14 novembre, n°317, "Le capitaine traître"), s'opposent le déroulement du procès à huis clos, les fausses informations qui circulent (vendredi-samedi 14-15 décembre, n°348, "Les racontars sur l'espionnage") telles que l'existence d'un complot visant à renverser le général Mercier et les tentatives des Israélites - et surtout de la haute banque - pour sauver Dreyfus ; on aurait même offert le somme d'un million à l'officier rapporteur s'il avait conclu ses recherches en

faveur de l'accusé (vendredi-samedi 21-22 décembre, n°355, "Le procès du capitaine Dreyfus").

Quant au fait qu'il soit juif, cela n'a pas beaucoup d'intérêt pour les lecteurs italiens : en effet, le rédacteur y fait allusion en signalant une déclaration de la *Libre Parole* : Dreyfus n'a pas trahi pour des raisons d'argent mais "à cause des persécutions dont il était l'objet en sa qualité de juif, en faisant d'ailleurs remonter au député Reinach, juif lui aussi, la responsabilité de la lutte contre les sémites" (lundi-mardi 12-13 novembre, n°316, "Le capitaine traître").

Si l'instruction avance avec quelques difficultés, c'est, selon le rédacteur, à cause de "l'attitude absolument négative adoptée par le capitaine" (lundi-mardi 19-20 novembre, n°323, "Traîtres et espions en France"). Après l'excitation et les larmes, lors de l'interrogatoire, l'accusé tarde en effet à reprendre son aplomb et l'opinion publique, alertée, ne veut pas accepter de compromis : elle demande des solutions extrêmes : l'acquittement ou la mort.

Ces informations servent de support pour mieux comprendre le long article, sur deux colonnes et à la une, dont le titre est tout un programme: "Trahison et patriotisme", signé par R.Alt. — pseudonyme de Riccardo De Albertis — et publié fin décembre (mercredi-jeudi 26-27 décembre, n°359). Cet éditorialiste qui travaillait au *Mattino* depuis le mois de mai, en signant des articles de politique intérieure et étrangère, se reconnaît à un style grandiloquent et guindé. Malheureusement, notre folliculaire n'a que des certitudes sur la culpabilité du capitaine, alors que bien des journalistes en parlaient déjà comme d'une victime innocente.

C'est à grand renfort de rhétorique et de platitudes qu'il applaudit à la conduite du peuple français qui, après le jugement, "pour une fois, malgré son chauvinisme, pourrait nous servir d'exemple : de telles exagérations honorent ceux qui les commettent". Si les Français s'affligent pour la patrie trahie, "ils déplorent d'autre part de ne pas pouvoir effacer du nombre des vivants l'officier abject dont le conseil de guerre a fait un forçat". L'éditorialiste continue sur le même ton, en regrettant un âge d'or où le cas n'aurait nécessité aucun procès: "une corde au cou, ou un coup de dague au cœur auraient tranché tout danger d'ultérieures indiscretions, sans préjudice de la torture, qui aurait peut-être fourni des révélations précieuses".

Le journaliste termine en établissant un parallèle entre les Français et les Italiens qui sont, à son avis, trop indifférents, "séduits par les scandales, mais non passionnés par les choses justes et utiles". Face à l'attitude patriotique des Français, le peuple italien, pourtant jeune (il n'a que 25 ans à peine) n'est "qu'un peuple de marchands ratés et de décrépits".

Cette première partie de l'Affaire, se terminant par la condamnation du capitaine, ne produit plus beaucoup d'écrits : le peu d'articles très brefs de l'année 1895 se réfèrent tous aux préparatifs et au transfert de Dreyfus à l'île du Diable. Le silence le plus absolu plane à partir de ce moment sur le condamné.

Le regain d'intérêt de la presse à l'égard de Dreyfus, en novembre 1897, pose de nouveaux problèmes : à une première phase où, comme nous l'avons signalé, sa culpabilité paraissait indiscutable, succède une période où les reportages du *Mattino* se multiplient et deviennent plus longs et circonstanciés. Enquêtes, dossiers secrets, documents exceptionnels, pétitions, tout contribue à tenir en haleine le public des lecteurs : démentis, affirmations, éclaircissements se succèdent à un tel rythme endiablé que le correspondant du quotidien napolitain est forcé d'admettre que "si l'on veut suivre les événements de l'Affaire Dreyfus, si embrouillée, et les mille hypothèses qui paraissent chaque jour dans les organes de la presse parisienne et des provinces, on finit par y perdre la tête" (jeudi-vendredi 25-26

novembre, n°327, "Le roman Dreyfus"). C'est peut-être à cause de cela que, dans certains articles, le rédacteur reprend les uns après les autres les affirmations de divers journaux (nous rappelons les plus cités tels que: *Le Jour*, *Liberté*, *Le Temps*, *Le Journal des Débats*, *La Patrie*, *Le Figaro*, *L'Echo de Paris*, *L'Intransigeant*, *Le Gaulois*, *Le Soir*, *L'Eclair*, *Le Siècle*, *La République Française*, *La Libre Parole*...).

Le premier article du 5-6 novembre, revenant sur le drame du capitaine (n°307, avec une coquille dans le titre: "Pour la réhabilitation de Dreyfus"), signale la visite de Scheurer-Kestner au général Billot, ministre de la guerre. Après réexamen des documents relatifs à l'Affaire, le vice-président du Sénat estime que le capitaine "n'est absolument pas coupable de haute trahison". Le correspondant précise aussi que "le secret le plus absolu est observé sur l'interview".

Désormais, il ne se passera pas un jour sans que *Il Mattino* raconte en détail le devenir de l'Affaire : c'est par souci d'exhaustivité qu'on traduit entièrement le bordereau et qu'on reproduit quelques lettres de Dreyfus envoyées du bagne à la famille, surtout pour "être agréables à nos lecteurs qui se passionnent pour les vicissitudes de l'Affaire" (lundi-mardi 22-23 novembre, n°324, "Le roman Dreyfus"). Mais les Italiens ne sont pas seuls à être intrigués : en Angleterre, *Le Monde juif* soutient que Dreyfus est victime d'une erreur judiciaire, et en France, "la curiosité morbide, indomptable du public est à son comble : la population ne se passionne pour rien d'autre".

La requête formelle de Scheurer-Kestner d'obtenir la réouverture du procès, la lettre de dénonciation au Ministère de la Guerre de Mathieu Dreyfus accusant le comte Esterhazy, l'implication du colonel "Piquard" (sic), la montée de l'antisémitisme — au point que Forzinetti, ex-directeur de la prison où Dreyfus avait été écroué lors du procès, déclare qu'il s'agit d'un "procès antisémite greffé sur un procès politique" — les lettres d'Esterhazy, son incarcération dans la prison militaire du Cherche-Midi, et son procès, tous ces rebondissements sont exposés dans une rubrique qui a déjà pour titre, avec beaucoup de clairvoyance, "Le roman Dreyfus". En effet, intrigues, témoignages, démentis, personnages indifférents, tous les ingrédients de la stratégie romanesque sont là ; de nos jours, on a avancé la formule de "roman-feuilleton"⁵. A partir de juillet 1898, ce sera sous le titre "Dreyfuséide" (en assonance avec l'Enéide), puis "La révision du procès Dreyfus", que seront réunies les informations de presse.

Le premier éditorial de cette deuxième phase de l'Affaire, portant le titre "Dreyfus" (vendredi-samedi 26-27 novembre 1897, n°328) signé Tartarin, nom de plume du fondateur-directeur du *Mattino*, Edoardo Scarfoglio, se développe autour du thème de l'universalité du "sentiment humain". "Le phénomène Dreyfus est l'un des plus singuliers, des plus merveilleux, des plus dignes d'étude qu'on ait vus [...]. Un fait local a, tout à coup, acquis le caractère de l'universalité et émeut la société civile tout entière". Pour essayer d'en cerner la signification profonde, le journaliste, tout en soulignant "les cruautés et les iniquités de la justice", croit pouvoir affirmer que "même un antisémite ne se servirait pas d'une méthode de combat aussi ignominieuse". Drumont, Esterhazy, Morès sont traités, dans l'analyse de Tartarin, "de lugubre et louches croisés de la calomnie et du faux qui, froidement, pour l'argent, cherchent à jeter le déshonneur et le mépris public sur une race qui n'a aucun tort". L'affaire est donc devenue "une question universelle du sentiment humain" et c'est précisément au nom de ce sentiment, qui dépasse les frontières, qu'on demande la révision du procès.

Son analyse n'est pas strictement politique : pourtant la position du journaliste est nette et claire et semble anticiper, dans sa conclusion, les affrontements passionnés qui partageront l'opinion : "en hésitant, en cherchant des échappatoires pour sauver les juges qui condamneront l'innocent, le gouvernement français fera monter de plus en plus la marée sentimentale qui s'est soulevée dans la société, et rendra toujours plus difficile un nouveau jugement absolument serein et impartial".

Quand la Chambre, quelques jours après, nie la possibilité de révision et approuve les déclarations du ministre de la guerre Billot selon lequel Dreyfus "fut régulièrement jugé et condamné", le journal n'hésite pas à titrer : "La pierre tombale refermée à jamais sur Dreyfus" (dimanche-lundi 5-6 décembre, n°337).

La même amertume de Tartarin se reflète dans l'éditorial de Pantagruel concernant l'acquittement d'Esterhazy : la justice a perdu sa transparence et une telle décision, "en consacrant une des plus horribles erreurs judiciaires, ne satisfait personne : cet autre acte de lâcheté suggéré par l'opportunisme, marque la décadence morale de ce siècle mourant" (mercredi-jeudi 12-13 janvier 1898, n°12, "Une absolution"). Dans sa fougue polémiste, le journaliste soutient que la sentence, malheureusement prévisible, est dictée "par la raison d'Etat, par les convenances internationales, par la haine de race et de religion, par la passion de la caste militaire, par l'aveuglement convulsionnaire de tout un peuple". Il épouse entièrement les convictions de Zola, "ce voyant des cœurs humains, ce solitaire", qui s'est engagé dans le combat.

En effet, une impulsion nouvelle et très forte est donnée à l'Affaire par l'entrée en scène de Zola : son nom apparaît pour la première fois dans *Il Mattino* du jeudi-vendredi 2-3 décembre 1897, où le correspondant mentionne l'article "bellissimo" du *Figaro*. À partir de là, la présence de Zola, de par sa célébrité en Italie, risque de reléguer au second plan le drame du capitaine : en lisant les pages du *Mattino*, il est souvent difficile de faire les part des choses, surtout pendant le procès Zola, au point que certains articles titrent "L'Affaire Zola-Dreyfus".

L'admiration de Pantagruel pour le romancier est illimitée : il le décrit comme le héros pur, qui se lance au plus fort de la mêlée soutenu par son "courage civique et son honnêteté débordante" (lundi-mardi 17-18 janvier, n°17, "L'Italien!"). À Paris, pour l'insulter, on l'a appelé "italien", ce qui signifie, glose le rédacteur, "brigand, lâche, être abject et assassin, mais qu'il sache que l'Italie tout entière est prête à lui offrir une nouvelle patrie". La plèbe de Paris avec son "conspuez Zola", ne peut l'éclabousser, il se dresse en solitaire au-dessus de tout, d'autant plus que "les hystériques d'aujourd'hui fournissent simplement, au grand romancier, le matériau vécu pour une œuvre immortelle dans laquelle sera représenté la bizarre agonie du sens moral dans un peuple étouffé par sa pléthore de rhétorique et de sottise".

De même qu'un autre polémiste célèbre, Voltaire (et son affaire Calas), Zola aussi marquera de son nom, dans le domaine littéraire, la lutte pour la justice. À ce propos, Luigi Capuana réclame d'une manière ferme que l'auteur des *Rougon-Macquart*, se remettant à son travail de romancier, écrive, grâce aux "documents" fournis par les circonstances, "une autre *Débâcle* bien plus terrible que la première. Et lorsque seuls quelques historiens s'occuperont du procès Dreyfus en ne lui consacrant que quelques pages, l'œuvre d'art fera revivre, marquées au fer rouge, les ignobles figures de la Troisième République qui éclipseront les peu scrupuleux "intrigants" du Second Empire" (jeudi-vendredi 6-7 octobre 1898, n°210, "Emile Zola")⁷

Tartarin intervient pour modérer les enthousiasmes (samedi-dimanche 5-6 février, n°36, "L'Italie et l'Affaire Dreyfus"), et suggère aux intellectuels italiens, qui ont applaudi

l'épître à Zola rédigée par Carducci, de ne pas exagérer dans leur engagement : l'ingérence étrangère dans une question intérieure si délicate ne pourrait qu'exaspérer les esprits.

Le procès Zola va être suivi avec la même attention qui caractérisera la participation du *Mattino* au procès de Rennes : jour après jour, à la une du journal, sous des manchettes captivantes. d'un côté seront analysées la succession des événements et les réactions de la ville et, de l'autre, seront donnés les moindres détails des séances (dépositions, interrogatoires, réquisitoires, plaidoiries). Selon Tartarin (samedi-dimanche 19-20 février, n°50, "Les généraux"), les débats de la Cour d'assises de la Seine auront pour résultat d'"obliger les chefs de l'armée à reconnaître l'illégalité de la procédure adoptée lors du procès Dreyfus. De là à la révision, le pas est bref".

La condamnation de Zola, nécessaire selon Scarfoglio pour sauver le Ministère, ne fera que soulever "la révolte dans tous les esprits sereins et honnêtes" (vendredi-samedi 25-26 février, n°56, "La condamnation de Zola").

Sur le plan politique, l'affaire Dreyfus a pesé sur les élections : Jaurès - "ce bouillant tribun qui a fouetté au sang le conseil de guerre" - et les socialistes ont été battus à cause de leur appui à Zola et pour avoir réclamé la révision du procès. Avec un peu de cynisme, le journaliste ajoute que, si le cas de Dreyfus n'est qu'un fait humanitaire sans retentissement sur l'économie et l'organisation nationales, le phénomène d'une opinion défavorable aux théories socialistes est très grave, surtout pour la France qui semblait "la terre promise du socialisme".

Après l'arrestation du colonel Henry sur ordre du ministre de la guerre Cavaignac, Tartarin titre son éditorial "L'abîme" (vendredi-samedi 2-3 septembre, n°168) en se demandant pourquoi la France, "patrie idéale des droits de l'homme", a tant attendu pour la révision du procès. Selon lui, c'est à cause de "l'idolâtrie de la *chose jugée* : parce que les juges étaient des militaires, la France entière est devenue complice d'Esterhazy et a lutté contre la vérité qui avançait". Avoir identifié l'honneur de l'Armée avec la sentence de condamnation de Dreyfus, c'est une infamie qui a touché la France au cœur.

Le lendemain, dans un autre écrit, Tartarin dresse la longue liste des responsables "de la catastrophe qui s'est abattue sur la France" (samedi-dimanche 3-4 septembre, n°169, "Les responsables") en esquissant une explication du complot : "Le ministère Méline était faible, son seul espoir venait des élections, de même Félix Faure craignait qu'une crise ministérielle puisse l'emporter". Mais Scarfoglio veut aussi remonter aux sources de l'antisémitisme et décèle dans *La France juive* de Drumont "la bombe qui avait éclaté dans un grand succès de curiosité et de scandale".

Dans les articles du *Mattino*, malgré les différences de ton et de style, il y a des caractères fondamentaux qui reviennent en leitmotiv. Ainsi on réclame pour la France, étant donné la confusion et la gravité du moment historique, un pouvoir central fort qui arrête les remous sociaux et qui rétablisse la justice, car les craintes pour l'ordre public et pour les possibles développements anarchistes ne manquent pas et, à côté du militarisme, les forces cachées du cléricisme et du légitimisme sont mises en accusation⁸

Selon Scarfoglio, dans un article de fond rédigé pour la mort de Félix Faure (vendredi-samedi 17-18 février 1899, n°48, "Félix Faure"), la question Dreyfus "n'a été qu'un prétexte, ainsi que Panama, pour dissimuler les discordes civiles de la France. La raison vraie réside dans le conflit irrémédiable entre les principes autour desquels est organisé l'Etat et les besoins économiques et moraux du peuple français".

La confiance dans la justice renaît avec l'élection de Loubet et, surtout, avec l'annonce de la révision du procès qui suscite les attentes les plus légitimes. Malgré cela, "qu'il est difficile de vivre à Paris!" s'exclame Matilde Serao⁹ dans une de ses *Lettres parisiennes*, car toute conversation, aboutissant à l'inévitable question "dreyfusard ou antidreyfusard ?", ne fait qu'exaspérer les esprits (vendredi-samedi 16-17 juin, n°166, "L'esprit public"). Elle évite donc de se prononcer ouvertement, mais, dans ses articles, témoigne toute sa sympathie à Zola et à Dreyfus qu'elle décrit avec une profonde émotion. Elle interviewe d'ailleurs Mathieu et termine ainsi son reportage : "Il me dit savoir que notre journal, tout en restant modéré, n'a jamais rien dit contre la cause qu'il défendait et me remercia. Je lui expliquai que, au nom de la justice humaine, nous avons toujours soutenu sa cause" (dimanche-lundi 25-26 juin, n°175, "Mathieu Dreyfus").

Nous ne pouvons pas souscrire à cette affirmation de la neutralité du *Mattino*, car, au contraire, le journal a toujours pris position, avec des écrits fermes et vigoureux dans ses appels pour la justice et pour la révision du procès. Nous rapportons, en guise d'exemple, ce passage annonçant l'ouverture du procès de Rennes, où "la vérité marchait, vraiment, selon la foi de Zola, en dépit du silence de cinq ministres de la guerre, contre le caprice d'un président de la République saisi par la mort sans avoir voulu ouvrir son cœur à la pitié, quand déjà tous les signes de l'innocence perçaient les opiniâtres les plus dures et les plus partiales" (lundi-mardi 7-8 août, n°218, "A Rennes"). Encore plus véhémentes apparaissent certaines pages de Scarfoglio à propos du "spectacle dégoûtant donné par la France à Rennes" (lundi-mardi 21-22 août, n°232, "Qu'on aille jusqu'au fond"). Dans l'indigne comédie du procès, "les témoins ne sont pas des témoins, mais des accusateurs publics, ils ne rendent pas des témoignages, ils prononcent des réquisitoires et les prononcent avec une voix impérieuse et un geste théâtral en parlant aux juges comme à des fantassins sur la place d'armes".

Il est indéniable que Rennes a tant fait monter le ton et porté au paroxysme les factions opposées qu'on redoute l'éclatement d'une guerre civile. La sentence, selon // *Mattino*, "est un défi à la civilisation et prouve à quel degré de barbarie la France est à nouveau tombée" (dimanche-lundi 10-11 septembre, n°252, "Dreyfus condamné une deuxième fois"). C'est avec la grâce octroyée par le gouvernement, laquelle annule les effets du verdict des juges militaires, que la grande Affaire prend fin: "A la période tourmentée, irraisonnée, frénétique, succède la reprise du règne de la raison, de la réflexion sereine, de la conscience exacte du vrai" (mercredi-jeudi 20-21 septembre, n°262, "La grâce").

L'ensemble de l'Affaire reconstitué à travers les pages du *Mattino*, et lié le plus souvent à l'impact émotif plutôt qu'à une analyse politique lucide, révèle, quoique dans les limites d'une société conservatrice et petite-bourgeoise - lectorat habituel du quotidien - un désir ardent de liberté et de justice. On peut reconnaître, certes, quelque pusillanimité dans la préoccupation souvent réitérée de non-ingérence dans des domaines qui ne sont pas du ressort des journalistes italiens, cependant la participation fut totale et entière. Le danger du boulangisme et de l'anarchie, la résurgence de "l'hydre révolutionnaire", la menace du militarisme, autant d'écueils qui inquiétaient aussi les consciences italiennes et que certains journalistes signalaient quand l'occasion s'en présente.

L'attention avec laquelle l'Affaire a été suivie donne la mesure des liens étroits entre Naples et la France, mais elle a contribué aussi à remplir un grand vide des consciences : fin septembre, Scarfoglio peut écrire en guise d'épilogue désabusé : "Le procès Dreyfus a eu, du moins, cette utilité pour nous de nous faire oublier, pendant un mois, que nous n'avons

pas de gouvernement, que nous naviguons sur une mer d'imbécillité sans fond ; plus rien, hélas. ne nous distrait de la contemplation de notre misère" (mardi-mercredi 19-20 septembre, n°216, "Notre misère").

Valeria DE GREGORIO CIRILLO
Naples, Istituto Universitario Orientale

1 "Jamais une matière aussi sombre et tragique ne s'est présentée à l'imagination d'un grand artiste, jamais ou presque la réalité n'a été si au-dessus des combinaisons les plus absurdes d'une ardente imagination!" — Nous donnerons désormais notre traduction française directement dans le texte, ainsi que toutes les références au journal.

2 Sur ce sujet, on peut faire référence, parmi tant d'autres, à : Francesco Barbagallo, *Il Mattino degli Scartoglio (1892-1928)*, Milano, Guanda, 1979 ; Vittorio Capecchi - Marino Livolsi, *La stampa quotidiana in Italia*, Milano, Bompiani, 1971 ; Gianni Infusino, *La storia de "Il Mattino"*, vol I : *I fondatori e la "belle époque" (1892-1912)*, Napoli, Società Editrice Napoletana, 1982 ; Antonio Palermo, *Da Mastriani a Viviani. Per una storia delle letterature a Napoli fra Otto e Novecento*, Napoli, Liguori, 1972 ; Teodor Rovito, *Dizionario dei letterati e giornalisti italiani contemporanei*, 3 vol., Napoli, Tipografia Melfi e Joele, 1907-1908

3 Pour ce qui concerne la réception de l'Affaire Dreyfus en Italie et la bibliographie qui s'y rapporte, nous renvoyons à l'article de Gian Carlo Menichelli "La réception de l'Affaire en Italie", paru dans le récent ouvrage *L'affaire Dreyfus de A à Z*, sous la direction de Michel Drouin, Paris, Flammarion, 1994 (pp.592-600) et à la bibliographie générale de ce volume (surtout pp.680-684 : "XV. Une affaire universelle : le retentissement de l'Affaire Dreyfus hors de France"). Cf. aussi Luigi Parente, "Zola, l'Affaire Dreyfus e Napoli" in *Il terzo Zola. Emile Zola dopo i "Rougon-Macquart"*, Atti del Convegno Internazionale (Napoli-Salerno, 27-30 maggio 1987), a cura di Gian Carlo Menichelli, con la collaborazione di Valeria De Gregorio Cirillo, Napoli, Istituto Universitario Orientale, 1990 (pp.457-485).

4 Dans le n°322, dimanche-lundi 18-19 novembre : "Traîtres et espions en France", par exemple, on peut lire : "la vraie culpabilité de Dreyfus reste encore enveloppée dans les ténèbres".

5 Cf. l'article d'Alain Pagès, "L'Affaire Dreyfus comme roman-feuilleton" in *Il terzo Zola*, op. cit., pp.447-455.

6 Il est à signaler que de longs extraits des articles de Zola sont publiés en traduction.

7 Capuana semble pressentir le roman *Vérité* dans lequel Zola donnera une transposition romanesque de l'Affaire (E. Zola, *Vérité*, préface et notes par Alain Pagès, Paris, Christian Pirot, 1993, 2 vol. ; cf. aussi Nelly Wilson, "La mise en fiction de l'Affaire Dreyfus : quelques réflexions sur *Vérité*" in *Il terzo Zola*, op. cit., pp.487-503, et E. Zola, *Correspondance*, vol. IX (1897-1899), Les presses de l'Université de Montréal, CNRS Editions, Montréal-Paris, 1993).

8 L'intérêt des Italiens était tel qu'en cette même année 1898 l'éditeur Treves de Milan publiait en italien et avec les commentaires de A.G.Bianchi, retraçant les différentes étapes de l'Affaire, un recueil des articles de Zola (le tout premier dans le *Figaro* du 25 novembre 1897 : "Il signor Scheurer-Kestner") et des documents les plus importants relatifs à Dreyfus, ainsi que les comptes-rendus presque intégraux des quinze journées d'audiences au Palais de Justice, concernant le procès de l'écrivain. Dans la brève *Avvertenza* qui sert de préface au volume, les éditeurs soulignent qu'il s'agit d'un "exposé absolument exact", qui permettra aux lecteurs d'avoir une connaissance véritable "de la physionomie générale et des détails de ce grand drame judiciaire, des nobles et tristes figures qui y ont occupé la première place" (Emilio Zola, *Le sue lettere ed articoli ed il suo processo per l'affare Dreyfus*, 2 vol., Milano, Treves, 1898).

9 Arrivée à Paris le 8 juin, elle y interviewera aussi Zola ; voir à ce sujet l'article de Wanda De Nunzio Schilardi, "Matilde Serao-Emile Zola : una testimonianza", in *Il terzo Zola*, op. cit. pp.575-585.

L'AFFAIRE DANS LES DÉBATS ALLEMANDS : DES EXEMPLES ALLEMANDS DE KARL KRAUS À HEINRICH MANN

Je ne vais pas essayer de développer le panorama des prises de position des intellectuels de langue allemande tout au long de l'Affaire : ce serait impossible dans le cadre d'une telle contribution. Je me limiterai à présenter et à analyser deux moments significatifs de l'utilisation de l'Affaire dans les débats allemands, où le poids de la politique et du champ intellectuel allemand semble beaucoup plus important que l'Affaire française où il s'agit de l'innocence ou la culpabilité de l'individu concerné. Argumentant et discutant avec leurs collègues écrivains et journalistes et voulant influencer l'opinion publique de leur pays, les intellectuels de langue allemande se servent de l'Affaire à leurs propres fins, ce qui amène certains à des positions qui, au premier coup d'œil, semblent étonnantes vu de l'intérieur de l'Affaire, c'est-à-dire de la France.

Ceci vaut surtout pour le premier moment dont je vais traiter et qui se situe entre le "J'accuse" de Zola et l'amnésie du 2 juin 1900. La campagne lancée dans *Die Fackel* de Karl Kraus, avec comme point culminant l'intervention massive d'un des pères fondateurs de la social-démocratie allemande, Wilhelm Liebknecht, surprend par son anti-révisionnisme manifeste et agressif et par un certain mépris envers l'engagement de l'intelligentsia française. — Le jeune écrivain anarchiste Gustav Landauer qui au contraire admet lui-même que tout devrait l'amener à rester en dehors de l'agitation dreyfusarde et politicienne, prend on ne peut plus clairement position — mais plutôt pour le Zola de l'Affaire que pour le capitaine condamné.

Ce sera par l'intermédiaire de la figure, devenue presque mythique, de Zola que l'Affaire jouera un rôle probablement encore plus significatif quelque quinze ans plus tard, au début de la Grande Guerre, lors du débat entre les frères, Heinrich et Thomas Mann, à ce moment-là plus ennemis que jamais. Déclenchée par une remarque de Romain Rolland dans *Au-dessus de la mêlée* à propos d'un article de Thomas, défendant l'agression allemande contre la Belgique, l'Affaire et son idole Zola servent de référence et de ligne de partage entre la "Kultur" d'une part, proclamée comme spécificité allemande par Thomas, et la "Zivilisation" d'autre part, présentée comme l'idéal d'une nouvelle Allemagne républicaine par Heinrich.

Lors de l'Affaire proprement dite, la presse périodique socialiste se garde ostensiblement d'intervenir dans les affaires françaises. L'organe le plus renommé, *Die Neue Zeit*, édité par Karl Kautsky, s'exprime d'abord par la contribution d'un collaborateur français, Charles Bonnier, dans le numéro du 16 février 1898. Après un historique de l'Affaire, nécessaire pour le public allemand à ce moment-là, l'auteur défend les hésitations des partis socialistes français, pour comparer finalement leurs positions dans l'Affaire avec celles qui ont trait à l'émancipation des femmes : "Les socialistes doivent se servir des éléments du mouvement bourgeois qui peuvent préparer l'avenir. En ce qui concerne le cas Dreyfus, il restera utile pour le mouvement social par la lumière projetée sur le militarisme. [...] Toutes les protestations des écrivains, des intellectuels et d'autres bonnes âmes de l'Affaire, on n'en parlera plus dans un mois."¹ Ce n'est qu'un an et demi plus tard que la social-démocratie

prend position officieusement avec un article de Franz Mehring du 13 septembre 1899. "Der verkrüppelte Dreyfushandel"(Le commerce boiteux avec Dreyfus). Tout en admettant que des antagonismes peuvent prendre "la forme d'une Affaire qui a l'air individuelle".² Mehring exprime l'espoir qu'après le procès de Rennes, dont il n'hésite pas à condamner le jugement, on pourra enfin revenir au débat essentiel en France, la lutte entre le cléricalisme et le militarisme d'une part et le républicanisme de l'autre — tout en déclarant ne pas vouloir intervenir dans les affaires intérieures des camarades français.

Cette réserve explique aussi le fait exceptionnel que Wilhelm Liebknecht, présenté par Karl Kraus aux lecteurs de la *Fackel* (La Torche) comme le "leader de la Social-démocratie allemande", se sert de la revue viennoise pour s'exprimer sur l'Affaire. La *Fackel*, éditée par le "pamphléliste génial" que Thomas Mann voit en Karl Kraus, avait déjà évoqué l'Affaire en mettant le doigt sur les faiblesses et les bêtises des dreyfusards autrichiens, attitude tout à fait dans la ligne de son combat contre les méfaits du journalisme moderne. Kraus se moque des correspondants de la presse libérale viennoise envoyés à Paris et ne comprenant pas le Français aussi bien que d'opérettes faisant allusion à l'événement³ ou de la *Neue Freie Presse* qui souhaite qu'un "nouveau Beethoven puisse immortaliser l'action surhumaine de Picquart par des mélodies éternelles".⁴ Mais surtout, et Liebknecht y reviendra, il condamne les sous-entendus anti-français des dreyfusards libéraux en Autriche comme en Allemagne : "Ce n'est qu'en France que le cri d'un condamné pouvait se faire entendre sans être étouffé. C'est cela que les révolutionnaires à distance — à Vienne et à Berlin — ont oublié."⁵ Et finalement, il n'hésite pas à aborder la liaison entre la campagne révisionniste d'une part et la montée de l'antisémitisme de l'autre, dont il rend responsable, au moins en partie, la "stratégie monstrueusement bête" des Dreyfusards : "Là où il était inconnu, ils ont éveillé l'antisémitisme, là où il existait, ils ont aidé à le renforcer".⁶ Accuser Kraus, en citant une lettre de Schnitzler, de "servilité juive face aux antisémites", comme le fait Jacques Le Rider,⁷ passe donc à côté de l'argumentation de notre auteur.

"Ne voulant ni ne pouvant exprimer son opinion dans la presse du parti"⁸ social-démocrate, Liebknecht publie donc trois articles de fond, suivis d'un épilogue, dans la revue de Kraus, entre septembre 1899 et juin 1900. Ce n'est pas seulement l'homme politique qui s'y manifeste, c'est aussi celui qui a été condamné maintes fois à des peines de prison par la justice impériale, l'avocat d'innombrables procès politiques et celui qui s'engage pour l'homme qu'on appellera le "Dreyfus allemand", le coiffeur Ziethen. Habitué des coups politiques, Liebknecht commence son article par une confession spectaculaire : "Je ne crois pas en l'innocence du capitaine français Dreyfus."⁹ Ce sont justement sa droiture politique et son habitude des plaidoyers et des argumentations logiques qui ont poussé Liebknecht vers cette opinion. Pour lui, l'Etat-Major avait tout intérêt à trouver le vrai coupable et un antisémitisme allant jusqu'à la condamnation d'un innocent lui semble inimaginable. Mais ce sont surtout deux faits qui l'amènent à se déclarer publiquement, faits sous-estimés récemment par Jacques Le Rider et Gerd Krumeich dans l'œuvre éditée par Michel Drouin. D'une part, l'instrumentalisation de l'Affaire par une immense majorité de la presse allemande : "Je fus très désagréablement touché par les insultes stupides contre la France, les Français et tout ce qui est français."¹⁰ Et d'autre part, il voit dans la "Campagne" révisionniste "une poussée en avant pour les antisémites et les réactionnaires de toute obédience."¹¹

Quand il termine cette première intervention par la remarque : "Je dois pourtant admettre qu'on n'a pas plus prouvé la culpabilité de Dreyfus que son innocence",¹² il

relativise sa profession de foi initiale. Liebknecht n'intervient pas dans le débat pour ou contre l'individu condamné, il ne s'engage pas non plus dans la lutte entre cléricisme, militarisme et républicanisme, même si sa position est évidente. Il se manifeste à cause de l'effet jugé désastreux sur l'opinion publique allemande qui se sert de l'Affaire pour confirmer tous les préjugés et pour détourner l'attention de la réalité politique, sociale et même judiciaire de l'Allemagne impériale.

Les articles suivants du vieux socialiste varient sur ce registre. Se voulant objectif, Liebknecht propose à ses lecteurs d'imaginer une affaire semblable en Allemagne, la presse française intervenant massivement en faveur de l'officier allemand condamné pour espionnage au profit de la France : "Le soupçon naîtrait [...] que ce sont les **ennemis de l'Allemagne** qui inspirent la "Campagne" [...] Et le sentiment patriotique s'élèverait avec une force élémentaire contre les responsables de la "Campagne" pour s'identifier avec l'armée."¹³ Encore une fois, il juge l'Affaire selon une grille de critères, tout à fait justifiés dans le contexte allemand et mettant le doigt sur la mauvaise foi d'une grande partie des dreyfusards allemands. Soit dit en passant, il s'en sert aussi pour régler les comptes de la social-démocratie avec un écrivain jugé dangereux, c'est-à-dire Emile Zola, qualifié souvent comme décadent et pornographe : "Non — la République française n'avait pas besoin d'un "sauveur", et si elle en avait eu besoin, sincèrement, le Zola courageux qui s'est enfui à Londres si hardiment lors de son procès n'aurait pas été homme à sauver la République."¹⁴ Cependant, ce n'est pas seulement le social-démocrate défendant une esthétique réactionnaire, donc méfiant envers toute littérature moderne qui parle ici, mais c'est l'homme politique qui n'a jamais hésité à aller en prison, ne serait-ce que pour en faire un acte démonstratif servant la cause du mouvement social. En octobre 1899, Liebknecht pense que le moment est venu pour faire une "remarque finale". Comparant la justice française et celle de l'Allemagne impériale, il n'hésite pas à préférer celle qui a condamné Dreyfus : face à l'état misérable de la justice de classe allemande, celle de France permet au moins à un accusé de se défendre de manière efficace. La presse allemande dreyfusarde est donc d'autant plus condamnable : "Qu'est-ce que la presse bourgeoise a fait pour les victimes de la justice de classe chez nous? Rien ! Absolument rien ! [...] Dans l'Affaire Dreyfus, la presse allemande a prouvé avec un engagement exemplaire qu'elle n'était pas indépendante"¹⁵

Malgré cet épilogue, Liebknecht se sent obligé, en juin 1900, quelques jours avant sa mort, de revenir sur l'Affaire. D'une part, il se sent confirmé par les déclarations de Dreyfus anistié, refusant de continuer la "Campagne", d'autre part, il insiste sur le fait que l'Affaire a favorisé l'antisémitisme : "Il fallait l'ensemble des bêtises géniales de la Campagne-Dreyfus pour produire artificiellement un mouvement antisémite."¹⁶ Ostensiblement, il fut impossible à l'homme politique, ami de Marx et de Engels, d'accepter un antisémitisme d'un type nouveau, tel qu'il se montre pour la première fois lors de l'Affaire et tel qu'il va dominer une grande partie du siècle qui commence à ce moment-là, d'accepter que cet antisémitisme ait des racines plus profondes que l'agitation politicienne et hystérique. Fidèle aux positions socialistes et convaincu du progrès lent mais irrésistible des idées des Lumières, ce phénomène nouveau dépasse les conceptions de Liebknecht, basées sur plus de cinquante ans de lutte dans le mouvement social. Ce qui reste cependant valable, c'est l'autre aspect, plus politique, de sa position : "Ma critique se dirigeait surtout contre la "Campagne" internationale, qui avait un caractère foncièrement réactionnaire et fut calculée, surtout en

Allemagne, pour renforcer le militarisme, la justice politique et le chauvinisme."¹⁷ En ce qui concerne l'Allemagne, on ne peut pas dire qu'il s'était complètement trompé.

Il n'est pas étonnant que celui qui commence son essai consacré à L'Affaire par la constatation, "J'avais trois raisons pour me taire dans le *Commerce* autour de Dreyfus : d'abord en tant que juif, ensuite en tant qu'Allemand et finalement en tant qu'*anti-politicien*"¹⁸ Gustav Landauer, défend un point de vue différent de celui de l'homme politique qu'est Wilhelm Liebknecht. Mais avant de développer sa perspective spécifique, Landauer insiste sur les mêmes arguments que le social-démocrate, avec le parti duquel il avait rompu quelques années auparavant. Landauer critique l'engagement trop massif des juifs des autres nations aussi bien que celui de la presse allemande. Il se montre, au contraire, plein de compréhension pour l'attitude du *Père Peinard* ou des *Temps Nouveaux*, tout en se déclarant convaincu de l'innocence de Dreyfus et tombant donc d'accord avec *Le Libertaire*. Mais toutes ces réserves et toutes ces hésitations disparaissent grâce à l'action d'un seul homme, de celui qui a eu "le courage, n'ayant pas de preuve définitive à présenter, de dévoiler l'immense conspiration et de nommer les responsables avec des mots percutants", un homme "qui se serait rendu célèbre d'un seul coup si sa gloire n'avait pas déjà été reconnue par le monde entier : Emile Zola."¹⁹ Et ce qui confirme l'anarchiste Landauer dans cette conviction, c'est l'attitude de la grande majorité des Français, refusant la révision : Zola s'opposait donc à la grande masse de son peuple."²⁰ C'est justement cette situation marginale qui rend le point de vue de Zola plus juste et plus véridique pour Landauer. Celui-ci, qui écrira quelques années plus tard, tout à fait dans la ligne de son anarchisme idéaliste, que les grandes idées sont nécessairement le fait de quelques rares individus isolés, ne peut qu'apprécier les idées de Zola à la mesure des protestations qu'elles soulèvent. Comparant l'attitude de Zola à la sienne comme à celle que d'autres ont eue dans l'affaire Ziethen, il montre l'immense courage de l'auteur de "J'accuse" face aux entreprises des défenseurs du Dreyfus allemand. Landauer peut donc terminer son article par une apologie de Zola : "Il pourra toujours dire : J'ai fait ce qu'il me fallait faire et ce que j'ai fait fut excellent"²¹ C'est donc, tout à fait à l'opposé de Liebknecht et de Kraus critiquant l'agissement "romanesque" des Dreyfusards et spécialement de Zola, le caractère presque mélodramatique de l'action du grand romancier qui amène Landauer à ne pas se taire et à ne pas considérer l'Affaire Dreyfus comme une "affaire sale, interne à la classe régnante"²², comme il l'avait fait au début. Grâce à son anarchisme idéaliste, Landauer est beaucoup plus apte à rendre justice à Zola que le socialiste Liebknecht. Tombant d'accord avec Liebknecht sur de nombreux arguments, Landauer défend cependant un point de vue opposé à celui-ci parce qu'il considère d'abord le caractère quasi-littéraire de l'action du héros solitaire Zola. C'est son point de vue qui va dominer chez les intellectuels de langue allemande comme l'illustrent des apologies de Zola écrites par des écrivains aussi différents que Hermann Broch, René Schickelé ou Johannes R. Becher. Mais c'est *L'italiano Heinrich Mann* qui, dans ses essais intitulés *Geist und Tat* (*L'Esprit et l'action*) va s'inspirer de l'action de Zola pour développer sa vision d'une république allemande à venir. Avant de voir dans le Zola de l'Affaire l'idéal de l'écrivain républicain, Heinrich Mann s'était tellement orienté vers l'Italie qu'on a pu donner à une monographie le titre *L'italiano Heinrich Mann*²³ et quelques années après l'Affaire, cet écrivain s'engage avec *Der Fall Murri* (1906) dans une affaire italienne qui n'est pas, comme dans le "cas Ziethen", sans analogie avec l'Affaire française. Mais dans les années qui suivent, la France remplace l'Italie comme paradigme dans la pensée politico-esthétique de

l'auteur de *Henri IV* ; le grand essai "Geist und Tat" (L'Esprit et l'action) de 1910 en est la première preuve. Comparant l'Allemagne et la France, il s'exclame : "Ils avaient la tâche facile, les écrivains français, qui de Rousseau à Zola, s'opposaient au pouvoir en place : ils avaient le peuple à leurs côtés."²⁴ Il va revenir sur cette idéalisation du peuple français mais l'écrivain engagé, l'intellectuel, comme il le nomme explicitement, sera idéalisé à partir de ce moment par Heinrich Mann, et des phrases comme : "Un intellectuel qui s'approche de la classe dirigeante, trahit l'esprit"²⁵, préfigurent déjà la critique de son frère Thomas pendant la guerre.

Il est étonnant que l'Affaire Dreyfus ne soit pas une seule fois nommée dans cet essai. Elle ne prend sa véritable importance que lors de la Grande Guerre et ceci presque indépendamment chez les deux frères Heinrich et Thomas, devenus entre-temps ennemis. Chez Thomas, évoquer l'Affaire Dreyfus veut dire répliquer et s'opposer à son frère aussi bien qu'à Romain Rolland mais avant tout à la France. Pour Heinrich, l'Affaire et l'engagement de Zola sont devenus les références centrales pour définir son attitude face à la guerre. C'est en novembre 1915 que Heinrich Mann publie sa grande étude sur Zola où l'Affaire Dreyfus a une fonction clé, non seulement pour l'individu Zola dont c'est l'apothéose, mais aussi pour juger la guerre d'agression allemande et donc son frère cadet. Thomas se sentira visé, non sans raison, dès le début de cet essai de plus de cent pages : "C'est une caractéristique de ceux qui auront tôt vieilli d'apparaître dès leurs vingt ans sûrs d'eux-mêmes et équilibrés."²⁶ C'est dans le Zola qui aborde assez lentement la littérature que Heinrich Mann se découvre, c'est *La Débâcle* qui lui sert de littérature de contrebande en 1915 : "Celui qui possède la vérité, va gagner la victoire. La défaite sera la confirmation que vous vivez dans le mensonge. Au fond, personne n'a confiance en l'Empire pour lequel on doit gagner la victoire."²⁷ On ne peut juger plus clairement l'Allemagne de 1915. — Dans la partie intitulée "Tat"(Action), Heinrich Mann décrit comment, grâce à l'Affaire, l'écrivain Zola devient un intellectuel, l'intellectuel. Ayant condamné l'esthéticisme littéraire, donc aussi son frère Thomas, comme annonciateur d'immoralisme politique, Heinrich Mann évoque le Zola du 13 janvier 1898 : "Le pas suivant fut révolutionnaire : il disait la vérité que beaucoup connaissaient et que personne n'osait dire, avec tous les dangers pour sa propre personne et pour la nation."²⁸ Tout ce qui suit est une évocation de l'Affaire permettant une double lecture, à la fois historique, concernant l'Affaire, et actuelle, concernant la guerre. Des "généraux menteurs et falsificateurs qui peuvent gagner des batailles" au "patriotisme malhonnête",²⁹ toute l'Affaire renvoie à l'Allemagne enflammée de nationalisme au début de la guerre. Mais il y a un point où l'analogie s'arrête : "Des monarchies peuvent vivre dans le mensonge, pour une république, cela est impossible."³⁰ — Avant Heinrich Mann, Zola devait déjà constater que le peuple se laissait tromper et que ce sont les écrivains qui y contribuent le plus : "Ce sont eux, les compagnons de route intellectuels, qui sont plus coupables que les dirigeants qui falsifient et brisent la loi. [...] Ce sont les faux intellectuels qui transforment l'injustice en justice."³¹ "Avec agacement et douleur, Zola doit se séparer de ceux qu'il avait cru ses semblables".³² On voit l'allusion à la séparation douloureuse des deux frères Mann. Mais finalement, malgré toutes les péripéties et toutes les défaites, on est en marche "vers la république de la justice et de la vérité";³³ le dernier chapitre peut donc s'intituler "L'Apothéose" de Zola.

Avant d'avoir pris connaissance de cet essai de son frère aîné, qui allait consumer la rupture, Thomas Mann fut confronté à l'Affaire Dreyfus par une remarque de Romain Rolland, ajoutée à "Pro Aris" et publiée dans *Au-dessus de la mêlée*, répondant à un article de Thomas, défendant la "Kultur" allemande contre la "Zivilisation" française, article qualifié par

Roland de "monstrueux". Au lieu de défendre "dans un accès de fureur d'orgueil blessé"³⁴ les agressions allemandes. Roland recommande à Thomas de s'inspirer de l'Affaire : "Il y a quelque quinze ans, lors de ce fameux procès où l'on vit opposer un seul homme innocent à la force de l'Etat, nous l'avons, nous Français, affrontée et brisée, l'idole du Salut Public, quand elle menaçait [...] "le salut éternel de la France"."³⁵ Et à la manière de Heinrich Mann, il ajoutera un peu plus tard : "La vérité finira par se faire jour chez vous. [...] Un jour, elle parlera."³⁶

Thomas Mann répond une première fois à son frère avant de connaître son étude sur Zola. Dans son essai polémique, "Der Zivilisationsliterat"(Le littérateur de la civilisation), expression d'une très forte connotation péjorative dans la langue allemande, il accuse ce type d'homme de lettres non seulement de sympathiser avec l'ennemi français, reproche assez dangereux en pleine guerre, mais il l'accuse aussi "de penser avec la langue et la grammaire françaises, avec une terminologie française, avec des antithèses françaises, avec des conflits, des affaires, des scandales français", "En un mot : il pense cette guerre comme une répétition de l'Affaire Dreyfus à un échelon colossalement agrandi."³⁷ On peut constater à quel degré cette Affaire est conceptualisée dans la pensée littéraire et esthétique allemande, et la "démocratisation" impliquée par l'Affaire représente pour Thomas Mann une "Entdeuschung", la perte du caractère allemand de l'Allemagne.³⁸

Ce ne sera cependant que dans son essai "Gegen Recht und Wahrheit"(Contre le droit et la vérité) que Thomas Mann répondra explicitement à Romain Rolland et à son frère francophile. Faisant allusion au caractère exemplaire de l'Affaire que Rolland revendiquait, comme Heinrich, il réplique d'abord que la survie de la France ne dépendait pas de la condamnation ou de la réhabilitation du capitaine juif. C'est surtout par le sarcasme qu'il essaie de réfuter aussi bien Rolland que l'idéalisation de l'Affaire par son frère aîné : "Oh France grandiose! A l'époque, tu n'as pas rompu que symboliquement avec le salut public, mais, au moins, tu as fait semblant. Pour la France, ce ne fut pas tout à fait aussi dangereux de réhabiliter le juif que cela aurait été pour l'Allemagne de respecter la neutralité belge; cependant, "le geste était beau"³⁹ — en français chez Thomas Mann. Il y aurait beaucoup à dire sur cette défense aveugle de l'agression de la Belgique et sur l'antisémitisme implicite de tels propos, tous deux assez caractéristiques de la grande majorité des écrivains allemands. Pour Thomas Mann — et pour une fois, il évite toute ironie — l'Affaire Dreyfus est typique pour la France et la civilisation, toutes deux pratiquement des synonymes, et elle présente un danger imminent pour l'Allemagne. S'adressant cette fois surtout à son frère, il prévoit : "L'affaire Dreyfus fut une dispute et une engueulade pleine d'esprit, comme l'Allemagne, il est vrai, n'a jusqu'à aujourd'hui pas encore réussi à en produire. Mais l'Allemagne se rattrapera : le littérateur de la civilisation y veillera."⁴⁰

L'Affaire Dreyfus, dans ce débat entre les deux frères, n'est donc plus une affaire judiciaire ni une affaire politique. Elle a gagné la valeur d'un symbole distinguant la civilisation, la démocratie et l'homme de lettres à la française de la "Kultur", du refus du politique et du "Dichter" à l'allemande. L'Affaire Dreyfus révèle donc plus clairement ce qui est en jeu dans la Grande Guerre que des dissertations politiques ou militaires ne le feraient. Elle révèle une manière de penser la société entière : Thomas Mann en a vu le danger pour une Allemagne impériale et sa "Kultur", Heinrich en voit les possibilités pour construire une Allemagne républicaine. Contrairement à l'avis des Kraus ou Liebknecht, cette Affaire n'est donc pas beaucoup plus qu'une agitation momentanée, mais elle n'est pas non plus un

événement limité à la fin du siècle dernier : c'est une manière de se penser et de penser les nations européennes, manière dépassée, certes, mais d'autant plus révélatrice.

Finalement, au moins pour le temps de la République de Weimar et pour la seconde moitié de notre siècle, Thomas a eu raison avec ses craintes de la démocratisation et du républicanisme. Mais à ce moment, il sera déjà devenu un autre, et il le restera, comme chacun sait et comme en témoigne son "Zola et l'Âge d'or" de 1953 dont, pour terminer, je citerai la fin : "Dans Zola j'admire le XIXe siècle et dans sa personne je vénère le mythe de la France, la tradition qui l'inspirait et qui est une tradition de la conscience collective et d'une sensibilité attentive à la liberté, à la vérité et au respect des droits de l'homme."⁴¹

Wolfgang ASHOLT
Université d'Osnabrück

-
- ¹ Charles Bonnier, "Die Dreyfus-Affäre und die französischen Sozialisten". *Die Neue Zeit*. Année XVI. No. 22, p. 698.
- ² Franz Mehring : "Der verkrüppelte Dreyfushandel". *Die Neue Zeit*, Année XVII, No. 52, p. 802.
- ³ "Adam und Eva" de Bauer. *Die Fackel* 1(1899), p. 21.
- ⁴ *Die Fackel* 6(1899), p. 19.
- ⁵ *Die Fackel* 7(1899), p. 4.
- ⁶ Nécrologue de Wilhelm Liebknecht. *Die Fackel* 15(1900), p. 16.
- ⁷ Karl Kraus. "Introduction" à "Briefe Wilhelm Liebknechts", dans : *Die Fackel* 717(1926), p. 6.
- ⁸ Michel Drouin(éd.). *L'Affaire Dreyfus de A à Z*, Flammarion, 1994, p. 541.
- ⁹ Wilhelm Liebknecht. "Nachträgliches zur "Affaire" I". dans : *Die Fackel* 18(1899), Sept., p. 1.
- ¹⁰ *Ibid.*, p. 6.
- ¹¹ *Ibid.*, p. 7.
- ¹² *Ibid.*, p. 8.
- ¹³ *Ibid.*, p. 10.
- ¹⁴ *Ibid.*, p. 11.
- ¹⁵ *Die Fackel* 21(1899) (Oct.), p. 9/10.
- ¹⁶ *Die Fackel* 44(1900) (juin.), p. 7.
- ¹⁷ *Ibid.*, p. 8.
- ¹⁸ Gustav Landauer. "Der Dichter als Ankläger". *Der* 5 février 1898; — Repris dans Ruth Link-Salinger (éd.), *Gustav Landauer im "Sozialist"*, Frankfurt, Suhrkamp, 1986, p. 361
- ¹⁹ *Ibid.*, p. 364
- ²⁰ *Ibid.*, p. 366
- ²¹ *Ibid.*, p. 368
- ²² *Ibid.*, p. 361-362
- ²³ Lea Ritter-Santini. *L'Italiano Heinrich Mann* Bologna, 1965
- ²⁴ Heinrich Mann "Geist und Tat" dans *Macht und Mensch*. München, Kurt Wolff, 1919, p. 3. — Voir aussi Wolfgang Klein, "Vernunft und Kontingenz. Überlegungen zum Krieg der Brüder Mann". *Weimarer Beiträge* 40 (1994), p. 325-334
- ²⁵ Heinrich Mann *ibid.*, p. 9
- ²⁶ Heinrich Mann "Zola". *ibid.*, p. 35
- ²⁷ *Ibid.*, p. 84
- ²⁸ *Ibid.*, p. 101

²⁹ *Ibid.*, p. 103 et 107

³⁰ *Ibid.*, p. 105

³¹ *Ibid.*, p. 114

³² *Ibid.*, p. 115

³³ *Ibid.*, p. 123

³⁴ Romain Rolland. *Au-dessus de la mêlée*. Albin Michel, 1926, p. 25-26

³⁵ *Ibid.*, p. 30

³⁶ *Ibid.*, p. 32

³⁷ Thomas Mann. *Betrachtungen eines Unpolitischen..* dans *Gesammelte Werke*. Frankfurt, Fischer, 1983, vol 11, p 58

³⁸ *Ibid.*, p. 67

³⁹ *Ibid.*, p. 179. . "Le geste était beau" en français dans le texte original.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 180

⁴¹ Thomas Mann "Fragment über Zola". dans *Die Forderung des Tages*. – *Gesammelte Werke*, éd. cit., vol. 16, p. 355

ZOLA ET SES REPRESENTATIONS DE L'AFFAIRE

Le projet initialement attribué à cette communication — Zola, journaliste de l'Affaire — s'est quelque peu modifié. Il m'a semblé en effet qu'il était, dans le cadre de ce colloque, plus intéressant de me pencher sur les diverses représentations de l'Affaire pour Zola, et ce, à travers ses articles de presse essentiellement jusqu'à "J'accuse" sans oublier, *in fine*, la matière romanesque qui parachève l'engagement de l'auteur.

L'Affaire est pour Zola une période où il renoue avec une activité journalistique antérieure. En effet de 1881 à 1896 il s'était considérablement éloigné de la presse. Quelques interventions remarquables cependant : en décembre 1885, il prend la défense de Louis Desprez, jeune romancier décédé à la suite d'une incarcération à Sainte-Pélagie, puis il s'attaque une fois encore à la censure quand le drame tiré de *Germinal* est frappé d'interdiction.

En 1896 donc, il s'adonne à nouveau à une activité de journaliste, ou plutôt de publiciste devrait-on dire, à l'occasion d'une chronique, "Nouvelle Campagne", qui s'attache pour une grande part au rôle et au droit de l'écrivain dans la société ; sa qualité de président de la Société des Gens de Lettres lui confère alors une autorité supplémentaire pour envisager cette question. Au sein de ces préoccupations purement littéraires, un article du 16 mai 1896 se détache, "Pour les Juifs", indiquant déjà le danger du fanatisme. La perspicacité de Zola, son instinct des événements, des bouleversements sociaux, sa capacité d'analyse des mouvements de la foule font qu'il se livre déjà à une propédeutique de certains de ses rôles dans l'Affaire : il analyse, il exhorte ses pairs à une autre idée de l'humanité.

Les rôles de Zola dans l'Affaire évoluent en même temps que se modifient les représentations qu'il a de celle-ci : l'observateur admiratif et enthousiaste des débuts cède la place au grand protagoniste/thérapeute qui par la force de son verbe retourne l'opinion, avant que, chassé de l'Histoire, l'écriture romanesque ne lui permette d'exorciser l'événement et de le prolonger. Dans ces trois phases, la participation, l'action et parfois l'analyse différent, nous allons le voir.

C'est en romancier que Zola s'intéresse au début à l'Affaire : "Quel drame poignant", et c'est en romancier qu'il la quittera avec *Vérité*, quelques semaines avant sa mort. Scheurer-Kestner précise d'ailleurs dans ses mémoires, évoquant le déjeuner du 13 novembre 1897 où il confiait à Zola et à Marcel Prévost ses craintes sur le procès de 1894 : "Zola nageait dans la poésie pendant nos récits. C'est empoignant, disait-il de temps en temps. Son petit corps paraissait monter dans les rideaux pour mieux entendre et mieux voir. Et il s'exclamait : C'est passionnant ! C'est horrible ! C'est un drame épouvantable ! Mais que c'est donc grand en même temps !" Scheurer-Kestner ajoute même cette précision : "Zola mange peu malgré un déjeuner de bonne qualité." Zola écrivait déjà à sa femme quelques jours avant ce déjeuner et à l'issue d'une visite de Leblois : "J'avoue qu'un tel drame me passionne, car je ne connais rien de plus beau."

C'est d'abord en esthète que Zola réagit. Son premier article du 25 novembre 1897, "Monsieur Scheurer-Kestner", qui paraît dans *Le Figaro* est éclairant à cet égard : "Quels personnages superbes, s'exclame-t-il ! Devant ces documents d'une beauté si tragique que la vie nous apporte, mon cœur de romancier bondit d'une admiration passionnée." Zola se représente Scheurer-Kestner, en proie au tourment presque cornélien du choix entre le besoin vital de la vérité et la conservation d'une situation politique sans heurts, mais, ne pouvant se soustraire à la force supérieure de la vérité, ce dernier connaît finalement le

calvaire de l'homme isolé et injurié de toutes parts. Zola voit là un enchaînement de drames, une sorte de fatalité qui se met en marche dès que l'on s'occupe du bagnard — figure littéraire du XIXe siècle, au demeurant.

Plus que du drame, il y a de la tragédie dans la première représentation zolienne et le spectacle de l'Affaire peut déjà faire fonction de catharsis. Dans cet article, Zola campe le héros de ce premier acte, Scheurer-Kestner, à la "vie de cristal", bel hommage de l'auteur qui a l'obsession de la transparence. Il y a là de l'écriture d'un dossier préparatoire, on y retrouve la technique des fiches personnages que Zola élabore pour chaque roman : il présente le passé de l'homme puis raconte une histoire, celle des différentes étapes du débat intérieur, pour conclure "Dressez de cette figure là, romanciers ! Vous aurez un héros." Il ne cesse de rappeler sa position d'écrivain précisant : "Mon intention n'est pas de parler de l'Affaire."

Mais le simple jugement esthétique n'est qu'une parade à un engagement plus profond qui hante déjà Zola. En deux semaines, son attitude a changé : le 10 novembre 1897, il écrit à sa femme alors en Italie : "personnellement, je n'interviendrai pas car je n'ai aucune qualité pour le faire." Quatorze jours plus tard il annonçait : "Tu ne sais pas ce que j'ai fait ? Un article, écrit en coup de foudre sur Scheurer-Kestner et l'Affaire Dreyfus. J'étais hanté, je n'en dormais plus, il a fallu que je me soulage. Je trouvais lâche de me taire. Tant pis pour les conséquences, je suis assez fort, je brave tout, l'article paraîtra demain." Et cet article, précisément, porte bien la trace de la double énonciation que Zola retrouve : le romancier et le journaliste, le polémiste de la première heure. Derrière des considérations esthétiques se profile déjà l'intuition du combat à venir. Bien que précisant pour la seconde fois : "Je l'ai dit, l'Affaire en elle-même, je ne veux pas m'en occuper", l'article s'achève par l'analyse de celle-ci, la probabilité d'une erreur judiciaire et proposant une stratégie optimiste, il invite les responsables à reconnaître leurs erreurs. Les linéaments du combat dreyfusard apparaissent déjà sous la plume de Zola : il fustige le poids de la presse qui empoisonne l'opinion et fait de cette affaire un combat pour la vie, deux constantes des écrits à venir. Mais avant eux, il sait déjà, ou du moins sent-il confusément, qu'il prendra part à la lutte dans un rôle sans doute à définir, on n'écrit pas impunément au bas d'un premier article : "La vérité est en marche et rien ne l'arrêtera "

L'examen du second article de Zola sur l'Affaire, "Le Syndicat", paru dans *Le Figaro* du 1er décembre 1897, soit une semaine après le premier, laisse au lecteur d'aujourd'hui l'impression d'une accélération des événements ou du moins d'une prise en compte de l'ennemi et d'une plus grande construction stratégique. D'une part Zola accepte qu'on l'assimile à un groupe, celui des défenseurs de la vérité. "De ce syndicat, ah ! oui, j'en suis, et j'espère bien que tous les braves gens de France vont en être !" D'une voix isolée qui était la sienne, il revendique l'appartenance à un groupe de communion idéologique; même si plus tard, durant l'exil, il souffrira de se plier docilement aux décisions du groupe qui le contraint à rester en Angleterre, se voyant plus l'otage que le décideur. Quoi qu'il en soit cet article scelle définitivement l'engagement de Zola pour la cause dreyfusarde et sa contribution active au combat : on sait l'importance dans l'Affaire des bandes, des groupes de pression.

C'est à partir de cette date que Zola met au point une stratégie journalistique pour laquelle il se réserve tout de même une grande liberté. Il compte donner "une série d'articles [...] toute une campagne à mesure que les événements se dérouleraient." Une semaine lui a suffi pour mûrir cette décision. Il écrit même à sa femme le 29 novembre 1897 : "Cette Affaire Dreyfus me jette dans une colère dont mes mains tremblent. Je désire élargir le débat " Ce qu'il fait effectivement dès cet instant : il prend en compte la thèse de l'adversaire qui établit

que Dreyfus, juif, est coupable et réfute dans une construction argumentative extrêmement charpentée l'existence même d'un syndicat avant de tourner cela en dérision. Oui, il élargit bien le débat quand il situe clairement l'échiquier du combat et les valeurs identitaires de chacun des camps, quand il sait décocher les coups propres à faire réagir l'adversaire pour relancer la partie : "derrière l'opinion publique, comptant sans doute s'appuyer sur elle, il y a les bureaux du ministère de la Guerre" et d'ajouter dans un ultime espoir, alors qu'il a de toute évidence déjà jaugé l'adversaire : "Je n'en veux pas parler aujourd'hui, car j'espère encore que justice sera faite."

Le dernier volet de ce triptyque constitué des articles publiés par *Le Figaro* — les réactions des abonnés aux écrits de Zola décideront le directeur à interrompre la collaboration de l'écrivain au journal — devait s'appeler "Le Spectacle" et sur indication d'un rédacteur devint "Procès-verbal". L'isotopie de la scène continue à parcourir le texte. Lui conférant d'indéniables accents lyriques : "Ah ! Quels spectacles, depuis trois semaines, et quels tragiques, quels inoubliables jours nous venons de traverser." Ce qui était sous-jacent dans le premier article devient là évident, l'idée d'une impérieuse utilité d'une "beauté effroyable", celle d'une nécessaire purgation : "car dans la tristesse profonde des constatations qui s'imposent, il y a l'enseignement viril, le fer rouge dont on cautérise les plaies. Songeons-y tous, l'affreux spectacle que nous venons de nous donner à nous-mêmes doit nous guérir." Zola dès lors n'aura de cesse de chercher une finalité supérieure à tant de "souffrances endurées", finalité dont on le privera..., mais n'anticipons pas. L'écrivain confirme ici sa dualité première : la dénonciation et le diagnostic. Dans cet article, "Procès-verbal", l'attaque est vigoureuse, implacable, d'abord contre la presse, examinée à chaque niveau, qu'il s'agisse de la "basse presse en rut", puis des journaux populaires qui font l'opinion de la foule, enfin de la grande presse dite sérieuse et honnête, "la presse immonde a dévoyé la nation". Autre responsable pointé, l'antisémitisme : "Ce poison, c'est la haine enragée des juifs, qu'on verse au peuple, chaque matin, depuis des années. Ils sont une bande à faire ce métier d'empoisonneur, et le plus beau, c'est qu'ils le font au nom de la morale, au nom du Christ, en vengeurs et en justiciers. Et qui nous dit que cet air ambiant où il délibérerait n'a pas agi sur le conseil de guerre ?" On le voit, le ton se durcit en même temps que s'affine l'analyse idéologique et politique de ce qui crée l'Affaire. La classe politique est à son tour fustigée : "Pas un homme de nos assemblées n'a eu un cri d'honnête homme, tous sont restés muets, hésitants, prisonniers de leurs groupes, tous ont eu peur de l'opinion, dans la prévision inquiète sans doute des élections prochaines. Ni un modéré, ni un radical, ni un socialiste, aucun de ceux qui ont la garde des libertés publiques, ne s'est encore levé pour parler selon sa conscience."

La clairvoyance de Zola est là encore remarquable lorsqu'il affirme, signe avant-coureur, "tout ce cher peuple des petits et des humbles, qui court sus aux juifs aujourd'hui, et qui demain ferait une révolution pour délivrer le capitaine Dreyfus, si quelque honnête homme l'enflammait du feu sacré de la justice." Ne doutons pas que divers échafaudages sont construits par Zola dans l'attente du conseil de guerre et "J'accuse" n'est pas le fruit d'une décision prise à la hâte, dans la fureur du moment, comme le montre Alain Pagès dans une étude récente. A partir de là, l'idée d'une France malade, rongée par un ulcère, un cancer, une gangrène, se développe dans l'imagerie zolienne et dreyfusarde en même temps que la préfiguration de l'intellectuel libérateur et thérapeute, celui, disait Sartre, qui s'occupe de ce qui ne le regarde pas. Jusqu'à maintenant, Zola expose, explique, analyse les mouvements enfiévrés de la foule parisienne, dégage les causes et les effets, dénonce des

entités responsables. Mais il sent très vite que pour enrayer le mouvement de folie qui s'empare du monde parisien, il faut que toute l'opinion se saisisse de cette Affaire et fasse contrepoids aux extrémistes. Là encore perspicacité sans doute, quand la plupart des dreyfusards préfèrent une moindre publicité.

Les deux articles qui suivent, vendus en brochure, "Lettre à la Jeunesse", "Lettre à la France", tentent d'exhorter la jeunesse, avec beaucoup de lyrisme, à prendre position : son attitude a désarçonné l'auteur. Et en cela Zola renoue avec un appel qu'il a déjà lancé à plusieurs reprises (mai 1879, mai 1893, février 1896.) Deux idées importantes s'y précisent : tout d'abord celle d'une machination "Jamais une si monstrueuse oppression n'a été organisée" (d'un spectacle dramatique à la dénonciation d'une machination, la représentation s'est modifiée), puis son corollaire, le spectre d'une dictature, propre à faire réagir la jeunesse normalement éprise de liberté pense Zola. "L'afreux despotisme est revenu, le plus monstrueux des baillons est à nouveau sur les bouches." Cette crainte, à elle seule, propulserait le combattant de toutes les censures dans l'arène et l'on en retrouve les traces prégnantes dans le dossier préparatoire de son dernier roman, *Vérité*. La "Lettre à la France" du 6 janvier 1898, une semaine avant "J'accuse", confirme le rôle que Zola s'assigne, celui "d'éclairer l'opinion" et d'engager celle-ci à l'action. Sa position de thérapeute s'affirme, le diagnostic de la gangrène due à la "dictature militaire et à la réaction cléricale" se précise. L'image du corps malade qu'il faut purifier, guérir, hante le discours zolien à tel point que *Vérité* consacre la réussite de l'intellectuel thérapeute qui par le pouvoir du mot guérit tout un peuple des influences cléricales et sauve même, là où le médecin était impuissant, un enfant de la mort, par sa seule force illocutoire. C'est ainsi que pour Zola cette Affaire, et ce dès le 6 janvier 1898 est "un cas d'une leçon terrifiante", dont il sera un des rares à tirer les conséquences au delà de l'amnistie.

Tout est en place maintenant dans le théâtre zolien pourrait-on dire, pour l'intervention du "coup de bélier destructeur" de "J'accuse" selon l'expression d'Henri Mitterand. La dénonciation des groupes de pression a été virulente, l'accusation nominale de "J'accuse" en est un prolongement mais aussi une gradation.

Zola avait annoncé à plusieurs reprises, encore dans une stratégie de l'attente, que s'il le fallait, il parlerait. La lettre au Président Félix Faure consacre cela avec un art consommé de la disposition classique, des effets prosodiques, de l'art oratoire, de la provocation, ce que Péguy nommera "sa belle ordonnance classique et sa belle écriture"², qui fait qu'elle reste dans notre patrimoine culturel comme l'un des grands textes qui a pu infléchir le cours de l'histoire.

Cette fois Zola opère un montage de toute l'histoire, il met l'Affaire en image pour l'opinion "qui ne savait rien" (Péguy) et ne travaille plus sur une matière abstraite. Il donne à chacun une place dans cette partie, distribue rôles, figures, traits de caractère dans ce "huis clos de famille." "Une intuition limpide apposée par le génie" dira Mallarmé. Il crée une représentation particulière — avec ses méchants, ses victimes, ses demi-méchants — et travaille là sur l'imaginaire collectif. La fiction vient au secours de l'histoire sous la plume de Zola pour précipiter le cours de celle-ci tel dans "J'accuse" ou en exorciser les effets dans son dernier roman *Vérité*. Certes des erreurs d'interprétation, de focalisation sur tel ou tel personnage apparaissent ça et là dans "J'accuse", que Zola reconnaîtra dans *Justice*³ à son retour d'Angleterre. Mais l'électrochoc n'est pas le seul fait du texte : Zola a toujours reconnu le pouvoir de la presse, il l'utilise à cette occasion dans une stratégie de communication offensive : "j'ai choisi un journal, au lieu d'une brochure, pour me faire faire un procès de

presse [...] Tout a été calculé par moi, je m'étais fait donner le texte de la loi, je savais ce que je risquais. Préméditation. Mon procès n'était qu'une occasion de dérouler l'Affaire en pleine lumière."⁴ Ce qui se joue est effectivement une opération de contre pouvoir où l'Homme de lettres rappelle au politique les limites de son rayonnement. "Je me doute bien que vous n'avez aucun pouvoir en cette Affaire [...] vous n'en avez pas moins un devoir d'Homme auquel vous songerez et que vous remplirez", écrit-il au Président de la République et il retrouve ainsi quelques illustres prédécesseurs.

Mon propos n'est pas de me livrer à une étude détaillée de "J'accuse", texte le plus connu de Zola qui a été parcouru mieux que je ne saurais le faire. Mais on le voit, du triptyque ("Monsieur Scheurer-Kestner", "Le Syndicat", "Procès-verbal", articles du *Figaro*), aux brochures (*Lettre à la Jeunesse*, *Lettre à la France*), à "J'accuse", les représentations, le ton, la visée pragmatique ont évolué et Zola a décliné les différentes facettes de l'intérêt, l'adhésion, l'engagement, avant le retrait solitaire lourd de désillusions qui ne signifiait pas pour lui, bien au contraire, l'abandon du combat.

Le terrain de la bataille après "J'accuse" se poursuit essentiellement dans l'écriture romanesque. Zola précise d'ailleurs dans *Justice* à son retour de l'exil anglais : "Tous les partis politiques ont sombré, le pays s'est partagé en deux camps : d'une part les forces réactionnaires du passé ; de l'autre, les esprits d'examen, de vérité et de droiture, en marche vers l'avenir. Ces postes de combat sont les seuls logiques, nous devons les garder pour les conquêtes de demain. A l'œuvre donc par la plume, par la parole, par l'action !"

Zola préfère donc retourner à ses livres : "moi je ne suis qu'un poète, qu'un conteur solitaire qui fait dans un coin sa besogne [...] J'ai reconnu qu'un bon citoyen doit se contenter de donner à son pays son travail dont il s'acquitte le moins maladroitement : et c'est pourquoi je m'enferme dans mes livres. Je retourne donc simplement à eux."⁵ Mais pour autant, il ne quitte pas l'Affaire Dreyfus mieux, contre toute attente — puisqu'il avait annoncé dans *L'Aurore* du 29 juillet 1899 "jamais je n'écrirai ni un roman ni une pièce sur l'Affaire Dreyfus" — il conçoit le projet d'un roman, *Vérité*, qui est le prolongement de l'Affaire. Il s'agit de l'unique roman zolien aux prises avec une actualité immédiate. *Vérité* est le roman sur la France, "la France en raccourci" dit l'auteur, il est donc un écho des débats, des fantasmes qui agitent le pays.

Le discours de *Vérité* aux accents anarchisants bat en brèche toute forme d'institution et reprend certains articles de l'Affaire, déploie et amplifie les attaques contenues dans la campagne de presse : la classe politique, la presse, l'Eglise, les "fonctionnaires qui fonctionnent", le danger d'une dictature. Ce n'est pas tant parce que l'Affaire est transposée dans le milieu clérical et qu'ici ou là on reconnaît les protagonistes de l'Affaire que ce roman nous intéresse ici. En revanche, l'impérieuse nécessité de son écriture mérite quelque attention, ce roman n'était pas prévu dans le projet initial des *Évangiles*, dernier cycle zolien. Dans les articles de presse, on a vu très tôt apparaître l'idée d'une finalité de l'Affaire, d'un enseignement, d'une leçon à tirer : or, "l'amnistie scélérate", "la trahison civique"⁶ en prive Zola ainsi que les maximalistes. "Jamais plus haute leçon de choses ne sera donnée au peuple. En quelques mois, nous éclairerions sa conscience, nous ferions plus pour l'instruire et le mûrir, que ne l'aurait fait un siècle de lutte politique."⁷ L'urgence des valeurs à promouvoir que l'Affaire a révélées fait loi, Zola prend sa plume après ce qui s'apparente pour lui à la faillite de la politique. L'effet révélateur de cette fracture montre l'étendue du pouvoir de l'Eglise, les dangers d'un césarisme et la fragilité de l'esprit républicain. Dans l'ébauche de *Vérité*, Zola écrit : "Si les progrès humains sont si lents, c'est que la grande

masse des Hommes ne sait pas [...] L'exemple récent que nous a donné l'Affaire Dreyfus." Et il garde dans son dossier préparatoire un article de Geoffroy dans *L'Aurore* qui s'achève en ces termes : "Tout nous montre que le problème à résoudre est de faire l'instruction et l'éducation de la foule."

Avec *Vérité*, Zola parachève son rôle de thérapeute social "aussi la nécessité est-elle absolue de reprendre la construction sociale à la base, de s'occuper de l'instruction", écrit-il dans le dossier préparatoire. Il choisit le milieu de l'école primaire pour ancrer sa fiction : certes le personnel ne s'est pas particulièrement illustré pendant l'Affaire subissant sans doute des pressions, mais participant aussi aux accès d'antisémitisme et de cléricanisme.

Zola constitue une documentation pour son roman, il est atterré par les révélations de ses informateurs, dont un instituteur, Dauvé, qui lui écrit : "L'instituteur qui n'est pas indépendant a une âme de valet. Tous les instituteurs sont mûrs pour la servitude. Il y a quelque exception, mais l'exception n'est pas la règle." Zola construit donc une sorte de modèle identificatoire d'instituteur républicain : *Vérité* met en scène un instituteur juif Simon accusé à tort du viol et du meurtre d'un enfant. Il est envoyé au bagne victime d'une campagne antisémite orchestrée par l'Eglise et sa presse. C'est l'action du héros, Marc, ami de Simon, instituteur lui aussi, qui par son enseignement constant des valeurs de vérité, de justice va permettre que l'on découvre le véritable coupable, un frère ignorantin de l'école chrétienne. Simon/Dreyfus revient du bagne, adulé par les petits enfants de ses tortionnaires. Le pays est délivré du "poison" dû à l'ignorance.

Vérité est une œuvre de civisme, où la veine polémique de la campagne de presse n'a en rien perdu de sa vigueur, bien au contraire. Oeuvrer pour la pérennité de la République, pour la conquête du savoir et du pouvoir du peuple, telles sont les préoccupations de Zola à l'issue de l'Affaire. Il voulait que ses "derniers livres allassent au peuple" écrit Barranx dans *La Revue de l'Enseignement Primaire* au lendemain de la mort de Zola. "il m'a dit qu'il avait songé à une édition populaire à très bon marché, des volumes à vingt centimes." *L'Aurore* pour sa part consentit des abonnements de faveur pour les instituteurs pendant que parut *Vérité*. Et pourtant cette œuvre restera la moins lue, elle donnera lieu à moins d'échos que *Jean Coste* d'Antonin Lavergne.

Quoiqu'il en soit *Vérité* reste le roman de la revanche de l'écriture sur la société du hors-texte, l'écriture promue seule ultime valeur, c'est aussi la dernière leçon de Zola.

BÉATRICE LAVILLE

I.U.F.M., Bordeaux

¹ *Mémoires d'un sénateur dreyfusard*, éd. Roumieux, 1988, p. 79.

² *Cahiers de la Quinzaine*, décembre 1902

³ Article paru dans *L'Aurore*, le 5 juin 1899

⁴ *Impressions d'audiences*, O.C., éd. Tchou, p. 1109

⁵ Lettre à Emile Loubet, *L'Aurore*, 22 décembre 1900.

⁶ Lettre au Sénat, *L'Aurore*, 29 mai 1900

⁷ Lettre à Emile Loubet, 22 décembre 1900.

L'OPINION PUBLIQUE FACE À L'AFFAIRE D'APRÈS OCTAVE MIRBEAU

Longtemps ignoré, le rôle de Mirbeau dans l'Affaire commence tardivement à être reconnu.¹ Nous allons nous intéresser aujourd'hui à l'image qu'il donne de l'opinion publique au cours des deux années de luttes. Nous disposons pour cela de trois types de documents : sa correspondance, ses articles de *L'Aurore*, et deux romans connus bien avant l'Affaire, mais auxquels il a voulu donner une dimension nouvelle en les rattachant directement à l'actualité : *Le Jardin des supplices* (juin 1899) et *Le Journal d'une femme de chambre* (juillet 1900), où le présent du journal de Célestine correspond précisément à l'affaire Dreyfus (de septembre 1898 à juillet 1899). Il convient d'interpréter les données de ce corpus à la triple lumière de l'évolution de la situation politique, des phases de découragement et d'activisme à travers lesquelles passe l'écrivain, et des objectifs politiques, littéraires et philosophiques qui gouvernent sa plume.

La foule

De l'ensemble des textes de Mirbeau sur l'Affaire se dégage une conception extrêmement pessimiste de la foule. Alors que, libéral, il devrait reconnaître au peuple un minimum de capacité d'assumer sa liberté, il nous le présente comme une masse amorphe, abêtie, manipulée, et potentiellement homicide.²

Dès sa descente dans l'arène, en août 1898, il oppose "le peuple, troupeau aveugle, indolent bétail, à qui les larges saignées n'ont rien appris" (A. D., p. 70), aux intellectuels, aux "consciences libres" et aux "âmes généreuses", "professeurs, philosophes, savants écrivains, artistes," bref "tous ceux en qui est la vérité" (A. D., pp. 72-73)... S'interroger sur l'opinion publique face à l'Affaire, c'est, remontant de l'effet à la cause, mettre en accusation toutes les forces d'oppression et d'aliénation qui ont fait du peuple une masse indifférenciée et deshumanisée, que les "mauvais bergers" de la politique, de la presse et du patronat manipulent au gré de leurs intérêts.

Le peuple auquel les dreyfusards sont confrontés n'est jamais, en effet, que ce que les classes dominantes en ont fait : pour Mirbeau, il est composé majoritairement de "croupissantes larves", produits de l'"éducastration" programmée par la sainte trinité de la famille, de l'école et de l'Église.³ Ainsi crétinisé depuis des générations par les tenants du désordre établi, le peuple apparaît donc comme dépourvu de toute qualité morale et intellectuelle sur quoi les intellectuels héritiers des Lumières puissent s'appuyer pour poursuivre leur combat contre l'Infâme :

— Il est plus moutonnier que les moutons. Car si les moutons vont à l'abattoir sans se révolter, du moins "ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera et pour le bourgeois qui les mangera", alors que l'électeur "nomme son boucher et choisit son bourgeois".⁴ Au fil des siècles, ce gregarisme est devenu une seconde nature : c'est l'"atavisme des servitudes" (A. D., p. 76).

— Cet esprit moutonnier entraîne une pesante apathie, une "inertie" qui fait la force des nationalistes et des cléricaux (A. D., p. 140). A la veille du procès de Rennes, Mirbeau, découragé, écrit de la province : "Impossible de la faire sortir de son calme pesant et de sa torpeur" (A. D., p. 342). Pour secouer cette "torpeur", encore faudrait-il disposer d'un levier : un embryon de conscience morale, qui susciterait un mouvement de "pitié féconde" (A. D., p. 80) pour Dreyfus ; ou assez de conscience politique pour comprendre que leurs intérêts sont liés. Mais rien de tel chez la plupart des opprimés, qui ont été systématiquement émasculés.

— Ils sont en effet indifférents moralement et inconscients politiquement, comme l'écrivain le fait dire à un interlocuteur imaginaire dans "L'Espoir futur" (*Le Journal*, 29 mai 1898) : "Le peuple est indifférent et vaincu. Il ne croit plus à la révolution, ne s'exalte plus pour la justice, ignore la beauté. Il n'a même plus le sentiment — je ne dis pas de sa dignité : où le puiserait-il ? — mais de ses intérêts immédiats. [...] Le peuple ne veut pas qu'on fasse quoi que ce soit. Il ne veut pas qu'on l'arrache aux saletés de sa bauge. Quand on lui parle de son bonheur, il se bouche les oreilles et ne veut rien entendre : de sa liberté, il se jette aussitôt, tête baissée, dans le mensonge et l'asservissement, plus profondément !" Même désenchantement un an plus tard : "Rien ne m'est plus pénible que cette indifférence lourde et vaseuse où le pays s'enfonce de plus en plus chaque jour. De la colère sauvage, ou de l'erreur violente, on peut espérer des réactions salutaires... Qu'espérer de cette atonie qui fait que chaque face humaine est un mur intraversable, où les mots d'appel et de pitié se brisent avant d'avoir été entendus ?" (A. D., p. 345). Pour qu'il en fût autrement, il eût fallu, soit une éducation morale — mais les classes dominantes ne lui inculquent qu'une "morale" de Tartuffe ; soit l'espoir d'un changement radical des conditions de vie — mais l'échec sanglant des luttes ouvrières, telles que celle mise en scène par Mirbeau dans *Les Mauvais bergers*, décourage de se lancer dans des luttes vouées à l'écrasement.⁵ Et puis, pour s'engager aux côtés de Dreyfus, il faudrait cesser de voir en lui un ennemi de classe (un riche bourgeois) et de caste (un officier sans état d'âme) : c'est beaucoup demander aux prolétaires !

— De surcroît, le peuple est victime de son ignorance, qui le prédispose à ingurgiter aveuglément les mensonges les plus absurdes. Sans esprit critique, comment résister à la pression conjuguée de la presse, empoisonneuse des esprits, de l'Eglise, empoisonneuse des âmes, de l'armée, qui robotise, du pouvoir politique, qui détermine la loi, et de la "justice", qui est chargée de l'appliquer ? Dès lors, les anti-dreyfusards parviennent à faire croire n'importe quoi : "On ne se doute pas combien peu la vérité a pénétré en province. [...] Ce qu'elle sait de l'affaire Dreyfus, elle ne le sait que par les odieux et quotidiens manuels du mensonge cléricale et de l'imposture militariste. [...] Pour la province, Dreyfus est un traître" (A. D., p. 341). La pseudo-baronne de Gnion s'en réjouit sans ambages : "Tous ces braves gens, éduqués par nos journaux, toutes ces âmes rudes et simplistes, et qui ne vont pas chercher midi à quatorze heures, finissent par s'imaginer qu'il n'y a pas, en France, un pire voleur que Loubet. [...] Rien ne prend mieux, sur les imaginations plébéiennes, que les calomnies au fond imbéciles, et toutes les histoires à dormir debout, de traîtres et de millions. Nous devons en tirer un parti étonnant... Oui, j'aime ces intelligences primitives à qui l'on fait avaler tout ce qu'on veut !" (A. D., p. 320) Et d'en conclure cyniquement : "Il ne faut pas éclairer le peuple ; le jour où le peuple sera[it] éclairé, il ne croirait plus à des mensonges, et nous n'aurions plus barre sur lui" (p. 321).

— Enfin, il y a, dans toute foule collectivement irresponsable, "toute la violence du meurtre" (A. D., p. 309), comme Mirbeau en a donné maintes illustrations dans ses *Contes cruels*.⁶ Cette violence homicide est un héritage, "legs fatal", de nos lointains ancêtres

soumis à la même impitoyable "loi du meurtre" que tous les êtres vivants. Mais, dans les sociétés organisées, dans la Chine des Qing ou dans la France républicaine, l'instinct du meurtre est canalisé vers des exutoires légaux. Or, pendant l'Affaire, l'antisémitisme, "le nationalisme au front de taureau" (A. D., p. 345) et le militarisme bestial, qui se déchaînent impunément, font des juifs, des intellectuels dreyfusistes et des "cosmopolites", des boucs-émissoires qui offrent à la foule autant d'exutoires légaux à ses pulsions meurtrières. Dès août 1898, Mirbeau dresse ce constat terrifiant : "Lorsque quelqu'un, en ces jours de folie furieuse, hurle : "Vive l'armée !" il hurle en même temps: "Mort à quelque chose !" Ces deux cris sont désormais associés, dans les mêmes bouches. Ils ne font qu'un. Ouvertement, admirativement, ceux qui applaudissent l'armée, nous la représentent prête au massacre, impatiente de tueries. Elle est devenue le point de ralliement de toutes les haines sauvages, de tous les appétits barbares, de toutes les violences insurgées" (A. D., p. 78). "Le meurtre est dans l'air" : "Voilà huit mois qu'on prêche l'assassinat, au nom de la Patrie, qu'on l'exalte, qu'on le glorifie au nom de Dieu ! Le soldat l'appelle et le moine le bénit" (A. D., p. 67). Dans cette "course à l'ordure" (A. D., p. 189), la presse pourrie des Judet, Rochefort, Drumont, Arthur Meyer, Pollonnais et Millevoye, porte une responsabilité écrasante : "Au milieu des frénésies de l'insulte, des épilepsies de la dénonciation et de la calomnie, je vois nettement se dresser la face même, la face ignominieuse du crime. Mes oreilles sont obsédées de ces incessants appels à l'assassinat, de ces cris de mort. Ils me poursuivent sans me lâcher... Pour quiconque réfléchit, il y a bien là, dans ces journaux, un état d'esprit particulier et qui n'est pas autre chose que l'esprit du meurtre". Dans ce déchaînement de "haine" homicide, Mirbeau décèle le symptôme d'un "retour à la barbarie" ("L'Espoir futur").

Dès lors, le pays tout entier lui paraît contaminé sans espoir de guérison : "Il me semble impossible — écrit-il à Zola le 7 février 1899 — que nous puissions guérir de l'affreux poison qui tue, lentement, mais sûrement, la France". Quelques mois plus tôt, face à "la coalition gouvernementale de l'aveuglement et du silence", il prédisait : "Et la plaie augmente, se gangrène, purule... Et personne pour la débrider d'un coup de bistouri, pour y porter le fer rouge. Tous, ils attendent la putréfaction finale" (A. D., pp. 110-111). Cette "putréfaction finale" mise en images paroxystiques dans *Le Jardin des supplices*, et qui constitue la tragique alternative à "la lutte finale"...

Transformer l'opinion publique ?

S'il en était resté à ce constat désabusé, Mirbeau ne se serait pas engagé dans le combat dreyfusiste. Il se serait replié vers "les pays du rêve" et enfermé "dans des tours d'ivoire" ("L'Espoir futur"), pour se mettre à l'abri de la contamination galopante. S'il a cependant refusé la "désertion du devoir social" (*Dans le ciel*), c'est que tout espoir n'était pas mort en lui de voir le peuple sortir de sa "torpeur" et "s'arracher aux saletés de sa bauge". Il fallait bien qu'il fit fond, un tant soit peu, sur la capacité des intellectuels dreyfusistes à secouer la force d'inertie des masses et à leur ouvrir les yeux.

De fait, il considère que le peuple n'est pas "inéducatable" et depuis 1877 il s'est employé à l'aider à "regarder Méduse en face",⁷ à prendre conscience des pourritures sociales et à s'engager pour transformer la société. Vaste entreprise pédagogique de déconditionnement, sans laquelle rien ne serait possible. Ce qui entretient l'espoir de contribuer à cet affranchissement intellectuel et moral des masses, c'est qu'on trouve en leur sein des hommes et des femmes qui ont résisté au rouleau compresseur du conditionnement

et qui ont lutté pour préserver leur individualité et leur jugement critique : ceux que Mirbeau appelle joliment des "âmes naïves", parce qu'ils ont conservé des restes du regard innocent de l'enfance. C'est sur ces "âmes naïves" qu'il s'est appuyé pour mener à bien ses combats esthétiques.⁸ c'est sur elles qu'il compte pour seconder le combat des dreyfusistes.

Le deuxième article que Mirbeau donne à *L'Aurore*, "A un prolétaire", s'adresse à ces travailleurs suffisamment conscients de l'exploitation économique pour avoir engagé la lutte dans leurs entreprises. L'ennui est que nombre d'entre eux, plus sensibles aux arguments du "mauvais berger" Jules Guesde qu'à "la grande parole" de Jaurès, ne voient pas l'intérêt de défendre un "galonnard" et un ennemi de classe tel que Dreyfus. Mirbeau entreprend donc pédagogiquement de démontrer au prolétaire qu'il y va de ses intérêts vitaux et qu'il faut dépouiller Dreyfus de tout caractère de classe : "En le défendant, celui qu'oppriment toutes les forces brutales, c'est toi que tu défends en lui, ce sont les tiens, c'est ton droit à la liberté, et à la vie, si précieusement conquis, au prix de combien de sang ! Il n'est donc pas bon que tu te désintéresses d'un abominable conflit où c'est la Justice, où c'est la Liberté, où c'est la Vie qui sont en jeu et qu'on égorge ignominieusement dans un autre. Demain, c'est en toi qu'on les égorgera une fois de plus" (A. D., p. 77). Ces appels, relayés par Jaurès et Faure, finiront par être entendus et par faire basculer la grande majorité de l'avant-garde ouvrière dans le combat dreyfusiste.

L'autre enjeu de la lutte menée par Mirbeau est de faire également basculer une fraction sociale dont le poids est décisif : la petite bourgeoisie intellectuelle, où se recrutent chercheurs, enseignants, journalistes, écrivains et artistes. Certains ont toujours résisté au lavage de cerveau et sont en rupture avec la société honnie : ils participent d'emblée au bon combat, à l'instar de Monet et de Pissarro. D'autres sont tiraillés entre, d'une part, les exigences de leur conscience et de leur culture humaniste, et, d'autre part, leur statut social de "prolétaires" qui les met à la merci de l'Etat ou de leurs employeurs. C'est à eux que Mirbeau lance un vibrant appel, le 2 août 1898, en misant sur leur sens de la justice, sur leur attachement à une culture désintéressée, et sur leur mission sacrée de défenseurs d'un héritage menacé : "Est-ce qu'ils peuvent continuer à vivre dans cette angoisse perpétuelle, dans ce remords, dans ce cauchemar de n'oser pas crier leurs certitudes et confesser leur foi?... Et devant ces défis quotidiens portés à leur génie, à leur humanité, à leur esprit de justice, à leur courage, ne vont-ils pas enfin comprendre qu'ils ont un grand devoir... celui de défendre le patrimoine d'idées, de science, de découvertes glorieuses, de beauté, dont ils ont enrichi le pays, dont ils ont la garde, et dont ils savent pourtant bien ce qu'il en reste quand les hordes barbares ont passé quelque part !" (A. D., p. 72). Cet appel aussi sera entendu, et les "intellectuels" formeront les gros bataillons des signataires de pétitions et des participants aux meetings dreyfusistes. Mais encore fallait-il pour cela que l'exemple vînt d'en haut pour lever les inhibitions : c'est le "J'accuse" de Zola, ce sont les persécutions engagées contre des universitaires de renom tels que Grimaux, Stapfer ou Andrade, ce sont des prises de position de célébrités telles que Duclaux, Havet, Anatole France ou Mirbeau, qui ont enclenché le mouvement et lui ont permis de devenir majoritaire au sein de l'intelligentsia. Autrement dit, il a fallu jouer sur le grégarisme des intellectuels comme sur le grégarisme des prolétaires au service de la bonne cause...

C'est précisément l'effet que Mirbeau entendait produire lorsqu'en mai 1898, à la face pessimiste de lui-même incarnée dans un interlocuteur anonyme, il objectait : "Il ne faut jamais désespérer d'un peuple — si pourri qu'il soit — quand une jeunesse intelligente et brave se lève pour la défense de la justice et de la liberté". Puisque les jeunes intellectuels

"ont la passion, l'amour de la justice, le culte de la beauté, la soif ardente de la liberté, le désir impérieux de l'action". ils peuvent "communiquer leur ferveur et leur foi à tout ce qui les entoure". Dès lors, "c'est tout un mouvement qui commence, qui ne peut que se développer et grandir, et dont le résultat sera fécond" ("L'Espoir futur"). L'agit-prop dreyfusiste constitue donc bien, elle aussi, une sorte de contamination des esprits, mais c'est pour le bon motif qu'elle jette sa semence "aux quatre vents de l'esprit".

Le "suicide" du colonel Henry, le 31 août 1898, relance la bataille révisionniste et ouvre des possibilités d'action insoupçonnées. C'est ainsi que les Letellier, propriétaires du *Journal*, sont pris de doute et songent un moment à confier à Mirbeau la rubrique dreyfusienne d'un quotidien tirant alors à un million d'exemplaires.⁹ Mais les nationalistes ne tardent pas à serrer les rangs et à reprendre l'initiative : ils font incarcérer Picquart, et des bruits de coup d'Etat commencent à courir. Pour y faire face se constitue alors une "Coalition révolutionnaire", qui lance un appel, signé par Mirbeau, à tous les "hommes libres", "républicains, démocrates, socialistes, révolutionnaires, libertaires", pour qu'ils unissent "les forces émancipatrices de l'avenir" afin de contenir la menace liberticide représentée par "la glorification du gourdin, le triomphe du sabre" et "la tyrannie du goupillon" (A. D., pp. 139-141). Au-delà du cas de Dreyfus, il s'agit désormais de défendre des valeurs auxquelles sont attachés tous les hommes de gauche, quelle que soit leur obédience. En faisant ainsi retentir le tocsin pour alarmer tous les esprits libres face au danger militaro-clérical, les libertaires espèrent mobiliser enfin les larges masses jusque là apathiques.

Pendant cette période où tout semble possible, y compris le pire, Mirbeau fait preuve, dans ses chroniques de *L'Aurore*, d'un optimisme paradoxal. Ainsi écrit-il, au lendemain de l'arrestation de Picquart : "Son âme est avec l'âme des foules, aujourd'hui désabusées. Ayant voulu l'abattre, ils [l'Etat-Major] en ont fait un héros, non pas seulement le héros d'une élite, mais le héros populaire, qui a déjà sa légende. [...] La rue s'est éveillée. [...] Ce n'est plus l'indifférence d'il y a six mois, l'apathie, l'égoïsme, la blague qui veut ignorer". Et de prophétiser : "Quand l'âme de la foule, quand la rue frémit et qu'elle parle de toutes ses voix, c'est que c'est l'heure de la justice !... et que malgré les régiments et les canons, cette heure-là doit sonner !" (A. D., pp. 121-122). Cette confiance dans la foule — y compris les "bourgeois", les "camelots" et les "cochers" ! — , et cette conviction qu'il existe une force des choses irrésistible, sont tellement contraires à sa hantise des foules homicides et à son refus, matérialiste, de tout finalisme, que force est d'en conclure que Mirbeau exagère la mobilisation populaire pour les besoins de la cause. En laissant croire qu'elle a déjà eu lieu massivement, il contribue à la renforcer ; en inspirant à ses lecteurs une confiance en l'avenir qu'il ne partage pas, il tente de dessiner les contours du futur qu'il appelle de ses vœux. Il décrit les foules, non pas telles qu'elles sont réellement, mais telles qu'il voudrait qu'elles fussent.

Cet optimisme tactique va imprégner nombre de ses chroniques suivantes. Ainsi le 24 novembre 1898 : "Beaucoup, même parmi ceux qui restèrent les plus indifférents au malheur de Dreyfus, se sont spontanément soulevés devant ce nouveau défi porté à la conscience nationale. [...] Il reste des hommes que le mal du siècle n'a pas atteints. Et quand il y a des hommes, il y a aussi des foules. Lentes à se mouvoir, elles sont terribles quand elles marchent. Une fois ébranlées, on ne les arrête plus" (A. D., pp. 167-168). Ces lignes témoignent d'un double renversement dialectique : la force d'inertie peut désormais jouer en faveur de la révision, puisque les foules se sont "ébranlées" ; et la terreur qu'elles inspirent d'ordinaire aux intellectuels devrait dorénavant frapper les habituels manipulateurs de

l'opinion publique. pris à leur propre piège. Idée précisée quelques jours plus tard : si Freycinet et Dupuy avaient assisté au dernier meeting dreyfusiste, ils auraient entendu "les voix frémissantes, les voix impérieuses de la rue" ; et alors, "peut-être eussent-ils eu peur et regret de leur coupable obstination". Car ils auraient pu voir que "c'était bien la révolution, cette fois ; c'était bien sa voix qui gonflait les poitrines, son esprit de sacrifice qui emplissait les coeurs, son ivresse rouge, son âme de justice enfin, qui avait conquis la rue ! Spectacle terrible, et beau et doux aussi, et consolateur, car il nous venait enfin, de tous les exils et de toutes les prisons, comme un vent de délivrance" (A. D., p.177). En extrapolant d'un millier de dreyfusistes rassemblés dans la salle du Grand-Orient à "la rue", et de l'indignation d'une poignée de militants à "la révolution", Mirbeau a deux objectifs : mobiliser des lecteurs pas encore engagés en dissipant leurs craintes, et distiller le doute, voire l'effroi, dans la tête de politiciens pas encore trop compromis en leur faisant croire que le vent a tourné. La propagande a visiblement pris le pas sur l'observation objective.

De fait, dans les mois qui suivent, alors que l'Affaire s'enlise dans le maquis de la procédure, et qu'on laisse à la "justice", civile et militaire, le soin de trancher, la confiance de notre imprécateur a tendance à baisser. Certes, il continue de proclamer que "l'expiation est en marche" (A. D., p. 306 sq.) et d'espérer que Mercier et Meyer finiront au bagne. Mais il en est moins que jamais convaincu, et il va même jusqu'à mettre en garde ses lecteurs contre l'optimisme béat et démobilisateur de ceux qui s'imaginent naïvement que "tout va bien" (A. D., p. 323), et qui refusent de regarder la réalité en face. Son ultime chronique de *L'Aurore*, "En province", et ses rares lettres de l'époque révèlent qu'il ne croit plus à un happy end. C'est donc qu'à ses yeux la bataille de l'opinion publique n'a pas été vraiment gagnée.

Le traitement littéraire de l'Affaire

On se rend compte, rétrospectivement, que l'optimisme affiché naguère ne reflétait guère ses convictions profondes. Les deux grands romans qu'il publie alors expriment au contraire un pessimisme qui, de nouveau, confine au nihilisme.

Le Jardin des supplices est dédié ironiquement "aux Prêtres, aux Soldats, aux Juges, aux Hommes, qui éduquent, dirigent, gouvernent les hommes", et qui les manipulent et les traitent comme de vulgaires objets à adapter aux exigences d'une société homicide. Si la critique des politiciens et la dénonciation de la triple alliance de l'armée, de l'Eglise et de la magistrature sont logiques sous la plume de notre dreyfusard, la mention des "hommes qui éduquent" ne manque pas de surprendre. Car les enseignants étaient au premier rang de ces "intellectuels" défenseurs d'un patrimoine d'idées et de beauté qu'il appelait naguère à se mobiliser pour la Justice et la Vérité. Qu'ils soient désormais associés aux "pourrisseurs d'âmes" dans une commune exécration en dit long sur la déception du romancier, qui retrouve du même coup ses positions libertaires habituelles sur l'école, qui gave les esprits et déforme les cerveaux.

Dans le "Frontispice", il met en scène la fine fleur de l'intelligentsia scientifique de la République qui, "après dîner", discute du meurtre. Tous sont d'accord pour considérer que les sociétés, loin de s'opposer à l'instinct de meurtre, cherchent à le canaliser en lui offrant des exutoires tolérés tels que la chasse et le duel, l'antisémitisme et la guerre. Un philosophe, porte-parole du romancier, applique à l'Affaire le constat général : "L'affaire Dreyfus nous en est un exemple admirable, et jamais, je crois, la passion du meurtre et la joie de la chasse à l'homme ne s'étaient aussi complètement et cyniquement étalées... Parmi les incidents

extraordinaires et les faits monstrueux, auxquels, quotidiennement, depuis une année, elle donna lieu, celui de la poursuite, dans les rues de Nantes, de M. Grimaux, reste le plus caractéristique et tout à l'honneur des "esprits cultivés et des natures policées", qui firent couvrir d'outrages et de menaces de mort ce grand savant". Mirbeau illustre ici une idée qui lui est chère : l'homme dit "civilisé" n'est en réalité qu'un gorille féroce et lubrique, et la "culture" dont il se gargarise n'est jamais qu'une mince pellicule superficielle qui craque à la première occasion. C'est vrai de l'élite sociale, comme le prouvent tous les exemples cités dans le "Frontispice", et, a fortiori, du bon peuple, sur lequel les dreyfusards espéraient pourtant s'appuyer. Et notre philosophe d'expliquer : "Ce besoin instinctif [du meurtre], qui est le moteur de tous les organismes vivants, l'éducation le développe au lieu de le réfréner, les religions le sanctifient au lieu de le maudire ; tout se coalise pour en faire le pivot sur lequel tourne notre admirable société. Dès que l'homme s'éveille à la conscience, on lui insuffle l'esprit du meurtre dans le cerveau. Le meurtre grandi jusqu'au devoir, popularisé jusqu'à l'héroïsme, l'accompagnera dans toutes les étapes de son existence. On lui fera adorer des dieux baroques, qui [...] se gorgent de vies humaines, fauchent les peuples comme des champs de blé. On ne lui fera respecter que les héros, ces dégoûtantes brutes, chargées de crimes et toutes rouges de sang humain. [...] Il trouvera dans la guerre la suprême synthèse de l'éternelle et universelle folie du meurtre, du meurtre régularisé, enrégimenté, obligatoire, et qui est une fonction nationale" (éd. Folio, pp. 52-53).

S'il est incontestable que *Le Jardin des supplices* peut se lire comme une métaphore de la condition tragique de l'homme, Mirbeau y apporte aussi la preuve que la société occidentale repose sur la culture du meurtre, à l'instar de la société chinoise jugée "barbare", et l'affaire Dreyfus en a fourni la confirmation expérimentale. Dès lors, on est en droit de se demander si le combat engagé par le romancier et ses amis pour transformer l'opinion publique n'était pas perdu d'avance, et si lui-même n'en était pas en réalité convaincu d'entrée de jeu. Mais le pessimisme de sa raison n'a jamais réussi à inhiber l'optimisme de sa volonté, et il a toujours fait son devoir, comme s'il y avait quelques chances de succès...

Le Journal d'une femme de chambre (1900) nous fait pénétrer dans un petit village de l'Eure et dans l'office des grandes maisons parisiennes au cours de l'Affaire. S'il va de soi que les classes dominantes, ces "honnêtes gens" qui écœurent tant Célestine, sont des anti-dreyfusards convaincus, il est a priori plus surprenant que les domestiques, surexploités et asservis, au lieu de se solidariser avec cette autre victime qu'est Dreyfus, fassent chorus avec leurs oppresseurs. Examinons rapidement les cas de quatre d'entre eux.

— Joseph, le jardinier-cocher des Lanlaire, est un antisémite forcené. Il a accroché aux murs les portraits de Drumont et de Déroulède, de Jules Guérin et de Mercier ; il collectionne les chansons et les caricatures antijuives, "il est membre de la jeunesse antisémite de Rouen", "de la vieillese antijuive de Louviers" et du "Gourdin national", et, "quand il parle des Juifs, ses yeux ont des lueurs sinistres, ses gestes des férocités sanguinaires" (éd. Garnier-Flammarion, p. 137). Et pour cause : Joseph nous est présenté comme un sadique (il éprouve une jouissance sadique à faire durer l'agonie des canards), et Célestine est même convaincue qu'il a violé et assassiné la petite Claire. Il est donc l'incarnation de cet instinct du meurtre auquel l'Affaire va donner libre cours : Dreyfus, les juifs et les dreyfusistes vont constituer pour Joseph des boucs émissaires idéaux sur qui défouler ses instincts homicides. De plus, son intelligence est obtuse : dépourvu de tout esprit critique, il a pour toute nourriture spirituelle *La Libre parole* et avale sans sourciller les pires absurdités : il croit que Zola a livré pour 600.000 francs "toute l'armée française, et aussi toute

l'armée russe, aux Allemands et aux Anglais", et il tient ce tuyau "du sacristain, qui le tient du curé, qui le tient du pape, qui le tient de Drumont" (p. 138). A la fin du roman, il est devenu patron d'un petit café à Cherbourg et son nationalisme à tout crin constitue une bonne rente de situation, qu'il sait faire fructifier avec sagesse. Prolétaire dépourvu de toute conscience de classe, il pactise donc avec les anti-dreyfusards par sadisme et parce qu'il y trouve égoïstement son compte.

— La cuisinière Marianne n'est qu'une pauvre victime, une véritable hilote asservie par ses maîtres et totalement incapable de se révolter. Elle approuve les "discours violents" de Joseph "par des mouvements de tête" et "des gestes silencieux" : "Elle aussi, sans doute, la République la ruine et la déshonore", note ironiquement Célestine, qui ajoute : "Elle aussi est pour le sabre, pour les curés et contre les Juifs... dont elle ne sait rien d'ailleurs, sinon qu'il leur manque quelque chose quelque part" (p. 138). Bref, elle est complètement aliénée ; son ignorance crasse et sa passivité morne de bestiau font d'elle une proie rêvée pour les "pétrisseurs d'âmes" ensoutanés qui diffusent leur venin à travers toute la France profonde.

— M. Jean, lui, jouit d'un statut social infiniment plus honorable. Valet de chambre chez une comtesse, il fraye avec le gratin nationaliste et cléricale, dont il copie les manières et les discours, et il apporte glorieusement sa pierre à l'édifice du mensonge. Il manifeste aux côtés de Coppée, de Lemaitre et de Quesnay de Beaupaire ; il souscrit pour le monument à Henry, avec nombre d'autres "domestiques des grandes maisons" ; il reçoit en conséquence des "accolades illustres", de "sérieux pourboires" et des "distinctions honorifiques extrêmement flatteuses" ; peut-être même, en guise de consécration, va-t-on le charger de faire un faux témoignage lors du procès Zola : "Rien ne manquerait plus à sa gloire... Le faux témoignage est ce qu'il y a de plus chic, de mieux porté, cette année, dans la haute société... être choisi comme faux témoin, cela équivaut, en plus d'une gloire certaine et rapide, à gagner le gros lot de la loterie". M. Jean est par conséquent "l'objet de la curiosité et du respect universels" (pp. 173-175). Il ne s'agit pas chez lui d'un antidreyfusisme de conviction, imputable à l'ignorance : simplement il se vend cyniquement aux plus offrants, et il y trouve des satisfactions d'amour-propre en même temps que des récompenses sonnantes et réverbérantes. Bref, s'il est traître à sa classe, c'est par snobisme et par intérêt.

— Le cas de Célestine est plus problématique. Car, à la différence de Marianne, elle est fine et intelligente et possède un sens de l'observation et de la répartition qui fait d'elle la digne fille de son créateur ; à la différence de M. Jean, elle a une conscience claire de "l'exploitation" et de "l'esclavage" de la domesticité, et elle ne saurait être complice de gens qui la dégoûtent viscéralement ; et, à la différence de Joseph, elle éprouve, comme Germaine Lechat, "une pitié féconde", qui la rend solidaire des malheureux qu'elle voit défiler dans le bureau de placement de Mme Paulhat-Durand. Dotée de lucidité, de principes moraux et de conscience de classe, elle a donc tout pour être dreyfusarde. Or Mirbeau fait d'elle une antidreyfusarde, qui voit en Jules Lemaitre un "génie" et qui refuse "carrément" de servir chez Labori : "Moi aussi, bien sûr, je suis pour l'armée, pour la religion et contre les Juifs", comme tous les domestiques, qui ont peut-être bien des défauts, mais à qui on ne saurait reprocher de ne pas être "patriotes". Le "bien sûr" révèle qu'à ses yeux il ne saurait en être autrement : l'aliénation idéologique des domestiques est présentée comme une évidence. Pourtant Célestine ajoute, après réflexion : "Lorsque je m'interroge sérieusement, je ne sais pas pourquoi je suis contre les Juifs, car [...], au fond, les Juives et les catholiques, c'est tout un... Elles sont aussi vicieuses, ont d'aussi sales caractères, d'aussi vilaines âmes les unes que les autres... Tout cela, voyez-vous, c'est le même monde, et la différence de religion n'y est pour

rien" (pp. 138-139). Cette lucidité soudaine n'est cependant pas suffisante pour la faire basculer du côté de la Justice et de la Vérité. Pourquoi Mirbeau en a-t-il décidé ainsi ? Sans doute a-t-il voulu souligner la force du grégairisme et de "l'atavisme de servitudes" qui pèsent sur tous les domestiques : en se distinguant du troupeau, elle risquerait de se faire mal voir ou, pire encore, d'être rejetée, alors que, dans son amère solitude sans espoir, elle a le plus vif besoin de réconfort ; et puis, comme les autres domestiques, elle s'est laissée corrompre par ses maîtres et a perdu à leur contact ce qui pouvait subsister de sa naïveté originelle. Elle souffre, plus cruellement que quiconque, de l'abîme qui sépare la conception de l'action, l'idéal rêvé de la réalité vécue, la révolte en théorie de la soumission en pratique. A travers Célestine, Mirbeau nous rend donc sensible l'extrême difficulté que pouvaient avoir les classes dominées, exploitées et dépendantes économiquement, et aliénées idéologiquement, à se saisir de l'affaire Dreyfus pour exprimer leur solidarité. Si Célestine, en dépit de sa conscience sociale, de sa révolte et de son esprit critique impitoyable, s'en révèle incapable, à plus forte raison les autres, aveuglés qu'ils sont par l'ignorance, le snobisme ou l'intérêt à court terme.

Dans *Le Journal*, Mirbeau nous trace donc un tableau fort noir de la France pendant l'Affaire. Ecœuré par la loi d'amnistie, qui renvoie dos à dos bourreaux et victimes, déçu par les divisions qui se sont fait jour dans le camp dreyfusiste, il semble avoir oublié l'exaltation des meetings, la chaleureuse communion de *L'Aurore*, et ses rêves d'une vaste mobilisation des intellectuels et des prolétaires pour libérer le pays de la tyrannie de l'Armée, de l'Eglise et du Pouvoir politique, pour ne plus se souvenir que de la veulerie des dominés et des turpitudes des dominants.

Ainsi, l'image que Mirbeau nous donne de l'opinion publique française face à l'Affaire est fluctuante et contradictoire. Fluctuante, parce que la situation est en constante évolution et qu'alternent chez lui les phases d'espoir et de découragement, d'exaltation et de neurasthénie. Contradictoire, parce que ses articles et ses romans n'obéissent pas à la même logique : certes, tous tendent à nous donner de l'ennemi un image caricaturale, à la fois odieuse et ridicule, qui nous révolte en même temps qu'elle le désacralise et le démystifie ; mais les chroniques de *L'Aurore* participent du combat quotidien pour mobiliser les avant-gardes et pour secouer la "torpeur" des masses, alors que les romans, publiés tardivement, en marge de la lutte, et destinés à vivre bien au-delà de l'Affaire, échappent à tout souci de propagande à court terme et expriment la vision personnelle et durable de l'écrivain, dût-elle apparaître comme démobilisatrice par son excès de pessimisme. Cependant, si on lit ses textes de l'époque en tenant compte des inévitables distorsions liées aux différences de statut et de moment, alors apparaissent mieux les constantes de Mirbeau : il se méfie des foules, parce qu'il les sait aveugles, ignorantes, manipulables, dominées par l'instinct de meurtre et collectivement irresponsables, donc capables du pire ; il éprouve, pour tous les tenants de l'ordre social inique et pour toutes les institutions oppressives qui en constituent l'armature, un dégoût qui explique ses engagements anarchiste et dreyfusiste, et qui nous vaut toute une galerie de portraits au vitriol, de caricatures vengeresses et d'interviews imaginaires jubilatoires ; il n'a dans les "intellectuels" qu'une confiance limitée, parce qu'il se méfie du scientisme des Diafoirus de l'université, et aussi parce que la culture n'est ni une garantie de droiture morale et de courage civique, ni une protection suffisante contre les pulsions sadiques qui sommeillent en tout homme et qui peuvent à tout moment faire irruption à la surface, pour peu que les circonstances s'y prêtent.

¹Voir la biographie d'Octave Mirbeau, par P. Michel et J.-F. Nivet, Séguiet, 1990, ch. XVI, et notre édition de ses articles dreyfusistes dans *L'Affaire Dreyfus*, Séguiet, 1991 (A. D.).

²Voir notre communication "Octave Mirbeau : les contradictions d'un écrivain anarchiste", dans les Actes du colloque de Grenoble *Littérature et anarchie*, à paraître en 1996 aux Presses de l'Université de Toulouse-le Mirail.

³Sur cette "sainte trinité", voir les *Combats pour l'enfant* (Ivan Davy, Vauchréien, 1990).

⁴"La Grève des électeurs", *Le Figaro*, 8 novembre 1888 (*Combats politiques*, Séguiet, 1990, p. 112).

⁵La leçon qui se dégage des *Mauvais bergers* est en effet profondément décourageante et imprégnée de nihilisme décadent. Voir Wolfgang Asholt, "Les Mauvais bergers et le théâtre anarchiste des années 1990", dans les *Actes du colloque Octave Mirbeau d'Angers*, Presses de l'Université d'Angers, 1992, pp. 351-366. Voir aussi ma préface à la pièce, dans mon édition du *Théâtre* de Mirbeau, à paraître en 1997 aux éditions de Septembre-Archimbaud.

⁶Voir en particulier ses deux "Paysages(s) de foule" (*Contes cruels*, Séguiet, 1990, t. I, pp. 411 sq. et 502 sq.).

⁷L'expression apparaît le 25 mars 1877 dans un compte rendu de *La Fille Elisa* de Goncourt, dans le quotidien bonapartiste *L'Ordre* (article reproduit dans le n° 2 des *Cahiers Edmond et Jules de Goncourt*, 1994). Sur cette entreprise de déconditionnement, voir mes *Combats d'Octave Mirbeau*, Annales littéraires de l'université de Besançon (1995).

⁸Voir notre édition des *Combats esthétiques* de Mirbeau, Séguiet, 2 volumes, 1993..

⁹C'est en effet ce qu'écrivit Mirbeau à Henry Bauer en septembre 1898 (coll. Pierre Michel).

L'AFFAIRE DREYFUS D'APRES JEAN BAROIS DE ROGER MARTIN DU GARD

Roger Martin du Gard, qui est né en 1881, a eu très tôt une vocation d'écrivain qui le pousse, après ses études à l'Ecole des Chartes, à refuser un emploi et, grâce à l'aide de ses parents, à consacrer tout son temps à écrire des romans. Ses premiers projets sont trop ambitieux et, malgré un travail soutenu, ils n'aboutissent pas. En juin 1909, il publie pourtant *Devenir !*, un roman dont le héros est "un jeune écrivain sans talent [...] un raté". Ce livre, qui est "une sorte d'exorcisme", n'est pas trop mal accueilli et Roger Martin du Gard, encouragé, travaille alors à *Jean Barois* d'avril 1910 à mai 1913 ; le roman est publié en novembre par Gallimard et obtient un certain succès.

Ce roman est l'histoire, "la courbe" de toute une vie. Jean a passé son enfance dans un milieu catholique très traditionaliste. Il se marie avec Cécile, une amie d'enfance dont la foi est d'une grande naïveté. Mais ses études de biologie et ses discussions avec un prêtre moderniste, l'abbé Schertz, le conduisent d'abord à rejeter l'enseignement de l'Eglise puis l'interprétation symboliste. Il perd la foi et, après avoir divorcé, devient un libre penseur militant.

La deuxième partie du récit est presque entièrement consacrée à l'Affaire Dreyfus : 104 pages sur un total de 350. Barois crée en novembre 1895, avec six amis, un journal de combat, *Le Semeur*, pour "affirmer, dans tous les domaines, les droits de la pensée libre" ; un an plus tard, son ami Woldsmuth lui fait connaître la brochure de Bernard-Lazare. Celui-ci est reçu par Luce, un philosophe rationaliste, membre de l'Institut et du Sénat, sous le patronage duquel s'est placé *Le Semeur*. Convaincu alors de l'innocence de Dreyfus, Luce publie dans ce journal un manifeste intitulé *Conscience*, qui rappelle évidemment *J'accuse*. Puis un chapitre de vingt-quatre pages est consacré au compte rendu de la dixième audience du procès Zola, le 17 février 1898 ; après quoi, Roger Martin du Gard évoque les conséquences du suicide d'Henry et celles du procès de Rennes. Le récit se termine par "l'oraison funèbre" de l'Affaire que prononce Luce en 1900. En juin 1908, le transfert des cendres de Zola au Panthéon donne aux amis du *Semeur* l'occasion de dire leurs désillusions.

Plus tard, Barois vieillissant reçoit sa fille Marie qu'il a oubliée pendant des années. Marie veut se faire religieuse et Barois constate avec amertume que "sa foi est invulnérable à tout raisonnement" (p. 488).¹ Il est aussi confronté à de jeunes catholiques, très assurés dans leur foi, et à un libre penseur non moins sectaire. Malade, découragé, Barois cesse toute activité, retourne près de sa femme et revient à la foi de son enfance. Il meurt dans l'angoisse malgré le secours d'un prêtre. Mais l'échec de Barois ne signifie pas celui de ses idées : il avait pris soin de rédiger son testament à quarante ans, "en plein équilibre intellectuel", pour affirmer son rationalisme, son matérialisme et renier par avance ce qu'il pourrait dire quand il serait "diminué par l'âge ou par la maladie". Et surtout Roger Martin du Gard oppose à Barois "la fin sereine" de Luce qui fait dire à Woldsmuth : "après avoir vu mourir Luce, [je sais] que je n'ai pas eu tort d'avoir foi en la raison humaine" (p. 555).

Ainsi donc les deux thèmes principaux du roman, le conflit entre la raison et la foi, puis le combat pour la Justice et la Vérité pendant l'Affaire Dreyfus, sont étroitement liés, puisque c'est en tant que libres penseurs que Barois et ses amis deviennent dreyfusistes : "Dans

quelque cinquante ans, dit Luce, l'Affaire Dreyfus ne sera qu'un petit épisode des luttes de la raison humaine contre les passions qui l'aveuglent" (p. 438).

Comment expliquer cette interprétation de l'Affaire Dreyfus et quelle valeur historique lui attribuer ?

Roger Martin du Gard, lui, n'a jamais eu, comme Barois, de crise de conscience religieuse. Ses parents étant des catholiques pratiquants, il a reçu une éducation religieuse traditionnelle mais il n'a jamais eu la foi. Je suis "un athée de naissance".² a-t-il dit. Il a donc vivement protesté quand des lecteurs ont cru que le roman était autobiographique : "[c'est] un travers du lecteur français [...] gâté par des livres qui ont usurpé le titre de "romans" et qui ne sont que des "confessions", "autobiographies" ou "caricatures de gens connus", c'est à se demander s'il y a [...] des gens qui créent des personnages, sans faire le portrait d'un ami ou le leur"³

Par contre il a pris comme modèles de l'abbé moderniste des prêtres qu'il a bien connus, en particulier Marcel Hébert, son ancien maître devenu son ami, à qui est dédié *Jean Barois*. Marcel Hébert avait été directeur de l'Ecole Fénélon où Roger Martin du Gard commença ses études secondaires. C'était un théologien fort estimé, un homme d'une très haute valeur morale. Devant les progrès de l'exégèse et de l'histoire des religions, il jugea impossible de conserver la doctrine officielle de l'église : il proposa une interprétation symboliste des textes et des dogmes qui fut condamnée et il dut quitter l'Eglise en 1902. Grâce à lui, Roger Martin du Gard fut bien informé des développements de la crise moderniste qui prit une telle importance en Europe et aux Etats-Unis que Pie X intervint sans ménagement contre ce début d'hérésie.⁴

Dans le roman, la critique de la religion se fait en deux temps : Barois s'affranchit d'abord de la croyance sous sa forme la plus traditionnelle, puis de l'interprétation symboliste. Cette critique est donc radicale mais elle n'atteint que les idées religieuses : elle est sans effet devant le sentiment religieux, tel que l'éprouvent Cécile et Marie.

Pour lui-même, pour sa formation d'écrivain, Roger Martin du Gard a jugé indispensable de se donner une solide formation philosophique : "Je continue à analyser de gros bouquins de chez Alcan, écrit-il à un ami. J'y vois de plus en plus clair [...] mes sympathies profondes, l'élan de ma nature, me portent toujours vers les travaux des scientifiques, et m'écartent de plus en plus des conceptions abstraites des métaphysiciens".⁵ Ce sont surtout les idées du grand biologiste Félix Le Dantec (1869-1917) qui ont influencé Roger Martin du Gard.⁶ Dans les exposés de leur philosophie que font Barois ou Luce, on retrouve des phrases entières empruntées à Le Dantec, par exemple dans le testament de Barois où Roger Martin du Gard a exprimé ses propres idées. Pour résumer la pensée du romancier en quelques mots on peut citer Barois affirmant que la religion, la métaphysique doivent céder la place à "une philosophie positive et neutre, sans cesse alimentée par les découvertes scientifiques, essentiellement mobile, transitoire, modelée sur les mouvements de la pensée humaine [...] un matérialisme scientifique" (p. 446). Aussi n'est-il pas surprenant que Félix le Dantec, après avoir lu *Jean Barois*, écrive à son auteur : "Votre pensée est soeur de la mienne".

Quant à l'Affaire Dreyfus, Roger Martin du Gard, qui avait dix-sept ans en 1898, était en âge de s'y intéresser mais sa famille était antidreyfusarde et lui-même ne s'est pas senti concerné. C'est plus tard qu'il a pris conscience que l'Affaire Dreyfus était "d'une importance primordiale pour la compréhension de son époque".⁷ Il a donc réuni une documentation

considérable sur le sujet : "J'ai travaillé l'Affaire Dreyfus six mois pleins, dix heures par jour" dit-il à un ami.⁸

Comme un récit suivi de l'Affaire aurait largement dépassé le cadre du roman, Roger Martin du Gard devait faire un choix, selon l'idée qu'il se faisait de l'Affaire.

Ce qui frappe d'abord c'est l'absence à peu près complète des aspects politiques de l'Affaire. D'autre part, dans la première partie, de 1896 à 1898, Luce représente tantôt Scheurer-Kestner, tantôt E. Duclaux ou Zola ; Woldsmuth tient le rôle de Bernard-Lazare mais on n'apprend rien de l'action décisive de Mathieu Dreyfus, de Picquart ou de Leblois, rien non plus sur Esterhazy et sur les efforts de l'Etat-major pour le protéger.

Puis Roger Martin du Gard reproduit scrupuleusement une partie du "compte rendu sténographique de la dixième audience"⁹ du procès Zola, quand le général de Pellieux fait un aveu involontaire qui fera découvrir la machination d'Henry. Roger Martin du Gard passe ensuite directement au suicide d'Henry, le 31 août, sans rien dire de l'action de Jaurès après l'exil de Zola, ni de l'arrestation de Picquart. Le récit se termine sur le procès de Rennes, donc sur l'échec de la révision et l'on ne sait plus rien de la lutte poursuivie par Jaures, Clémenceau et la famille Dreyfus pour obtenir la réhabilitation : ces données d'un combat qui reste difficile ne sont évoquées que par quelques phrases de Luce.

Les choix, les partis pris de Roger Martin du Gard s'expliquent dans une certaine mesure par l'influence de *Notre Jeunesse*. Lecteur attentif des *Cahiers de la Quinzaine*, Roger Martin du Gard était cependant loin d'approuver toutes les prises de position de Péguy.¹⁰ Il regrettait beaucoup de le voir "discuté à l'Académie" : il jugeait sévèrement son retour à la foi. Malgré ces désaccords, il gardait pour lui une réelle estime : en lui envoyant *Jean Barois*, il lui écrit : "Monsieur, je vous prie d'accepter ce livre qui vous doit beaucoup. Sans l'émotion profonde qu'a soulevée en moi la lecture de *Notre Jeunesse*, il ne serait évidemment pas ce qu'il est. J'y joins l'assurance de tout mon respect pour votre oeuvre et pour votre vie". A quoi Péguy répond en invitant Roger Martin du Gard à venir le voir, mais sans aucun commentaire sur le livre. La rencontre n'a pas eu lieu.

Dans le roman on trouvera donc des emprunts très importants à *Notre Jeunesse* et, en même temps, on verra que, sur des sujets essentiels, Roger Martin du Gard est en opposition complète avec Péguy, mais sans jamais s'en prendre à lui directement.

En écartant presque toute référence aux aspects politiques de l'Affaire, Roger Martin du Gard semble bien partager le point de vue de D. Halévy et de Péguy pour qui l'idéal dreyfusiste a été trahi par les politiciens. "Dans la période confuse - dit Luce - qui a précédé l'issue [...] une foule de partisans que nous ne soupçonnions pas est venue se mêler au groupe de penseurs actifs que nous formions jusque-là¹¹ [...] Et aujourd'hui, au lendemain de la victoire, ce sont eux qui occupent en maîtres le terrain [...] Nous étions une poignée de *dreyfusistes*, ils sont une armée de *dreyfusards*..." (p. 435-436). Cette distinction remplace la fameuse opposition de Péguy entre mystique et politique, nous reviendrons sur ce point.

L'absence de Jaurès et de Picquart aussi est surprenante. Certes Roger Martin du Gard pouvait difficilement rappeler l'action de Jaurès sans la situer dans le contexte politique, ce qu'il voulait justement éviter. Peut-être aussi a-t-il été influencé par les accusations de Péguy contre Jaurès. Mais peu après, pendant la guerre, Roger Martin du Gard comprend la grandeur de la lutte de Jaurès pour la paix et il lui rend ensuite un très bel hommage dans *L'Été 1914*.

Quant à Picquart, Péguy condescend à lui accorder la mention "très bien", mais pour ajouter aussitôt que Bernard-Lazare, lui, a donné à l'Affaire une dimension "infinie" (p. 182).¹²

Qu'il ait été influencé par *Notre Jeunesse* ou par un autre ouvrage. Roger Martin du Gard est inexcusable d'avoir écarté de son récit un homme dont l'intervention fut déterminante et qui, de tous les acteurs de l'Affaire, fut un des moins discutés : J. Reinach voit surtout en lui "une conscience", Francis de Pressensé, "un héros", A. France, "une haute intelligence, un esprit libre", M. Proust, "un philosophe dont le raisonnement fait penser au Phédon", R. Rolland, "la pure flamme de la justice" et, pour P.-V. Stock, il "a été un héros, son courage physique, moral et civique a été d'une qualité exceptionnelle et rare"¹³

On regrettera tout autant l'absence dans le roman de Mathieu Dreyfus. Péguy non seulement oublie le rôle du *frère admirable* mais il insulte longuement Dreyfus et sa famille. Pour lui, Dreyfus est "indigne" de sa fonction de héros et de martyr dont il a été investi : il se fait le complice de G. Hervé et de Jaurès qui, d'après lui, proclament qu'"il faut être un traître". Dreyfus est aussi responsable de la maladie et de la mort de Bernard-Lazare et Péguy ose même écrire : "Dreyfus aurait fait un si bon homme d'affaires. Qu'est-ce qu'il est allé faire capitaine ?" (p. 281) - insulte lamentable tout à fait dans la manière de Barrès ou de Maurras. Il reproche à Dreyfus de n'être pas mort pour sa propre cause alors que, dit-il, "nous fussions morts pour lui" (p. 151). Soit, mais Péguy se situe ici dans l'irréel du passé : Picquart, lui, qu'il traite avec tant de désinvolture, a eu sa carrière brisée, a ensuite risqué sa vie et passé plus d'un an en prison... Et comment peut-il critiquer Dreyfus pour avoir accepté la grâce alors qu'en 1899 il écrivait : "Refuser une grâce ainsi donnée eût été, en réalité, refuser la justice offerte, refuser à la France les moyens de commencer la réparation" ?¹⁴

Il est vrai que beaucoup de dreyfusistes ont été déçus par l'attitude de Dreyfus au procès de Rennes. Pendant longtemps, en effet, il y a eu, comme a dit M. Thomas, une "Affaire sans Dreyfus" que ses partisans ont alors imaginé comme une sorte de héros cornélien, représentant les hautes vertus, les nobles valeurs pour lesquelles ils se battaient¹⁵ Mais, en 1899, après cinq ans de bagne, Dreyfus, qui est épuisé, doit affronter non seulement un jury mais aussi une opinion publique partagée en deux camps aux passions exacerbées. Roger Martin du Gard a bien compris quelle terrible épreuve était imposée à Dreyfus et il fait dire à Woldsmuth : "Ceux qui l'adorent comme un symbole [veulent qu'il soit] au diapason de cet auditoire forcené [...] qu'il prenne une attitude plus théâtrale [mais] Dreyfus emploie le peu d'énergie qui lui reste à ne pas se laisser abattre, à paraître un homme [...] C'est une conception dont la grandeur héroïque, ingrate, échappe à l'esthétique populaire" (p. 425). Sur ce sujet, Roger Martin du Gard est donc en opposition complète avec le Péguy de *Notre Jeunesse*.

Il l'est aussi à propos du renvoi en Cour de Cassation. Péguy attaque avec violence les juges de la Cour de Cassation et affirme que Bernard-Lazare aurait préféré voir Dreyfus "passer devant cinquante Conseils de guerre". Si Péguy a bien rapporté la pensée de Bernard-Lazare alors celui-ci s'est nettement contredit car en 1899 - et même déjà en 1895¹⁶ - il s'opposait à la juridiction militaire, estimant que seule la Cour de Cassation avait "le droit de renverser le verdict précédent".¹⁷ Dans *Jean Barois*, à Cresteil qui conteste l'arrêt de la Cour de Cassation, Zoeger demande : "Estimez-vous qu'un Conseil de sept officiers quelconques, improvisés juges, eût été plus qualifié que la Cour de Cassation, la plus haute juridiction civile ?" (p.466-467).

Bernard-Lazare tient une grande place dans le récit de Roger Martin du Gard. Sa brochure est largement citée par Woldsmuth : il est lui-même reçu par Luce et, dans ce passage, Roger Martin du Gard reprend une phrase de *Notre Jeunesse*, en signalant en note cet emprunt pour bien marquer sa dette envers Péguy. Car c'est du portrait de Bernard-

Lazare dans *Notre Jeunesse* que Roger Martin du Gard s'est inspiré pour créer Woldsmuth qui ressemble beaucoup à son modèle, physiquement, moralement, par son rôle dans l'Affaire et par son aide à tous les juifs persécutés.

Mais sur un point capital Roger Martin du Gard s'oppose à Péguy : Woldsmuth n'a rien d'un mystique ; il a une formation scientifique, il est chimiste et sa philosophie est celle d'un rationaliste, d'un libre penseur intransigeant. Péguy aussi reconnaissait que Bernard-Lazare était "positiviste, scientifiste, intellectuel" mais il ajoutait que cet "athée ruisselait de la parole de Dieu" (p. 193), belle formule mais que Péguy est incapable de justifier. En fait, quand il s'engage dans l'Affaire Dreyfus, Bernard-Lazare¹⁸ est libre penseur, franc-maçon, de tendance anarchiste. Ce qui n'empêche pas Péguy de le présenter alors comme un prophète, grâce à qui "la race élue aurait été emportée [dans la lutte] par la folie, par l'instinct" (p. 161). Or l'action essentielle de Bernard-Lazare se situe de 1896 à janvier 1898, après quoi il s'écarte (ou est écarté) des premiers rangs des combattants¹⁹. En ces années-là, ni dans son action, ni dans ses écrits on ne peut trouver la marque d'un prophète. Et Péguy en effet n'en trouve pas mais il traite d'imbéciles ceux qui ne s'en sont pas aperçu — parmi lesquels il oublie de se compter, lui qui, pendant cette période, n'a jamais reconnu le prophète chez son ami. Il pousse même le paradoxe jusqu'au bout en disant que si l'intéressé ne s'est lui non plus rendu compte de rien, c'est que justement, d'habitude, "le prophète d'abord ne se connaît point" (p. 162) ! Tout cela relève d'une logique assez acrobatique. Et surtout c'est une absurdité évidente d'affirmer que les juifs sont devenus dreyfusistes dans un mouvement de folie, en agissant comme des "forcenés" (p. 261) : il est impensable d'interpréter ainsi l'engagement des V. Basch, J. Benda, L. Blum, J.-R. Bloch, E. Durkheim, D. Halévy, L. Lévy-Bruhl, M. Proust, J. Reinach etc.

Il va sans dire que les autres dreyfusistes, qu'ils soient protestants, catholiques (très rares), libres penseurs ou matérialistes ne sont pas davantage des mystiques : Zola, A. France, P. Léautaud, O. Mirbeau, L. Herr, P. Dupuy, L. Havet, G. Monod, L. Leblois, P. Viollet, Scheurer-Kestner, Clémenceau, Jaurès, Duclaux, E. Grimaux, ont au contraire ceci en commun qu'ils veulent appliquer, dans la recherche de la vérité, les méthodes objectives de l'esprit scientifique : le dreyfusisme est, fondamentalement, un rationalisme et la fameuse thèse de *Notre Jeunesse*, selon laquelle "l'affaire Dreyfus fut une affaire élue" (p. 141), "essentiellement mystique" (p. 143) et le dreyfusisme "un beau cas de religion" (p. 203) n'a rien à voir avec la réalité ; c'est même, littéralement, un contre-sens absolu, il est d'ailleurs très important de remarquer que cette thèse est tardive : elle n'apparaît pas dans les articles de *La Revue Blanche* ni des premiers *Cahiers* : c'est alors entre morale et politique que Péguy, à de nombreuses reprises, voit la contradiction majeure de l'Affaire.²⁰ Et comme, pour lui, le socialisme "relève d'une exigence kantienne de moralité", il se trouve alors en parfait accord avec Jaurès pour penser que le socialisme implique logiquement le dreyfusisme.²¹ Autrement dit, dans *Notre Jeunesse*, Péguy opère une réinterprétation complète de l'Affaire et c'est pourquoi ce texte ne peut pas être lu isolément comme si Péguy n'avait rien écrit d'autre auparavant sur l'Affaire Dreyfus.

Roger Martin du Gard, quant à lui, ne reprend pas du tout la thèse de Péguy. Tout au contraire, il fait dire à Barois : "L'humanité divisée en deux masses inégales s'est heurtée de front : d'un côté, l'autorité qui n'accepte le contrôle d'aucun raisonnement ; de l'autre, l'esprit d'examen superbement dédaigneux de toutes préoccupations sociales" (p. 411). Et il ajoute : "Les générations futures diront *l'Affaire*, de même que nous disons *la Révolution*". Plusieurs

fois Roger Martin du Gard reprend cette comparaison (p. 403, 435, 468), qui se trouvait déjà dans *L'Apologie pour notre passé* de Daniel Halévy.

Ailleurs, Barois déclare, sur le ton de l'évidence : "Et comme toutes les révolutions, c'est une minorité qui en prend l'initiative, et qui l'accomplit toute seule, à force de passion, à force de volonté, à force de persévérance" (p. 403), plus précisément encore il s'agit d'"une minorité intellectuelle" (p. 437). Et, en effet, dans le roman tous les dreyfusistes, personnages historiques ou imaginaires, sont des intellectuels. Certes, ils recherchent l'appui populaire mais le peuple n'apparaît pas dans le roman, et cette absence ne se justifie pas. Mais Roger Martin du Gard veut fortement centrer son récit sur l'intervention des intellectuels parce qu'il voit là la grande originalité de l'Affaire, ce qui lui donne une très haute signification, une valeur durable.

Barois et ses amis s'engagent, en effet, dans la lutte parce qu'ils sont libres-penseurs, rationalistes. Dans la réalité, on a appelé "intellectuels"²² les dreyfusistes parce qu'ils donnaient une priorité aux valeurs intellectuelles, à la raison. Dans la liste des adhérents à l'Association nationale des libres-penseurs (novembre 1902), on retrouve presque tous les dreyfusistes de la Ligue des droits de l'homme (février 1898). Albert Réville, par exemple, expliquait ainsi son adhésion au dreyfusisme : "L'esprit critique est celui qui a fait la science et l'histoire [...] L'appréciation d'un arrêt de justice qui préoccupe l'attention générale n'est pas autre chose au fond qu'une application particulière de l'esprit critique".²³ On pourrait multiplier les citations de ce genre car on retrouve le même point de vue chez Zola, A. France, Grimaux, Duclaux, Carrière, G. Monod, etc. Contre eux, les attaques des antidreyfusards, Brunetière, Maurras, Barrès, J. de Gautier ont été très dures mais les intellectuels ont remarquablement tenu tête parce qu'ils avaient une confiance totale dans la force de la vérité: "La vérité, a dit Grimaux, m'a revêtu d'une cuirasse impénétrable". A la formule de Zola, "la vérité est en marche, rien ne l'arrêtera", font écho dans le roman ces mots de Barois : "Je crois à la force inéluctable de la vérité" (p. 403) et de Luce "la force de la vérité est opiniâtre, et finit par plier les événements sous sa loi" (p. 434). Cette force vient de ce que la vérité, comme dit M. Proust, "existe réellement en soi, en dehors de toute opinion [et se trouve] dans la nature des choses".²⁴ Alors la fonction de l'intellectuel, selon le philosophe A. Cartault, qui a consacré tout un livre à ce sujet, est de mettre "l'intelligence au dessus de toutes les autres facultés [et de l'employer] à la recherche désintéressée du vrai, par l'application rigoureuse des méthodes scientifiques".²⁵

Roger Martin du Gard montre clairement que les intellectuels se battent aussi pour défendre des valeurs morales : "Conscience" est le titre du premier article de Luce. De même, Jules Isaac pensait que cette crise "fut en profondeur une crise de conscience" et l'on retrouve cette idée chez Zola, A. France, J. Reinach, bien d'autres. Car les intellectuels ont vraiment voulu moraliser la vie publique et comme le dit un personnage de roman : "C'est peut-être la première fois que la morale intervient dans la politique : ça ne peut pas aller tout seul !" (p. 402). Et Luce : "Le grand mal, c'est que le peuple français n'est pas un peuple moral; et pourquoi? parce que, depuis des siècles, la politique et l'intérêt priment le droit [...] Notre but n'est pas atteint [...] mais il est en voie de réalisation" (p. 468). C'est pourquoi Luce ne perd pas confiance : "J'ai aimé la vérité, dit-il, par dessus tout, et avec elle la justice qui en est la réalisation pratique [...] Le devoir indiscutable et le seul bonheur qui ne déçoive pas c'est de tendre vers la vérité de toutes ses forces, et d'y conformer aveuglément sa conduite : tôt ou tard, malgré les apparences, on s'aperçoit que c'était la bonne voie" (p. 370).

Dès le début, l'Affaire Dreyfus a une dimension politique évidente, de politique intérieure et extérieure ; ses implications sociales apparaissent aussi très vite. En l'oubliant, Roger Martin du Gard donne une vision incomplète, discutable de la crise. Il est vraisemblable qu'il a été sur ce point influencé par Péguy mais malgré l'estime qu'il a pour lui, il n'accepte pas la thèse centrale de *Notre Jeunesse* sur mystique et politique et ce sont plutôt des échos des premiers articles dreyfusistes de Péguy qu'on retrouve dans le roman.

Roger Martin du Gard, lui aussi, a pris son parti, qui est celui d'un rationaliste, d'un matérialiste. Mais, devant l'Affaire Dreyfus, il n'est pas obligé, comme le Péguy de 1910, de déformer, transformer la réalité pour l'adapter à sa thèse ; dans *Jean Barois*, il donne au contraire une image exacte et précise des intellectuels dreyfusistes, il explique de façon très claire leurs motivations, les enjeux de leur lutte et, peut-être mieux qu'un historien, il montre comment cet engagement est vécu, souvent dramatiquement, par des individus qui ont chacun une personnalité bien affirmée. Ce roman apporte ainsi un témoignage d'une grande valeur sur des débats d'idées d'une importance majeure pour comprendre notre époque.

André DASPRE

¹ Les numéros des pages indiqués entre parenthèses après les citations sont ceux de l'édition de *Jean Barois* dans les *Oeuvres complètes* de R.M.G., Gallimard, bibliothèque de la Pléiade, t. 1, 1955.

² *Journal*, 1892-1919, t. 1, p. 307, Gallimard, 1992.

³ *Correspondance générale, 1914-1918*, t. II, p. 150-151, Gallimard, 1980

⁴ En juillet 1907, un décret du Saint-Office ("Lamentabili sine exitu") condamne soixante-cinq propositions modernistes et en septembre, une encyclique ("Pascendi domini gregis") développe une critique de fond. En 1910, le Vatican demande aux prêtres d'approuver un formulaire de vingt-six pages dénonçant toutes les erreurs du modernisme. La crise de la pensée catholique, religieuse, évoquée dans le roman était donc tout à fait d'actualité.

⁵ *Journal*, t. I, p. 306, op. cit.

⁶ Reçu premier, à seize ans, à l'Ecole Normale Supérieure, F. le Dantec devint très vite assistant de Pasteur et de Metchnikoff, puis directeur de l'Institut Pasteur. Soucieux de faire connaître ses idées au grand public, il fait des conférences, écrit de nombreux articles (surtout dans "La Revue Blanche"), en tout près de trente livres. Sa philosophie est celle d'un scientifique : strictement déterministe, évolutionniste (néo-lamarckien), il accorde à la seule connaissance scientifique "une valeur absolue" et juge indispensable d'étendre aux sciences humaines les règles de l'esprit scientifique.

⁷ *Souvenirs autobiographiques et littéraires*, dans *Oeuvres Complètes*, op. cit., p. XLVIII.

⁸ *Journal*, t. I, op. cit., p. 887.

⁹ Texte de la note de R.M.G. lui-même, p. 382 de *Jean Barois*, op. cit.

¹⁰ Sur ce sujet, on consultera : Simone Fraisse, "Péguy et R.M.G.", dans *L'Amitié Charles Péguy*, n° 3, 1978 et "R.M.G. lecteur de Péguy", dans *R.M.G. Etudes sur son oeuvre*, Klincksieck, 1984, Nelly Wilson, "Péguy écouté par R.M.G." dans *L'Amitié Charles Péguy*, n° 67, 1994 ; André Daspre, *R.M.G. romancier d'après "Jean Barois"*, thèse de Paris III, 1976, t. 1, p. 318 à 421.

¹¹ Cette phrase est une citation de Daniel Halévy, *Apologie pour notre passé* dans *Cahiers de la Quinzaine*, XI, 10 dont R.M.G. donne la référence en note.

¹² Les numéros des pages entre parenthèses après les citations de *Notre Jeunesse*, ici et ensuite, sont ceux de l'édition de Jean Bastaire, Gallimard, coll. folio, 1993.

¹³ *Mémoires d'un éditeur*, Stock, 1938, t. 3, p. 199.

¹⁴ Dans "Le ravage et la réparation", *Revue Blanche* du 15 novembre 1899 voir *La revue blanche*, par O. Barrot et P. Ory, U.G.E., 10/18, 1994, p. 285-296.

¹⁵ Sur ce point, voir A. Daspre, "L'héroïsation du capitaine Dreyfus" dans *Les écrivains et l'Affaire Dreyfus*, textes réunis par Géraldi Leroy, P.U.F., 1983, p. 217-224.

¹⁶ D'après Philippe Oriol, *Bernard-Lazare dans l'Affaire Dreyfus de A à Z*, sous la direction de Michel Drouin, Flammarion, 1994, p. 221.

¹⁷ Dans un article "France at the parting of ways" de *The North American Review*, novembre 1899, cité par Nelly Wilson, *Bernard Lazare*, A. Michel, 1985, p. 228-229.

¹⁸ Sur Bernard-Lazare, outre les ouvrages cités de Ph. Oriol et N. Wilson, on consultera Jean-Denis Bredin, *Bernard-Lazare, de l'anarchiste au prophète*, éd. De Fallois, 1992.

¹⁹ C'est pourquoi ne me paraît pas justifiée cette critique de R. Burac adressée à Jaurès qu'il accuse d'avoir atteint "le comble de la trahison [...] quand, par pure autorité de commandement [ces mots sont repris de Péguy] il décide la reprise parlementaire de l'Affaire Dreyfus, sans consulter les dreyfusistes de la première heure, en particulier Bernard-Lazare". *L'Affaire Dreyfus de A à Z*, op. cit., p. 258. C'est oublier qu'en avril 1903 Bernard-Lazare ne joue plus du tout le même rôle que quelques années plus tôt et, d'autre part, que Jaurès a repris l'Affaire avec l'accord de Mathieu Dreyfus et de la famille, avec le soutien de Waldeck-Rousseau, Brisson et Combes, et pas du tout par une décision personnelle autoritaire.

²⁰ Par exemple, dans *Le ravage et la réparation*, op. cit., Péguy met en évidence ce qu'il appelle "l'universelle démondralisation de tout un peuple" ; dans *Reprise politique et parlementaire* (16 juin 1903), il critique ce "recommencement politique parlementaire d'une affaire qui était révolutionnaire et morale" ; dans *La délation aux droits de l'homme* (29 janvier 1905), il écrit : "L'Affaire Dreyfus était toute morale et [...] nullement politique".

²¹ Géraldi Leroy, *Les idées politiques et sociales de Charles Péguy*, édit. Université de Lille III, 1980, p. 230. Toute la 3ème partie, chap. 1 est consacrée à l'Affaire Dreyfus (p. 199-245).

²² Le mot passe alors pour un néologisme ; il a été appliqué d'abord aux dreyfusistes par leurs adversaires pour les ridiculiser. Voir, entre autres, Jean-Paul Honoré, "Autour d'*intellectuel*", dans *Les écrivains et l'Affaire Dreyfus*, op.cit., p. 149-158.

²³ *Les étapes d'un intellectuel. A propos de l'Affaire Dreyfus*, Stock, 1898, p. 81-82.

²⁴ *Jean Santeuil*, Gallimard, 1952, t. II, p. 157.

²⁵ *L'intellectuel. Etude psychologique et morale*, Alcan, 1914, p. 48 et 86.

MAURICE BARRÈS REGARDE ALFRED DREYFUS

A la fin de l'année 1894, quand le capitaine Dreyfus est condamné, Maurice Barrès dirige la feuille *La Cocarde* comme rédacteur en chef, secrétaire général et directeur politique. Un tel cumul lui rappela peut-être comment, dix ans plus tôt, âgé de vingt-deux ans, il avait composé à lui seul toute la direction et toute la rédaction des *Taches d'encre*, "gazette mensuelle" destinée à n'avoir "que douze numéros et pas de collaborateur". Barrès avait pris à ferme *La Cocarde*, pour quatre ans, partant du 1er septembre 1894, par contrat avec son propriétaire Heymann, lequel était peu désireux d'éponger lui-même le passif de cette entreprise de presse moribonde.

Fondée au printemps 1888 par Georges de Labruyère, ex-secrétaire de rédaction du *Cri du Peuple*, ancien proche de Séverine, *La Cocarde* était en effet assez défraîchie quand Barrès la reprit en 1894 — le boulangisme, dont elle avait été l'un des organes, s'étant abîmé corps et biens — pour en faire "un Journal d'opposition républicaine où se grouperont socialistes et intellectuels".¹

Dès le début d'octobre, Barrès est maître du journal qu'il refusait de "diriger à trois". S'il présentait des exigences sévères, il apportait aussi l'appoint d'une notoriété littéraire déjà bien établie par les trois titres du *Culte du moi* complétés par les *Huit jours chez M. Renan*, *Toute licence sauf contre l'amour*, *L'ennemi des lois*, la "comédie de mœurs" *Une journée parlementaire*, interdite par la censure, et les pages toutes fraîches de *Du sang, de la volupté et de la mort*, ajoutées aux *Trois stations de psychothérapie*. **Trois romans** du *Culte du moi*, **trois stations**, groupe ternaire **sang-volupté-mort**, direction "trinitaire" de *La Cocarde*... et c'est là seulement le début d'une œuvre et d'une vie **trilogiques**, passant, de cycle en cycle, du **stade esthétique** au **stade éthique**, et de celui-ci aux confins du **stade religieux** !

Si *Les Taches d'encre*, avaient été le fait malicieux d'un seul jeune homme, *La Cocarde* en revanche, tache de ciel et de sang, pour parler comme l'Aiglon et comme Edmond Rostand, *La Cocarde* devait être, sous la direction d'un seul, l'œuvre d'une légion de collaborateurs. Y signèrent France, Bourget, Maurras, Verlaine, Léon Daudet, Péladan, Moréas, Jules Soury, Gustave Kahn, Edouard Rod, Hugues Rebell, Amouretti, Le Goffic, Boylesve, Camille Mauclair, Haraucourt, Fernand Pelloutier à la veille de la C.G.T., Philippe Berthelot, le futur secrétaire général du Quai d'Orsay... étonnante conjonction nationaliste-guesdiste-symboliste etc., où il s'en est fallu de peu que l'on ne compte aussi Eugène Cross, le secrétaire de Jaurès, recommandé à Barrès par son patron le 6 Janvier 1895.

Mais le principal pourvoyeur de prose de *La Cocarde* est Barrès lui-même. Du 5 septembre 1894 au 7 mars de l'année suivante, date où il passe la main, il signe quelque 150 articles, à un rythme quasi quotidien, et trouve encore moyen d'intercaler dans cette série d'autres collaborations, notamment au *Journal*. Les thèmes de cette production intensive : le

nationalisme, la décentralisation, la protection ouvrière, le socialisme et le communisme, le parlementarisme, l'affaire du Panama, pas encore éclipsée, et, bien sûr, Dreyfus, dont la condamnation tombe à cette époque-là.

Ce qu'écrivit alors Barrès pour les lecteurs de *La Cocarde* constitue la charge la plus lourde qui accable sa mémoire et qui mette en échec les entreprises périodiques de **résurrection**. Sans éluder ce qui est écrit et irrécusable, nous voudrions faire ressortir, dans les deux articles célèbres, repris dans *Scènes et doctrines du nationalisme*,² où l'on voit Barrès regarder Dreyfus, **la figure de Dreyfus sous l'œil de Barrès**, la part d'ambiguïté que ces deux textes recèlent : manière de compléter d'une pièce le dossier sur **l'énigme Barrès** ouvert par Bernard-Henri Lévy dans ses *Aventures de la liberté*.³

Premier document, la relation que Barrès donne, dans *La Cocarde* du 6 janvier 1895, sous le titre terrible "La parade de Judas", de la dégradation du capitaine Dreyfus, à laquelle il vient d'assister, la veille, à l'École militaire. Texte surprenant, où la haine se mêle à la compassion.

Indiscutablement, le texte de Barrès porte la marque d'une prévention féroce contre l'"étranger" Dreyfus. L'identification à **Judas** est continue. Elle prolonge, mais dans le style de la condamnation, le rapprochement déjà présent dans l'article de *La Cocarde* du 8 décembre 1894, "Écoutons l'accusé" :

Il serait excessif et même injuste de fusiller un israélite qui n'aurait que ce tort inné. Le problème demeure de connaître si, oui ou non, le capitaine Dreyfus a trahi. Jusqu'à cette heure, nous l'ignorons. Ce militaire est accusé de s'être placé dans le cas de Judas. Il n'en est pas convaincu. On le ferait intéressant à trop l'injurier par avance. Jusqu'à preuve du contraire, l'accusé doit être présumé innocent.

Le 8 décembre 1894, donc, Dreyfus n'est peut-être pas Judas, mais la malveillance foncière de ces lignes lénifiantes n'échappera à personne. Sur l'incroyable litote de la première phrase ("excessif et même injuste de fusiller un israélite" **comme israélite**), je renonce à décider s'il s'agit d'ironie devenue **tic littéraire** ou d'une marque de froideur liée à la prévention antisémite, ou encore d'une concession opportuniste de directeur de journal, offrant cette cruelle plaisanterie en pâture à une clientèle partisane.

Dans l'article du 6 janvier, Alfred Dreyfus porte comme un carcan l'assimilation à Judas. Barrès ramasse dans le vocabulaire du parti de la condamnation ce surnom infamant, qui sonne dans les cris du public ("Judas ! traître !" Ce fut une tempête.) et résonne, comme synonyme de Dreyfus, dans la prose du journaliste ("Judas jusqu'à cette heure avait été un petit point immobile battu par tous ces vents de haine.")

Mais d'ores et déjà, je voudrais qu'on observe combien une telle image — Dreyfus impassible sous les bourrasques — tend à élever celui-ci au rang de victime héroïque, comparable, par exemple, à la noble Athéné dans le conte alexandrin de *Sous l'œil des Barbares*, symbole de dignité et de courage face à une hystérie collective. Même si ces "vents de haine" sont hélas ! dans l'optique de Barrès, de connotation positive, il n'en reste pas moins que Dreyfus, même sous une tempête légitime, sous l'agression d'un Inconscient que Barrès approuve, fait ici belle et grande figure de victime.

La dignité d'Alfred Dreyfus face à la meute est soulignée dès le début de l'article. Elle constitue la fin du premier paragraphe, de telle sorte qu'un lecteur non averti croirait être devant l'exorde d'un texte... de réhabilitation :

Les cinq à six mille personnes présentes et qu'**émouvait cette tragique attente**⁴ eurent une même pensée : Judas marche trop bien !

Dreyfus marche **trop bien pour un Judas**, serait-ce à dire **trop bien pour être Judas** ?

C'est ainsi que tout cet article d'un antisémitisme carnassier se trouve continuellement tempéré, modéré, **modulé** par une série de signes paradoxaux d'admiration et de pitié.

Dreyfus, figure du sacrifice! Cet "heureux de ce monde, méprisé, abandonné de tous", qui aurait pu clamer : "Je suis seul dans l'univers !" évoque assez fortement Job, subitement dépossédé, devenu si répugnant que son chien, comme à Dreyfus, ne lui eût point "lêché les mains". Le personnage de Job faisant sa famille des vers et de la pourriture est une idée chère à Barrès, qui médite plusieurs fois dans ses *Cahiers* sur cette figure de la résignation⁵ et qui, dans *Amori et dolori sacrum*, cite ses paroles d'après la Vulgate : "Putridini (sic) dixi : pater meus es : mater mea et soror mea vermibus."⁶ ("J'ai dit à la pourriture : tu es mon père : aux vers, vous êtes ma mère et ma sœur.") L'identification de Dreyfus avec Job se trouvera d'ailleurs, explicite (mais alors sans nulle bienveillance) dans une note ajoutée en 1902, pour sa reprise dans *Scènes et doctrines du nationalisme*, à l'article sur "*Les rois, les dames et les valets*" paru d'abord dans *Le Journal* du 8 septembre 1899 : "Le sage, c'est Alfred Dreyfus, épanoui sur son fumier."⁷ A cette lumière, les terribles images de "La parade de Judas", les musiques militaires servant à "balayer les puanteurs de la trahison" de la cour de caserne, les légers points de pourriture" mis sur la France par quelques hommes, apparaissent comme liées, elles aussi, au thème de Job, Job sur son fumier, Job sous sa gangrène. Ainsi, dans *La Cocarde* du 6 janvier 1895, Dreyfus est-il explicitement Judas et implicitement Job, humilié, **dégradé** comme Job, "bonhomme doré devenu un bonhomme noir", gangrené comme **le plus noble des Orientaux**, comme lui "abandonné de tous" et comme lui plein de dignité et ne se plaignant qu'au Ciel : "silhouette rigide" qui "ne broncha point, sinon pour lever un bras et jeter un cri d'innocence".

Pour tout dire, dans ce texte étrange, la figure de Dreyfus est chargée par Barrès d'un amoncellement d'allusions bibliques : Dreyfus abandonné, rejeté par tout un peuple, s'avançant, comme pour un rite de purification, dans la cour de l'Ecole Militaire, "immense carré" comparé à un "désert", n'est pas non plus sans évoquer le **Bouc émissaire** du Yom Kippour. Le bouc vivant que les Hébreux envoient dans le désert à Azazel est une victime tirée au sort, dont on charge la tête de tous les péchés de la collectivité. Sa **corruption** vient **après** le choix rituel et le transfert sur l'animal des fautes du peuple d'Israël. Or Barrès, parlant de Dreyfus, insiste sur la caractère régulier, cérémoniel, de la dégradation, rite destiné à assouvir d'une manière symbolique un désir de meurtre qu'il suscite et qu'il contrarie en même temps, dans une foule travaillée par ses instincts cruels :

Après quelques secondes et quand il demeura déshonoré et désarmé, les poussées instinctives de la foule réclamèrent avec plus de fureur qu'on tuât ce bonhomme doré devenu un bonhomme noir. Mais la loi le protégeait pour lui faire subir des outrages réglementaires.

"Outrages réglementaires" ! La dégradation de Dreyfus est un sacrifice, un acte cruel et majestueux, une tragédie. Barrès saisit dans ses phrases brèves chaque scène de cette **conjuración** qui dura dix minutes, de neuf heures à neuf heures dix, où Dreyfus, Job et bouc émissaire, est pour finir comme un **anti-Josué**, capable de faire s'ouvrir une muraille, mais par l'effet d'une explosion de fureur contre lui, non par l'opération d'un miracle vainqueur :

La muraille militaire dont il fait le tour contient ses rages, mais semble prête à crever de fureur.⁸

Si l'on revient à l'essentiel, c'est-à-dire la dualité de Dreyfus dégradé, figure du Traître et figure du Sacrifié, on se devra de faire mention des dernières lignes de l'article :

Et puisqu'il (Dreyfus) a fait appel au témoignage des assistants, nous devons pour nos frères français compléter la dégradation de Judas, lui arracher quelque chose encore, mieux qu'une épauvette, qu'un galon, la vérité qui sembla lui avoir échappé. Alors qu'il attendait d'être conduit dans la cour où il devait expier, et sous l'émotion dont une telle parade, la plus formidable humiliation qui puisse atteindre un homme, l'emplissait par avance, Dreyfus a dit : "Je suis innocent. Si j'ai livré des documents à l'étranger, c'était pour amorcer et en avoir de plus considérables ; dans trois ans on saura la vérité et le ministre lui-même reprendra mon affaire.

Barrès fait ici écho aux déclarations du capitaine Lebrun-Renaud, qui avait surveillé Dreyfus pendant la dégradation. Si Dreyfus a prononcé cette phrase, il s'est reconnu agent double, faux agent de l'Allemagne, vrai agent de la France. Or Barrès fait de cet aveu comme la signature de la trahison. Faut-il comprendre que ce qu'il nomme ici "la vérité", que Dreyfus eût lâchée sous l'empire de son trouble, est une partie seulement de la déclaration : "J'ai livré des documents à l'étranger", le reste des propos, le rôle d'agent double pour la France, n'étant pour lui qu'une fable, le déguisement patriotique d'une authentique trahison ? Est-ce bien cela ? Ce passage de l'article, dans son ambiguïté, semble curieusement ouvrir une porte à l'hypothèse de l'innocence.

Images sous-jacentes du sacrifice du Juste, reproduction troublante de la confession à Lebrun-Renaud, tout contribue à faire de ce premier texte, qu'on cite d'ordinaire comme un monument de l'anti-dreyfusisme, un monument d'ambiguïté. Barrès a-t-il composé là un cryptogramme ? Dans ce cas, les évocations du "traître", de Judas qui n'a plus qu'à se pendre à une branche "dans un bois décrié", ne seraient que des signes trompeurs, protégeant une **seconde lecture** qui serait celle de l'innocence du capitaine Dreyfus. **Ecrivain double** couvrant un **agent double** ? Immoler Dreyfus au secret du contre-espionnage, ce serait d'un héroïsme atroce, d'un cornélianisme insoutenable. Est-ce tout à fait invraisemblable en ces années-là, et de la part de ce Français malade de la défaite ? Cette conjecture peut faire sourire quand on mesure la masse des injures dont Barrès couvrit le condamné Dreyfus. Mais la stupidité même du verdict fondé sur le seul motif de race ne peut-elle faire réfléchir cet esprit fin, quelle que puisse être la pesanteur de ses préventions de milieu et de l'entraînement de ses nerfs ?

Le 8 août 1899, Alfred Dreyfus reparaît. Barrès le regarde de nouveau, rendant compte du procès de Rennes dans *Le Journal* quotidien "littéraire, artistique et politique" à grand tirage, conçu par Fernand Xau pour être une feuille tout à la fois culturelle et populaire. Pour les abonnés du *Journal*, Barrès, romancier populaire, émule de Hugo, de Zola (dont la politique ne l'empêche pas d'admirer les dons d'écrivain) fournit un texte d'une grande intensité de vie, teinté d'abord de compassion puis marqué par un cruel refus d'écouter son cœur, une impassibilité **clinique** dans le style de *Leurs figures* : entre la pitié et la haine, Barrès semble faire très consciemment le tri de ses passions, faisant le choix de la seconde, la **nationale**, l'**utilitaire**, mais pour la transformer — surprenant paradoxe — en une sorte d'objectivité glacée d'homme de science, disposition voulue, entretenue, cultivée, qui tue la sympathie naissante et débouche sur le rejet du traître **ténébreux**, de l'**étranger** mystérieux... Texte double, et cette fois explicitement, où Dreyfus, d'abord vu dans le mouvement poignant

de son entrée rapide et digne, n'est ressenti que comme un assemblage d'âme et de chair martyrisées. Puis l'émotion de sympathie s'estompe, Barrès prend sa lorgnette et se fait un œil froid, un cœur vide, pour examiner cet échantillon humain, qui refuse de se laisser comprendre et auquel il décide enfin de refuser à jamais sa compréhension.

Le Dreyfus de Rennes diffère du Dreyfus de l'Ecole militaire, à "l'oeil furieux et sec", à "la face dure et qui bravait". Aujourd'hui, après le **suspense** d'un retard de trois minutes où "les pires ennemis s'interrogèrent", Dreyfus fait son entrée "avec une prodigieuse rapidité" sous les yeux d'une salle émue "d'horreur et de pitié mêlées" : "Sa figure mince et contractée! son regard net derrière le lorgnon ! Oh ! qu'il me parut jeune d'abord, ce pauvre petit homme"... Mais on surprend alors une analogie de fond avec "La Parade de Judas" : comme dans l'article de janvier 95, un premier mouvement non dépourvu d'humanité se dénature en en prévention impitoyable, et dans cette conversion l'attitude impassible de Dreyfus paraît jouer le rôle déterminant. "Corps raide", "attitude effroyablement correcte", "voix sans timbre", "tenue sans frisson", "émission monotone et sans geste, vraiment d'un phonographe", "accents privés d'âme", "homme muré" dont les "réactions ne livrent rien" et sur la face duquel "on se fait mal sans bénéfice" (sic), Dreyfus, surveillé, écouté avec une attention extrême, déçoit. Alors Barrès de rendre froideur pour froideur — eût-il fallu que la victime hurlât ? — et de borner cruellement, comme sur un homme-machine, son observation aux seuls aspects physiques, "continuel mouvement de la bouche qui s'ouvre, de la gorge qui se serre", salive que Dreyfus "avale péniblement", "yeux aux aguets d'animal traqué", qui "se jettent avec rapidité à droite et à gauche", alternance de rougeur et de pâleur, dont on ne sait pas très bien si elle se déroule "de minute en minute" ou "à chaque respiration".

A l'époque où il écrit cet article, Barrès s'apprête à faire entrer la métaphore taumachique dans sa relation de la crise panamiste (*Leurs Figures*), et l'on verra les **taureaux braves**, qui font pour se défendre grand bruit et grand vent, bénéficier de sa part d'un commencement de sympathie. Dreyfus, strict et sobre, produit l'effet inverse, au point que les signes qui devraient être inscrits normalement au crédit de sa sensibilité, de son humanité souffrante, se retrouvent portés au registre de sa vacuité intérieure : "qu'est-ce qui vit et qui pense derrière ces yeux aux aguets d'animal traqué ?"

Barrès, ayant privé Dreyfus de toute **aura** de sympathie, peut alors se payer le luxe d'une sorte d'**indulgence froide**, en s'emparant d'une phrase des oraisons de l'office du matin du Vendredi Saint : "Prions pour les perfides Juifs", en s'empressant de noter — "prodigieuse distinction !" — que l'Eglise ne commande pas, alors, de génuflexion.

La prière catholique, telle qu'elle figure dans l'office paroissial romain du temps, est ainsi formulée :

Oremus et pro perfidis Judaeis : ut Deus et Dominus noster auferat velamen de cordibus eorum; ut et ipsi agnoscant Jesum Christum Dominum nostrum. Omnipotens sempiterna Deus, qui etiam Judaicam perfidiam a tua misericordia non repellis, exaudi preces nostras, quas pro illius populi obcaecatione deferimus; ut agnita veritatis tuae luce, quae Christus est, a suis tenebris eruantur...

Il s'agit du thème des Juifs aveugles à la divinité du Christ, auxquels on prie Dieu d'accorder la lumière de la Révélation. Barrès interprète librement le texte traditionnel en faisant de ces ténèbres le **voile d'inintelligibilité** dont lui semble couvert Dreyfus. Il s'agit aussi des ténèbres de la dissimulation par laquelle Dreyfus, "oiseau de nuit" surpris en "pleine lumière", cherche à celer sa trahison, et aussi de la cécité qui l'empêcherait de partager

certaines sentiments, "sans lesquels nous ne pouvons concevoir l'humanité"... ce qui nous ramène aux premières **ténèbres**, car c'est justement cette déficience qui le rendrait lui-même incompréhensible.

S'il est un cas de cécité et d'âme ténébreuse, n'est-ce pas plutôt celui de Barrès ? Il subit alors fortement l'empreinte de Jules Soury, antisémite forcené, qui fournit à l'article de Rennes une partie de son vocabulaire ("beaux traits de la race indoeuropéenne"...) et qui en inspire la conclusion, rejet absolu, désolé et définitif, de l'"énigme" Dreyfus dans ses ténèbres, abandon de l'**étranger** à son **étrangeté**. L'obnubilation volontaire n'est d'autre part pas à exclure, chez un Barrès qu'intéressait vivement la pratique de l'**autosuggestion consciente** mise en vogue par l'école psychothérapique de Nancy (Liébaux, Bernheim), et qui avait trouvé là, selon nous, outre son goût affiché pour Ignace de Loyola, les sources mêmes du culte et de la culture nationalistes de **la Terre et desMorts**.

Tout de suite après Rennes, Barrès, comme dégoûté, prend ses distances, se dérobe, ayant conclu en hâte, le 10 septembre, dans *Le Journal*, que "la justice et la France sont satisfaits". Du silence qui suivit, Soury se montre fort troublé, qui le 30 du même mois écrit à Madame Barrès, dont le mari se reposait à Charmes : "Depuis un mois bientôt, M. Barrès n'a plus rien publié sur l'Affaire. On se demande s'il a renoncé à s'en occuper." Et Soury parle plus loin de l'urgence de "sortir **définitivement** d'une situation devenue, avec le temps, de plus en plus trouble et troublante".⁹

PIERRE BÉNARD

¹ *La Cocarde*, 5 septembre 1894, "Réflexions"

² *Scènes et doctrines du nationalisme*, édition définitive, tome I, Plon, 1925, p. 142-153

³ Bernard-Henri Lévy, *Les Aventures de la liberté*, Grasset, 1991, p. 27-36

⁴ C'est nous qui soulignons.

⁵ *Mes cahiers*, Plon. — VI, 173 ; X, 63 ; XI, 359

⁶ *Amori et dolori sacrum, La mort de Venise*, Félix Juven, 1903, p. 110

⁷ *Scènes et doctrines*, I, p. 208 (note)

⁸ La profanation de l'Ancien Testament est dans le ton de l'antisémitisme du temps. Dans *Les rois, les dames et les valets*, Barrès s'amuse du surnom du lieutenant-colonel Cordier, appelé "Père Josué" à l'Etat-Major parce que "le soleil s'est arrêté sur son visage" (*Scènes et doctrines*, I, p. 206)

⁹ Lettre de Jules Soury, B.N., ms Barrès

GYP, DE L'ENGAGEMENT A L'ACHARNEMENT

L'occasion m'est donnée aujourd'hui de parler des femmes dans l'affaire Dreyfus, en faisant un sort particulier à l'une d'entre elles, figure quasi-légendaire à l'époque, presque totalement oubliée aujourd'hui.

Une femme qui n'a jamais participé aux combats féministes de ces temps tourmentés, dont les revendications ne s'inscrivaient pas comme celles de ses consœurs, Clémence Royer, Marguerite Durand ou Séverine de *La Fronde*, dans la lignée du dreyfusisme. Une femme dont les convictions s'apparenteraient davantage à celles d'une Marie Maugeret et de son journal antidreyfusard *Le Féminisme chrétien* même si elle ne s'en réclame pas. Une femme en fait qui veut se situer au-dessus de la mêlée féministe ou féminine, une extrémiste, l'une des femmes les plus antisémites de son temps.

Gyp. Le pseudonyme résonne, vif, cinglant, asexué. Derrière ces trois lettres, une aristocrate, la dernière des Mirabeau : Gabrielle, comtesse de Martel de Janville. Une aristocrate devenue femme de lettres non par vocation, ni par attirance subite envers les mots, mais pour gagner sa vie, simplement.

Elle est née en 1849, dans un château breton. Ses parents se séparent très vite et la petite Mirabeau vient vivre à Nancy avec sa mère chez ses grand-parents maternels : son grand-père, le colonel de Gonville, se charge de son éducation, éducation "virile" s'il en est : elle monte à cheval dès l'âge de cinq ans et son plus grand regret sera de ne pouvoir être soldat. Elle prend vite conscience qu'être un garçon comporte plus d'avantages. En 1869, après avoir éconduit plusieurs prétendants, elle épouse Roger de Martel de Janville. Elle en aura trois enfants.¹

Ses premiers essais littéraires datent des années 1878-1879 : elle envoie alors de courtes histoires, légères, frivoles où prédomine le dialogue à *La Vie parisienne*, qui les publie immédiatement. Le Directeur, Marcelin, est persuadé que ces textes qui lui parviennent de Nancy, non signés, sont écrits par un officier de garnison qui souhaite garder l'anonymat, afin que sa prose, parfois hardie, ne le compromette pas. Lorsque les besoins d'argent se font encore plus pressants, elle décide d'écrire vraiment. Dans le même temps, elle quitte Nancy, avec sa famille, et s'installe à Neuilly, au 131 boulevard Bineau.²

En 1882, sort son premier roman : *Petit Bob*. A partir de cette date, l'écriture-substance va envahir l'existence de la comtesse de Martel.³ Elle écrit plusieurs romans par an, petits romans mondains où pointe, discret d'abord, son antisémitisme. Elle manque d'argent mais elle refuse de diminuer son train de vie : elle a donc trois enfants, un mari qui a consciencieusement mangé la fortune paternelle, un hôtel particulier à Neuilly, une maison à Lion sur Mer. Elle dépense, elle reçoit, veut rester fidèle à son rang même si de fait, elle se décline, en travaillant.

En 1889, la France est instable : scandales financiers, crise économique, conflits sociaux. C'est à cette époque que Gyp fait la connaissance de Maurice Barrès, alors député de Nancy. Les deux écrivains resteront amis jusqu'à la mort de Barrès en 1923. Comme lui, elle soutient le général Boulanger, puis s'engage peu à peu sur le terrain militant.

L'antisémitisme dont elle faisait preuve dans ses romans devient, de livre en livre, plus virulent. A partir de 1894, il va éclater avec vigueur. Reste sans doute dans quelques mémoires le fameux *Mariage de Chiffon*, qui sera l'un des plus gros succès de librairie de la

fin du siècle. Après lui, les romans antisémites dominent. Non contente de fustiger les Juifs par écrit, Gyp s'essaie aussi à la caricature sous le nom de Bob.⁴ Les dessins abondent où l'on voit apparaître toutes les caractéristiques chères aux écrivains nationalistes qu'elle fréquente: Barrès bien sûr, Déroulède, et bientôt Maurras. Elle côtoie aussi Félix Faure, ancien commandant de son mari pendant le conflit de 1870, devenu ministre de la guerre. Elle lit *La Libre Parole* d'Edouard Drumont, celui qu'on a surnommé "le pape de l'antisémitisme" depuis la parution de son best-seller en 1886, *La France Juive*. Gyp adhère tout à fait aux thèses et conceptions du polémiste. Pour elle, le juif est l'homme à abattre, la cause de tous les maux, l'agent du bouleversement social.

Alors, lorsque l'Affaire est lancée par *La Libre Parole*, Gyp s'engage totalement dans la croisade antidreyfusarde, elle collabore au journal de Drumont et va devenir, d'article en roman, de procès en jeux de mots, le pilier féminin de l'antisémitisme fin de siècle. Son salon du boulevard Bineau sera le point de ralliement des antidreyfusards. Elle est de toutes les séances, de toutes les manifestations, de toutes les pétitions. Elle a trouvé sa voie : plus que femme de lettres, elle est femme d'action. Pour le procès Zola, en 1898, elle a rameuté sa troupe de "quarante sous". Elle sait les choisir, ces hommes que l'un ou l'autre camp d'ailleurs, paie quarante sous afin qu'ils les soutiennent, lors des sorties de procès qu'on prévoit houleuses.⁵ Elle adhère à la Ligue des patriotes, présidée par Paul Déroulède. Ligue apolitique à sa création en 1882, mais qui s'est orientée depuis vers le nationalisme militant...

Le 16 février 1899, son ami Félix Faure, alors président de la République, trouve la mort dans les circonstances galantes que l'on sait.⁶ Deux jours, plus tard, Emile Loubet est élu. Le 10 mars, Gyp s'écrie dans *La Libre Parole*, par l'intermédiaire d'un de ses personnages de romans⁷ :

Quand on avait pour président de la République un brave homme profondément antidreyfusard, on était sûr que, dans une certaine limite, la justice suivrait son cours... relatif... Aujourd'hui que le seul frein qui retenait encore les Juifs a disparu, nous allons voir leur œuvre grandir en toute sécurité.⁸

En effet, Loubet remplaçant Félix Faure, c'est bien sûr pour les antidreyfusards, une menace. Lorsque s'ouvre le second procès de Dreyfus à Rennes, Drumont veut y envoyer Gyp, afin qu'elle couvre l'événement. Elle refuse, non par manque de conviction, mais parce qu'elle a des livres à écrire, de l'argent à gagner. En revanche, elle sera présente à la barre lorsqu'il faudra témoigner pour ses amis de *La Libre Parole*, Déroulède et Guérin notamment, accusés devant la Haute Cour, d'avoir mené un complot antidreyfusard. A l'avocat général, qui lui demande sa profession, elle n'hésite pas à répondre, d'une voix claire et forte : Antisémite ! La salle rit beaucoup. Après l'euphorie au verdict du 9 septembre, c'est la désillusion lorsque Loubet, dix jours plus tard, gracie Dreyfus.

Le 31 décembre 1899, alors que le procès des accusés de la Haute Cour tire à sa fin, elle fait l'apologie de la dignité féminine et française :

C'est les femmes que je veux dire, les femmes des accusés de la Haute Cour ! On ne s'occupe pas d'elles parce que, silencieuses et dignes, elles ne font pas retentir la presse de leurs plaintes et de leurs cris, comme fit naguère Mme Lucie Dreyfus, de "réclamante" mémoire. [...] C'est que dans le sang français, n'est pas ce virus de la réclame qui infecte le sang juif. C'est que les femmes de chez nous auront, malgré tout, dans toutes les circonstances de la vie, une allure, un tact, une dignité, une "branche", que les femmes de l'autre race n'auront jamais, parce que ces qualités-là ne s'acquièrent pas avec de l'argent.⁹

Outre le champ lexical de la contamination, un autre mot domine, maître-mot, moteur de toute la hargne de Gyp : l'argent. On est bien loin de *La Fronde* qui "rêve l'union de toutes les femmes sans distinction de culte ni de race."¹⁰ Marguerite Durand avait d'ailleurs demandé à Gyp dès 1897 de collaborer au journal féministe en dessinant chaque semaine une caricature signée Bob. Gyp avait accepté en demandant toutefois si Bob pouvait "toucher à tout". Ce à quoi Marguerite Durand répond : "Bob pourra toucher à tout, sauf à ce qui concerne la religion : il y a des gens qui crieraient encore au sacrilège. Je le prierai ensuite de n'être pas antisémite ; cela à cause de mes opinions personnelles."¹¹ Gyp écrit alors à la directrice de *La Fronde* qu'ayant pour la personne de M. Félix Faure et pour sa famille la plus grande estime, il lui était impossible de critiquer le président. Que ne pouvant toucher ni à l'Elysée ni aux juifs, Bob ne saurait quoi dire ni quoi faire.¹² Le projet de collaboration est donc annulé.

Le 31 décembre 1899 également, est créée la ligue de la Patrie Française. La signature de Gyp figure sur le premier manifeste,¹³ aux côtés de celles des grands noms de l'antidreyfusisme de l'époque : Barrès, Maurras, Lemaitre, Coppée, Daudet, Faguet et d'autres. Sa passion pour la cause antidreyfusarde, la mène vers les sommets de l'obsession. Et avec ses armes de femme de lettres : sa plume et son crayon, elle se déchaîne. Du *Journal d'un Philosophe*, en passant par le *Journal d'un grinchu* ou *Israël*, *Les Cayennes de Rio*, *Les Gens chics* ou encore *L'Amour aux champs*, la thèse est toujours la même, primaire et sans fondement : à bas les juifs.

Les héros des romans de Gyp sont manichéens à l'excès. Les Français, aristocrates bon teint, bien nés, élégants, distingués, s'opposent aux juifs, parvenus, dépourvus de tact et de sens moral. Le physique des personnages s'inscrit dans cette même tradition : le juif est "laineux, jaune et puant"¹⁴. Les juifs de Gyp correspondent tout à fait aux poncifs antisémites véhiculés par Drumont : appendice nasal surdéveloppé, yeux exorbités, lèvres lippues, surcharges pondérales. Sans oublier l'accent germanique, le snobisme, la stupidité, l'hypocrisie et la cupidité.¹⁵

Comme bon nombre de ses confrères des deux camps, elle décidera de réécrire l'Affaire à sa manière, dans *L'Amour aux champs*.¹⁶ petit roman sans prétention qui se veut toutefois l'exact reflet de ses préoccupations. Comme dans la réalité, deux camps s'affrontent : les honnêtes gens selon Gyp et les dreyfusards, les intellectuels, "ces intellectuels qui n'ont d'intellectuel que leurs opinions politiques" écrira-t-elle dans *La Libre Parole*.¹⁷ L'action se situe en 1899, durant l'été, durant le second procès de Dreyfus.

D'un côté, nous avons Madame d'Attigny, vénérable grand-mère avec sa famille et de l'autre, une "petite pécore [qui] se permet de faire ici de la propagande dreyfusarde..."¹⁸ Autour de cette "pécore" au doux nom d'Elsa Gibaud, gravite une poignée d'intellectuels aux patronymes à consonance germanique comme Gottland. Et Gyp de nous narrer les désagréments occasionnés par ces dreyfusards à la bonne et honorable famille française. "Aussi violemment antidreyfusarde qu'il fût possible de l'être, madame d'Attigny tenait toutefois à avoir une vie tranquille et un salon correct."¹⁹ Gyp insiste de nouveau sur l'aspect très honorable de cette famille : "En effet, madame d'Attigny, qui ne recevait que des braves gens, n'avait jamais songé - avant l'entrée de la jeune fille (une dreyfusarde) dans son salon - à prohiber un sujet de conversation évidemment douloureux mais non pas dangereux entre Français qui sentent de même façon les choses."²⁰ Malgré tout, sa tranquillité est primordiale et elle ne veut en aucun cas la troubler à cause de cette affaire : "L'idée des disputes, ou

même des discussions qui naîtraient d'une conversation sur l'Affaire, entre nationalistes et dreyfusards, l'épouvanta."²¹

Cette respectable grand-mère est dotée de deux petits enfants : Suzette, qui, un instant, se laissera prendre au piège des dreyfusards :

— Eh! oui !... tu ne vois donc pas que ce cuistre de Gottland lui fait les yeux doux ?... et qu'elle le laisse faire... et qu'elle écoute ses tirades sur la vérité avec un grand V, les erreurs judiciaires avec un grand J... l'égalité des races, et cætera pantoufle !...

— Suzette ?... ça n'est pas possible !...²²

Et la grand-mère de rétorquer :

— Tout est possible !... Hier, elle m'a demandé si je "n'espérais pas" que le conseil de guerre de Rennes allait acquitter?...²³

En effet Suzette, ébranlée par les discours dreyfusards s'interroge :

Ça n'est pas idiot!... — fit Suzette d'un air profond - c'est triste !... Il faut prendre garde de ne pas juger à la légère ?... C'est si terrible de penser qu'un innocent peut être condamné!...²⁴

Tout ceci n'est pas du goût de sa grand-mère qui répond violemment :

— J'en ai assez des phrases auxquelles on ne comprend rien!... et des sentiments anti-français!... et des façons de penser juivardes!... Il faudra garder ça pour vos intellectuels de carton, et ne pas le sortir à votre vieille grand-mère...²⁵

Mais bien vite, Suzette prendra conscience que le bon parti est celui des antidreyfusards et retrouvera le droit chemin.

Les deux camps sont nettement différenciés. Les intellectuels au même titre que les protestants et également les étrangers naturalisés (que Maurras appelle les métèques) nuisent à l'intérêt de la nation. Intellectuel ? Le substantif vient de naître, inventé en 1898 par Clemenceau. Un intellectuel, c'est un déraciné, dira Barrès ; c'est un Français qui a des sentiments anti-français répondra Gyp. Ce substantif, sous la plume d'écrivains comme Gyp, Barrès, Bourget est très péjoratif. Les intellectuels représentaient une menace pour les écrivains arrivés, au même titre que les juifs avec leur argent. Il faut donc s'employer à les dévaloriser au maximum et tout est bon. Gyp tente de les ridiculiser en leur assignant des attitudes grotesques qui font parfois sourire le lecteur. Dans la chambre d'Elsa Gibaud, traîne "un cadre assez grand, posé sur un chevalet et voilé d'un crêpe".²⁶ Et Gyp de donner à la jeune dreyfusarde une allure éplorée : "mademoiselle Gibaud dit, la voix profonde et l'accent pathétique : C'est lui... le grand martyr!..."²⁷ A cette demoiselle est donc lié Gottland, l'"intellectuel de carton", surnommé aussi "aztèque dreyfusard". Le couple devient le bouc émissaire de l'écrivain : "Pendant deux mois, Elsa et lui avaient, presque chaque jour, philosophé en Jaurès et communié en Dreyfus."²⁸ La stratégie de la comtesse de Martel est parfaitement claire : elle peint ses amis sous les couleurs les plus sympathiques, malgré leur petitesse, alors que dans le clan dreyfusard, elle ne perçoit que tout ce qui est louche, raté, étranger, mauvais, artificiel, ridicule et grotesque.

Madame d'Attigny, outre sa petite fille, a aussi un petit fils, Fred, dont elle n'est guère satisfaite non plus, car "la note patriotique n'était pas assez développée chez lui pour qu'il risquât d'attraper quelque horion à propos de l'Affaire."²⁹ En effet, le jeune Fred semble bien le seul à ne pas s'intéresser à l'Affaire. Laissons-le nous dire pourquoi :

— Dame... J'ai pas envie de me faire casser la gueule à propos de Dreyfus, moi!... je trouve ça idiot.³⁰

Madame d'Attigny, grande patriote, est bien déçue de l'indifférence de son petit-fils. Mais, comme sa sœur, il changera d'attitude. A l'annonce du verdict de Rennes, lui aussi se jettera

dans la bataille du côté des antidreyfusards naturellement. Tout est donc bien qui finit bien. Voilà une véritable famille française, car selon Gyp, on ne peut être que Français ou dreyfusard.

Le livre se clôt sur ces mots : "d'en bas, montait le bruit de la discussion des universitaires français ou dreyfusards."³¹ *L'Eclair* est replié, le verdict est connu, les Français sont contents : "la journée d'aujourd'hui appartient aux honnêtes gens."³²

On doit s'interroger sur l'antidreyfusisme de Gyp, sur la perfidie de ses propos et la cruauté de ses dessins. Cet acharnement trouve à mon sens son explication dans l'itinéraire même de l'écrivain. Dernière née d'une lignée illustre, élevée par son grand-père maternel à la garçonne, contrainte à travailler - donc à écrire - pour parvenir à maintenir un semblant de vernis sur une existence qui s'écaille chaque jour davantage, elle hait les juifs et donc Dreyfus parce qu'ils représentent le luxe, l'argent facile, une certaine abondance qui lui font cruellement défaut. Peu d'argumentation dans ses propos, pas de pensée véritablement élaborée, des faits assenés, des mots-clefs qui ponctuent son discours, ses romans, ses lettres aux intimes : Barrès, Montesquiou. Le "tact" revient sans cesse aiguisé par cette farouche conscience de classe qui la caractérise : "Voyez-vous, quoi qu'ils fassent et dans quelque situation que le hasard les place, jamais il n'est une chose que les Juifs n'auront, c'est le tact."³³ Son monde s'effrite et elle pense avoir trouvé les responsables de cette déchéance. Elle le dira clairement dans l'un de ses romans : "C'est un danger permanent qui s'installe à notre porte... le luxe des financiers est un vice à réprimer... il humilie la noblesse... il achève de la corrompre par les efforts qu'il lui fait faire pour l'imiter..."³⁴

Gyp a cinquante ans lorsqu'éclate le verdict de Rennes. C'est une femme aigrie, couverte de dettes, qui ne voit dans le juif qu'un usurier en puissance. Pour Gyp, Dreyfus est un exutoire, un exutoire à l'humiliation d'une aristocrate désargentée. Il est clair que parmi tous les déterminismes entrant en ligne de compte, le déterminisme social a été le plus fort : cette appartenance à une classe qu'elle estime bafouée. Même si elle encense ici et là la dignité féminine et française, son combat se situait bien loin de cette conscience de sexe qui a caractérisé la majeure partie des interventions féminines dans cette affaire. Gyp a trouvé un substitut à ses désirs de masculinité³⁵ : l'engagement politique, la haine envers Dreyfus et les siens. Volontairement, elle termine son roman à l'annonce du verdict de Rennes et occulte ainsi la grâce présidentielle qui survient dix jours plus tard. La victoire antidreyfusarde apparaît donc, sous sa plume, éclatante.

Aujourd'hui, un siècle plus tard, précipitée dans l'oubli, elle fait figure d'antisémite obsédée.

PATRICIA FERLIN
Université d'Orléans

¹Trois enfants nés en 1873, 1874 et 1877 : Aymar (tué en novembre 1900 au Soudan), Thierry (qui deviendra le pionnier de la neurochirurgie et qui se suicidera en 1940, à l'entrée des allemands dans Paris) et Nicole. — "Je me suis mariée pour avoir des enfants" avouera-t-elle à Barrès en 1923. Lettre. B.N.

²Elle habitera le Boulevard Bineau jusqu'à sa mort, en 1932.

³Gyp écrira jusqu'en 1931, plus de 120 livres. Ses romans auront du succès jusqu'à la guerre de 14. Après, les mentalités changent : Gyp appartient au passé.

⁴Bob est un petit garçon insolent et vif, héros de ses premiers romans. Elle reprend le prénom pour signer ses caricatures. On notera la masculinité du pseudonyme.

⁵Elle trouvait les "quarante sous" à l'intérieur des barricades de planches qui longeait le bout de la rue Réaumur alors en construction.

⁶Félix Faure serait mort dans les bras de sa maîtresse, Meg Steinhel.

⁷Les articles de Gyp s'apparenteraient davantage à des récits dialogués qu'à de véritables articles de fond.

⁸Gyp, "Le Jour du sacre" in *La Libre Parole*, 10 mars 1899. — Les articles de Gyp ont été repris dans un recueil intitulé *Israël*

⁹Gyp, "Celles de chez nous" in *La Libre Parole*, 31 décembre 1899.

¹⁰Marguerite Durand, in *La Fronde*, 13 décembre 1897

¹¹*Ibid.*

¹²*Ibid.*

¹³Eric Cahm, *L'Affaire Dreyfus*, Librairie Générale française, 1994, p. 169.

¹⁴Gyp, *Les Chapons*, Félix Juven, s.d. (1903), p. 33

¹⁵"Les principaux signes auxquels on peut reconnaître le Juif restent donc : ce fameux nez recourbé, les yeux dignotants, les dents serrées, les oreilles saillantes, les ongles carrés au lieu d'être arrondis en amande, le torse trop long, le pied plat, les genoux ronds, la cheville extraordinairement en dehors, la main moelleuse et fondante du traître" in Edouard Drumont, *La France juive*, Marpon, 1886.

¹⁶Gyp, *L'Amour aux champs*, Renaissance du livre, 1913

¹⁷Gyp, in *La Libre Parole*, 12 août 1900

¹⁸Gyp, *L'Amour aux champs*, p. 45

¹⁹*Ibid.*

²⁰*Ibid.*

²¹*Ibid.*

²²*Ibid.*, p. 61

²³*Ibid.*

²⁴*Ibid.*, p. 69

²⁵*Ibid.*

²⁶*Ibid.*, p. 44

²⁷*Ibid.*, p. 44-45

²⁸*Ibid.*, p. 56

²⁹*Ibid.*, p. 72

³⁰*Ibid.*, p. 89

³¹*Ibid.*, p. 76

³²*Ibid.*

³³Gyp, Lettre à Robert de Montesquiou, s.d., B.N

³⁴Gyp, *Les Chapons*, p. 19

³⁵Mme de Martel parlait de Gyp comme d'un personnage extérieur à elle, un être qu'elle accordait au masculin.

HISTOIRE ET FICTION. L'AFFAIRE DREYFUS AU THÉÂTRE.

L'affaire Dreyfus a été vécue par ses principaux acteurs comme un drame au sein duquel s'abolissaient les frontières entre la réalité et la fiction. Peut-être fut-elle le premier "reality-show" de l'histoire moderne, si ce qui fonde ce type de spectacle est le principe selon lequel la réalité comporte plus de surprises dramatiques que la fiction elle-même.

Le grand historien de l'Affaire, Joseph Reinach, observe qu'en janvier 1898, au moment de la publication de *J'accuse*, chacun se passionnait pour le drame qui emplissait les colonnes des journaux. Et il a cette remarque :

On ne parlait plus que de l'Affaire. Elle occupait tous les esprits. Deux ans durant, les livres, les romans même, furent délaissés. Quel roman comparable à celui que chacun vit au jour le jour !¹

En septembre 1898, après le suicide du colonel Henry, Marcel Proust écrit, dans l'une de ses lettres à Mme Straus, que l'Affaire de "balzacienne" est devenue "shakespearienne", à cause, précise-t-il, de "l'accumulation de ses dénouements précipités".²

Comme on le sait, c'est cette intensité dramatique qui a retenu Zola dès qu'il s'est intéressé à l'Affaire. Le 25 novembre 1897, il commence l'article qu'il publie dans *Le Figaro* par ces phrases tout à fait révélatrices :

Quel drame poignant, et quels personnages superbes ! Devant ces documents, d'une beauté si tragique, que la vie nous apporte, mon cœur de romancier bondit d'une admiration passionnée. Je ne connais rien d'une psychologie plus haute.³

Il notera plus tard, en écho, dans ses carnets personnels :

On dirait qu'un prodigieux metteur en scène a réglé le développement, les retards, les coups de théâtre de l'affaire Dreyfus. [...] Tout ce qu'on a fait pour l'arrêter n'a fait que la précipiter. Chaque mensonge qu'on a fait éclater une vérité nouvelle.⁴

Cette comparaison avec le théâtre est développée plus longuement dans l'un des articles les plus importants de *La Vérité en marche*, intitulé "Le cinquième acte" - publié dans *L'Aurore* le 12 septembre 1899, à l'issue du procès de Rennes. En dénonçant la seconde condamnation prononcée contre Alfred Dreyfus, Zola y analyse les péripéties de cette Affaire qui ne peut se clore, dont le dénouement est sans cesse repoussé. Il écrit :

Ce cinquième acte, il me hante et je reviens toujours à lui, je le cherche, je l'imagine. A-t-on remarqué que cette affaire Dreyfus, ce drame géant qui remue l'univers, semble mis en scène par quelque dramaturge sublime, désireux d'en faire un chef-d'oeuvre incomparable ? Je ne rappelle pas les extraordinaires péripéties qui ont bouleversé toutes les âmes. A chaque acte nouveau, la passion a grandi, l'horreur a éclaté plus intense. Dans cette oeuvre vivante, c'est le destin qui a du génie, il est quelque part poussant les personnages, déterminant les faits, sous la tempête qu'il déchaîne. Et il veut sûrement que le chef-d'oeuvre soit complet, et il nous

prépare quelque cinquième acte surhumain qui refera la France glorieuse, à la tête des nations.⁵

Nul doute. La métaphore théâtrale est dominante. Elle l'emporte sur la métaphore romanesque, qui la concurrence. Le thème des "péripiéties" successives et celui de l'impossible "dénouement" lui permettent de s'imposer. Mieux que toute autre, elle semble expliquer le mécanisme de l'Affaire.

C'est pourquoi - devant un tel état du discours - on pourrait s'attendre à ce que le théâtre ait tenu une place importante dans la série des transpositions littéraires issues de l'Affaire. Or cette place est très modeste. C'est cette absence relative que l'on examinera ici.

* * *

Il faut commencer par un rappel des diverses transpositions littéraires que l'Affaire a suscitées. Celles qui se présentent immédiatement à l'esprit appartiennent toutes au genre romanesque. Elles se partagent entre deux pôles, correspondant à deux esthétiques opposées : le pôle historique et réaliste, d'une part, le pôle allégorique et symbolique, d'autre part.⁶

Du côté de l'histoire et du réalisme, rangeons les volumes de *l'Histoire contemporaine* d'Anatole France, *L'Anneau d'améthyste* (1899) et *M. Bergeret à Paris* (1901), *Jean Barois* de Roger Martin du Gard (1913), et Proust, bien entendu - *La Recherche*, avec surtout *Le côté de Guermantes* (1920) et *Sodome et Gomorrhe* (1921), sans oublier le texte de *Jean Santeuil* (1952). Ajoutons à cette énumération deux œuvres moins connues : *Les Dupont-Leterrier* d'André Beaunier (1900), avec ce sous-titre si zolien : *Histoire d'une famille pendant l'Affaire* (deux branches d'une même famille partagées par les événements : une sorte d'expansion narrative du fameux dessin de Caran d'Ache, "Ils en ont parlé !") ; et *Elie Greuze* de Gabriel Trarieux (un des acteurs de l'Affaire), dont le contenu est plus ou moins autobiographique (1907).⁷

De l'autre côté (le pôle allégorique), la liste est beaucoup plus courte. On ne peut guère citer que *Vérité* de Zola (1902) et la sixième partie (le livre VI) de *L'Île des pingouins* d'Anatole France (1908). Allégorie dans les deux cas (malgré les différences formelles qui séparent les romans de Zola et de France), dans la mesure où il s'agit d'une *autre* histoire et où l'on sort du cadre chronologique de l'histoire réelle. Allégorie aussi parce que le récit, tel qu'il est reconstruit, réduit l'Affaire et la confine dans un espace clos où elle est plus aisément maîtrisable : la petite ville de Maillebois, chez Zola, où s'affrontent laïques et catholiques ; et l'île de la nation pingouin, chez Anatole France, bouleversée par la fameuse affaire des "quatre-vingt mille bottes de foin"...

Ce qui caractérise les romans de type historique, c'est qu'ils ne parlent que partiellement de l'Affaire : le récit croise l'Affaire pendant quelques chapitres ou quelques développements privilégiés, puis l'abandonne. Celle-ci est traitée sur le mode de l'allusion ou de l'illustration : une scène, un tableau mémorables sont extraits de la masse des événements. Pour les récits de type allégorique, la situation est différente. Ces derniers se marquent par une plus grande densité narrative. Ils présentent complètement, de l'Affaire, l'ensemble de son déroulement chronologique, puisque la logique de leur développement (leur contrat narratif) est calquée sur ce déroulement. Mais la réécriture des événements, la

dissimulation du nom des personnages sous des clefs plus ou moins reconnaissables constituent des obstacles à la compréhension. D'autant plus qu'il n'y a pas toujours correspondance univoque entre un personnage de la fiction et un acteur de l'Affaire : pour des raisons qui tiennent à l'économie du récit, bien des personnages combinent des traits appartenant, dans la réalité, à des individus distincts ; ils sont en fait produits par amalgame.⁸ Ces procédés déçoivent celui qui est à la recherche d'une certaine vérité historique. On voit donc que le genre romanesque, quelle que soit son orientation esthétique, se situe toujours à côté d'une transposition intégrale : il ne raconte jamais entièrement l'Affaire.

Un récit complet est-il possible au théâtre ? La situation du genre théâtral est, à cet égard, paradoxale. On sait qu'il y a eu en Europe, en 1898 et 1899, de nombreuses pièces de théâtre qui ont représenté les événements de l'Affaire.⁹ Et en même temps, notre mémoire culturelle n'a guère retenu d'exemples d'adaptations littéraires de l'Affaire : aucun, en tout cas, qui soit demeuré célèbre. Il est possible, pourtant, d'avancer les titres de deux pièces qui s'inscrivent dans les deux pôles esthétiques qui viennent d'être distingués¹⁰ : *Les Loups* de Romain Rolland (1898), pour le pôle allégorique ; et, pour le pôle historique, *L'Affaire Dreyfus* de Hans J. Rehfish et Wilhelm Herzog, deux auteurs allemands : pièce traduite en français par Jacques Richepin, et représentée au Théâtre du Nouvel-Ambigu en février-mars 1931.

Commençons par la pièce de Romain Rolland, dont il est nécessaire de rappeler le contenu. Les circonstances de sa représentation méritent aussi d'être évoquées... Il s'agit de la deuxième pièce de théâtre qu'a écrite Romain Rolland, alors débutant dans le monde des lettres. Elle fut montée par Lugné-Poe, au Théâtre de l'Oeuvre et ne connut qu'une représentation, le 18 mai 1898. Mais une représentation tout à fait exceptionnelle, qui s'inscrit dans l'histoire mouvementée de l'affaire Dreyfus, en cette année 1898 ! La pièce, cependant, ne parle pas directement de l'Affaire. Elle se déroule à l'époque de la Révolution française, à Mayence, en 1793. Un officier d'origine aristocratique, D'Oyron, est accusé à tort de trahison. Il est accablé par Verrat, un officier farouchement patriotique, tandis que Teulier, un membre de l'Académie des Sciences, prend sa défense. Entre les deux, Quesnel, le commissaire de la Convention, conscient de l'injustice qui se prépare, mais qui veut ménager Verrat, chef militaire important. Finalement, le droit ne l'emportera pas. La pièce se termine sur l'arrestation de Teulier et l'exécution de D'Oyron. Les partisans de Verrat ont obtenu gain de cause...

Romain Rolland n'avait pas l'intention de traiter de l'affaire Dreyfus. Mais son intrigue appelait évidemment une double lecture. En fait, très vite, la signification de sa pièce lui a échappé. La représentation du 18 mai se déroule sous les acclamations d'une assistance majoritairement dreyfusarde - Picquart est présent, dans une loge : il devient le centre de l'attention générale, et les spectateurs se tournent vers lui, au moment des tirades de Teulier...¹¹

La pièce de Rehfish et Herzog est encore moins connue que celle de Romain Rolland. Elle est très rarement citée, même par les historiens de l'Affaire.¹² Et pourtant elle ne manque pas d'intérêt. Divisée en 10 tableaux, elle offre un panorama très complet des événements de l'Affaire pris entre janvier et août 1898. Le premier tableau (11 janvier 1898) se passe chez Marguerite Pays, la maîtresse d'Esterhazy, où un groupe d'officiers (parmi lesquels se trouve Henry) fête l'acquittement d'Esterhazy, dont le procès vient de s'achever. Le deuxième tableau se passe à Berlin et met en scène Bulow et Schwartzkoppen. Le troisième tableau (13 janvier, jour de la publication de "J'accuse") a lieu chez Picquart. Le

quatrième (22 janvier) se déroule à la Chambre des Députés : il présente l'interpellation de Cavaignac (Zola est présent dans les coulisses, ainsi que Scheurer-Kestner...). Puis viennent quatre tableaux qui donnent les grands épisodes du procès de Zola, du 7 au 23 février. Le neuvième tableau, à la fin du mois d'août,¹³ montre la découverte du faux d'Henry par le capitaine Cuignet puis l'interrogatoire et l'arrestation d'Henry. Et enfin un dixième tableau, le 31 août, représente Picquart, dans sa cellule de la prison de la Santé, face à de Pellieux qui veut le convaincre de céder : les deux hommes s'opposent sur les thèmes antagonistes de la Justice et de la Patrie, et c'est sur ce débat philosophique que s'achève la pièce, alors que l'on annonce le suicide d'Henry et que la révision du procès de Dreyfus paraît imminente.

La pièce - on le devine en lisant ce résumé - n'est pas entièrement rigoureuse, du point de vue historique. Les tableaux les plus fidèles sont ceux qui se trouvent au centre de la pièce et montrent les audiences du procès de Zola. Les autres sont des reconstitutions synthétiques, vraisemblables certes, mais qui ne correspondent pas à la réalité historique : la scène chez la maîtresse d'Esterhazy, celle chez Picquart (à qui Mathieu et Lucie Dreyfus viennent rendre visite...), le face à face Pellieux - Picquart à la prison de la Santé... La scène de la Chambre est exacte pour sa partie publique (discours de Cavaignac, affrontement entre Jaurès et le comte de Bernis...), mais non pour sa partie privée (discussion initiale entre Jaurès et un ouvrier, présence de Zola et de Scheurer...). En s'appuyant sur quelques grandes articulations chronologiques, les auteurs ont fait un montage d'événements disparates et ont voulu rassembler le plus possible de personnages dans le cadre restreint de leurs dix tableaux.

Ces deux exemples indiquent quels peuvent être les problèmes que rencontre le théâtre quand il se mêle de représenter des événements tels que ceux de l'affaire Dreyfus. Ces pièces ne sont pas de grandes réussites. Elles n'ont pas atteint le public, et elles ne sont intéressantes, pour nous, que comme des essais - fruit d'un théâtre resté expérimental.

Pourquoi cet échec de la représentation ? Quelles raisons peuvent l'expliquer ?

1. La complexité des événements représentés. - C'est la première raison qui vient à l'esprit, ce n'est sans doute pas la plus déterminante... Il est évident que cette complexité peut constituer un obstacle, mais il est possible de la dépasser. De ce point de vue, Rehfisch et Herzog optent pour un resserrement dramatique assez habile. Ils choisissent une période courte, évidemment essentielle, celle qui va de "J'accuse" à la mort de Henry, et ils laissent de côté toutes les origines de l'Affaire. Ce qui leur permet de ne pas représenter le personnage d'Alfred Dreyfus (ils montrent, selon le mot de Marcel Thomas, une "affaire sans Dreyfus"), et de concentrer leurs efforts sur les acteurs parisiens.

Autre façon de contourner la difficulté de l'exposé événementiel : la mise en scène philosophique et le conflit d'idées, incarné en types contrastés. Favorisant le dialogue - le débat-confrontation entre deux personnages - le théâtre s'y prête parfaitement. Rehfisch et Herzog exploitent assez bien cette possibilité (en particulier dans le tableau final qui oppose Pellieux et Picquart). De même, Romain Rolland, qui joue beaucoup sur cet effet de confrontation dans *Les Loups*, en multipliant les scènes d'affrontement entre ses trois personnages pivots, Teulier, D'Oyron et Quesnel.

2. La vraisemblance psychologique des personnages. - Une difficulté plus importante qu'on ne le penserait, *a priori*... En effet, l'Affaire semble reposer sur des types fortement dessinés. C'est ce qu'a remarqué Zola :

Ce que j'avais vu, pour les Lettres, dans l'Affaire : une trilogie de types : le condamné innocent, là-bas, avec la tempête dans son crâne ; le coupable libre ici, avec ce qui se passait en lui, tandis qu'un autre expiait son crime ; et le faiseur de vérité Scheurer-Kestner, silencieux et agissant...¹⁴

Mais deux problèmes se posent, cependant : d'une part, celui de la multiplication des rôles secondaires, des doublons ; et d'autre part, celui du déséquilibre entre personnages féminins et personnages masculins. L'Affaire est une histoire politique, une histoire d'hommes essentiellement. Ce que montre bien la distribution de la pièce de Rehfisch et Herzog qui compte trente-huit rôles masculins pour quatre rôles féminins seulement. Seule Lucie Dreyfus, en figure de "veuve" éplorée, peut composer un personnage convenable - mais un personnage témoin, réduit à la passivité, quasi muet. À côté, il faut l'avouer, rien de bien intéressant : la Bastian, espionne et femme de ménage tout à la fois (que Rehfisch et Herzog se risquent à montrer, en soulignant sa "vulgarité"), ou Marguerite Pays, la complice d'Esterhazy ?

Une histoire d'hommes, en somme... On voit bien surgir ce problème quand il s'agit de représenter le personnage de Picquart. Sur lui, les historiens de l'Affaire disent à la fois beaucoup et peu de choses. À côté d'une réputation d'officier remarquablement intelligent (polyglotte, passionné de la musique de Wagner, etc.), on trouve sur sa vie privée, ici ou là, une série d'informations contradictoires : une homosexualité probable ; une certaine intimité avec une vieille "amie", la comtesse Blanche de Comminges, à qui on tente d'attribuer les lettres rocambolesques signées "Speranza"; et une liaison amoureuse avec une femme mariée, Pauline Monnier, dont le mari outragé demandera le divorce...¹⁵ Voilà la trame narrative, passablement confuse, sur laquelle on peut s'appuyer. Difficile de s'y retrouver. Que faire ? La tentation de l'adaptation est donc de simplifier et de normaliser Picquart, de le marier ou de le rendre amoureux. Parti retenu par Rehfisch et Herzog qui créent entièrement une cousine et amie de Picquart, dénommée Jacqueline Bernier, avec qui notre héros a deux scènes très tendres... Jacqueline Bernier est une pure invention littéraire - un mélange, apparemment, de la maîtresse supposée du colonel et de Mlle de Comminges ! Il faut souligner cette entorse à la vérité historique, car c'est la seule que commettent Rehfisch et Herzog, par ailleurs très scrupuleux. Mais ils en ont besoin pour intégrer Picquart dans leur univers dramatique.

On trouve une preuve supplémentaire de cette difficulté dans un étonnant roman-feuilleton contemporain de la pièce de Rehfisch et Herzog, qui parut entre 1929 et 1933 sous le titre de *Le Calvaire d'un innocent*. Ce roman développe longuement toutes les péripéties de l'Affaire, de l'arrestation de Dreyfus à la tentative d'assassinat de Grégori en 1908. L'auteur en est un certain Jules d'Arzac - sans doute un pseudonyme collectif.¹⁶ Ici intervient le délire, gratuit et magnifique à la fois, de l'adaptation. Les femmes, absentes des autres adaptations, y prennent amplement leur revanche ! Car on y apprend que la condamnation de Dreyfus n'est en fait que le résultat d'une vengeance féminine. C'est la belle Amy Nabot qui est responsable de tout : personnage central du roman-feuilleton, il s'agit d'une envoûtante danseuse, autrefois séduite par Alfred Dreyfus (lequel lui a préféré la "délicieuse" Lucie Hadamard), et qui se venge de son "humiliante défaite" en s'acoquinant avec Henry et Du Paty. Le feuilleton ne lésine pas sur les inventions narratives : il s'acharne à créer des explications supplémentaires en resserrant les liens privés entre les personnages : Lucie Dreyfus est courtisée par l'ignoble Du Paty et même par le vieux Boisdeffre, toujours galant ; Schwartzkoppen a une nièce qui tombe amoureuse de Mathieu Dreyfus, etc. Une telle

intrigue pouvait-elle trouver dans les diverses rumeurs qui entourent Picquart de quoi nourrir ses péripéties ? Non. Elle ne s'y risque pas, évidemment. Picquart, là aussi, est normalisé, banalisé, pourvu d'une épouse légitime, prénommée Blanche (en hommage à la virginité de la respectable Blanche de Commings ?). Témoin ce court passage :

Mme Picquart n'était pas une femme d'une grande beauté comme celle du capitaine Dreyfus, mais elle avait des traits réguliers et assez agréables. Ses cheveux d'un blond cendré, lissés et coiffés d'une façon simple, lui donnaient l'air beaucoup plus jeune qu'elle était en réalité et le regard de ses grands yeux sombres avait une douceur infinie qui lui conférait un grand charme tout en révélant l'incomparable bonté de son âme. De l'avis unanime de tous ceux qui le connaissaient intimement, le colonel Picquart devait être un homme remarquablement heureux en ménage. (chap. XIX, p. 143)

Le texte insiste lourdement, peut-être pour écarter toute rumeur sur l'éventuelle homosexualité du personnage...

3. *L'intégration de la réalité documentaire*. - Troisième problème, sans doute le plus important de tous. Ce qui bloque le mécanisme de l'adaptation, ou plutôt accroît sa difficulté intrinsèque, c'est que le texte de l'Affaire existe déjà - *préexiste*. Je veux parler non seulement des grands textes polémiques publiés dans les journaux (articles et lettres ouvertes), mais aussi des transcriptions intégrales des débats des procès, du procès de Zola et de tous ceux qui ont suivi. Textes étonnants, en effet, publiés par l'éditeur Stock. Longs monologues ou dialogues, parfois brillants, incisifs - on sait, par exemple, le rôle que joue le dynamisme de Labori dans le procès de février. Quelques confrontations sont restées célèbres comme celle qui a opposé Picquart et Henry, le 12 février. Voilà du théâtre, déjà écrit. A la limite, il suffirait de pratiquer quelques coupures, et de livrer au public ces paroles, telles qu'elles ont été prononcées.

Rehñisch et Herzog en sont parfaitement conscients, puisqu'ils écrivent leur pièce en mêlant textes fictifs et textes réels (cités, mais sans que la marque de la citation apparaisse), en particulier dans les quatre tableaux du procès. C'est le même procédé, on le sait, qui est utilisé par Roger Martin du Gard dans *Jean Barois*, où la fiction côtoie le document historique, intégré dans le récit. Adaptation par montage, donc : mélange-fusion du document historique et de la reconstruction imaginaire. La fiction sert à combler les vides laissés par le témoignage historique.¹⁷

* * *

On voit bien quelles difficultés rencontre le projet d'une adaptation littéraire des événements de l'Affaire. Le discours mythique préexistant (pour un personnage tel que Picquart), l'importance des documents préécrits restreignent la liberté d'une représentation mimétique et ont tendance à la figer en une suite de tableaux stéréotypés. Une mise en scène de l'Affaire suppose la possibilité d'un art documentaire, capable d'associer la reconstruction et la citation, capable, en un mot, de faire du montage une esthétique. Cette possibilité existe au cinéma, et il n'est pas étonnant que ce soit ce média, précisément qui offre sur l'Affaire la palette d'adaptations la plus riche et la plus convaincante, de la fin du XIX^e siècle à nos jours :

documentaires et fictions, films courts et films longs, productions à gros budget ou séries télévisées.¹⁸

La naissance du cinéma, rappelons-le, est contemporaine de l'affaire Dreyfus. Méliès fait ses premières armes en représentant le drame d'Alfred Dreyfus. Et l'on aurait presque envie de suggérer ceci : que cette "affaire" qui ne pouvait être traitée par des modes traditionnels - roman ou théâtre - a fait surgir, pour accéder à la représentation, un nouvel art, le cinéma...

ALAIN PAGÈS

¹J. Reinach, *Histoire de l'affaire Dreyfus*, t. III, Fasquelle, 1903, p. 249.

²*Correspondance*, t. II, Plon, 1976, p. 252

³*La Vérité en marche, O.C.*, Cercle du Livre Précieux, 1970, t. XIV, p. 885.

⁴"Notes sur l'affaire Dreyfus", *O.C.*, t. XIV, p. 1548.

⁵*La Vérité en marche, O.C.*, t. XIV, p. 963.

⁶Je m'appuie ici (mais sans reprendre la typologie qu'il propose) sur l'article essentiel de Susan Suleiman : "The Literary Significance of the Dreyfus Affair", in N. L. Kleeblatt (éd.), *The Dreyfus Affair. Art, Truth and Justice*, University of California Press, 1987 (texte traduit partiellement en français sous le titre de "Passion / Fiction : l'Affaire Dreyfus et le roman" dans *Littérature* n°71, octobre 1988). Voir aussi, sur le même sujet, Géraldi Leroy (éd.), *Les écrivains et l'affaire Dreyfus* (PUF, 1983), et Cécile Delhorbe, *L'Affaire Dreyfus et les écrivains français* (Ed. V. Attinger, 1932)

⁷Sur ce roman, voir l'analyse qu'en fait Philippe Baron in G. Leroy, *Les écrivains et l'affaire Dreyfus, op. cit.*, pp. 255-264.

⁸Ainsi Marc dans *Vérité*, n'est pas la reproduction pure et simple de Zola, comme on le dit quelquefois, mais réunit les caractéristiques de ces différents acteurs de la justice que furent successivement Bernard-Lazare, Leblois ou Scheurer-Kestner ; Crabot est un mélange de Boisdeffre et de Gonse, etc. (voir sur ce point mon édition de *Vérité* publiée chez Christian Pirot, en 1993 : t. I, p. 15). De même, chez Anatole France, le général Greatauk combine les traits de Mercier et d'Henry, le général Panther ceux de Boisdeffre et de Du Paty...

⁹C'est ce que montrent les comptes rendus contenus dans les archives diplomatiques du Quai d'Orsay : voir sur ce point l'article d'André Kaspi, "La France au ban des nations", *L'Histoire* n°173, janvier 1994 ; et, ici même, la communication de M.C. Kok-Escalte sur la réception de l'affaire Dreyfus aux Pays-Bas.

¹⁰Je laisse de côté deux œuvres mineures que signale la bibliographie de Léon Lipschutz (Fasquelle, 1970, p. 91) : *Le Complot de l'Etat-major* de Georgina Weldon, une "comédiette" en vers dédiée au colonel Picquart (1898), et *La Vengeance du juif* de Marius Boisson et Lucien Ricaille, drame en 5 actes et 8 tableaux de contenu antisémite (1905). - Je laisse également de côté le problème posé par les adaptations récentes, réalisées à distance des événements ; elles appartiennent à notre propre histoire et mériteraient un tout autre type de commentaire : voir, par exemple, *Dreyfus est à Rennes* d'André Hélard (Quimper, Ed. Calligrammes, 1988), *Dreyfus...* de Jean-Claude Grumberg (Actes Sud-Papiers, 1990) ou le *Dreyfus-Die-Affäre* de George R. Whyte (opéra joué à Berlin, en mai 1994).

¹¹Sur la représentation de cette pièce, voir Jacques Robichez, *Le symbolisme au théâtre* (L'Arche, 1957), Antoinette Blum, "Les Loups au Théâtre de l'Oeuvre : le 18 mai 1898" (*Revue d'Histoire Littéraire de la France* n°6, novembre-décembre 1976), "Romain Rolland" (in M. Drouin éd., *L'Affaire Dreyfus de A à Z*, Flammarion, 1994), ainsi que mon *Emile Zola, un intellectuel dans l'affaire Dreyfus* (Librairie Séguier, 1991 : chap. VII).

¹²Version française en 3 actes et 10 tableaux de Jacques Richepin, Albin Michel, 1931, 254 p. - Outre le travail de S. Suleiman déjà évoqué, voir l'article de Marc Knobel dans la *Revue d'Histoire du théâtre* n° 3, 1989 ("Des incidents au théâtre de l'Ambigu en 1931"), ainsi que Michael Burns, *Histoire d'une famille française. Les Dreyfus*, Fayard, 1994, pp. 490-493. — Les représentations de la pièce ont eu lieu du 10 février au 3 mars ; interrompues par des manifestations nationalistes, elles ont repris le 27 mars pour s'arrêter définitivement deux jours plus tard.

¹³Le texte de la pièce - dans l'édition qu'il est possible de consulter aujourd'hui à la B.N. - donne comme date de ce tableau : 30 avril 1898. Il s'agit à l'évidence d'une coquille, non d'une erreur de la part des auteurs, qui apparaissent très bien informés des événements de l'Affaire.

¹⁴"Impressions d'audience", *O.C.*, t. XIV, p. 1109. - Après avoir été tenté par une adaptation directe des événements de l'Affaire dans un roman ou une pièce de théâtre, Zola, dès 1899, en écarte la possibilité, se refusant à une telle "exploitation" du drame qu'il a vécu : voir à ce sujet son interview à Philippe Dubois dans *L'Aurore* du 29 juillet 1899 (*L'Affaire Dreyfus. Lettres et entretiens inédits*, CNRS, 1994, pp. 162-163). D'où le choix du récit allégorique de *Vérité* (qui ne s'est d'ailleurs imposé qu' tardivement, en 1901).

¹⁵On trouve quelques renseignements sur cette liaison dans les comptes rendus de l'enquête menée par la Cour de cassation (t. III, p. 359 sq.). Reinach en parle de façon allusive, en ne citant qu'en note le nom de la dame (*Histoire, op. cit.*, t. III, pp. 520-521). Marcel Thomas est plus précis, mais ne livre guère de détails (*L'Affaire sans Dreyfus*, Genève, Ed. Idégraf, 1979, t. II, p. 580). "Parente" de Picquart, et en même temps sa maîtresse ? On semble hésiter sur le statut réel de cette relation féminine. Les ouvrages du XIX^e siècle sont malheureusement muets. Francis de Pressensé, comme il sied à un hagiographe, se montre très pudique : "Sa vie privée était pleine de dignité. Il savait orner ses loisirs de nobles distractions. La musique charmait sa solitude." (*Un héros. Le lieutenant-colonel Picquart*, Stock, 1899, p. 15). Quant à Bernard Francfort, en dépit d'un chapitre au titre alléchant sur "la vie privée" du colonel, il promet plus qu'il ne donne (*Guide dans le maquis de l'affaire Dreyfus*, E. Cornély et Cie, 1904)

¹⁶*Le Calvaire d'un innocent* a paru à la Librairie Moderne entre 1929 et 1933 sous la forme de 162 livraisons hebdomadaires : en tout, 5183 pages et 612 chapitres ! Peut-être cette durée feuilletonesque constitue-t-elle la meilleure forme d'adaptation qui soit, car elle reproduit dans le temps de la lecture la longue succession des péripéties qui ont marqué l'Affaire. Pour plus de précisions sur ce texte romanesque, voir la communication récente de Susan Suleiman au colloque de Jérusalem sur l'affaire Dreyfus, en novembre 1994 : "Between Documentary and Pulp Fiction : Representations of the Dreyfus Affair in the 1930's" (à paraître).

¹⁷Si l'on voulait reprendre les catégories esthétiques mises en place par Genette dans *Palimpsestes* (Ed. du Seuil, 1982, p. 323), on pourrait dire qu'il s'agit là d'une transmodalisation : passage d'un hypotexte à un hypertexte par changement du mode de la représentation. Ce serait évidemment un cas limite de transmodalisation : ni dramatisation (passage d'un texte narratif à un texte théâtral), ni narrativisation (passage du dramatique au narratif), mais un glissement entre deux modes de représentation très proches l'un de l'autre.

¹⁸Voir par exemple la filmographie établie par R. Cousins dans *Les Cahiers naturalistes* n° 66, 1992.

PAUL STAPFER: UN UNIVERSITAIRE DANS L'AFFAIRE.

Un siècle après l'arrestation, le procès et la déportation d'Alfred Dreyfus, l'historien s'attache désormais moins à éclairer tel ou tel aspect des événements liés au développement de l'Affaire qu'à tenter de comprendre pour quelles raisons les Français, toutes classes sociales confondues, ont pris fait et cause, avec la passion et la virulence que l'on sait, pour ou contre la culpabilité d'un modeste officier. Dans ces conditions, plusieurs publications récentes ont mis l'accent soit sur des réactions individuelles, soit sur des engagements collectifs.¹ Force est toutefois de constater que beaucoup des acteurs secondaires de l'Affaire demeurent encore mal ou peu connus. Paul Stapfer (1840/1917) est sans nul doute de ceux-là. S'il est régulièrement mentionné dans les ouvrages consacrés à la querelle nationale, son nom apparaît toujours au sein d'énumérations rassemblant ceux d'universitaires qui ont pris position en faveur du capitaine (Victor Basch, Emile Duclaux, Emile Durkheim, Lucien Herr...) : tout au plus sait-on de Stapfer que, doyen de la faculté de Bordeaux, une mesure de suspension le frappe après qu'il a rendu publique sa conviction. Son cas est pourtant intéressant à envisager dans la mesure où, enseignant et critique, Stapfer utilise d'abord sous pseudonyme une chronique de presse afin de véhiculer une opinion révisionniste qu'il décide, changement radical de stratégie, d'affirmer publiquement quelques semaines plus tard. S'il se donne ainsi les traits d'un homme engagé, Stapfer demeure toutefois un universitaire et, passée "l'heure sombre où l'on compte ses frères d'armes", il poursuit une réflexion consacrée à la constitution de l'autorité intellectuelle, réflexion où il en vient à appliquer au champ littéraire la leçon qu'il tire de sa "retentissante intervention" dans l'Affaire. Revenir sur l'engagement de Stapfer amène donc à suivre les étapes d'un combat courageux et à mesurer les conséquences de l'Affaire sur la perception qu'un intellectuel se fait de l'organisation et des fonctionnements du champ littéraire au tournant du siècle.

PORTRAIT D'UN UNIVERSITAIRE

Dans la mesure où le visage de Stapfer est aujourd'hui largement oublié, il importe d'abord de rassembler quelques données biographiques permettant de circonscrire les motifs de son intervention révisionniste.

Issu d'une famille protestante d'origine helvétique installée en France dans les premières années du XIX^{ème} siècle, Paul Stapfer a pour aïeul Pierre-Albert Stapfer, théologien de renom qui participe aux mouvements du réveil protestant et entre en étroites relations avec les familles Guizot et Monod. Son père, l'ingénieur Charles Stapfer épouse Marie Monod, sœur d'Edouard Monod, de sorte que Paul Stapfer et Gabriel Monod sont cousins germains. Du mariage de ses parents naît un second enfant, Edmond Stapfer qui devient professeur de critique et d'exégèse du Nouveau Testament à la faculté de théologie protestante de Paris. Paul Stapfer épouse en 1879 Alice Lavallée, fille de Charles Lavallée, notable charentais converti au protestantisme, député à l'assemblée constituante de 1848, puis victime, sous l'Empire, de persécutions mesquines qui le font à renoncer à toute vie politique.

Dans les dernières années de l'Empire, Paul Stapfer débute sa carrière comme "professeur privé" auprès du fils de William Waddington, puis auprès des petits enfants de François Guizot, personnalités auxquelles sa famille est liée de longue date. En 1866, il devient "french master" au collège Elisabeth de Guernesey. Durant son séjour sur l'île anglo-normande, il se lie à Hugo et prépare une thèse consacrée à l'œuvre de Sterne, thèse qu'il soutient en avril 1870. Malgré l'appui de Guizot, il lui est alors impossible de rejoindre le haut-enseignement et il exerce à nouveau des fonctions de "professeur privé" jusqu'en 1874. A cette date, il est chargé de cours à l'université de Grenoble où il obtient une chaire de littérature étrangère en 1876, grâce au soutien de Waddington, alors ministre de l'Instruction Publique. En 1881, il renonce à l'enseignement des littératures étrangères et obtient une chaire de littérature française à l'université de Grenoble.² Par la suite, faute de pouvoir obtenir une chaire à Paris, c'est pour se rapprocher de sa belle famille qu'il rejoint en 1883 l'université de Bordeaux où sa candidature est alors préférée à celle d'Emile Faguet.

Tout au long de sa carrière, Stapfer consacre la plus grande partie de ses activités à des travaux érudits : son œuvre rassemble une vingtaine de titres couvrant des champs d'intérêt diversifiés. Bien que ses écrits soient aujourd'hui oubliés, il jouit alors d'une certaine considération : en 1879, son *Shakespeare et l'antiquité* est couronné par l'Académie Française ; deux ans plus tard, sa candidature au Collège de France est classée en seconde ligne, derrière celle d'Emile Deschanel ; sa *Grande prédication chrétienne en France* obtient le prix Sorbier-Arnoud de l'Académie française en 1898. Regrettant qu'il soit "plutôt écrivain que professeur" (1888), "plus préoccupé de produire que d'enseigner" (1889), ses rapports d'inspection³ tracent le portrait d'un enseignant indépendant d'esprit, sans doute plus apprécié de ses étudiants que de ses collègues : "ses élèves citent Baudelaire et Verlaine autant que Lamartine et Hugo et il n'en paraît pas scandalisé" (1892). Dans les fonctions de doyen qu'il occupe à partir de 1890, il fait preuve d'une liberté d'esprit plus grande encore, ce qui lui vaut plusieurs rappels à l'ordre. C'est ainsi qu'accueillant un collègue parisien, il déclare que "MM. les Professeurs de Paris aiment les voyages" et les prie "de ne plus se déranger [...] et de rester chez eux". Comme l'indique le rapport annuel de son recteur, "il lui manque le sens des convenances" (1896).

S'il reste difficile de se faire une idée précise de la position acquise par Stapfer dans le champ intellectuel, ses rapports d'inspection mentionnant seulement sa fréquentation assidue de la communauté protestante, il est toutefois régulièrement rendu compte de ses ouvrages dans des organes comme *La Revue Bleue*, *La Revue critique* ou *Le Mercure de France*. Son nom apparaît de plus à différentes reprises sous la plume de Michel Bréal qui voit en lui "un collègue de M. Bergeret" et sous celle d'Anatole France qui évoque dans une lettre adressée à sa fille son "vieil ami Stapfer", ami dont il a soin de signaler les travaux dans ses chroniques littéraires. Toujours est-il qu'à la veille de la guerre, Stapfer et son œuvre sont suffisamment connus du public pour devenir l'objet de cruelles railleries chaque fois qu'Alain-Fournier les évoque dans le "Courrier littéraire" de *Paris-Journal* : "Homais, Bouvard, Pécuchet et Tribulat Bonhomet approuvent M. Stapfer."⁴

AFFAIRE DREYFUS (I) : LES BILLETS DE LA PROVINCE

A en croire les pages qu'il consacre à l'Affaire dans *Paradoxes et truismes d'un doyen* (1904), Stapfer est converti à la cause dreyfusiste par Auguste Couat, le recteur de l'académie de Bordeaux. Au terme de longues discussions et d'un examen critique rigoureux de la

situation, le professeur acquiert la conviction que le capitaine est innocent et, dès lors, il s'engage résolument aux côtés de ceux qui luttent pour la révision dans une capitale girondine encore très majoritairement acquise aux thèses de l'Etat-Major⁵

Du 5 juin au 2 octobre 1898, sous le pseudonyme de Michel Colline, il donne dans *Le Siècle* d'Yves Guyot une série de "Billets de la province" consacrés à l'Affaire, série qui est ensuite publiée chez Stock. S'ils prennent la défense de Zola peu après qu'Ernest Judet attaque le romancier en dénonçant l'intégrité morale de son père⁶, les "billets" de Stapfer réagissent surtout aux outrances de la presse antidreyfusarde, au règne des stratégies de disqualification de l'adversaire et à la multiplication des arguments *ad hominem*.⁷ De fait, Stapfer ne cherche ici ni à donner des preuves de l'innocence de Dreyfus, ni à distribuer injures grossières ou certificats de bonne conduite de sorte que l'originalité de ses "billets" tient surtout à une écriture qui s'éloigne de la rhétorique grandiloquente de ceux qui mettent en cause les origines religieuses ou "raciales", les tares familiales ou morales de Dreyfus et de ses défenseurs. Bien qu'il n'évite pas toujours, loin s'en faut, les lieux communs d'époque comme le discours métaphorique de l'ombre et de la lumière, les comparaisons Dreyfus/Callas et Zola/Voltaire⁸, Stapfer s'efforce surtout de varier la forme de ses textes de façon à leur donner une qualité d'écriture qui passe massivement par l'utilisation de l'ironie et par l'imitation des classiques. C'est ainsi qu'il brosse à quatre reprises le portrait-charge de publicistes qu'il peint sous des surnoms ridiculisants. Le procédé est alors fréquent, notamment sous les plumes de ceux qu'il vise ici, Drumont ou Rochefort, mais, pour Stapfer, ces "billets" sont d'abord l'occasion de se livrer à des pastiches des *Caractères* de La Bruyère: "Un homme s'est rencontré, d'une prodigieuse érudition, soit réelle, soit simulée (mais la fausse ne lui a pas donné moins de prestige que la vraie) ; raisonneur intrépide autant qu'habile politique ; capable de tout entreprendre et de tout oser ; également actif et infatigable par la parole et par la plume ; prêtant attentivement l'oreille aux souffles précurseurs du mouvement des idées vers le sud, vers le nord, vers l'est, vers l'ouest ; si vigilant et si prêt à tout qu'il n'a jamais manqué l'occasion ; enfin, un de ces esprits remuants et audacieux qui semblent être nés pour changer le monde : c'est *Basile*" (12 août 1898).⁹ Si la publication de ce "caractère" provoque la colère de Brunetière, Stapfer abandonne à Guyot le soin d'entrer dans une vive polémique avec l'académicien. Comparer les *Billets de la province* aux *Raisons de Basile*¹⁰ permet alors de voir que Stapfer adopte la tonalité d'une polémique en dentelles où un sensible effort d'écriture met en sourdine les violences du débat quotidien pour en revenir, par le biais de maximes bien frappées, aux enjeux éthiques de l'Affaire : "Dans les conflits entre l'utilité de la patrie et le devoir sacré de faire justice, c'est celui-ci qui doit l'emporter, parce que le devoir est impératif tandis que l'utilité est conjecturale" (19 juin 1898).

Dans ces conditions, il est intéressant de constater que Stapfer tient les outrances verbales de la presse pour responsables du détournement des enjeux fondamentaux du débat : "Masse inerte, la foule reçoit de la presse, sans réagir et sans réfléchir l'étincelle électrique qui la rend furieuse ou la potion d'opium qui double son sommeil" (24 juillet 1898). S'arrêtant aux phénomènes qui contribuent à la formation de majorités d'opinion, il constate en effet que le discours des publicistes obéit à une logique commerciale qui lui interdit de tenir dignement le rôle d'éclairer de la justice et de la vérité qui devrait être le sien dans la république pédagogique. C'est donc un véritable cercle vicieux que Stapfer dénonce lorsqu'il évoque "une presse [...] qui, soit par fanatisme comme l'Etat-Major et comme l'Eglise, soit, comme le gouvernement, par lâcheté, continue de mentir pour conserver la clientèle d'une

majorité imbécile dont elle a éteint elle-même la conscience et la raison" (9 juin 1898). A ses yeux, si la presse, à l'exception, précise-t-il, des seuls organes "républicains et conservateurs", entretient l'attention que les Français portent à l'Affaire, c'est que le déchaînement des passions lui fournit une telle clientèle qu'elle n'a nul intérêt à faciliter la marche de la vérité. Les *Billets de la province* mettent ainsi en évidence le danger que représente une presse omnipotente pour un régime politique qui se veut "l'instituteur du peuple" et se réclame d'un idéal de justice.

Publiés dans un quotidien qui "combat toutes les démagogies", la "démagogie césarienne" comme la "démagogie antisémite"¹¹, les *Billets de la province* se veulent un modèle d'écriture journalistique et pédagogique "conforme aux besoins de l'heure", susceptible de faire évoluer une situation figée par des campagnes de presse dépourvues de toute retenue. Stapfer conçoit donc sa prise de position autant comme un devoir éthique que comme un travail d'écriture. Pour lui, seuls des articles de presse "*pensés et écrits*"¹² peuvent faire reconnaître l'innocence de Dreyfus. S'il espère que, réunies en volume, ses chroniques connaîtront un certain "succès de vente", Stapfer doit cependant constater qu'elles ne trouvent que peu de lecteurs et ne reçoivent aucun écho...

AFFAIRE DREYFUS (II) : "INCIDENT STAPFER BORDEAUX"

Stapfer ne s'en tient donc pas là. Cinq jours après que Zola a pris la route de l'exil, le 23 juillet 1898, s'exprimant en tant que doyen de la faculté des lettres, il prononce l'éloge funèbre du recteur Couat et mentionne les convictions dreyfusardes du disparu : "Lui, l'homme de la justice et de la logique, il éprouvait une véritable horreur devant les violences sectaires, devant la confusion et le désarroi de toutes les idées égarées par un vent de déraison furieuse"¹³. Utilisant à deux reprises le mot de "justice", rangeant Couat au nombre des "intellectuels", cette péroraison fait immédiatement scandale : le physicien Pierre Duhem en tête, plusieurs collègues de Stapfer vont, en signe de protestation, serrer ostensiblement la main du général Varaigne, représentant de l'armée aux funérailles. Bien que ce dernier minimise l'incident en déclarant que "les paroles de M. Stapfer constituent une note personnelle malheureusement discordante à laquelle (...) [il] ne [croit] utile d'accorder aucune attention"¹⁴, le ministère de l'Instruction publique demande aux autorités préfectorales des précisions sur les propos de Stapfer et exige que lui soient transmis les extraits de la presse girondine qui rendent compte de l'incident.¹⁵ Pour sa part, le 23 juillet au soir, Stapfer adresse à son ministère de tutelle un courrier où il déclare qu'il a prononcé ce discours alors même qu'il était souffrant, qu'il n'a pas été conscient de l'effet produit sur l'assistance et surtout qu'il n'était pas dans ses intentions de créer du scandale¹⁶. S'il maintient cette version par la suite, regrettant seulement d'avoir fait part de sa conviction en des circonstances où il ne s'exprimait pas à titre personnel, comme l'indique le "j'ai rompu le silence" du "billet" du 21 juillet, intitulé par antiphrase "Ne parlons pas de l'Affaire Dreyfus !", Stapfer a délibérément choisi de parler...

Conservé aux Archives nationales, le dossier de l'enseignant bordelais contient une liasse intitulée "incident Stapfer Bordeaux", liasse qui relève, du 24 juillet au 8 août, la plupart des réactions suscitées dans la presse par cette prise de parole. Bien que plusieurs organes mentionnant "l'incident" en soient absents (notamment *Le Figaro*, *Le Cri de Paris* et *La Gazette de France*), ce dossier rassemble plus d'une soixantaine de coupures émanant d'une trentaine de titres et permet de suivre le retentissement d'une affaire dans l'Affaire.

Dans un premier temps, repris dans la presse girondine du 24 juillet, dans le très antisémite *Nouvelliste de Bordeaux*, mais aussi dans des quotidiens plus indifférents ou plus ouverts à la cause dreyfusiste comme *La Petite Gironde* et *La France*, le discours de Stapfer y est présenté comme une intervention à caractère politique : de manière significative, les citations qui en sont faites sont le plus souvent extraites de la seule péroraison. Dans un second temps, la presse parisienne s'empare de "l'incident". Si *Le Petit Journal* est le seul quotidien de la capitale à réagir le 24 juillet, dès le 25 et le 26 juillet les propos de Stapfer sont évoqués dans une douzaine d'organes, dans des feuilles antirévissionnistes comme *L'Intransigeant*, *La Patrie* ou *L'Echo de Paris* aussi bien que dans des titres favorables à la cause du capitaine comme *Le Siècle* ou *L'Aurore* et, dans une moindre mesure, *Le Temps* où Trarieux, sénateur de la Gironde, rappelle que Stapfer n'a pas trahi la mémoire de Couat en mentionnant la dernière lettre que le recteur lui a adressée. L'intervention de l'universitaire bordelais fait dès lors figure d'événement et plusieurs menaces d'interpellation amènent Léon Bourgeois, en charge du ministère de l'Instruction publique dans le cabinet Brisson, à suspendre Stapfer de ses fonctions de doyen pour six mois.¹⁷ Dans un troisième temps, cette sanction rendue publique, "l'incident" est commenté par des signatures influentes. Côté dreyfusiste, Durkheim, en poste à Bordeaux, lui apporte le soutien de plusieurs de ses collègues dans *L'Aurore* du 28 juillet, puis dans *Le Temps* du 30 et enfin dans *Le Siècle* du 4 et du 8 août ; par ailleurs, dans *L'Aurore* du 29 juillet et du 3 août, Clémenceau qualifie la mesure de suspension qui frappe Stapfer d'"infamie" et de "turpitude". Côté antidreyfusiste, l'universitaire bordelais est violemment pris à parti par Maurras et par Rochefort dans *La Gazette de France* et *La Libre parole* du 29 juillet : "Le sieur Stapfer est un hugenot de la plus dangereuse espèce : il appartient à la pullulante tribu des Monod [...]. Ce Français de père étranger et de mère étrangère sent et raisonne comme il peut [...] : il voit la France du lac des Quatre Cantons".¹⁸ Enfin, du 28 juillet au 8 août, plusieurs lettres signées "un professeur", "un universitaire" ou encore "un professeur de province membre de la Ligue des droits de l'homme et un citoyen" sont publiées dans la presse révisionniste, notamment dans *Le Siècle* du 4 août, puis dans *L'Aurore* et *Le Siècle* du 8 août. Le geste de Stapfer marque ainsi l'entrée dans la mêlée d'enseignants qui s'en tenaient jusqu'alors à leur obligation de réserve.

Si *Les Billets de la province* n'obtiennent pas le succès qu'ils méritent aux yeux de Stapfer, son discours de Bordeaux trouve un extraordinaire écho : "la mesure prise par Bourgeois contre un des maîtres les plus aimés de la jeunesse provoqua mieux que des colères".¹⁹ Toutefois, si Stapfer réagit d'abord avec un certain humour à la "réputation" qui lui est faite²⁰, sa prise de position lui coûte finalement sa carrière²¹ et nourrit un ensemble de réflexions particulièrement aigres sur le rôle de la presse dans l'Affaire, mais aussi dans la République des lettres.

LES REPUTATIONS LITTERAIRES

Dans la mesure où, parvenu au terme de sa carrière, Stapfer ne retient de son œuvre que les deux séries des *Réputations littéraires* (1893/1901), il importe de mesurer ici l'influence de sa double expérience de la presse sur la réflexion qu'il consacre à la constitution de l'autorité littéraire et intellectuelle.

Antérieure à l'Affaire, la première série des *Réputations littéraires* est d'abord publiée de 1891 à 1893 dans *La Revue bleue*. Ainsi que l'indique le titre qu'il donne alors à ce travail, "Histoire des réputations littéraires", Stapfer s'y intéresse aux conditions de survie des œuvres

ainsi qu'aux phénomènes qui permettent à un nom d'auteur de rester présent dans la mémoire de l'humanité. Bien qu'elle soulève un problème préoccupant, cette réflexion aboutit à des conclusions assez peu satisfaisantes puisque Stapfer en vient à affirmer que seul le hasard décide des "réputations littéraires". En fait, l'intérêt de cette étude tient surtout à la fonction de régie de "la comédie du hasard" qu'elle accorde au discours critique : "Le troupeau humain ne fait [...] que suivre. Sa paresse a pour complice et pour excuse la paresse beaucoup moins pardonnable de ses guides, les critiques et les professeurs".²² Si provocantes que soient de telles déclarations, reste qu'elles se dégagent mal d'un propos dont l'organisation paraît bien confuse. Force est donc de constater que Stapfer fait plus preuve ici de son goût du paradoxe que d'une véritable capacité d'analyse et de synthèse. Dans ces conditions, la lecture des premières *Réputations littéraires* demeure décevante et Gustave Lanson signale fort justement que le défaut fondamental de l'ouvrage tient à son manque d'intérêt pour les conditions de diffusion et de réception de la littérature contemporaine : "Ces dissertations étendues sur des sujets généraux, cette discussion piquante et judicieuse de questions indéterminées et insolubles, ce style abstrait et neutre, soigneusement égayé par intervalles de métaphores élégantes : tout cela a dû s'imprimer à Genève ou Neuchâtel vers 1760, et cela a dû s'intituler : *Essais sur la gloire et sur le génie*".²³

Publiée en 1901, la seconde série des *Réputations littéraires* se présente comme une suite de fragments envisageant des questions aussi importantes que celle du "public", de "l'élite" ou des "révolutions du goût". Inscrivant son livre autant dans la suite des premières *Réputations littéraires* que dans celle des *Billets de la province*, Stapfer reprend ici la technique du portrait-charge en proposant un "caractère" de Barrès-Chérubin et un "caractère" de Lemaître-Cydiac avant de se peindre lui-même sous les traits de Jean-Pierre (universitaire provincial), de Michel (Colline) et de Nicodème (spécialiste des réputations littéraires). Associant ainsi écriture personnelle et réflexion scientifique, visée didactique et tonalité satirique, bousculant les frontières génériques les plus solidement établies, les secondes *Réputations littéraires* s'arrêtent désormais à l'état présent du champ littéraire. Dès les premières pages, écrites au lendemain de son discours de Bordeaux, Stapfer lie en effet sa réflexion critique à une analyse du développement de la querelle nationale : "Qu'il s'agisse des réputations littéraires ou de la révision du procès Dreyfus, plus j'y réfléchis, plus je me convaincs que le public, force matérielle immense, est nul comme être intelligent et qu'il n'existe pas de la vie de l'esprit".²⁴ Dès lors, l'universitaire est conduit à s'intéresser aux instances qui ont pour fonction de former l'opinion ou le goût du public dans le champ politique comme dans le champ littéraire. Tirant la leçon de ses interventions dans les polémiques de l'Affaire, il revient sur l'oubli qui entoure ses *Billets de la province* et sur le scandale né de son éloge du recteur Couat pour mettre finalement en évidence le rôle abêtissant du "tapage de la presse". Stapfer introduit alors dans son essai des pages étudiant les techniques éditoriales et commerciales de constitution de l'autorité intellectuelle ce qui l'amène à modifier sa conception des "réputations littéraires" : minorant le rôle du hasard, il évoque désormais une comédie de "l'encadrement", des "moyens extérieurs" à l'œuvre et des "légendes d'auteur", comédie mise en scène par la presse, "seule nourriture intellectuelle de la foule et souvent de l'élite" et par la critique dont il dénonce toujours "la force d'inertie". Avec le sens de la formule qui le caractérise, Stapfer voit alors en Paris la "fabrique centrale des réputations littéraires" et il en vient à concevoir "l'auteur" comme "une espèce d'industriel qui, par le débit de sa marchandise, veut gagner ou de l'argent ou de la réputation, ou l'un et l'autre".²⁵ Dans ces conditions, s'il renonce à "blâmer les écrivains qui se

remuent comme de beaux diables pour attirer sur eux l'attention"²⁶, Stapfer prend toutefois soin de montrer qu'il n'a pas servi sa propre "réputation" en prenant publiquement le parti de la révision : se présentant sous les traits d'un auteur qui a compté "faire un placement à beaux intérêts sur l'avenir de son nom", il affirme aussitôt, non sans humour, que l'écho que la presse a donné à son intervention ne lui a pas fait vendre plus de vingt-six exemplaires de ses premières *Réputations littéraires* !

Se défiant autant du discours des journalistes, des critiques ou des enseignants que des stratégies actoriales des gens de lettres, Stapfer jette alors un pesant soupçon sur l'organisation et les fonctionnements mêmes de la vie littéraire. A cet égard, sa réflexion rappelle moins des travaux sociologiques comme ceux d'Alfred Odin²⁷ qu'elle n'annonce une satire comme *L'Introduction à l'étude de la stratégie littéraire*²⁸ de Fernand Divoire, manuel ironique et désabusé d'arrivisme littéraire dont Béroalde de Verville est le dédicataire.

Si l'expérience que Paul Stapfer fait de la presse permet de suivre les étapes d'un mouvement d'amplification qui conduit, selon des options idéologiques déterminées par avance, à faire de lui soit une figure caractéristique du mauvais Français, soit le courageux héros d'une juste cause, rassemblées dans le second volume des *Réputations littéraires*, ses réactions et ses réflexions ont surtout l'intérêt de souligner le dangereux pouvoir d'une presse plus prompte à satisfaire les attentes de son public qu'à répondre aux exigences éthiques d'une quête, toujours nécessaire, de justice et de vérité. Amené à dénoncer le goût du scandale et le psittacisme des critiques et des journalistes, Stapfer prête attention aux phénomènes de médiation qui préparent à l'homme de lettres et à son œuvre un accueil favorable du public. S'interrogeant sur le rôle de la critique et de la presse dans la "comédie du succès", il dégage finalement l'importance de ce qu'il nomme "l'encadrement" ou "les moyens extérieurs" de l'œuvre littéraire, c'est-à-dire l'importance des pratiques que Gérard Genette a récemment étudiées sous le nom de péri-texte et d'épi-texte. Se défiant toutefois de ces "moyens extérieurs", Stapfer conseille au jeune homme qu'il fait mine de former à la vie littéraire de "bien écrire" et de se montrer "tel qu'il est". Sans doute est-ce la raison pour laquelle il tente à la fin de sa vie de faire rééditer ses *Billets de la province*, ouvrage qu'il tient désormais pour "une des productions de la littérature Dreyfus les plus propres [...] à survivre à la polémique du jour"²⁹ : parce que son intervention dans la presse est tout à la fois "pensée et écrite", il en fait indissociablement un modèle de probité intellectuelle et d'écriture journalistique susceptible de lui assurer une honnête "réputation littéraire". A ses yeux, le retentissement même de l'Affaire s'explique donc, d'abord et avant tout, par un détournement éthique et stylistique du débat, "mal" dont "la presse est l'unique auteur".

Denis PERNOT

Université de Nancy 2

1 Voir notamment *Mil neuf cent, "Comment sont-ils devenus dreyfusards ou antidreyfusards ?"*, n° 11, 1993 et *L'Affaire Dreyfus de A à Z*, sous la direction de Michel Drouin, Flammarion, 1994.

2Malgré son séjour à Guernesey et un voyage à Munich, Stapfer, dont les rapports d'inspection soulignent qu'il travaille à partir de traductions possède trop mal l'anglais et l'allemand pour donner les cours de langue devenus obligatoires en licence. Sur cet aspect de sa carrière, voir Michel Espagne, *Le Paradigme de l'étranger. Les chaires de littérature étrangère au XIX^{ème} siècle*, Cerf, 1993, p. 69, 133, 281.

3Renseignements extraits du dossier personnel de Paul Stapfer, conservé aux Archives Nationales sous la cote A.N. F17 21990.

4 Alain-Fournier, *Chroniques et critiques*, le cherche midi éditeur, 1991, p.200.

5 Elisabeth Cazenave, "L'Affaire Dreyfus et l'opinion bordelaise. Essai de méthodologie", *Annales du Midi*, tome 84, n°106, 1972, pp.63/76.

6 "Zola père et fils", paraît dans *Le Petit Journal* du 23 mai ; deux jours plus tard, Judet signe un second article, "Zola le récidiviste". Pour une analyse de la rhétorique de Judet, voir Janine Ponty "Le Petit Journal et l'Affaire Dreyfus (1897/1899) : analyse de contenu", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct./déc. 1977, pp.641/656.

7 Pour une étude de la rhétorique ordinaire des publicistes engagés dans l'Affaire, voir Richard Griffiths, *The Use of Abuse. The Polemics of the Dreyfus Affair and its Aftermath*, Oxford et Providence, Berg Publishers Limited, 1991.

8. *Billets de la province*, Stock, 1898, p.26 et 138.

9 *Ibid.*, p. 125/126. La Bruyère est évoqué, *ibid.*, p.36. Stapfer donne par ailleurs à son "billet" du 18 juillet le tour d'une fable imitée de La Fontaine où Félix Faure joue le rôle d'un paon dirigeant une équipe ministérielle de dindons, *ibid.*, p.71.

10 Yves Guyot, *Les Raisons de Basile*, Stock, 1898.

11 Extrait du programme du *Siècle*. Pierre Miquel, *L'Affaire Dreyfus*, PUF, "Que sais-je ?", 1973, p. 56.

12 Voir Pierre-Victor Stock, *L'Affaire Dreyfus. Memorandum d'un éditeur*, Stock, 1938 ; éd. cit., Stock, 1994, pp.262/267. La citation de Stapfer est extraite de *Humour et humoristes*, Fischbacher, 1911, p. 204.

13 *Paradoxes et truismes d'un doyen*, Fischbacher, 1904, pp.182/183.

14 A.N. F17 21990, lettre dactylographiée.

15 *Ibid.*, télégramme chiffré avec transcription manuscrite.

16 *Ibid.*, lettre manuscrite.

17 *Idem*. Daté du 25 juillet, le manuscrit de cet arrêté montre que le ministre a songé un temps à "relever" le professeur "de ses fonctions".

18 "Généalogie des Monod", le premier article où Maurras s'en prend à la famille protestante paraît dans *La Gazette de France* le 15/11/197.

19 Joseph Reinach, *Histoire de l'Affaire Dreyfus*, tome 4, Fasquelle, 1904, p.131. Le 3 août, aux obsèques de Félix Pécaut, Ferdinand Buisson prononce un éloge funèbre semblable à celui de Stapfer mais Bourgeois ne prend aucune mesure disciplinaire à son encontre.

20 Sous la signature de Michel Colline, Stapfer évoque sa propre suspension dans son "billet " du 17 septembre intitulé "Un problème moral".

21 Empêché par ses propres étudiants de reprendre son cours en janvier 1899, il renonce à ses activités professorales et obtient un congé qui lui est renouvelé jusqu'au moment de sa retraite. En mai 1899, le rapport annuel de son recteur fait le portrait d'un être affecté par les mesures prises à son encontre : "Il a le sentiment des discordes et des haines qu'il a semées ainsi que des colères auxquelles il est en butte. Il estime qu'il subit une persécution injuste et il est dominé par une idée fixe qui le tourmente". Note manuscrite, A.N. F17 21990.

22 "Histoire des réputations littéraires", *Revue Bleue*, 3/10/1891, p. 441.

23 "L'Immortalité littéraire", *Revue Bleue*, 1/9/1894, p.257.

24 *Les Réputations littéraires (seconde série)*, Fischbacher, 1901, p.57.

25 *Ibid.*, p.18.

26 *Ibid.*, p. 77.

27 Sur la *Genèse des grands hommes* (Lausanne, Mignot, 1895) d'Alfred Odin, voir Alain Girard, *La Réussite sociale en France*, Cahier travaux et documents de l'INED, n°38, 1961, pp 281/296 et Robert Escarpit, "Succès et survie littéraires", *Le Littéraire et le social*, dir. de Robert Escarpit, Flammarion, "Champs", 1970, pp. 148/149.

28 Sansot, 1911.

29 Lettre de Paul Stapfer à Pierre-Victor Stock, citée dans *L'Affaire Dreyfus. Memorandum d'un éditeur*, éd. cit., p.265.

L'AFFAIRE DREYFUS

ET LE MALAISE DANS LA CIVILISATION

Il est toujours possible d'unir les uns aux autres par les liens de l'amour une plus grande masse d'hommes, à la seule condition qu'il en reste d'autres en dehors d'elle pour recevoir les coups.

S.Freud *Malaise dans la civilisation*

A la fin du siècle dernier, la France, ou pour être plus précis, l'éthique nationale et humaine des Français, fut profondément marquée par l'affaire Dreyfus, ou plutôt secouée par elle, comme par un séisme. Lorsque cent ans après nous nous penchons sur cette "Affaire", c'est l'époque passionnante qui l'enfanta, l'imaginaire social de cette époque, qui tout d'abord appelle notre intérêt. A tel point que spontanément nous pouvons nous demander pourquoi et comment, dans une époque aussi fertile en événements politiques et culturels, une histoire individuelle, très dramatique certes, et fort désobligeante pour la France, a pu allumer ainsi l'opinion publique, aller jusqu'à pénétrer dans l'âme de chaque Français : si tel est le cas, l'Affaire aurait eu alors une importante fonction, non seulement auprès des Français, mais par là-même dans l'émergence d'une profonde avancée culturelle, déjà en gestation, en cette fin du XIXème siècle ?

En tant que praticienne de la psychanalyse, nous avons essayé d'approcher cette vaste problématique en nous posant tout d'abord la question suivante : par quels processus, psycho-sociologiques la condamnation d'Alfred Dreyfus, s'est-elle introduite dans la conscience morale des Français au point de les diviser, de les dresser les uns contre les autres, et surtout de les acculer irrémédiablement à naviguer au plus profond d'eux-mêmes à travers la haine et/ou l'amour, le recours en grâce et/ou la condamnation ?

Un autre aspect de cette même question s'est imposé à nous : dans ce bouleversement moral, quel rôle ont joué l'écriture, la littérature, les écrits rédigés au sujet d'Alfred Dreyfus et de son procès : quel rôle a joué, tout spécialement, la presse concernée par cette question ? Ici, nous ne pouvons nous retenir de postuler que l'effort prodigieux réalisé alors par la presse indique que celle-ci fut par excellence le médiateur qui a permis à tous les Français d'entrer corps et âme dans le déroulement de l'Affaire ; par là même, à leur insu, ce médiateur leur aurait permis, ou plutôt imposé, de participer à l'évolution culturelle en cours à cette époque.

A propos de l'essor pris par la presse au décours de l'Affaire Dreyfus Pierre Miquel n'a pas hésité à affirmer: "C'est la presse, toute la presse de gauche et de droite qui a remporté la victoire de l'Affaire."

En résumé, parallèlement au drame qui s'est joué autour de la personne d'Alfred Dreyfus, l'époque était elle-même, comme nous le verrons, déjà en pleine mutation. En fait, cette question, à travers tous ces aspects différents, forme un ensemble dont la dynamique complexe ne permet pas vraiment de les traiter séparément. Nous respecterons cette

globalité et laisserons ici chaque élément de réponse chercher et éventuellement trouver sa place.

Si, comme nous le postulons, une progression culturelle est à espérer dans les siècles à venir, nous poserons ici la question suivante : à la lumière des théories freudiennes qui seront très succinctement évoquées, compte tenu de l'exemple que représente pour nous le déroulement de l'Affaire Dreyfus : quel pourrait être le prix à payer pour qu'une progression, une "renaissance", puisse advenir dans toute culture ?

Aborder la première question impose d'évoquer la silhouette, la présence de cet homme, la manière dont il est perçu par ses supérieurs, la toile de fond —les nuances dominantes sur le plan socio-culturel —sur laquelle un scénario va se fabriquer autour d'A.Dreyfus. Alsacien, de famille juive, il a très tôt choisi, semble-t-il, de vivre et d'étudier en France, hébergé par sa sœur aînée qui habite le Midi. C'est un enfant très intelligent, studieux et discipliné, par ailleurs timide et myope. Très tôt donc, nous le voyons s'orienter, face à la vie et aux autres, à l'opposé d'une attitude chaleureuse, joueuse, séductrice, combattive, dominatrice ou frondeuse. Il semble peu à l'aise dans la complexité des relations humaines ; plus à l'aise par contre, voire brillant, dans le registre du travail, de la discipline. Très vite il choisira d'ailleurs d'entrer dans l'armée. Tout cela ne l'empêchera pas d'épouser sans ambages une riche héritière.

Au moment où va se nouer son procès, on remarquera très vite qu'avec cette timidité, contrebalancée par une certaine rigidité qui, souvent prise pour de l'orgueil ou de la prétention,² jouera en sa défaveur, avec cette myopie, ce savoir intelligent, il n'attire pas la sympathie et ne sait pas se défendre, semblable à un être aux prises avec la présence au plus profond de lui d'un destin fatal.

Destin qui attirera sur lui au mieux la pitié. Ainsi, lors du jugement de Rennes, "quand il paraît dans la salle de l'école de Rennes transformée en tribunal, c'est enfin la réalité psychique du martyr oublié qui s'affirme. Enfin l'homme, dépourvu du mythe. Devant le malheureux, Barrès oublie un instant sa passion de ligueur : "Je sentais que ce nom si exécré de Dreyfus représentait tout de même de la chair vivante et broyée. Une phrase que ce criminel semble avoir prononcée [...] trouve une force singulière pour pénétrer les cœurs par le chemin de la pitié. On lui demandait son impression, il répondit que "C'était bon de voir des êtres humains".³

En fait, c'est son frère qui sera son défenseur. C'est lui qui, grâce à son ultime et impérative demande, obtiendra qu'A.Dreyfus accepte de se battre jusqu'au bout, pour finalement gagner, sortir de la honte, de la culpabilité et du mal dont toute une société en gestation s'était libérée à ses dépens.

A l'intérieur d'une communauté, l'exclusion d'un membre resserre et restaure les liens existants entre tous les autres. Lorsqu'un drame humain important éclate au sein d'une communauté, la présence de ce drame permet de relativiser, d'éteindre et de résoudre les multiples drames personnels ou collectifs en jeu. Comme l'a très crûment remarqué Freud :

Il est toujours possible d'unir les uns aux autres par les liens de l'amour une plus grande masse d'hommes, à la seule condition qu'il en reste d'autres en dehors d'elle pour recevoir les coups.⁴

Ici, nous pourrions écrire : dans une famille, dans une société humaine, grande ou petite (compte tenu des phénomènes d'hystérie collective potentiellement présents dans tout

groupement humain), un ensemble de tensions profondes, d'angoisses mortifères peut faire éclater la haine sur une victime expiatoire, un bouc émissaire. La haine primitive ainsi projetée sur celui qui du même coup se trouve exclu de la communauté, permet à l'amour (à la confiance, à l'estime) de renaître au sein des membres de cette même communauté. Plus largement, au sein des sociétés humaines comme au sein des nations, cette haine, cette jalousie exterminatrice, que potentiellement nous portons en nous, sans doute à notre insu, peut également se trouver projetée sur "l'ennemi". Ces folies sanguinaires ont été maintes fois décrites au décours de l'histoire, celle des révolutions culturelles, entre autres.

Dans l'Affaire Dreyfus nous retrouvons cette dynamique complexe, ces mêmes enjeux humains. Pourtant, l'expression de la haine, les vœux de mort, très présents dans l'imaginaire social et politique de l'époque, n'y seront jamais agis réellement, le sang ne coulera pas. La haine s'exprimera et se résoudra à travers l'élaboration du langage. La justice un instant menacée gardera sa place ; le coupable sera gracié, et même réhabilité.

Que peut dire de plus la psychanalyse ? Elle peut justement souligner ce fait qui, à notre avis, est fondamental : à travers l'Affaire Dreyfus, l'émergence d'un renouveau culturel, allant de pair avec une remise en question profonde des valeurs morales et culturelles au sein de la population française, a suivi un parcours qui porte tout spécialement le psychanalyste à réfléchir. Pour ce dernier en effet, une culture qui permet d'exprimer à travers le langage des scénarios imaginaires meurtriers, de les dépasser et de retrouver l'amour, est une culture en grande progression. Ce parcours est d'ailleurs très exactement celui qui s'effectue au décours d'une psychanalyse.

De fait, il nous faut le préciser ici : primordialement la psychanalyse n'est jamais là pour dire quoique ce soit de plus, de l'ordre d'un savoir acquis en tout cas ! Elle est là, jour après jour, pour "entendre"(traduire, comprendre et étayer) le désir humain à travers les tensions qui le sous-tendent. Ce désir (inconscient, non encore traduit en langage) nous travaille tous énergiquement, pulsionnellement, et nous fait évoluer plus spécialement à certains moments dits de "crise" ; de même il travaille les sociétés et les cultures. Freud a nommé cette énergie, ces tensions qui sous-tendent le désir : pulsions de vie et pulsions de mort ; la résultante de ces poussées contradictoires, souvent vécue sous la forme d'une "ambivalence pulsionnelle" angoissante, paralysante, destructrice (sentiment inconscient de culpabilité) libère, selon Freud, le langage et la créativité humaine qui s'y trouve associée. C'est alors que les tensions mortifères qui animent notre désir peuvent s'élaborer en langage (plutôt qu'en agissements mortifères) et féconder une progression culturelle. A propos de notre monde occidental, de l'épanouissement de la personne humaine, à propos de l'avancée culturelle des sociétés qui le composent, Freud a donc proposé, comme nous essayons de l'évoquer ici, d'importantes constructions théoriques. Selon Freud, durant toute notre vie relationnelle, "l'ambivalence amour/haine avec laquelle nous naissons" nous oblige à affronter en nous-mêmes cette haine primitive "toujours aux aguets" avant que nous soyons capables d'accueillir vraiment l'autre, l'étranger, dans sa différence, de le reconnaître, de l'aimer.

Dans son article "Pulsions et destin des pulsions" (1915) , à propos de la naissance de la relation à autrui Freud écrit :

Dans la relation à l'objet, la haine est plus ancienne que l'amour ; elle provient du refus originnaire que le moi narcissique oppose au monde extérieur, prodiguant les excitations [...] A l'origine l'amour est narcissique, puis il s'étend aux objets.⁵

Dans l'optique de Freud, entrer dans le temps, et dans la différence, soit naître au langage et à la relation à autrui, implique de rencontrer primordialement la haine en soi. Selon Freud, cette haine est projetée dans le monde extérieur : autrui, perçu comme source d'excitation et donc de déplaisir, est à ce titre haï. Cette haine primitive, exterminatrice, naturellement sanguinaire, est présente dans le racisme, comme dans les religions au sein desquelles l'autre, identifié au mal, au traître, doit mourir.

Au cours du développement de l'individu, l'agressivité, l'ambivalence de la crise d'adolescence auraient cette fonction "structurante" : celle qui permet de re-jouer vraiment ce premier "Non", moment fondateur de notre identité.

Dans la théorie psychanalytique, l'agressivité primitive est adressée au Père (à celui qui en occupe la fonction, et n'est pas forcément ou seulement le père géniteur) ; elle est équivalente à un désir (inconscient) de l'éliminer, de le tuer. Quitter, détruire, remettre en question "la parole", les valeurs familiales, sociales et culturelles, serait donc ici, en théorie, équivalent à tuer le Père ; soit tuer symboliquement, en soi-même d'abord, celui qui représente les valeurs culturelles, en tout cas certaines de ces valeurs, le désir de réussir à travers elles. - Primitivement, il s'agit d'une attitude antisociale ; secondairement il s'agira d'effacer, de "tuer" en soi, comme au sein du groupe social qui est le nôtre, l'influence de ce Père, afin que naisse une pensée, une cogitation personnelle et à ce titre novatrice (à ceci près, comme l'a souligné Freud, que la contestation seule est insuffisante, dans la mesure où "contester", précise-t-il, "n'est pas forcément innover."). Dans cette optique, toute progression culturelle peut être considérée symboliquement comme un meurtre du Père. Dans un tel contexte, un bouc émissaire peut parfois se présenter : par le biais d'une identification inconsciente à sa personne, la condamnation et la mise à l'écart de ce bouc émissaire permet de purger la culpabilité latente présente en chaque membre du groupe social ; grâce à l'amour ainsi retrouvé, l'évolution et le renouvellement nécessaires à la progression culturelle du groupe social, redeviennent possibles. Au sein d'une société, de la culture qui l'anime, la présence de cette culpabilité inconsciente (de cette angoisse sociale, de ce malaise) est, selon Freud, inexorablement associée à son développement.

Revenons à l'Affaire Dreyfus et à la question posée au début de cette intervention. A travers un portrait, à travers une brève évocation du drame passionnel qui s'est noué autour de l'Affaire, notre première question commence à prendre du relief. Nous nous étions demandé par quels processus la condamnation d'Alfred Dreyfus avait pu s'introduire dans la conscience morale des Français.

Dans l'optique de la psychanalyse, une première réponse se dégage peu à peu, la voici : la présence, en chaque Français, d'un travail d'identification (inconsciente) à la personne d'Alfred Dreyfus semble avoir permis à la population française de vivre et de résoudre à distance, à travers l'exemple d'A. Dreyfus, leurs propres drames intérieurs ; drames personnels et socioculturels. Drames intérieurs, sentiment (inconscient) de culpabilité qui, tel un destin fatal, accompagnent tout accomplissement personnel, toute progression sociale.

Plus globalement, comme l'écrit Freud :

Le conflit d'ambivalence s'alluma dès l'instant où s'imposa aux hommes la tâche de vivre en commun. Comme la civilisation obéit à une poussée érotique interne visant à unir les hommes en une masse maintenue par des liens serrés, elle ne pouvait y parvenir que par un seul moyen, en renforçant toujours davantage le sentiment de culpabilité. Ce qui commence par le Père s'achève par la masse⁶

En quelque sorte, nous sommes tous coupables. C'est une raison de plus pour que, primordialement, A.Dreyfus, victime expiatoire de notre culpabilité, doive mourir. Toutefois, secondairement naît le doute: s'il n'était pas entièrement coupable? Personne n'est infailible; nous-mêmes n'avons-nous pas...? Vouloir réussir, n'est-ce pas accepter de trahir, de renier certains principes qui nous ont été enseignés (de tuer le père...); ou encore, dans le but de ne pas affronter l'autorité, vouloir réussir n'est-ce pas accepter de se compromettre, d'entrer dans la séduction, de tirer les ficelles; - sans vouloir le reconnaître, bien sûr- il nous faut accepter d'en passer par là, l'erreur est humaine...! ayons l'esprit large; après tout, ne sommes pas tous dignes de pardon?

* * *

Dans le but de mieux cerner la fonction de cette ambivalence, de cette "angoisse sociale", de ce "malaise", comme l'écrit Freud, nous nous sommes demandé: dans quelle mesure l'Affaire Dreyfus a-t-elle pu éventuellement "favoriser, freiner, ou même entamer la poussée créative de grande qualité qui déjà s'amorçait au sein de notre culture occidentale, en Europe, et très précisément en France, depuis plus d'une décennie?" Plus concrètement comment le développement extraordinaire de cette affaire a-t-il influencé l'évolution politique, sociale et culturelle de l'époque?

Comme nous l'apprend l'histoire, l'Affaire Dreyfus fut effectivement considérée comme une des grandes crises politiques de la Troisième République. Cependant, une analyse approfondie souligne qu'elle fut avant tout une épreuve morale décisive dans l'évolution de la société française contemporaine. Citons ici la lecture pertinente d'Elisabeth Roudinesco: "Cette épreuve révolutionna les manières traditionnelles de penser l'hérédité, la faute, le respect et l'honneur. Le positif étant toujours orienté du même côté (la bourgeoisie, la justice, l'armée, l'église) et le négatif de l'autre (la gauche, les juifs, les tarés, les traîtres, les malades mentaux). Rappelons que le premier ministère socialiste (Waldeck Rousseau) émergea de cette période mouvementée".⁷

Afin de progresser maintenant dans cette question – l'Affaire a-t-elle modifié l'évolution culturelle de l'époque – il nous faut passer maintenant de la psychologie individuelle et collective, à l'évolution de la culture. La théorie psychanalytique peut-elle s'aventurer à établir un lien de similarité entre les trois types de crises: celles qui surviennent au décours de l'évolution de l'individu, celles qui surviennent au décours de la progression d'un groupe social, et celle qui révolutionnent l'inconscient collectif des sociétés jusqu'à rendre possibles des mutations culturelles? Une inter-relation entre ces différentes crises semble possible: comment le "Père" de la psychanalyse a-t-il essayé de la théoriser?

A cette deuxième question, nous répondrons ainsi: Freud a effectivement postulé que l'évolution de l'individu comme celle des peuples pouvaient relever d'un même processus, équivalent à un désir "inconscient" de tuer le Père. A vrai dire, pour aboutir à cette construction théorique, Freud a postulé également (cette proposition fut très vivement contestée) que, originellement, avant toute possibilité de meurtre symbolique, des meurtres réels avaient dû avoir lieu nécessairement. Dans *Moïse et le Monothéisme* il écrit ceci:

Je n'hésite pas à affirmer que les hommes ont toujours su qu'ils avaient un jour possédé et assassiné un père primitif.⁸

Selon Freud, le sentiment de culpabilité, le remords, le malaise résultant de ce meurtre sont à l'origine de l'éveil de la conscience, à l'origine également du retour de l'amour, de la vénération ressentie alors pour ce Père, ou du retour à une filiation découverte ailleurs, autrement. Dans ce même texte il précise :

Le meurtre de Moïse constitua justement une répétition de ce genre, comme aussi, plus tard le meurtre du Christ après une procédure soi-disant judiciaire. [...] Il semble que sans eux, la genèse du monothéisme n'eut pas été possible et l'on songe aux paroles du poète :

Ce qui est destiné à vivre éternellement dans les chants
Doit d'abord sombrer dans l'existence.⁹

Devant ces termes : "après une procédure soi-disant judiciaire", nous ne pouvons nous retenir de penser au procès d'A. Dreyfus. De même, nous ne pouvons nous retenir d'assimiler, comme d'autres l'ont déjà fait, le destin de Moïse, tel que le décrit Freud. Moïse, précisons-le, imposa à son peuple d'adorer un dieu non représentable. On rencontre là, commente Freud, "une mise à l'arrière de la perception sensorielle par rapport à l'idée abstraite, un triomphe de la spiritualité sur les sens, ou plus précisément un renoncement aux instincts avec tout ce que ce renoncement implique au point de vue psychologique."¹⁰

Freud lui-même a toujours pensé qu'il devrait "somber". En 1914 il écrivait :

J'ai fini par comprendre que je faisais partie dorénavant de ceux qui, selon l'expression de Hebbel "troublaient le sommeil du monde" et que je n'avais pas à compter sur l'objectivité et la tolérance [...] J'étais prêt à subir le sort que cette découverte devait me valoir momentanément.[...] Je réussirais probablement à me maintenir grâce aux effets thérapeutiques de mon procédé mais je resterais ignoré par la science tant que je vivrais. Quelques dizaines d'années après ma mort, un autre découvrirait inévitablement ces mêmes choses, aujourd'hui inactuelles, saurait les imposer à l'acceptation générale et m'élèverait à la dignité d'un prédécesseur malheureux.¹¹

* * *

Hamlet : "La conscience fait de nous tous des lâches [...] Si nous étions traités selon nos mérites, qui pourrait échapper à la fustigation ?"

Alfred Dreyfus, c'est nous-mêmes, à travers sa timidité, sa maladresse, sa naïveté, mais aussi son ardeur doublée d'une infatigable ténacité à "réussir", à "en" sortir, de ces histoires impossibles qui n'arrivent qu'à nous ! Toutefois, le doute a vite fait de s'installer: celui qui en sort est peut-être un traître...? celui qui réussit est peut-être un coupable...? Alfred Dreyfus semble avoir été, en même temps, le reflet et le révélateur, de l'ambivalence primitive qui nous habite, de ce malaise, de cette mauvaise conscience qui nous rend à la fois tous coupables, et tous dignes de pardon.

En fait, une fois agie et exprimée, cette culpabilité (inconsciente) est, selon Freud, à l'origine de la naissance en nous de la conscience morale (conscience de l'existence d'autrui, et respect de celle-ci). "Ainsi, grâce à la presse, les idées dreyfusardes faisaient leur

chemin même si elles déclenchaient parmi leur clientèle inattendue des comportements de mauvaise conscience.¹²

La parole orale et écrite, c'est le lien humain qui nous fait être et lentement, péniblement, nous permet de devenir. C'est le moyen et le témoin de notre évolution, l'expression du désir qui nous habite et nous dépasse continûment. Dans cette Affaire, la parole et l'écriture furent parallèlement le médiateur indispensable qui a permis à chaque Français d'avoir sa lecture personnelle des événements, de se sentir personnellement impliqué ; accusateur accusé, et par là même, condamné et pardonné.

Le drame passionnel, moral, politique et culturel, qui globalement se joue dans une société en pleine mutation peut être, comme nous l'avons vu à la lumière de la théorie psychanalytique, conceptualisé sous le nom de meurtre du Père. L'intérêt d'une telle théorie est d'étayer, en la soutenant, la qualité irrémédiablement et nécessairement "ambivalente" du désir qui nous habite et nous dépasse, la qualité aussi de la créativité qui s'y exprime. Qu'il s'agisse de l'évolution de l'individu dans sa famille, de celle des sociétés et de celle des cultures, cet "accouchement" humain est fait de séismes, de coupures et de déchirures. Il est à la fois violence et amour. La dynamique inconsciente qui peut nous mener de cette violence primordiale, à l'amour retrouvé (perdu dans un premier temps, et sublimé-retrouvé secondairement), c'est le désir. A condition toutefois que chaque humain puisse reconnaître et accepter de faire travailler en lui-même d'abord cette haine, cette violence, cette mauvaise conscience plutôt que de s'en défaire sur autrui : ici A. Dreyfus.

A notre avis, le contexte de la fin du XIXème siècle peut être considéré comme représentatif d'un type de progression culturelle. Il s'agissait nous nous en souvenons, d'une société fragilisée par des échecs politiques, idéologiques, et par ailleurs, d'une société en pleine mutation dans sa manière d'approcher, de découvrir et de comprendre la psychologie humaine (psychologie individuelle et psychologie sociale).

La progression des sociétés humaines nécessiterait-elle d'en passer régulièrement par de tels orages ? Par ailleurs, ce genre de crise, qui permet à chaque individu de se sentir impliqué corps et âme dans l'aventure culturelle, ne peut-il être considéré comme un immense progrès si nous le comparons à d'autres importantes révolutions culturelles ?

Dans nos sociétés occidentales, en avons-nous maintenant fini avec les révolutions sanguinaires ? La crise qui s'est jouée et dénouée au moment de l'Affaire Dreyfus, et à travers elle, peut-elle être considérée comme l'annonce d'une telle progression culturelle ? Rappelons toutefois ici la sagesse (que certains nomment pessimisme) avec laquelle Freud écrivait, en 1929 :

Si la civilisation est la voie indispensable pour évoluer de la famille à l'humanité, ce renforcement [Il s'agit dans ce texte du renforcement du sentiment inconscient de culpabilité ; sentiment décrit par Freud comme un "Malaise dans la civilisation"] est alors indissolublement lié à son cours, en tant que conséquence du conflit d'ambivalence avec lequel nous naissons, et de l'éternelle querelle entre l'amour et le désir de mort.¹³

Cette lutte est somme toute, le contenu essentiel de la vie.¹⁴

Là s'arrête semble-t-il, la réponse humaine que la psychanalyse peut essayer d'avancer aujourd'hui aux questions que nous lui avons posées au sujet de l'Affaire Dreyfus.

Nicole GRENIER

¹ P.Miquel, *L'Affaire Dreyfus*, PUF, 1971, p. 68

² Dans le dossier d'A.Dreyfus, on relève cette notation : "Officier incomplet, très intelligent et très doué, mais prétentieux et ne remplissant pas, au point de vue du caractère, de la conscience, de la manière de servir, les conditions nécessaires pour être employé à l'état-major de l'armée." (cité par P.Miquel, *op.cit.*, p. 8).

³ P.Miquel, *op.cit.*, p. 108

⁴ S.Freud, *Malaise dans la civilisation*, (1930) PUF, 1981, pp. 68

⁵ S.Freud, *Métapsychologie*, Gallimard, 1968, pp. 42-43

⁶ S.Freud, *Malaise dans la civilisation*, p. 91

⁷ E.Roudinesco, *Histoire de la psychanalyse en France*, Seuil, 1986 ; tome I, p. 181

⁸ S.Freud, *Moïse et le Monothéisme*, Gallimard, 1948, p. 153

⁹ *Ibid.*, p. 137 - La citation vient du poème de Schiller, "Les dieux de la Grèce".

¹⁰ *Ibid.*, p. 152 — Voir également p. 153 : "Sous l'influence de conditions extérieures qu'il ne nous appartient pas d'étudier ici et qui d'ailleurs ne sont pas toutes bien connues, une organisation patriarcale de la société succéda à l'organisation matriarcale, ce qui d'ailleurs provoqua un grand bouleversement des lois alors en vigueur. (...) Mais ce bouleversement, ce passage de la mère au père a un autre sens encore: il marque une victoire de la spiritualité sur la sensualité et par là un progrès de la civilisation. En effet, la maternité est révélée par les sens, tandis que la paternité est une conjecture basée sur des déductions et des hypothèses. Le fait de donner ainsi le pas au processus cogitatif sur la perception sensorielle fut lourd de conséquences." Comme nous pouvons le penser, ce mouvement, cette oscillation qui consiste à revenir à notre source sensorielle profonde, pour de nouveau la quitter, semble profondément inscrit en nous, tel un cheminement inexorablement semé de coupures, de deuils et de renaissances."

¹¹ S.Freud, *Cinq leçons sur la psychanalyse*, Payot, 1987, p. 89

¹² P.Miquel, *op. cit.*, p. 53 — Noter, pp.53-55, les remarques sur l'évolution du prince de Guermantes dans le roman de M.Proust.

¹³ S.Freud, *Malaise dans la civilisation*, , pp. 91

¹⁴ *Ibid.*, p.78

LITTÉRATURE ET NATION

Revue d'histoire des représentations
littéraires et artistiques.

Liste des numéros disponibles

(les numéros 1 à 4 et le numéro 7 sont épuisés)

- N° 5. Théâtre à succès vers 1900, I. (dir. : Pierre Citti)
- N° 6. Théâtre à succès vers 1900, II
- N° 8. L'Histoire littéraire (dir. : Pierre Citti)
- N° 9. La Question de l'origine chez les historiens français
du XIXe siècle. (dir. : Paule Petitier)
- N° 10. Mythe, musique, poésie : Don Juan, Faust. (dir. : Pierre Citti)
- N° 11. La Culture d'Anatole France, I (dir. : Pierre Citti)
- N° 12. La Culture d'Anatole France, II
- N° 13. L'Idée impériale en Europe (1870-1914) (dir. : Pierre Citti)
- N° 14. Mallarmé a-t-il eu des disciples ... de son vivant ?
(dir. : Jean-Louis Backès)
- N° 15. Mallarmé a-t-il eu des disciples ... après sa mort ?
- N° 16. Le Bergsonisme de 1889 à 1914 (dir. : Francis Kaplan)

LITTÉRATURE ET NATION

Revue d'histoire des représentations
littéraires et artistiques.

PROCHAINES PUBLICATIONS

- N° 17. **Balzac lu, imité, contesté et vécu (1850-1914),**
sous la direction de Jean-Louis Backès
- N° 18. **Michelet et la question sociale,**
sous la direction de Paule Petitier
- N° 19. **Le symbolisme en Belgique,**
sous la direction de Guy Teissier
- N° 20. **Le XVIII^e siècle vu en 1900,**
sous la direction de Jean-Christophe Abramovici

NUMÉROS HORS SÉRIE

Disponibles

**Forme et déformabilité. Les opérations
énonciatives et leurs représentations,**
sous la direction d'Alain Delplanque

Les jeunes et l'Europe,
sous la direction de Claude Tapia

A paraître

**Les représentations de la littérature
dans les institutions d'enseignement
et les pratiques didactiques (1887-1990),**
sous la direction de Marie-Françoise Chanfrauft-Duchet